

الجزيرة

LE MONDE

36 pages - 15 F
Algérie : 6 DA
Arabie Saoudite : 19,00 F
Belgique : 25 FB
Canada : 2,25 \$ C
C.F.A. : 800 F CFA
Espagne : 270 P
E.U. : 2,10 \$ US
Gr.-Bret. : 1,10 £
Irlande : 1,70 £
Italie : 3,500 lire
Japon : 14,50 ¥
P.-Bas : 3,00 Fl.
Suède : 900 F CFA
Suisse : 3,80 FS
Tunisie : 1,700 m
Abonnements : voir tarif page 13

diplomatie

Le scandale des ventes d'armes à l'Iran

(Pages 8 à 11.)

TENSIONS SOCIALES ET GUERRE ÉCONOMIQUE

Fractures

Par CLAUDE JULIEN

B IEN que ce monde soit rétréci aux dimensions, dit-on, d'un « village planétaire », aucun lieu ne saurait exister, à première vue, entre les mouvements de grève qui ont paralysé les services publics en France et la décision prise par le gouvernement brésilien d'expulser la banque Mellon (1). Ces deux événements fort dissemblables procèdent pourtant d'une même réaction contre la folle logique qui se déploie à l'échelle du globe. Grévistes français et autorités brésiliennes ont refusé de s'incliner devant une attitude qui, au nom de la sacro-sainte liberté d'entreprise, prétend bâtir un avenir meilleur en sacrifiant les conditions de vie au respect des « grands équilibres » économiques.

malgré les apparences, ne vivent pas dans le même monde. Les salariés confrontent leur bulletin de paie à leurs besoins, dont l'employeur ne peut être juge. Les pays endettés voient de mois en mois s'aggraver l'austérité imposée aux couches les plus pauvres de la population, que le FMI n'a certes pas mission de mater.

Pour l'avoir souvent entendu, les uns et les autres connaissent bien le raisonnement qui leur est opposé : sous peine de casser la machine, chacun doit, en ces temps d'épreuve, accepter sa part de « rigueur ». Faut-il de quoi, le moindre « dérapage » entraînera la catastrophe. Mais soudain, en France comme au Brésil ou en tant d'autres pays, des récalcitrants, sans même prendre la peine de réfuter l'argument, marquent leur refus. Peut-être les plus étonnants est-il qu'ils n'aient pas ainsi réagi plus tôt.

Rigueur surtout pour les salaires

E N France, comme dans les bureaux du Fonds monétaire international, le discours de la « rigueur » possède une force irrésistible. « Pour créer des emplois, il faut produire. Pour produire, il faut pouvoir vendre sur le marché intérieur ou sur le marché extérieur. Et, pour vendre, il faut être compétitif [...]. En ce qui concerne la masse salariale et en ce qui concerne le temps de travail, [le gouvernement] ne modifiera pas sa position », déclare M. Jacques Chirac le 6 janvier (2). Les salaires seraient donc les seuls responsables du manque de compétitivité de l'industrie française ; les augmenter serait, en outre, relancer l'inflation. Le premier ministre reprend le même thème trois jours plus tard, et le *Figaro* (3) se réjouit de le voir ainsi « inébranlablement fidèle à sa position très ferme de la première heure ».

désespoir des paysans sans terre, la violence des pauvres au cœur des villes, et celle des propriétaires terriens qui arment des milices privées pour s'opposer à une bien modeste réforme agraire, la flambée des prix des produits indispensables à la simple survie. A ce sombre tableau s'opposent, à l'intérieur, l'insolente opulence d'une minorité, à l'extérieur, les profits croissants des banques créditrices.

Un aspect « parfaitement idéologique et démagogique »

un aspect « parfaitement idéologique et démagogique » (4), de telle sorte que la grève de la SNCF « n'a plus de légitimité » (5). Les commentateurs les plus avisés embobent le pas : il ne faut surtout pas « partir atteint à la rigueur salariale » (6). Une précision : elle signifie que la rigueur non salariale doit évidemment être traitée de manière différente.

Avalanche de bienfaits pour les privilégiés de la crise

Par CHRISTIAN DE BRIE

Plus de 30 millions de chômeurs - 8,5 % de la population active - sont à la recherche d'un emploi dans les pays industrialisés membres de l'OCDE où aucune amélioration sensible n'est attendue pour les dix-huit mois à venir. Avec 2574100 demandeurs d'emploi - 10,7 % de la population active, - la France comptait, en janvier 1987, 133300 chômeurs de plus que l'année précédente. Ces chiffres officiels viennent conforter les inquiétudes exprimées lors des manifestations étudiantes et des grèves dans les services publics. Apparemment plus préoccupé de favoriser les privilégiés et de mettre en chantier des réformes inégalitaires, le gouvernement de M. Jacques Chirac voit monter les résistances à son projet néolibéral, calqué sur un modèle qui fait faillite aux États-Unis comme en Grande-Bretagne (voir pages 3 à 7).

AVEC empressement et sans discrétion, la droite revenue au gouvernement accumule les mesures favorables aux privilégiés de la crise. Les unes, par idéologie néolibérale ou pour satisfaire certaines clientèles. Les autres, dans la logique d'une politique économique qui affirme lourdement, et jusqu'à présent sans résultat, que la solution au problème du chômage passe par le gonflement des profits des entreprises.

En tout bien tout honneur, les plus riches sont servis les premiers, avec la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, impôt symbole de la précédente majorité : 4 milliards de recettes fiscales en moins, 4 milliards de revenus supplémentaires pour les 100 000 ménages les plus fortunés, dont 2,7 milliards pour les 10 000 contribuables qui déclarent une fortune supérieure à 10 millions de francs.

Le contraste est saisissant entre les avantages accordés à quelques-uns et la rigueur imposée au plus grand nombre. Qui tente de dresser un bilan reste confondu par le cynisme de cette redistribution à rebours de la richesse nationale et des deniers publics. S'y ajoutent l'activisme revanchard de la droite « dure » et l'avidité sans retenue des puissances d'argent dans le dépeçage des entreprises nationalisées et des chaînes de télévision.

Un effort particulier a été fait en faveur des fraudeurs de tous poils, spécialistes de ventes sans ou avec fausses factures, de transferts illicites de capitaux, de commissions occultes, de comptabilités truquées et du blanchiment de l'argent gagné « au noir » : rétablissement de l'anonymat sur les achats et ventes d'or, qui peuvent être réglés par tous moyens, l'obligation du paiement par chèque pour des achats de plus de 10 000 F étant supprimée ; amnistie, sous réserve du paiement d'une taxe libératoire et anonyme de 10 %, pour les avoirs détenus irrégulièrement à l'étranger et rapatriés avant le 1^{er} janvier 1987.

LE MENSUEL DU MONDE ARABE ET DE LA FRANCOPHONIE

Arabes

février 1987

En vente dans les kiosques et les librairies. Des thèmes brûlants, traités par des journalistes au parfum. Parmi les articles publiés dans le numéro 2 :

- UN DOSSIER : LES 7 PLAIES D'EGYPTE
- UN DOCUMENT, DE LUCIEN DAHDAH : LE LIBAN N'EST QU'UN BANC D'ESSAI POUR LE TERRORISME
- UN EDITORIAL, DE MICHEL JOBERT : ETRE DEMOCRATE AU MAGHREB
- UNE ENQUETE, DE MICHEL LE LONG : L'ISLAM MENACE OU ESPOIR POUR L'OCCIDENT ?
- UN REPORTAGE, DE TAHAWI : COMMENT PEUT-ON ETRE PARISIEN EN 1830 ?
- UNE ANALYSE, DE PHILIPPE RONDOT : L'OLP, DECADENCE OU RENAISSANCE ?
- UNE LETTRE, DE PAUL BALTA : LE COURANT PASSE MAL EN MEDITERRANEE

DANS CE NUMERO :

Signaux d'alerte

RESPONSABILITES HUMAINES

Aucune de ces secousses ne saurait être assimilée à un cataclysme naturel. Seul l'homme en est responsable, et il peut donc les éviter. C'est lui qui provoque « LA DISPARITION DE LA FORÊT TROPICALE » en Afrique comme en Amazonie (pages 30 et 31), tout comme « LES APPRENTIS SORCIERS ONT AGGRAVÉ LES CHAOS AU PROCHE-ORIENT » (pages 10 et 11). Ce sont encore des décisions humaines qui déstabilisent l'Amérique centrale par « LA LONGUE GUERRE OCCULTE CONTRE LE NICARAGUA » (pages 8 et 9) et perturbent l'Afrique avec les « RISQUES ACCRUS D'INTERVENTIONS ÉTRANGÈRES AU TCHAD » (pages 12 et 13). Pourtant, rendus de plus en plus schizophrènes par le traitement médiatique de l'information, combien de citoyens se montrent indifférents ou résignés, alors qu'il leur appartient d'écrire l'histoire de ce temps ?

SECURITE ET DEFENSE

Quelques certitudes s'emparent cependant des dirigeants. Mais c'est pour, face au terrorisme, préconiser « UNE SAINTE ALLIANCE CONTRE L'INSAISSISSABLE ENNEMI » (page 16) ou pour renforcer « LE DISPOSITIF MILITAIRE DANS LE GOLFE ET L'OCEAN INDIEN » (pages 16 et 17). Trop peu d'esprits s'interrogent sans passion sur « LA PUISSANCE ET LE ROLE DE L'ARMEMENT PRESTRATEGIQUE FRANÇAIS » (pages 14 et 15). Peut-on encore espérer que la raison l'emportera sur la peur, sur toutes les peurs ?

M 2136-395 - 16 F

Voir le sommaire détaillé page 36.

se

de Venise est alors

Carlotto à dis-

pour un crime particu-

Elle se retire. Le

Carlotto aussi. Nul

Ni arrestation à

d'arrêt. Il rentre

il y restera paisiblement

rejet de son pourvoi,

la Cour de cassation

France, ne juge pas au

pour le Mexique et y

Aucune procédure

engagée. Ce sont les

en 1985 parce

le pays avec de faux

sa peine en

amis s'emploient très

revision de son procès,

l'affaire va pren-

décisive dimension.

plusieurs dizaines de

un appel en faveur

droits de

dossier et demande

d'Italie à Paris.

Fédération interna-

de l'homme part, en

l'Italie. Parallèle-

en Angleterre et

dialogue international

tiendra à Padoue

de revanche

mobilisation euro-

des préoccupantes

et de son environ-

qui joua un rôle

assurant. L'appar-

Carlotto au mouve-

Loti Continua fit

commun ne fut

Il est, par even-

les deux procès

déterminé pendant un

révisée aux ter-

italienne, soumise

l'emporter, à

les garanties

expéditive.

mais on ne voit

voisins serait ce

l'intention des

nationalistes qui se

pour Carlotto un

son dossier. Echappant

péninsulaires

que de porter

sans doute plus

comme on dit.

européen peut et

la vigilance contre

économiques et d'une

obtenir réparation

de la justice des

Palestiniens : entre-

Partie de Dominique

engagement).

le nouveau pour

anche militante

Rommet.

trèrent sur l'is-

résumé.

VEN : « La Révis-

Parti des patriotes

par Claude Fel-

Rommet, par Mar-

1986

au Maroc.

ier 198

TRENTE ANS APRÈS LA SIGNATURE DU TRAITÉ DE ROME

La construction européenne à la recherche d'un second souffle

Par BERNARD CASSEN

La célébration du trentième anniversaire de la signature du traité de Rome (25 mars 1957) devrait être propice aux bilans et aux interrogations sur le degré d'avancement de la construction européenne.

Ce que l'opinion perçoit, en effet, des prises de décision à Bruxelles, ce sont les réunions convoquées en catastrophe et qui se transforment en séances marathon. Les deux dernières en date furent particulièrement caractéristiques à cet égard: celle du 12 janvier, qui a conduit au réaménagement monétaire consacrant la suprématie du mark, et celle du 21 janvier, qui, au terme de vingt heures de négociations, a tiré les conséquences dans le domaine agricole.

« Grand marché intérieur », aubaine pour les multinationales ?

L'ACTE unique européen, récemment ratifié par le Parlement français (2), marque incontestablement un pas en avant, aux limites de ce que la totalité des Etats membres peuvent actuellement « digérer » en termes de transferts de souveraineté. Pour aller au-delà, il faudrait une forte dose supplémentaire de volonté politique et, surtout, la mise en œuvre de nouvelles politiques communes.

En un quart de siècle, la Communauté a dépassé le stade de l'auto-provisionnement dans pratiquement tous les domaines, les exceptions étant le maïs, les fruits et le mouton (3). Pour un pays comme le Royaume-Uni, qui n'avait pourtant pas ménagé ses efforts

n'est pas « aussi » l'un des facteurs qui expliquent un certain euro-pessimisme ambiant dont un ouvrage de Jacques van Helmont, publié par la Commission des communautés européennes, se fait l'écho (1).

L'auteur, ancien haut fonctionnaire de la Commission et ancien secrétaire général du comité d'action pour les États-Unis d'Europe, ditons par son président Jean Monnet en 1975, évoque l'histoire inachevée de la Communauté, caractérisée, selon lui, par le hiatus entre l'avancement du processus d'intégration économique et l'absence de volonté continue d'unité, ce qui le conduit à préconiser la signature d'un nouveau traité. Travers que l'on peut considérer comme une déformation professionnelle classique chez tout membre d'une puissante bureaucratie, Jacques van Helmont privilégie quelque peu les échafaudages institutionnels par rapport à l'élaboration des contenus. Quel que soit le pouvoir dévolu à telle ou telle structure, il n'aura de sens que s'il s'exerce sur un tissu dense — existant ou en gestation — de politiques et de pratiques communes, ce qui est tout autre chose que la juxtaposition de politiques et de pratiques nationales. La véritable question semble donc, aujourd'hui, pour la CEE: y a-t-il adéquation entre ses institutions et ses politiques ?

tiques à l'égard de la PAC (et même obtenu de substantielles compensations financières lors du conseil européen de Fontainebleau, en juin 1984), le bond en avant a été particulièrement spectaculaire: entre 1973 et 1986, le taux d'autosuffisance agricole est passé de 60 % à 80 %, au point que le pays, naguère importateur de céréales, en est devenu le sixième exportateur mondial. La gigantesque ponction de la PAC sur le budget communautaire (presque 64 % du total) impose, de toute manière, des solutions nouvelles dès 1987, vraisemblablement sous la forme d'une « renationalisation » accrue des aides aux agriculteurs. Cela ne facilitera pas la mise au point d'une véritable stratégie commune, l'unanimité se faisant seulement, comme ce fut le cas le 26 janvier dernier à l'occasion du différend agricole, pour capotuler devant les exigences américaines.

Si la PAC est un « succès », elle est aussi un cas isolé. Les deux autres grands secteurs dont dépendent l'économie et l'avenir de l'Europe, la recherche et l'industrie, n'ont pas historiquement bénéficié des mêmes priorités.

En matière de recherche et de technologie, la Commission de Bruxelles, acclamant ses efforts à partir de 1984 (4), a adopté une démarche lucide et volontariste, malgré les réticences ou les objections de certains Etats membres, en lançant de grands programmes comme RACE, BRIT, et surtout ESPRIT dans le domaine des nouvelles technologies de la communication, qui relève enfin le défi américain en matière de structures coopératives de recherche industrielle (voir l'article de Pierre Dommergues, page 29). Actuellement, près de trois mille chercheurs travaillent sur plus de deux cents projets ESPRIT qui associent universités, centres de recherche et industriels sur la base d'un financement paritaire CEE-entreprises.

Il est révélateur que les gouvernements des trois grands Etats néolibéraux de la CEE (France, RFA, Royaume-Uni) soient les plus acharnés à vouloir « réviser » le budget et le programme-cadre de la recherche proposée par la Commission. Prenant à la lettre les proclamations de désengagement de l'Etat de l'administration Reagan (alors que sa pratique en la matière est rigoureusement inverse), Mme Thatcher comme MM. Chirac et Kohl, contre l'avis de leurs propres industriels (5) qui apprécient son caractère de stimulation (voir l'article de Philippe de Montgolfer, page 29) et arguant de la « bureaucratiation des procédures », sont en train de rogner les ailes de l'un des plus remarquables programmes européens.

Eurêka, programme européen de coopération technologique, lancé par M. François Mitterrand en 1985, a inspiré de la logique d'ESPRIT pour ce qui est des financements incitatifs, la seule différence étant que ceux-ci ne proviennent pas de la CEE mais des gouvernements des dix-neuf pays ayant accepté d'y participer. Initialement accueilli avec réticence, Eurêka a maintenant pris son rythme de croisière avec plus de cent projets adoptés. C'est un programme à géométrie variable, industriels et Etats choisissant « à la carte » leur mode de participation.

Cette logique de la géométrie variable avait déjà inspiré les deux seuls grands programmes de coopération industrielle d'envergure dont l'Europe puisse aujourd'hui s'enorgueillir: Airbus (grâce au consortium Airbus Industrie) et l'espace, sous l'égide de l'Agence spatiale européenne (6). L'Europe des télécommunications, secteur stratégique entre-tout, est en panne (7) et, en dernière analyse, seuls les grands groupes multinationaux

comme IBM ou Texas Instruments considèrent l'Europe comme un marché unique. Ainsi que le note un récent rapport du CEPIL, « les firmes nationales sont encore trop nationales et pas assez européennes. L'unification du marché est une condition de l'efficacité, elle ne la garantit pas. Les firmes non européennes l'ont compris et adoptent d'emblée une vision globale du marché européen (8) ».

A qui va donc profiter, en 1992, le « grand marché intérieur », ambition proclamée de l'acte unique ? La logique libérale qui l'inspire — levée de tous les obstacles non tarifaires, harmonisation des normes, ouverture des marchés publics aux entreprises des pays tiers — à ceci de paradoxal qu'elle va requérir plusieurs centaines de dé-

sions des Etats ou de la Commission. Il faudra « plus d'Etat » d'abord pour en avoir moins ensuite. A ce jour, les industriels européens se sont montrés plus enclins à s'allier à des Américains qu'à des Japonais qu'à trouver des partenaires au sein même de la CEE. Le grand espace de 320 millions de consommateurs risque d'être un véritable abîme pour les multinationales, particulièrement dans les secteurs les plus critiques, ceux de l'informatique et des instruments de précision. Une politique industrielle commune — mais le vocabulaire est banni en France et chez ses principaux voisins conservateurs — serait une réponse au défi du grand marché intérieur, mais on n'en prend guère le chemin.

La mobilisation de l'imaginaire

TOUT se tient: politiques communes, élargissement des compétences des organismes supranationaux et soutien de l'opinion publique. Il est évident que le grand marché intérieur n'est pas un concept de nature à provoquer la mobilisation de l'imaginaire des populations qui, seule, permettrait à ce pôle inachevé qu'est l'Europe communautaire de prendre tout son sens. Il y faudrait une grande ambition, un « espace social européen » alignant les acquis nationaux par le haut. Le Parlement européen, lors de sa session de novembre dernier, a adopté, à d'écrasantes majorités, des textes réclamant une directive-cadre au niveau européen sur la protection des salariés soumis à

des contrats de travail flexibles, en particulier pour le travail à domicile, la réduction du temps de travail, des conventions collectives européennes. Le discours institutionnel sur la construction européenne n'aura guère de prise tant qu'il ne s'appuiera pas sur l'espérance de modifications en profondeur des conditions de vie et de travail. Même si, pour l'extérieur, comme le souligne le dernier rapport Ramsès, « l'Europe des communautés incarne quelque chose de neuf dans le jeu international. Elle fascine, inquiète, parfois déçoit. Les pays tiers lui attribuent une capacité de décision, une cohérence qu'elle n'a pas vraiment (9) ».

(1) Jacques van Helmont, Options européennes 1945-1985. Avant-propos de Jean-François Deniau, Office des publications officielles des Communautés européennes, coll. « Perspectives européennes », Luxembourg, 1986, 186 pages, 86 F.
(2) L'Acte unique européen, signé en février 1986, après l'accord politique survenu entre les chefs d'Etat et de gouvernement réunis en conseil européen à Luxembourg les 17 et 22 décembre 1985, regroupe des dispositions relatives, sur certains points, la Communauté économique européenne, la Communauté européenne du charbon et de l'acier et l'EURATOM. Ses innovations les plus importantes sont: l'extension des domaines dans lesquels les décisions du conseil européen, qui, jusque-là nécessitaient l'unanimité, pourront être prises à la majorité qualifiée (marché intérieur, coopération monétaire, technologie, environnement); un léger accroissement des compétences du Parlement européen et la création d'un secrétariat auprès de la présidence du conseil européen, afin de faciliter la coordination des politiques étrangères des Etats membres.
(3) Voir la Lettre du CEPIL, n° 60, décembre 1986.
(4) Cf. Commission des communautés européennes, La Politique communautaire de la recherche et de la technologie, ses dévelop-

nements jusqu'en 1984, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1986, 256 pages, 77 F. ainsi que le dossier sur l'Europe technologique de la Jeune et la Rouge, revue de la Société amicale des anciens élèves de l'Ecole polytechnique, n° 418, octobre 1986 (5, rue Descartes, 75003 Paris).
(5) Cf. Eric Le Boucher, « Les industriels français s'inquiètent de l'avenir d'ESPRIT », Le Monde, 19 décembre 1986.
(6) Cf. Bernard Cassen, « L'autonomie spatiale de l'Europe en question », Le Monde diplomatique, octobre 1986, et Jean-Marie Laiton, « L'Europe troisième Grand part entière », Le Monde diplomatique, janvier 1987.
(7) Cf. Jean-Michel Quatrepoint, « Les enjeux internationaux de la privatisation de la CGCT », Le Monde diplomatique, décembre 1986.
(8) Centre d'études prospectives et d'informations internationales, Industrie mondiale: la compétitivité à tout prix, sous la direction de Michel Fouquin, Economica, Paris, 1986, 332 pages, 150 F.
(9) Institut français des relations internationales, Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies, sous la direction de Thierry de Montbrillat, Paris, Economica, 1986, 402 pages, 138 F.

CORRESPONDANCE

La « guerre des étoiles » à l'Ecole polytechnique

En novembre dernier, le général Abrahamson, directeur de l'Initiative de défense stratégique (IDS) aux Etats-Unis, a fait une discrète visite en France où il a été reçu par le commandant de l'Ecole polytechnique, qui avait mobilisé, à cet effet, les deux promotions de ses élèves. Les futurs cadres de l'armée et de l'industrie françaises ont ainsi pu entendre une version originale de la « guerre des étoiles ». A ce propos, l'un des auditeurs de l'anonyme, nous fait part de ses remarques:

La délégation américaine était conduite par le général Abrahamson, directeur du programme IDS, accompagné du D' Marquet, professeur au MIT, et du général Fowles.

Le grand amphithéâtre était comble. On avait aménagé l'emploi du temps pour que tous les élèves des deux promotions puissent être présents: ils étaient tous là, en uniforme, bien entendu. Sur les premiers rangs, quelques professeurs, pas très nombreux, étaient joints aux membres de la direction de l'Ecole. D'un cri claquant

comme une salve, le colonel, commandant en second l'Ecole polytechnique, a annoncé « Le général ! », et les deux promotions ont accueilli, debout, le général Chavanat.

Le général Chavanat a alors présenté son ami, le général Abrahamson. Introduisant l'IDS comme « le plus grand défi qui ait été lancé depuis le projet Apollo », il qualifie les Etats-Unis de « pays des grands défis »: « Quelques mouvements dans l'auditoire, en haut de l'amphi à sa gauche, donnent à penser que cette opinion n'est pas unanimement partagée... »

Le général Abrahamson prend ensuite la parole. Le général de la « guerre des étoiles », fort à l'aise dans un costume bleu sombre très civil, a les allures d'un grand communicateur. Il s'excuse de ne pas pouvoir s'exprimer en français, mais il saura bien se faire comprendre, en anglais, à un rythme très lent, parfaitement maîtrisé. « We need your help », dira-t-il aux élèves, pour relever ce grand défi lancé par « The President ».

Il interpelle aussitôt les élèves, leur demandant combien d'entre eux ont vu Star Wars, faisant ceux qui n'ont pas levé la main à combler cette lacune. Il les interpellera aussi sur l'enseignement qu'ils reçoivent: évoquant la nécessité d'une défense à plusieurs niveaux d'interception, il leur dira que c'est une affaire de probabilités, car plusieurs précautions valent mieux qu'une. Au fait, « vous enseignez-t-on la théorie des probabilités ? ». L'atmosphère était devenue confinante, mais l'énormité de cette question laisse quand même la plupart des auditeurs interloqués. Se méprenant sur leur silence, le général se retourne alors vers son ami général et lui donne le conseil d'enseigner les probabilités à ses élèves.

Avec force diapositives à l'appui, il se lance dans sa démonstration: kin d'être une guerre des étoiles, l'IDS, dont l'enjeu est la défense, est par essence une œuvre de paix: rien de moins que la paix définitive, puisque

les puissances d'agression, par la très grande sagesse du président, pourront y être associées. Dans sa phase actuelle, consacrée exclusivement aux recherches, le projet ne peut pas être en opposition avec un quelconque traité. De toute façon, la bonne interprétation des accords internationaux relèvera, et en temps voulu, de la seule compétence du président.

Constamment, au cours de l'exposé, l'autorité du président des Etats-Unis sera ainsi invoquée. Dans l'amphithéâtre de l'école, le grand communicateur Abrahamson saura donner à ce mot « Président », par l'effet de la répétition, une force incantatoire et de ce culte, nul n'aurait osé être l'hérétique. D'ailleurs, c'est là même une faute de goût que de troubler la sérénité d'âme de tant d'élèves si sages (et si désireux sans doute, pour beaucoup d'entre eux, d'être appelés un jour à servir une cause si pieuse).

Quant au projet fasse aujourd'hui l'objet d'un débat intense dans les milieux scientifiques américains, de cela bien sûr pas un mot. Au lieu des nombreux prix Nobel et des milliers de chercheurs qui se sont publiquement engagés à ne jamais travailler pour l'IDS, Abrahamson a préféré parler des « milliers et milliers de chercheurs et professeurs » qui viennent grossir les rangs de ceux qui contribuent à cette « œuvre de paix ».

Quant à l'opposition de nombreux hommes ou groupes politiques européens, à droite comme à gauche, il est sans doute paru indécrottable à ses hôtes que le général Abrahamson en fasse état: le rejet d'une participation officielle que la France a constamment opposé aux pressantes sollicitations nord-américaines heurte probablement la conscience du général Chavanat. C'est, semble-t-il, une de ces choses honteuses que ses chers élèves apprendront toujours assez tôt; leurs maîtres, présents dans l'amphi, témoignaient, par leur silence, qu'ils étaient, eux aussi, les garants de leur saine innocence.

Les soins aux enfants en Afrique

Mme Sérmaria, de Nice, nous fait part d'une expérience récente en Afrique:

En 1959, les Nations unies ont proclamé les « droits de l'enfant », ces droits comprennent en particulier les soins médicaux.

Or, je reviens d'un séjour de deux mois au sein d'une ethnie au nord du Cameroun, et j'ai constaté que les soins médicaux, et surtout les médicaments — y compris ceux que nous envoyons gratuitement d'Europe — ne sont donnés que contre de l'argent, du mill ou du riz. Les missionnaires, en particulier, refusent toute gratuité « au nom de la dignité ». Quant aux dispensaires et hôpitaux officiels, ils sont dénués de tout le plupart du temps, et si ce n'est pas le cas, ils font évidemment payer. Il n'y a d'exception que pour les maladies contagieuses.

Ayant apporté avec moi quelques médicaments et soigné gratuitement des malades ou blessés légers, je me suis entendu dire par les religieuses que je « portais tort à la mission... ».

Je conçois que l'on fasse payer les adultes, mais les enfants doivent-ils dépendre d'une prétendue dignité? Celle qui leur fut ravie?

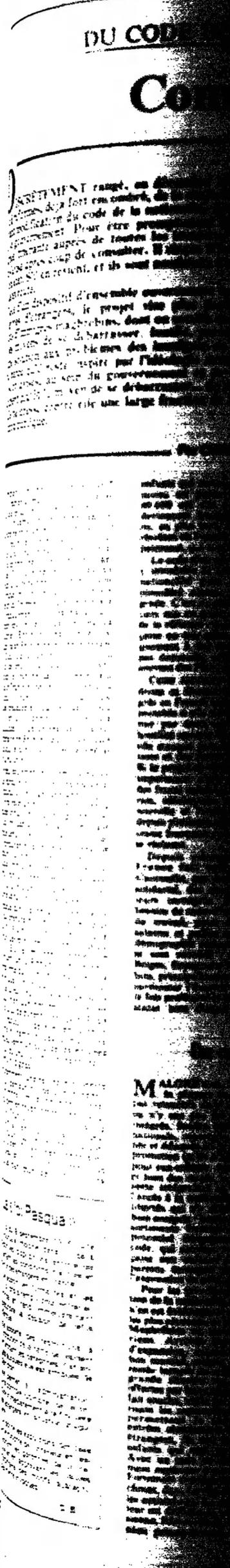
La mortalité infantile, dans cette région de l'Afrique, reste très élevée. Bien des femmes perdent encore un enfant sur deux, au moins. Les malformations cardiaques, les hernies ombilicales, les affections qui relèvent d'une chirurgie tant soit peu spécialisée, ne peuvent être traitées car il faut payer les déplacements en taxi-brousse, les consultations, les médicaments. Les associations et organisations de toutes sortes envoient des quantités de produits pharmaceutiques, des médicaments, deviennent-ils payants en touchant la terre africaine? A quoi est utilisé l'argent puisque la navigation elle-même — produit de base en Afrique — manque dans les hôpitaux ?

Mais il est vain de critiquer si l'on n'a pas une solution à proposer. Alors, au lieu de réaliser de multiples aides, pourquoi toutes les associations, ONG et autres, confessionnelles ou non, n'accepteraient-elles pas d'être « cofinancées » par une gestion commune, par exemple à l'échelle d'un pays ou de la Communauté économique européenne, avec droit de regard sur la façon d'utiliser les dons, en imposant l'obligation de soigner gratuitement les enfants, d'organiser même des transports d'enfants malades depuis la brousse ?

Édité par la SARL Le Monde
Gérant: André FONTAINE,
directeur de la publication.
Administrateur général: Bernard WOUTES
Imprimerie
du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS
Commission paritaire des journaux
et publications: n° 57 438
ISSN: 0026-9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réimpression ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert: (16) 1 05-36-11-11.

PRODUITS DU TERROIR
VINS FINS D'ALSACE médailles:
Ch. SCHLERET,
propriétaire-viticulteur à
F 68230 TURCKHEIM



DU CODE DE LA NATIONALITÉ AU STATUT DES ÉTRANGERS

Comment s'en débarrasser ?

DISCRÈTEMENT rangé, en décembre 1986, dans le placard à réformes, déjà fort encombré, de la majorité, le projet de loi portant modification du code de la nationalité vient d'en être sorti par le gouvernement. Pour être promptement expédié dans une tournée itinérante auprès de toutes les instances concernées, que l'on s'avise après coup de consulter. Il risque d'en revenir dans un piteux état. S'il en revient, et ils sont nombreux à souhaiter qu'il se perde en route. Pièce d'un dispositif d'ensemble ouvertement hostile à certaines catégories d'étrangers, le projet vise plus particulièrement les enfants d'immigrés maghrébins, dont on semble avoir voulu se donner les moyens de se débarrasser. Inutile, parce qu'il n'apporte aucune solution aux problèmes des immigrés en France; dangereux, parce qu'il reste inspiré par l'idéologie extrémiste. Certains s'en sont avisés, au sein du gouvernement et de la majorité, qui cherchent plutôt le moyen de se débarrasser... de la réforme, avant qu'elle ne dressé contre elle une large fraction de la jeunesse et de l'opinion publique.

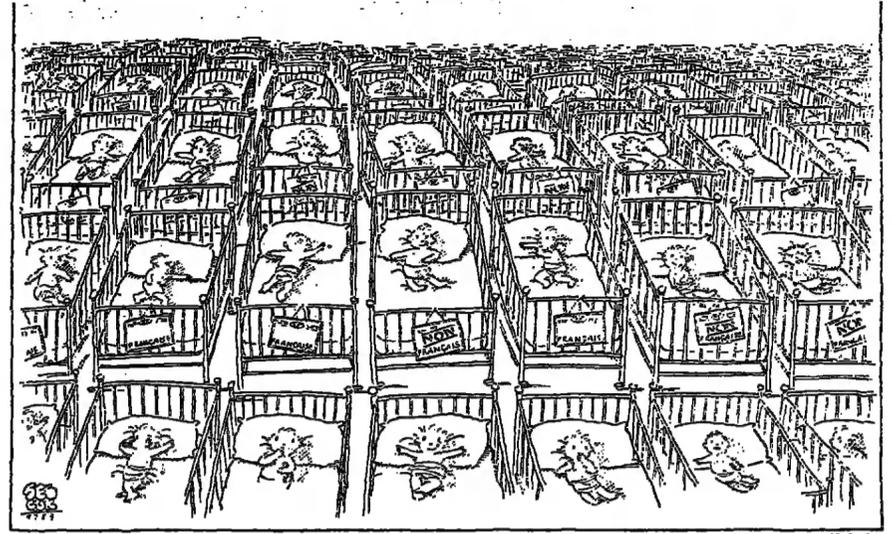
Par CHRISTIAN DE BRIE *

Comment devient-on français ? Dans l'immense majorité des cas et selon une tradition très ancienne (1), sans l'avoir demandé, dès la naissance, pour être né en France de parents dont l'un au moins est français. L'attribution de la nationalité est alors automatique et en principe définitive. Prérogative de l'Etat, elle ne laisse à aucun moment à la personne concernée une quelconque possibilité d'appréciation ou de choix. On retrouve la même règle dans pratiquement tous les pays (2). Viennent ensuite des situations moins fréquentes. Entre autres, celle de l'enfant né en France de parents étrangers. Dans l'état actuel du droit (3), il est ou deviendra français. Automatiquement le jour de sa majorité, s'il réside en France et ne renonce pas à la nationalité française au cours de l'année précédente; durant sa minorité, s'il en fait la demande; voire dès la naissance, si l'un de ses parents est lui-même né en France, sauf à répudier cette qualité dans les six mois précédant sa majorité.

Le code n'est pas une vache sacrée et y introduire le choix conscient de sa nationalité peut difficilement être considéré comme une mesure rétrograde. C'est au reste l'argument volontiers mis en avant par les promoteurs de la réforme: que la nationalité française ne soit plus attribuée automatiquement à des étrangers qui ne l'ont pas demandée et qui deviennent trop souvent des Français malgré eux.

Cette soudaine sollicitude pour les droits et libertés des étrangers immigrés en France serait parfaitement respectable si elle n'était inspirée et soutenue par ceux qui leur veulent une hostilité ouverte. Dans le climat actuel, elle masque grossièrement des motivations et des objectifs moins avouables. Si le projet de réforme prend une telle importance, c'est qu'il constitue un des fronts sensibles de l'offensive générale, idéologique et politique, que la nouvelle et l'extrême droite mènent depuis plusieurs années contre la démocratie française et les valeurs dont elle se réclame.

Depuis soixante-quinze ans, la France fait venir plutôt qu'elle n'accueille, par intérêt plutôt que par solidarité, des contingents de travailleurs immigrés. Pour combler les besoins de main-d'œuvre sur le marché du travail, peser sur le niveau des salaires et pallier les faiblesses de la démographie nationale. Par vagues, ils se sont succédé: Polonais, Italiens, Belges, Espagnols, Portugais, Maghrébins, principalement (4). Tous ont eu à surmonter l'énorme handicap d'être à la fois prolétaires et étrangers. Un double statut bien éloigné de l'égalité des



(Selouk)

« Jus soli jus sanguinis »

Dans aucun pays, on ne choisit sa nationalité de naissance. Elle est attribuée d'office en fonction de critères fixés par chaque Etat. Certains privilégient le lieu de naissance (jus soli): c'est le cas des Etats-Unis où tout individu né sur le territoire, même par hasard, est américain. D'autres, la filiation (jus sanguinis), comme, par exemple, l'Espagne, où tout individu né de parents espagnols est espagnol. Traditionnellement, la législation française cumule les effets des deux critères.

chances et des droits prônée par l'idéal démocratique. Vous aux travaux les plus pénibles, les moins qualifiés, les plus mal payés et donc à des conditions de vie, de logement, d'éducation et de culture dégradées. Fragilisés par une situation d'isolement, de dépendance, de précarité qui caractérise tout exilé, privés d'un grand nombre de droits et de libertés réservés aux nationaux, à commencer par les droits civiques; soumis en permanence à un régime de police et de contrôle administratif pesant et tatillon; à la merci de la sourde hostilité qui, partout et toujours, pèse sur l'étranger, et qui, en période de crise, menace d'en faire le bouc émissaire de toutes les difficultés. Et pour les derniers venus, les Maghrébins, le handicap supplémentaire d'être « arabe » c'est-à-dire victime désignée du racisme ambiant.

ticulièrement régressif au regard des droits de l'homme et des libertés individuelles.

Au jeune ressortissant né en France qui devrait demander la nationalité française, les pouvoirs publics pourraient répondre négativement. Accordant ou refusant la nationalité, à partir d'obligations plus ou moins contraignantes et de critères appréciés discrétionnairement, on se donnerait les moyens d'opérer un tri dans la masse des jeunes nés en France de parents étrangers et y résidant.

Ceux qui se verraient refuser la nationalité française à leur majorité seraient considérés comme des résidents étrangers, soumis à la loi préparée par le ministre de l'Intérieur, votée par le Parlement, qui modifie dans un sens restrictif les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

Ainsi pris dans l'étau, entre la loi Chalandon et la loi Pasqua, immigré dans son pays, sous la menace constante d'une mesure d'expulsion, il ne resterait au jeune étranger né en France et y résidant le plus souvent depuis sa naissance qu'à tenter une demande de naturalisation. Là aussi, il risque d'être attendu de pied ferme, et il y a très peu de chances qu'on lui accorde par cette voie ce qui lui aura été refusé par l'autre.

L'objectif serait atteint. La droite libérale aurait enfin les moyens de se débarrasser en toute légalité de quelques dizaines de milliers de jeunes présumés indésirables et qui ont eu le grand tort de naître en France. On n'avait pas fait mieux depuis Vichy.

Dans un pays dont toute l'histoire est fâchée par le brassage et l'intégration de populations les plus diverses, où, aujourd'hui encore, un Français sur trois est d'origine étrangère, à la première, seconde ou troisième génération, la différence entre national et immigré est relative, voire provisoire. L'assimilation de quelques centaines de milliers de personnes d'origines différentes ne menace en rien l'identité française. A l'évidence, elle contribue plutôt à la faire vivre et contrarie la friteuse et mortelle tentation du repliement.

Si menace il y a, en France, elle vient de l'uniformisation imposée par le modèle dominant nord-américain. Les mosquées ne sont pas près de faire de l'ombre aux hypermarchés et aux fast-food.

Au surplus, les jeunes immigrés maghrébins, originaires de l'autre côté de la Méditerranée, mer commune à l'Europe, à l'Afrique et à l'Asie, berceau de nos civilisations, offrent à la France une opportunité qu'il lui faudra saisir. Celle d'aider à combler le fossé grandissant, et qui n'est pas qu'économique, entre pays nantis et nations du tiers-monde, sociétés européennes et peuples de l'islam.

Sur les questions d'immigration et de nationalité, la France ne saurait se résigner à une approche sécuritaire et policière. Elle devrait au contraire ouvrir aux communautés immigrées qui résident sur son territoire, où elles participent à la vie économique, sociale et culturelle, des droits correspondant à ceux des citoyens (10).

- (1) Elle date de la fin du Moyen Age.
(2) Voir l'encadré « Jus soli, jus sanguinis ».
(3) Lois de 1851, 1899, 1927, dont les principes sont repris dans le code de la nationalité de 1945.
(4) Mais aussi yougoslaves, turcs, réfugiés de l'Asie du Sud-Est, ressortissants des pays d'Afrique francophone... (voir l'encadré « L'immigration en France »).
(5) Mesures prises en 1975 et en 1981.
(6) En particulier, Jean-Yves Le Gallou et le Club de l'Horloge, La Préférence nationale: réponses à l'immigration, Albin Michel, Paris, 1985, et Alain Griastroux, Immigrés: le choc, Plon, Paris, 1985.
(7) Voir le numéro du Figaro Magazine du 26 octobre 1985: « Dossier immigration: serons-nous encore français dans trente ans ? ».
(8) M^{me} Simone Veil et M^m Bernard Stasi et Lionel Stoléru, entre autres.
(9) Loi du 9 septembre 1986, dite « loi Pasqua » (voir l'encadré sous ce titre).
(10) Voir, en particulier, « Devenir français », revue Après-Demain n° 286, juillet-septembre 1986, et « Les immigrés dans la cité », revue Humanisme et Libertés, numéro hors série, novembre 1985, où l'on trouvera en outre une intéressante bibliographie.

Une certaine conception de l'intérêt national

MALGRÉ tout, tant bien que mal, la plupart de ceux qui ne sont pas retournés dans leur pays d'origine ou n'y ont pas été renvoyés, se sont intégrés, fondus dans la communauté nationale, reportant sur leurs enfants nés et éduqués ici la soif d'égalité et de promotion qu'ils n'avaient pu satisfaire pour eux-mêmes. Après des hésitations et bien des reculs, la France a favorisé cette intégration et ouvert largement l'accès à la nationalité et aux droits et libertés qui s'y attachent. Par intérêt bien compris: limiter le nombre de ressortissants étrangers et renforcer le potentiel démographique. L'actuel code, qui attribue la nationalité française aux enfants nés en France de parents étrangers et y résidant, est l'expression de cette politique.

les quartiers les moins salubres des villes et communes périphériques, ils cohabitent dans les grands ensembles, les écoles, les institutions sociales avec des nationaux également prolétaires et aux conditions de vie et de travail tout aussi précaires.

Il n'en fallait pas plus pour que se développent des sentiments xénophobes et racistes, attisés et capitalisés par le Front national. Premières victimes du chômage et de l'insécurité, les immigrés en sont devenus les responsables. Dans le même temps, idéologues et technocrates de la nouvelle droite, du GRECE, du Club de l'Horloge, du Club 89, se sont employés à théoriser la situation (6). Dépassant le seuil de tolérance, la présence des étrangers en France constituerait une menace pour l'identité nationale, menace renforcée en ce qui concerne les Maghrébins, étrangers à la civilisation européenne, au taux de natalité alarmant. Il est grand temps de maîtriser l'immigration. Promues par les campagnes incessantes de la presse Hersant (7), reprises à son compte par l'extrême droite, diffusées au sein des mouvements RPR et UDF, ces idées ont gagné un certain nombre de dirigeants, parlementaires, responsables politiques et conseillers de la majorité. Peu nombreux y sont ceux qui ont ouvertement résisté à la vague déferlante de la xénophobie et du racisme (8).

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les mesures annoncées ou déjà prises. Car la réforme du code de la nationalité ne constituerait que l'une des pièces d'un dispositif qui, avec en particulier la nouvelle loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers (9), formerait un ensemble par-

La « loi Pasqua »

La loi du 9 septembre 1986, dite « loi Pasqua », modifie dans un sens régressif les dispositions antérieures concernant les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France: elle accroit les formalités et les conditions à remplir pour entrer en France et rend immédiatement exécutoires la décision de refus d'entrée; elle apporte des restrictions à l'attribution de la carte de résident en limitant les catégories d'étrangers auxquelles elle est attribuée de plein droit; elle permet à l'administration, sans contrôle judiciaire, de reconnaître immédiatement à la frontière les étrangers en situation irrégulière; elle facilite les expulsions décidées par le ministre de l'Intérieur en retenant les garanties de procédure et en aggravant les risques d'arbitraire des motifs susceptibles d'être invoqués. C. B.

L'immigration en France

80 % des 3 680 000 étrangers établis en France en 1982 - date du dernier recensement - sont originaires du sud de l'Europe et des pays bordant la Méditerranée. Ils viennent pour 1,5 million de pays de la Communauté européenne: Portugais, 785 000; Italiens, 334 000; Espagnols, 321 000; pour 1,5 million des pays du Maghreb: Algériens, 798 000; Marocains, 431 000; Tunisiens, 190 000; s'y ajoutent les Turcs: 123 000.

Les 20 % restants se répartissent entre un très grand nombre de nationalités, correspondant soit à des immigrations traditionnelles et de voisinage (Polonais, Yougoslaves, Allemands, Belges, Néerlandais), soit à des immigrations d'origine lointaine rassemblant des réfugiés, en particulier de l'Asie du Sud-Est (environ 100 000) ou des Africains venus des pays francophones (environ 150 000), qui ne doivent pas être confondus avec les ressortissants français des DOM-TOM résidant en France (300 000 environ).

Les trois ethnies maghrébines comptaient, en 1982, environ 500 000 jeunes de moins de dix-huit ans ayant le droit d'acquiescer la nationalité française. Parmi eux, 300 000 d'origine algérienne, pour une grande majorité issus de parents maghrébins Français d'Algérie. Français dès la naissance, les « bours », au regard de la loi, ne sont donc pas concernés par le projet de réforme.

Deux étrangers sur trois recensés en 1982 étaient déjà en France depuis plus de dix ans, quatre sur cinq avaient déjà été recensés en 1975. La reconstitution des cellules familiales et un taux de natalité nettement plus élevé que celui des nationaux assurent le renouvellement des populations d'origine étrangère en voie d'assimilation.

Avec un peu moins de 7 % d'étrangers, la France se situe dans la moyenne européenne, entre la Suisse: 14,3 %, et les Pays-Bas: 3,9 %; au niveau de l'Allemagne: 7,6 %, ou de la Belgique: 8,9 % (1).

C. B.

(1) Voir: Contours et caractères, Les étrangers en France, Institut national de la statistique et des études économiques, Paris, 1986, 64 pages, 40 F, et Pierre George, L'immigration en France, faits et problèmes, Armand Colin Actualités, Paris, 1986, 168 pages, 65 F.

Le souffle

Commission. Il d'abord pour en ce jour, les se sont montrés à des Américains qu'à trouver des par même de la CEE. Le de 320 millions de de être une véri- multinationales, dans les secteurs les de l'informatique de précision. Une commune - mais en France et chez voisins conservateurs - au défi du grand, mais on n'en prend

travail flexibles, en par travail à domicile, la de travail, des collectives européennes.

institutionnel sur la européenne n'aura guère ne s'appuiera pas sur modifications en profon- de vie et de travail, l'extérieur, comme le rapport Ramès, communautés incarné de neuf dans le jeu elle fascine, inquiète, des pays tiers lui attri- de décision, une elle n'a pas vrai-

Office des publications européennes, 77 F, sans que de la Société amicale de l'École polytechnique, 1986 (5, rue Descartes,

« Les industriels de l'ESPRIT », 1986. « L'auto-école sportive », le Monde diplomatique, et Jean-Marie Lulon, « L'été part entière », 1987.

« Les Quatre-vingt », la prématuration de la 1986, décembre

« Perspectives et d'informa- Industrielle mondiale », sous la direction de 1986.

« Les relations internatio- mondial sur le 1986, sous la direction de 1986, 138 F.

Afrique

de critiquer si l'on propose. Alors, de multiples aides, ONG, nationales ou non, pas d'être « cofinancées », par un pays ou de la européenne, la façon d'utiliser l'obligation de des transports depuis la brousse ?

le Monde NOUVEAINE, 1986, 1985

des journaux 37 438 9995-9995.

de presse, demandez votre numéro 1 05-36-11-11.

DUITS U ROIR... ERET... KHEIM

Une grève exemplaire

Par MAURICE NAJMAN

L Le mouvement étudiant et lycéen du mois de décembre 1986 (1) et les grèves qui ont bientôt suivi à la SNCF, à la RATP et à l'EDF ont manifestement marqué une rupture dans les rapports entre la société et les institutions. La passivité, l'intériorisation des contraintes économiques, la crainte du chômage, l'éclatement des identités collectives, qui expliquent pour beaucoup l'étonnante atonie sociale régnant en France depuis presque dix ans, seraient-ils sur le point d'être dépassés, au risque de déplaire à ceux qui s'efforcent de ranger la grève au magasin des accessoires (2) ? La France se mettrait-elle au diapason des autres pays européens où, même affaiblis et à la recherche de nouvelles perspectives, les syndicats résistent et prennent parfois l'offensive. C'est ainsi qu'en RFA la puissante Fédération des métallurgistes, l'IG-Metall, vient de lancer une campagne pour la semaine de trente-cinq heures — que la Fédération des fonctionnaires, l'ÖTV, pourrait bientôt relayer — afin de parachever son demi-succès de 1984 où elle avait obtenu l'abaissement à trente-huit heures trente de l'horaire hebdomadaire de travail.

Journalistes et syndicalistes s'attendaient, en France, à voir les turbulences se déclencher dans les centres de tri des PTT ou dans les banques, deux secteurs où les jeunes employés avaient particulièrement vibré à l'unisson des étudiants et des lycéens. Mais c'est à la SNCF, branche traditionnellement syndiquée, et en général peu sensible au spontanéisme social, que tout a démarré. A l'origine, une simple pétition, rédigée par un agent de conduite de la gare du Nord, et qui recueillait rapidement plus de deux cents signatures. Une initiative spontanée qui sera reprise au hasard des rencontres dans les dépôts, lors des déplacements. Reproduit avec les moyens du bord, diffusé puis adopté au cours d'assemblées générales, le tract issu de la pétition annonce que « les agents de conduite ont pris la décision de se mettre en grève à partir du 18 décembre à 0 heure et jusqu'à complète satisfaction de leurs revendications ». Au premier rang de celles-ci, « le maintien de la grille actuelle des salaires, un déroulement de carrière basé uniquement sur l'ancienneté, sans discrimination de roulement ».

Un peu plus bas, dans le même tract, ces deux phrases qui annoncent la naissance d'un mouvement social atypique sinon inédit : « Les agents de conduite demandent aux différentes organisations syndicales, CFTD, CFTC, CGT, FGAA, FO, de soutenir leur mouvement. Ils savent prendre leurs responsabilités vis-à-vis des organisations syndicales qui ne leur apporteraient pas leur soutien ». Les réticences et le scepticisme des syndicats face à un mouvement qu'ils n'avaient pas vu venir, qu'ils ne maîtrisaient pas et dont le contenu ne correspondait pas à leurs préoccupations premières n'étonna pas outre mesure les grévistes, qui, à l'exemple des étudiants, mirent en place des coordinations régionales et même nationales. L'analogie avec les caractéristiques du mouvement universitaire est frappante et, du coup, s'esquisse la physiologie du « réveil social » qui vient de s'annoncer. Cependant, l'échec des tentatives d'extension des conflits — mis à part le cas spécifique de la RATP — montre que le monde du travail est encore loin d'avoir surmonté les obstacles qui, en France comme dans la plupart des pays industrialisés, le paralysent depuis plusieurs années.

La crise syndicale d'abord. La fuite en avant vers le « modernisme » de la direction de la CFDT a achevé de désorienter une organisation profondément divisée, dont la stratégie piétine faute d'interlocuteurs, et qui semble en être réduite à philosopher sur l'« adaptation du syndicalisme ». De son côté, Force ouvrière a perdu beaucoup de la superbe de l'époque où elle parvenait à capitaliser un peu de la crise des autres, et la Confédération s'apprête à vivre les jours difficiles de l'« après-Bergeron » (3). La CGT peut, certes, se féliciter des gains qu'elle enregistre depuis plusieurs mois dans les élections professionnelles. Mais il y a loin entre les retombées de ce que les syndicalistes appellent l'« effet-parapluie » — qui pousse les salariés à déléguer leur défense à l'organisation la plus puissante, la plus solide, celle qui crie le plus fort aussi — et le renversement d'une tendance au déclin qui dure depuis une quinzaine d'années.

Paradoxalement l'application des lois Auroux de 1982 (4), grâce auxquelles les socialistes au pouvoir pensaient renforcer le rôle des syndicats

que les non-syndiqués représentent en 1985 près de 40 % des délégués élus du personnel, 51 % des salariés interrogés par Liasons sociales (5) considéraient que les syndicats « ne traduisent pas bien leurs préoccupations ». Comme l'écrivait lucidement *Syndicalisme-hebdo*, l'organe de la CFDT, au lendemain de la reprise du travail à la SNCF : « La perte d'adhérents, déjà ancienne, explique partiellement cet apparent déphasage entre les salariés et leurs représentants. Trop souvent réduit à son noyau de militants, le syndicat n'a plus dans l'entreprise le même rayonnement, la même capacité d'écoute que lui assuraient de fortes sections. Ajouté à cela, le rétrécissement de sa marge revendicative, provoqué par la crise, l'a rejeté dans un rôle de plus en plus institutionnel, donc de plus en plus éloigné des salariés... (6) ».

Les cheminots ont néanmoins utilisé les syndicats — tout comme les étudiants — en leur réclamant, et le plus souvent en leur imposant, de se mettre au service du mouvement, de ses revendications, de ses formes

rites et les conditions de travail. C'est la nouvelle grille des salaires, imposée après les vives attaques du ministre des transports, M. Jacques Douffiagues, contre le statut des cheminots, qui mit le feu aux poudres. A la promotion à l'ancienneté allait se substituer un système d'avancement au mérite, dont l'appréciation serait exclusivement laissée aux supérieurs hiérarchiques : pour les cheminots, c'était la légalisation de l'autorité subjective des petits chefs, le règne de la cote d'amour, de la « tête de client ».

Comment ont aussi pour objectif principal le retrait d'un texte instaurant un mode de sélection inégalitaire là où dominait le principe d'automatisme, les cheminots se sont attaqués au cœur du projet néolibéral du gouvernement. N'est-ce pas le premier ministre lui-même qui, dans sa lettre du 12 novembre 1986 aux ministres de tutelle du secteur public, donnait instruction aux « dirigeants [de veiller] à consacrer en priorité les mesures individuelles à une meilleure reconnais-

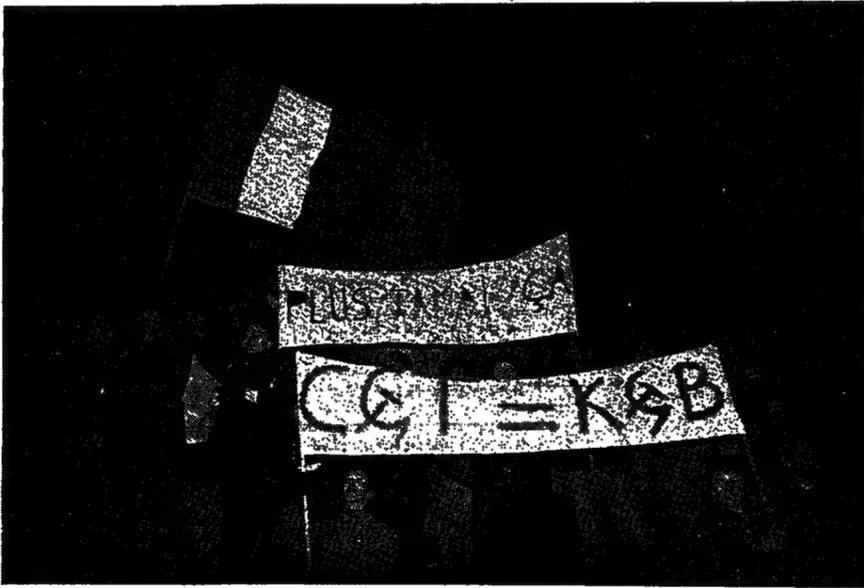
ment nombreux ces derniers mois. Ainsi, par exemple, à la SNCF : le 27 septembre 1985, les trois organisations syndicales majoritaires lançaient un mouvement sur les effectifs et les rémunérations avec des résultats pour le moins décevants. Quarante-huit heures plus tard, en Savoie, une grève déclenchée spontanément, en dehors des structures syndicales, s'étendait rapidement à tout le réseau. A l'origine de ce conflit victorieux, une contestation des méthodes de contrôle des compétences... Les atteintes à la dignité mobilisent manifestement plus que l'érosion, pourtant bien réelle, du pouvoir d'achat. Ce que certains appellent, pendant le conflit des cheminots, les « grèves existentielles » figure déjà, sous la rubrique « Conflits de droits » dans les statistiques des mouvements de grève, dont elles représentent 20 %.

Après être descendus en 1986 jusqu'à un seuil sans précédent de quarante mille journées perdues, en moyenne mensuelle, pour faits de grève, les mouvements de revendication semblent être entrés dans un nouveau cycle. Les arrêts de travail des instituteurs à la fin du mois de janvier ne viciaient-ils pas, eux aussi, au retrait d'un projet du ministre de l'Éducation nationale, M. Monory, instaurant dans la vie des écoles primaires un système hiérarchisé, alors que le Syndicat national des instituteurs parlait surtout jusqu'alors de salaires et d'effectifs ? Et les premiers grévistes ne s'étaient-ils pas organisés en assemblées générales et en coordinations ?

A l'exception de M. André Bergeron, pour qui ces événements n'ont « rien apporté de nouveau », la plupart des responsables syndicaux n'ont mis en valeur les caractéristiques inédites des conflits récents que dans la mesure où elles venaient renforcer leur propre orientation. Au risque de faciliter la tâche d'un gouvernement qui s'est montré sensible aux pressions des partisans de la « méthode qui a si bien réussi à Ronald Reagan face aux contrôleurs aériens et à M. Thatcher face aux mineurs », comme on pouvait l'entendre dans l'entourage immédiat de M. Jacques Chirac.

Commencer par donner la parole aux salariés, favoriser l'expression d'aspirations et de besoins de plus en plus différenciés, voire contradictoires, et créer ainsi les conditions de l'élaboration d'un projet collectif et des compromis internes qu'il suppose, telles paraissent être les premières réponses que la base attend d'organisations assurant vouloir entamer un effort d'adaptation (9). N'est-il pas significatif qu'en RFA l'IG-Metall ait rompu avec son passé productiviste en adoptant le mot d'ordre de « croissance qualitative », repris ensuite dans le débat sur la politique énergétique par M. Ernst Breit, secrétaire général de la Confédération des syndicats allemands (DGB). A défaut de tels virages, le renouveau du mouvement social pourrait s'enliser dans une multiplicité d'actions corporatistes, comme ce fut un moment le cas en Italie après la contre-offensive victorieuse lancée par la direction des usines Fiat contre le syndicalisme unitaire des « conseils » déjà fortement bureaucratisés à cette époque (10).

On en revient au siècle dernier, à l'époque des corporations unies, expliquait un responsable régional de la Fédération autonome des agents de conduite (FGAAC) de la SNCF, sans qu'on sache bien s'il le déploraient ou s'en félicitait. Mais il voulait peut-être souligner l'ampleur des remises en cause et des reconstructions nécessaires...



MANIFESTATION D'USAGERS DES SERVICES PUBLICS ORGANISÉE PAR LES PARTIS GOUVERNEMENTAUX. La double radicalisation des salariés et de la « droite profonde ».

dans la négociation sur la flexibilité du rapport salarial dans l'entreprise, a affaibli le mouvement syndical. Les dangers du recentrage des négociations sur l'entreprise, nouvel axe de la stratégie du patronat, inquiètent d'autres syndicalistes européens. Ainsi, en avril 1986, lors d'un colloque tenu à Rome, M. Mettke, secrétaire du syndicat allemand de la chimie, dénonçait-il « cette mode de la souplesse » qui pourrait provoquer « un éclatement du syndicalisme et sa mort lente à l'américaine ».

En France, les mécanismes légaux d'institutionnalisation des possibilités d'intervention des syndicats pourraient bien, comme le craignait M. Michel Warcholek devant ses camarades de la commission exécutive de la CGT, transformer ces derniers en simples « mouvements d'influence », tout en aggravant la distance qui les sépare des réalités vécues par les travailleurs. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions,

d'organisation unitaires et démocratiques. « On n'est pas contre les syndicats, expliquait un gréviste, plusieurs d'entre nous sont même syndiqués. Mais on en avait marre des rituelles journées d'action qui ne mènent à rien : on en a eu quatorze en 1986 ! Marre aussi de la division... Qu'ils fassent leur boulot ! » entendait-on souvent dans les assemblées. La CGT a eu beau minimiser la création des coordinations et proclamer que « la vraie coordination, c'est la Fédération CGT des cheminots », le fait demeure que les grévistes ont jugé utile de se donner eux-mêmes une expression nationale « syndicale » pour remplir des fonctions incombant normalement aux organisations.

Ce retournement, lourd de conséquences, des relations entre la base et les sommets syndicaux, souvent assimilés à « ceux d'en haut », n'est pas, de prime abord, une manifestation de défiance. Il exprime plutôt une exigence : « Nous sommes un lobby pour l'unité syndicale », disait un dirigeant du comité de grève de Nantes, où en assemblée générale les cheminots avaient exigé des syndicats qu'ils défendent « le même cahier de revendications rédigé par tous ».

« Encore faut-il que cette unité se réalise sur un contenu qui fasse écho direct aux préoccupations et aspirations de la base. Ce n'est pas pour demain », commentait amèrement, de son côté, un syndicaliste CFDT, délégué de son dépôt à la coordination Paris-Nord (7). Il est vrai qu'en ce moment leur action sur la question des salaires — et cela même après le démarrage du mouvement — les syndicats ont fait preuve d'une étonnante incompréhension à l'égard des raisons qui ont fait bouger leur base naturelle. « La question des salaires n'est pas le problème le plus important », déclarait M. José Pérez, délégué du dépôt de Sotteville-lès-Rouen à la coordination nationale des agents de conduite. « On compare des conditions de travail déplorables par des primes. Ce que nous voulons d'abord, c'est que la direction ouvre des négociations sur l'égalité dans le déroulement des car-

rière du mérite, notamment par une limitation des automatismes liés à l'ancienneté ». C'est cette parenté du sens profond des revendications étudiantes et ouvrières qui a sans doute entraîné l'utilisation des mêmes méthodes d'auto-organisation et les similitudes relevées dans les rapports avec les institutions politiques et syndicales.

La farouche volonté de défendre ses propres revendications, et uniquement celles-ci, au risque de donner dans le « catégoriel » ou le « corporatisme », apparaît comme une façon d'éviter leur dilution au sein des plates-formes syndicales « fourre-tout », ou encore leur traduction pure et simple en termes salariaux. « Les syndicats ont sans doute minoré les aspects qualitatifs des conditions de travail, le vécu concret et quotidien. Ils ont peut-être aussi été aveuglés aux mutations sociologiques de la base cheminote, explique M. Georges Ribell, auteur d'un ouvrage sur le sujet. Autrefois d'origine rurale, le cheminot est désormais issu de la ville. Il arrive à la SNCF déjà largement socialisé (famille, vie associative, loisirs...). Il n'est plus aussi professionnellement intégré à l'entreprise, tant professionnellement que socialement. Son profil s'apparente de plus en plus à celui du salarié du secteur privé qui dissocie vie au travail et vie privée. Ce n'est pas un hasard si les cheminots en grève ont mis en avant les implications de leurs conditions de travail sur leur mode de vie » (8). Une appréciation confirmée par M. Michel Desmars, responsable national des cheminots à la CFDT : « Les agents de conduite sont aujourd'hui un milieu de jeunes, dont la moyenne d'âge ne dépasse pas trente-cinq ans. Ils se sentent très proches du mode de vie des autres jeunes. Beaucoup d'entre eux ont participé aux mouvements étudiants et lycéens des années 70. Ils ont d'autant mieux reçu le message du mouvement contre le projet de loi Devaquet... ».

La cécité des syndicats est d'autant plus frappante que les signes avancés de ce réveil des luttes, certes atypique et limité, avaient été relative-

LA POLITIQUE ASIATIQUE DE LA CHINE

FEDN
Hôtel National des Invalides
Paris 7^e

Un bilan essentiel pour l'avenir de l'Extrême-Orient, donc pour l'équilibre du Monde.

Collection Fondations

110F

Diffusion: LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire 75007 PARIS

GUERRE E
Malanche d

[Illegible text from an adjacent page]

BIBLIOGRAPHIE

(1) Voir les articles d'Ignacio Ramonet, Jacques Ardoin et Michel Debeauvais dans *Le Monde diplomatique* de janvier 1987.

(2) Lors d'une conférence de presse tenue le 28 octobre 1985, M. Edmond Mérieux, secrétaire général de la CFDT, déclarait : « La vieille mythologie selon laquelle l'action syndicale c'est la grève, cette mythologie a vécu. Le syndicalisme doit l'abandonner. » (*Le Monde*, 30 octobre 1985.)

(3) M. André Bergeron a eu effet annoncé qu'il brigerait pas un nouveau mandat lors du prochain congrès de sa confédération en novembre 1986.

(4) Notamment l'élargissement des fonctions des comités d'entreprise et l'obligation annuelle de négocier dans l'entreprise.

(5) *Liasons sociales*, supplément mensuel du 15 janvier 1987.

(6) *Syndicalisme-hebdo*, n° 2145, 15 janvier 1987.

(7) Il a été créé, en réalité, deux coordinations. La plus importante, constituée à l'initiative du comité de grève de la gare du Nord, n'était ouverte qu'aux délégués des agents de conduite ; l'autre s'est efforcée, avec de faibles succès, de rassembler les diverses catégories de travailleurs de la SNCF.

(8) Georges Ribell, *Les Cheminots*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 1985.

(9) Voir le dossier « Les syndicats secoués à leur tour », *Le Monde diplomatique*.

(10) Sous la pression des conseils de délégués d'atelier, apparus pendant le « mai rampant » des années 1969-1971, les trois fédérations de métallurgistes italiens se sont unifiées et prennent ces conseils comme structures de base.

[Handwritten Arabic text]

IALES

ET GUERRE ÉCONOMIQUE

Avalanche de bienfaits pour les privilégiés de la crise

(Suite de la première page.)

Succès garanti : après un démarrage un peu lent, on en attendait près de 7 milliards de francs, dont une bonne partie a sans doute fait un simple aller et retour, le temps de se faire « blanchir » légalement pour un prix forfaitaire de 10 %. Régulièrement déclinées, ces sommes auraient supporté un impôt de l'ordre de 50 % ; sanctionnées selon la loi commune, elles auraient été frappées de pénalités avoisinant ou dépassant les 100 %. Suppression de l'obligation pour les compagnies d'assurances de déclarer à l'administration fiscale le nom des personnes ayant assuré des bijoux, pierres et objets d'art pour un montant supérieur à 100 000 F et limitation de la durée des vérifications approfondies de situation fiscale, complètent le dispositif. Enfin, sur amendement de M. Valéry Giscard d'Estaing, le délai de contrôle est ramené de quatre à trois ans pour l'administration fiscale, de cinq à trois ans pour la Sécurité sociale. Quant à la procédure de taxation d'office d'après les dépenses ostensibles et notaires, réservée aux fraudeurs qui ne font pas de déclaration d'impôts ou à ceux dont la déclaration a été rejetée par l'administration, elle aussi est supprimée. En attendant un démantèlement des moyens de contrôle du fisc, qualifié d'« assouplissement », recommandé par la commission Aicardi. Une catégorie de Français qui avait sans doute bien mérité de la majorité. Les avantages qu'elle reçoit, c'est leur nature et leur raison d'être, sont inévitables. Tout se passe comme si le gouvernement avait délibérément choisi de favoriser le développement d'une économie souterraine et parallèle, d'un véritable marché noir des transactions et du travail.

Les détenteurs de hauts revenus n'ont pas été oubliés. Ils sont les principaux bénéficiaires des allègements fiscaux, et notamment de l'abaissement du taux maximum de l'impôt sur le revenu, ramené de 65 à 58 % ; coût : 2 milliards de francs.

Dans le même temps, les prélèvements sociaux augmentent pour tous proportionnellement au revenu (de 0,4 % pour les cotisations de Sécurité sociale, de 0,7 % pour les cotisations de l'assurance-vieillesse). L'effet n'est pas le même pour tous. C'est ainsi qu'un contribuable marié sans enfant déclarant 80 000 francs de revenus mensuels paiera en 1987 25 000 francs d'impôts en moins, et 4 000 francs de cotisations en plus. Le bilan est largement positif, comme il l'est pour l'ensemble des revenus élevés. Il est au contraire négatif pour les petits et moyens revenus, la réduction d'impôt ne compensant pas pour eux la majoration des cotisations. Il est même d'autant plus négatif que le revenu est plus faible. Selon M. Laurent Fabius, les 100 000 personnes percevant les revenus les plus élevés -

plus de 55 000 francs par mois - paieront 7 milliards de francs d'impôts en moins ; les autres, 7 milliards de prélèvements en plus.

Même les riches héritiers ont eu leur part avec le rétablissement de la réduction de 25 % des droits de succession sur les donations-partages, dont on sait parfaitement qu'elles ne profitent qu'aux plus fortunés.

Restent les propriétaires d'immeubles qui bénéficient d'un abattement forfaitaire sur les revenus de locations, passé de 15 % à 35 %, de réductions d'impôt pour l'investissement local, pouvant aller jusqu'à 40 000 francs, ainsi que pour l'accès à la propriété. En attendant les profits attendus de la suppression de la loi Quillot et de la nouvelle loi Méhaigoerie.

Les derniers - mais non les plus mal servis - sont les détenteurs de capitaux mobiliers. Augmentation de 3 000 à 5 000 francs de l'abattement sur les dividendes et passage de l'avoir fiscal de 50 % à 61 % (plus de 2 milliards de revenus supplémentaires), en attendant les 100 % promis.

Plus discrets que d'autres, les avantages fiscaux n'épuisent pas l'ensemble des mesures prises en faveur de

ceux qui en avaient le moins besoin. C'est le cas, par exemple, des professions médicales et paramédicales qui ont bénéficié d'une majoration de leurs honoraires variant de 8 % à 14 %, dont une partie seulement correspond à un rattrapage. Les mesures prises en faveur de la « dépenalisation » du secteur libre vont opérer un transfert de revenus des assurés sociaux vers les médecins les plus favorisés, tout en préparant la réduction de la couverture des risques santé par la Sécurité sociale et l'entrée en force de l'assurance privée. Au total, près de 5 milliards de francs, moitié au titre des majorations, moitié par l'effet de la « dépenalisation ».

Aux agriculteurs ont été attribués plus de 2 milliards de francs d'aides diverses. Si l'on veut bien admettre qu'il ne s'agit pas d'une catégorie sociale particulièrement favorisée, il sera intéressant de vérifier comment et au profit de qui sera effectuée la répartition. Car les situations sont très différentes entre, par exemple, les viticulteurs du Bordelais où se réalisent des super-profits (la Bourse locale a fait un bond de 100 % en 1986), et les éleveurs de moutons qui ont vu chuter les prix de la viande ovine.

Sollicitude pour les spéculateurs

MAIS ce sont les spéculateurs, gros épargnants, financiers et boursiers qui bénéficient de la sollicitude la plus attentionnée. Tout à son souci de « réussir » les opérations de privatisation, le ministre des finances, M. Edouard Balladur, n'a pas lésiné sur les moyens. Le grand argentier s'est montré généreux pour les acquéreurs de biens nationaux. La vente de 11 % du capital d'ELF-Aquitaine s'est faite à 305 francs l'action, cotée 339 francs, quand la valeur jugée raisonnable par les analystes financiers s'établissait à 350 francs. Un gain de 15 % sur 3,3 milliards de francs, soit environ 500 millions de francs. Il est vrai que les banques qui conduisaient le syndicat de placement étaient celles-là mêmes qui avaient conseillé le prix au ministre. Ensuite, « les Français » ont plébiscité les ventes de Saint-Gobain, puis de Paribas. Les titres de la première société ont été cotés à 310 francs alors qu'ils cotaient 370 francs sur le marché gris (où s'échangent les titres non encore cotés). Une plus-value de 1,5 milliard de francs. Ceux de la seconde, vendus 405 francs, cotés 470 francs, laissent au départ 3 milliards de francs de plus-values aux souscripteurs. Sous le titre onirique « Naissance d'une démocratie bourgeoise », le Figaro du 26 janvier 1987 explique à ses lecteurs comment gagner dans cette opération

3 000 francs sans bourse défler. « Répétons bien, insiste le journal de M. Robert Hersant, on gagne 3 000 francs en misant zéro franc ! » « Les Français » auraient grand tort de ne pas profiter de l'aubaine.

Mais quels Français ? L'immense cohorte des petits épargnants, répondent à l'unisson pouvoirs publics et presse conservatrice. Ce sont eux, en définitive, les vrais bénéficiaires de ces mesures populaires. Il est vrai qu'ils sont plus de 7 millions à détenir des valeurs mobilières, dont 1,5 million ont acheté des titres Saint-Gobain. Mais, en réalité, 5 millions d'entre eux ont une épargne inférieure à 50 000 F et ne

détiennent au total que 9 % des actifs. A l'opposé, 100 000 personnes ont des portefeuilles supérieurs à 1 million de francs et détiennent 35 % du total des actifs. Ils se partageront la meilleure part des largesses de M. Balladur, payées sur le compte du patrimoine national.

Eux non plus n'avaient certainement pas besoin de cette assistance si coûteuse pour la collectivité. D'abord, parce que ce sont les mêmes qui profitent déjà de toutes les mesures répertoriées plus haut. Ensuite, parce que les hausses continues de la Bourse leur garantissent au surplus des plus-values impressionnantes : 65 % de hausse en 1986, 320 % depuis 1981 ; 2 000 milliards de francs de transactions, soit 150 % de plus qu'en 1985, année record. Sans aucun rapport avec la stagnation des revenus du travail, pas plus d'ailleurs qu'avec le rythme de la croissance économique et de la production industrielle. Enrichissement de quelques-uns, spéculation financière et monétaire, sont en passe de devenir la véritable industrie de l'économie française.

L'année 1987 s'annonce comme celle des grandes batailles boursières, des prises de contrôle et OPA dans tous les secteurs de l'activité nationale, alimentées par les trésors de guerre constitués par de grands groupes multinationaux et par l'arrivée sur le marché des « raiders » américains, prédateurs attirés par une proie devenue facile avec le dérèglement financier : « Le pays le plus vulnérable », avoue M. Daniel Lebègue, directeur du Trésor.

Car le discours officiel des responsables néolibéraux risque de faire long feu, ici comme ailleurs. « Libérer les énergies » ; laisser aux entrepreneurs la disposition de leurs revenus et de leurs fortunes ; permettre aux entreprises de reconstruire leurs profits : ils en feront meilleur usage que l'Etat, en les investissant dans des activités créatrices d'emplois, seule solution durable au problème du chômage. Or, depuis trois ans, les profits et capacités d'auto-financement des entreprises ne cessent

d'augmenter, grâce à la chute des prix des matières premières, ramenés à leur niveau de 1930, à la baisse du pétrole et à celle du dollar, à la libération des prix et au blocage de fait des salaires. Pour l'essentiel, ces profits ne sont pas affectés à l'investissement, mais au service de la dette et à des placements en attente des grandes opérations financières et des prises de contrôle de l'économie et la suprématie de la finance. Quand ils sont investis, ce n'est pas pour créer des emplois mais, tout au contraire, pour en supprimer par des restructurations et le développement de la robotique. Quant aux emplois malgré tout créés, ils le sont de plus en plus dans des activités de service, et restent peu qualifiés, précaires et partiels ; faiblement rémunérés avec l'aide massive de la collectivité qui prend en charge la couverture sociale.

Lors de la traditionnelle cérémonie d'échanges de vœux avec la presse, le 6 janvier, le président de la République a chiffré à 35 milliards l'ensemble des cadeaux catégoriels. C'est une évaluation minimale très probablement inférieure à la réalité. Presque au même moment, le gouvernement refusait l'augmentation d'un point de la masse salariale du secteur public, qui aurait coûté 5 milliards de francs, et proclamait que 400 millions seraient affectés en 1987 à la lutte contre la pauvreté.

Dans sa conférence de presse du 22 juillet 1986, le premier ministre, M. Jacques Chirac, annonçait : « Avant la fin de l'année, la France aura un autre système de valeurs que celui sur lequel elle vivait précédemment. » Mission accomplie ; sans surprise ni originalité toutefois, puisqu'il s'agit des valeurs néolibérales mises en vedette depuis longtemps aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, où elles sont tout près de faire faillite, après avoir écumé, déstabilisé et ruiné un grand nombre de pays à travers le monde. Les mouvements sociaux qui se sont développés en France montrent à l'évidence que l'adhésion à ce système-là n'est pas encore acquise.

CHRISTIAN DE BRIE.

BIBLIOGRAPHIE

SOCIOLOGIE DES CRISES POLITIQUES. - LA DYNAMIQUE DES MOBILISATIONS MULTISECTORIELLES. - Michel Dobry

* Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1986, 318 pages, 190 F.

Dans ce livre important, Michel Dobry renouvelle l'analyse des crises internes en « conjonctures fluides ». L'explosion détermine ces moments qui font date dans l'histoire de la République, 1934, 1947, 1958, 1968 et, sans doute, 1986, font partie de cette famille d'événements au cours desquels « quelque chose vacille » et pourtant rien ne change, et devant quoi, souvent, la politique continue de balbutier.

Manuel par son appareil bibliographique, cet ouvrage renouvelle radicalement la sociologie du désordre. Michel Dobry introduit utilement à toute une littérature américaine, mais ne s'y enferme pas, au contraire. Il se détache d'un coup de patte insolent de la « distinction archaïque » entre l'Etat et la société civile, dichotomie considérée comme « métaphore stérilement réductrice ». Face aux troubles politiques, il préfère émettre l'idée que les systèmes démocratiques connaissent diverses formes de disjonction entre l'organisation mise par le suffrage des électeurs et les politiques mises en œuvre.

La distinction entre Etat et société devient inutile car la fluidité s'empare tout autant des appareils d'Etat que des autres. Les conduites de mobilisation en temps de crise traversent, en effet, tous les secteurs, sans d'ailleurs représenter une rupture avec les stratégies habituelles des individus : c'est seulement l'élargissement du champ conflictuel qui est le fait nouveau, et cela découle de la mise en contact inhabituelle des composantes de base de la société qui, normalement, restent confinées dans leurs logiques spécifiques. La fluidité, c'est la collision des secteurs. Le retour au quotidien s'opère par un travail de l'Etat sur lui-même plus que la répression, et la « reconquête » des secteurs mobilisés vers des institutions stables (comme les élections).

Cet essai jette un pont entre l'histoire événementielle et la sociologie des institutions et du temps long : une réinterprétation féconde de la sociologie politique française est en cours, que la « généralisation » des théories marquer.

ALAIN JOXE.

LA REVANCHE DES PATRONS : LE PATRONAT FRANÇAIS FACE AU FRONT POPULAIRE. - Ingo Kolboom

* Flammarion, Paris, 1986, 384 pages, 120 F.

Ferdinand Béghin, l'industriel du sucre, interrogé voilà quelques années par Harris et Sédoux, se souvient de 1936 comme d'une époque « épouvante ». Le dimanche, on dormait sur ses deux oreilles. Le lundi matin, on se réveille : « C'est la révolution ! ». Quelques semaines après la victoire électorale du Front populaire, au plus fort des occupations d'usines, la Confédération générale de la production française (CGPF) appelle de ses vœux la négociation et le dialogue, le 7 juin, les accords Matignon. Le danger écarter, de nombreuses voix, au sein du patronat, dénoncent la « capitulation » d'une CGPF « enroutée ». De cette crise de légitimité à la reconquête de positions de force à la veille de la guerre, Ingo Kolboom décrit le « renouveau » de l'organisation patronale : tentatives de l'établissement d'abord, avec la création et l'échec de la Confédération générale du travail français (juillet-août 1936), intervention décisive ensuite des chambres de commerce comme facteur de rassemblement, renouveau enfin d'une CGPF devenue Confédération générale du patronat français. Aux velléités actionnistes des « petites », une fraction combative du patronat qui sait jouer du mécontentement de la base substitue une stratégie d'investissement des systèmes structurels. L'équipe néolibérale de Paul-René Duchemin, remis responsable de l'humiliation de Matignon, s'efface devant les « corporatistes » regroupés autour de Claude-Joseph Gignoux : les Paul Brenot, des industries radio-électriques, Louis-Henri Germain-Martin, pour qui, « la peur du communisme est le commencement de l'action patronale », Eugène Schaeffer, patron de L'Oréal et fondateur du journal l'Action patronale, qui voulait « le bonheur de tous, des pauvres, mais des riches aussi » par le culte du chef et l'application de quelques maximes sur la valeur de l'effort individuel, des doctrines qui ont pu « s'incarner sans encombre à partir de 1940 ».

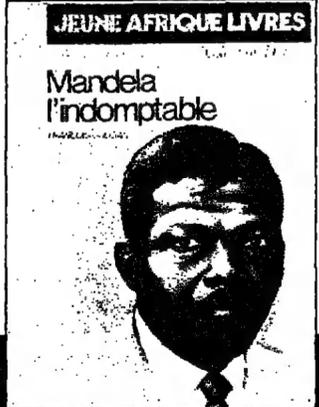
Comme le note l'auteur, l'instauration du régime de Vichy a été « préparée par le rassemblement et la réorganisation du patronat dans l'ét 1936 ».

PHILIPPE VIDELIER.

La première biographie de Nelson MANDELA

Emmuré depuis un quart de siècle, Nelson MANDELA est sans doute le dernier héros vivant de l'Afrique contemporaine. François SOUDAN raconte pour la première fois la vie du leader de l'ANC, celle d'un homme qui représente peut-être l'ultime chance d'éviter un bain de sang en Afrique du Sud.

Un livre qu'il faut avoir lu si l'on est contre l'apartheid... 200 PAGES DONT 32 DE PHOTOS INÉDITES FORMAT : 14,5 x 21 CM 50 F.F. (2 500 F CFA/60 DH/6 DT)



JEUNE AFRIQUE LIVRES Mandela l'indomptable COLLECTION "DESTINS", GROUPE JEUNE AFRIQUE VENTE ET RENSEIGNEMENTS AUX BUREAUX DE DIFFRESS (TEL. 1/42.65.69.30) HORS AFRIQUE, VENTE PAR CORRESPONDANCE. Ecrire à DIFFRESS, 3, RUE ROQUEPINE, 75008 PARIS (FRANCE) PRIX : FRANCE - EUROPE : 63 F.F. FRANCO DE PORT, AUTRES PAYS : 70 F.F. FRANCO DE PORT RÈGLEMENT PAR CHEQUE BANCAIRE (UNIQUEMENT FRANCE METROPOLITAINE) OU PAR MANDAT POSTAL (AUTRES PAYS) A L'ORDRE DE DIFFRESS

TENSIONS SOCIALES ET

Fractures

(Suite de la première page.)

Au moment même où ils arrêtent leur mouvement, les salariés qui ont fait grève apprennent dans quelles conditions le groupe Paribas va être privatisé...

Tout comme les particuliers qui peuvent participer au capital d'entreprises dénationalisées, les salariés du secteur public sont des « privilégiés »...

Les mesures prises au profit d'autres catégories professionnelles ne sauraient contredire le raisonnement (voir pages 1 à 5 l'article de Christian de Bré). Si 2 milliards ont été octroyés aux agriculteurs, c'est parce que, explique M. Chirac, leur pouvoir d'achat avait diminué de 6 % depuis 1982...

Cette argumentation a un seul inconvénient : elle est aussi fragile que celle de la gauche lorsque celle-ci prophétisait que les nationalisations accompliraient des merveilles...

frices, il conviendrait de faire une double démonstration :

- il faudrait prouver que, si certains produits français sont peu compétitifs, c'est toujours à cause d'un prix excessif, dû essentiellement à des salaires trop élevés...

- il faudrait aussi prouver que, dans l'histoire de la société française, y compris pendant les longues périodes où elle a été gouvernée par la droite...

A défaut d'étayer un aussi difficile dossier, le discours officiel impute aux seuls salariés l'entière responsabilité du marasme économique...

Les chiens de garde

SEULS des hommes politiques déterminés et quelques commentateurs grisés d'idéologie semblent croire qu'un réel progrès peut surgir d'un libéralisme plus ou moins inspiré du réaganisme...

D'où une relative prudence du patron français, alors même que ses idées sont au pouvoir. Satisfait de la défaite de la gauche, il n'en éprouve pas pour autant une joie sans partage...

Faute de mieux, le patronat observe donc les fruits du réaganisme. Selon une étude commanditée par la commission économique mixte de la Chambre et du Sénat, 60 % des huit millions d'emplois à plein temps créés entre 1979 et 1984 aux Etats-Unis procurent

un salaire annuel inférieur à 7 000 dollars, soit environ 3 500 francs par mois, beaucoup moins que le SMIC. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces modestes rémunérations ne sont pas réservées aux minorités ethniques...

En termes encore plus parlants, le même rapport établit que 10 % des ouvriers et 7,4 % des employés à plein temps ont perdu plus de 50 % de leur pouvoir d'achat...

Avec tout ce qu'ils ont d'abstrait, ces pourcentages correspondent à des situations humaines très concrètes. Ainsi, licenciée par Bethlehem Steel, où elle gagnait 14 dollars l'heure...

Telle est bien l'amère réalité. La théorie néolibérale ne peut la rendre supportable qu'à ceux qui, confortablement installés sur des revenus plusieurs fois supérieurs au salaire moyen, commentent non sans finesse les bienfaits de leur gadget idéologique...



L'ouvrier qui fait grève paralyse la production et fait tort au pays

AFFICHE DU PATRONAT CONTRE LA GRÈVE EN 1921. La rhétorique insiste plutôt maintenant sur le tort fait aux usagers

nat, lui, n'en est pas dupe. Il craint que, au bout de ce parcours semé d'embûches, la colère ne succède à la stupeur qu'entretient la crainte du chômage...

Pour consolider tant bien que mal une aussi fragile machine, il faut au moins conforter le loyalisme de ceux qui le contrôlent. Dans les grandes entreprises américaines, allègements d'effectifs et compression de la masse salariale n'ont nullement entraîné une baisse de rémunérations offertes aux cadres supérieurs...

salariats. Pour les serviteurs de l'appareil d'Etat, le président Reagan a signé le 31 décembre une circulaire portant de trois mille à dix mille le nombre de hauts fonctionnaires dont les appointe-

- (7) Le Monde, 7 janvier 1987.
(8) M. Jacques Chirac, voir Le Monde, 8 janvier 1987.
(9) M. Georges Chauvanez, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, dans son article « Savoir terminer une grève », Le Figaro, 6 janvier 1987.
(10) « Millions of Americans Are Learning to Live on Lower Wages », International Herald Tribune, 6 janvier 1987. Voir aussi Alain Vermy, « Une politique américaine au bord de l'abîme », Le Figaro, 24-25 janvier 1987.

La mobilisation étudiante au miroir de l'intelligentsia

Par ALAIN LIPIETZ

Après un retour de son paroxysme, le mouvement des lycéens et des étudiants qui a secoué la France en novembre et décembre 1986 a suscité une floraison d'exagérées. De la part notamment de ceux dont c'est le métier de « comprendre ce qui se passe » : l'intelligentsia. Jugement plus important qu'il n'y paraît, car de nos jours un événement ne vaut que par ce qu'on en dit...

Seulement voilà : est-ce le libéralisme ou l'autoritarisme qui est rejeté principalement ? Ou encore : des trois valeurs de la République, le mouvement insiste-t-il sur une conception de la « liberté » qui, partant de l'égalité, aboutit à la victoire du plus fort ?

pages, pensaient la jeunesse ralliée à un individualisme de gagnant incarné par le patron Bernard Tapie.

Première position : le mouvement prend la suite de ce libéralisme. Il s'inscrit dans la lignée des manifestations de 1984 pour le financement des écoles privées ou pour la liberté de la station NRJ d'émettre au-delà de la puissance réglementaire...

Pourant, à chaud, le même Serge July, directeur de Libération, commentait ainsi l'événement : « En 1984, les parents manifestaient pour le consumérisme scolaire. Aujourd'hui, les enfants manifestent pour l'égalité des droits. Le libéralisme vient de subir sa première défaite » (Libération, 28 novembre). Ou encore Laurent Joffrin : « Cette génération morale (...) est séparée sans appel du corporatisme individualiste » (ibid., 25 novembre).

le directeur, J.-P. Bizot, retrouve, au souffle égalitaire du mouvement, une nouvelle jeunesse.

Tous les témoins, tous les journalistes qui ont couvert ces journées où flousaient les banderoles stigmatisant les « lycéens Coca-Cola » et « Tapie », confirment ces jugements. Comment plaider alors l'interprétation corporatiste-libérale ? On rappelle parfois les sondages de septembre. Mais ne faut-il pas remettre en cause la pertinence des sondages à froid (3), quand les individus isolés sont bombardés par la presse et les idéologues (de droite et de gauche) d'hymnes à la fibre entreprise ?

PARMI ceux-là mêmes qui reconnaissent l'adhésion du mouvement aux trois valeurs de la Révolution française, des divergences plus subtiles apparaissent. Rupture ou consensus ? Consensus, affirme d'abord Paul Thibaud (N.V.), qui se félicite du fait que les jeunes « ont pris à leur compte les valeurs fondatrices au lieu de s'installer dans les rêves alternatifs, bucoliques et pacifistes de leurs voisins européens ».

potentiel de rupture des autres mouvements « alternatifs » européens. Et le prédécesseur de Paul Thibaud à la direction d'Esprit, Jean-Marie Domenach, n'hésite pas à en référer à Lénine pour critiquer dans la jeunesse (comme dans les mouvements ouvriers qui prirent aussitôt la relève des étudiants) l'absence de « conscience d'une réalité sociale englobante, plus large que celle des intérêts d'une catégorie, si justifiés soient-ils ».

Bref, liberté, égalité, solidarité, justice sociale, ont beau n'être (si l'on ose dire) que la base consensuelle de nos sociétés, la simple exigence de leur actualisation inévitables, l'utopie du meilleur sens du terme (7). En somme, la rupture, l'exigence de changement. Car le refus de la séduction à l'entrée de l'Université implique le refus d'une société duale (8), la démocratie dans la lutte implique les chemins du véritablement assésit - le dépassement du syndicalisme de gestion paritaire.

Pourquoi d'ailleurs le mot « fraternité » figure-t-il sur nos frontons ? Parce qu'un paroxysme de la Révolution française évincia inextrins le mot « propriété ».

- (1) Le Monde diplomatique a consacré deux articles, en janvier 1987, aux « Sens et enjeux de la mobilisation des étudiants en France » : « Le mouvement pour les droits civiques », par Ignacio Ramonet, et « Les fortes vides de l'enseignement supérieur », par Jacques Ardoino et Michel Debeauvais.
(2) Dans le numéro spécial de Libération de janvier 1987, « La nouvelle vague », ce corpus, qui reprend les articles du journal et les nouveaux commentaires cités ici, sera désigné par N.V.
(3) Une série d'articles de Libération (12, 13, 14 mai 1986) l'avait fait, en soulignant le contenu généreux des chaussons des « idoles » des jeunes.
(4) « Le grand débat » de France-Culture (16 janvier).
(5) Globe, hors série, décembre 1986.
(6) Alain Touraine, Le Monde, 30 décembre 1986.
(7) Guy Koenig, Globe, op. cit.
(8) Alain Lipietz, Le Monde, 16 décembre 1986.

TERRE ÉCON

Texte vertical sur la page adjacente, partiellement visible.

Marché industriel, tyran

Texte vertical sur la page adjacente, partiellement visible.

CURE THERMALE

Texte vertical sur la page adjacente, partiellement visible.

Handwritten text at the bottom of the page.

GUERRE ÉCONOMIQUE

ments passeront en moyenne de 74 500 à 77 500 dollars par an, soit environ de 37 000 à 38 700 francs par mois (11). Ceux-là gagnent donc en un mois ce que cinq millions de salariés blancs dans les emplois nouvellement créés ne gagnent même pas en un an. Nul besoin d'être un fervent adepte de cet égalitarisme tant décrit pour voir dans un tel écart de revenus un double danger : pour la démocratie, pour la paix sociale.

A vrai dire, il existe un seul et unique moyen d'atténuer ces deux menaces : dissimuler au grand public les contrastes sociaux dans ce qu'ils ont de particulièrement choquant. Pour cela, il conviendrait de ne pas susciter la colère des plus démunis, donc éviter d'exposer à leur convoitise ces produits qui, sans même relever du grand luxe, restent inaccessibles aux légions de « nouveaux pauvres » - mais, privé de publicité commerciale, le système n'y survivrait pas. Il faudrait aussi, sans pitié, sanctionner quiconque, par négligence ou par calcul subversif, attire inutilement l'attention sur les plus criantes disparités sociales : les « chiens de garde » du néolibéralisme s'y emploient en menaçant de leurs foudres les auteurs de toute « désinformation » qui, par exemple, prétendrait imputer à l'idéologie aujourd'hui dominante des malheurs trop visibles pour être niés, trop déplorables pour ne pas simplement découler de l'impitoyable nature des choses...

Qu'il s'agisse de construire un vaste réseau d'autoroutes, de moderniser le commerce par la multiplication des supermarchés, de populariser le réfrigérateur ou la salle de bains, de créer une industrie nationale de l'informati-

que, etc., la droite française accuse traditionnellement un retard d'au moins une décennie sur une Amérique qu'elle comait mal mais qu'elle admirait avec d'autant plus de ferveur. Le même décalage historique l'incite, pour se lancer dans une forme de réaganisme, à choisir le moment précis où celui-ci commence à refluer outre-Atlantique.

Car les Américains s'interrogent sur l'utilité des sacrifices qu'ils ont consentis. Fût-elle accompagnée d'une forte baisse du dollar, la diminution généralisée de leur pouvoir d'achat n'a, en effet, pas permis le redressement annoncé, ni freiné le déficit commercial, ni enrayer la désindustrialisation du pays. L'avenir des jeunes générations n'en est pas moins hypothéqué par une dette publique que M. Reagan a allégrement quadruplée en six ans, au point que le service de cette dette occupe désormais le troisième poste dans le budget fédéral.

Voilà une société qui, ayant « réduit le coût du travail dans les entreprises pour les rendre compétitives (12) », éprouve, en dépit de toute sa puissance, les plus graves difficultés à tenir tête à ses concurrents, à gérer une crise qui est, certes, économique, mais aussi sociale, culturelle et, nécessairement, politique. Le nouveau projet de budget présenté par M. Reagan présente un condensé de ces contradictions et de ces impasses. Il entend maintenir la progression des dépenses militaires, comprimer encore un peu plus les budgets sociaux, diminuer un déficit qui reste ahurissant. Maintenant majoritaires au Sénat comme à la Chambre, les démocrates ne le voteront pas sous sa forme actuelle. Mais ils ne pourront pas faire de miracle.

cherie ». Cependant, Washington s'obstine à demander à Bonn et à Tokyo d'atténuer les tensions en abaissant leurs taux d'intérêt, ce qui ne convenait à aucune des deux capitales. A la « guerre agricole » s'ajoute ainsi une « guerre des devises » qui met en grand péril le Système monétaire européen. L'Europe occidentale n'en serait que plus faible face à la menace soviétique ? Mais l'Amérique est là pour protéger ses alliés, et la « guerre des étoiles » effacera tout danger...

Ces fortes pressions ne s'exercent pas uniquement sur les pays industrialisés. Elles pèsent non moins lourdement sur le tiers-monde, auquel les pays riches n'octroient leur aide

sûr pas le temps de se demander comment on a pu en arriver là.

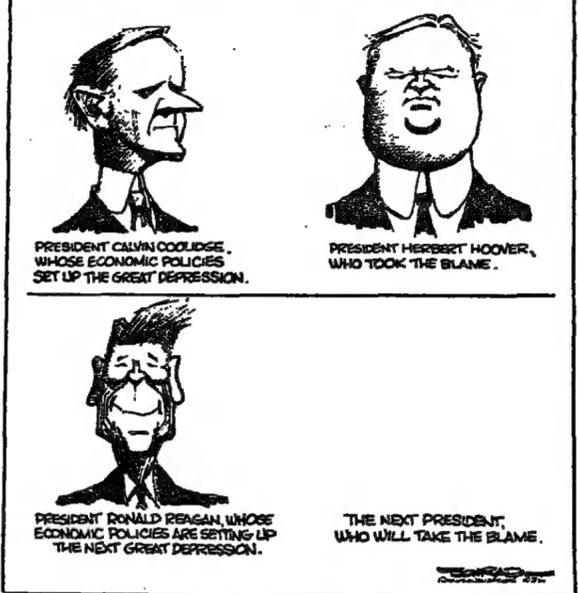
Pour ce qui concerne les récents troubles sociaux en France, Bertrand Renouvin (23) invoque la « souffrance » et les « préjugés idéologiques » du gouvernement, puis déplore la « compétition à outrance qui est au cœur de l'impitoyable « morale » du libéralisme ». Mais les remous qui agitent la société française n'ont-ils pas les mêmes causes que les tensions entre pays pourtant unis dans une même alliance ? Dans un autre éditorial (24), Bertrand Renouvin juge sévèrement une droite qui, dit-il, « a perdu ses références, ses fidélités et les sources mêmes de sa pensée. Il ne lui reste plus que des intérêts à protéger, des pou-

affamés de terre, pour les prolétaires des bidonvilles géants, pour les diplômés sans emploi ? Tout cela explosera un jour ? Les libéraux ne le pensent pas. Leur idéologie leur dit qu'ils ont raison.

Dans ce monde qui bouge, se fracture, craque de toutes parts, le grand silence des intellectuels de droite témoigne-t-il de leur indifférence, de leur incompréhension, ou de leur impuissance ? Ou, plus simplement, d'une stupéfiante satisfaction d'eux-mêmes ? Ce qui manque à ce conservatisme triomphant, balotté sur un système économique mondial que déchire une compétition sauvage, c'est - que nul ne s'en étonne - le Figaro-Magazine qui le dit : « L'individu qui n'a pas développé en lui-même la capacité de compter, de ressentir la souffrance d'autrui, d'avoir des remords, d'aspirer à une certaine lumière, est tout simplement un être malheureux. Sans tout cela, la vie n'a aucun sens. »

Ainsi parle un auteur prestigieux, auréolé de toute sa gloire de dissident soviétique, respecté pour son courage et admiré pour son talent, acclamé par une droite qui ne veut pourtant recueillir qu'une partie de son message : l'écrivain qui a livré à l'Occident le tableau fascinant et inhumain des *Hautsurs brutes*, Alexandre Zinoviev (25). Mais de quoi se mêle-t-il ? Ne lui suffit-il donc pas d'outrepasser l'Empire du mal ? Pourquoi diable vient-il nous parler de la « souffrance d'autrui » et de ces « lumières » qui, jamais, ne surgiront d'un improbable conclave de ces puissants qui croient régenter la planète et qui, parce que conservateurs, sont assurés de détenir la suprême sagesse ?

CLAUDE JULIEN.



Le président Calvin Coolidge, dont la politique économique déclencha la Grande Crise. Le président Herbert Hoover, qui en sera rendu responsable. Le président Ronald Reagan, dont la politique économique prépare la prochaine Grande Crise. Le futur président, qui en sera rendu responsable.

QUATRE PORTRAITS

qu'avec parcimonie tout en réclamant le remboursement de leurs dettes. On est ici en pleine fiction. Il faut, comme M. Richard S. Weinert, être président d'une grande banque américaine d'investissement pour oser dire ce que le FMI ne peut admettre ouvertement, à savoir que la valeur nominale des dettes du tiers-monde ne correspond plus à grand-chose (18)...

voirs à gérer (...). C'est dangereux pour le gouvernement et l'actuelle majorité. Délaissant leurs traditions et renonçant à tout effort de réflexion, ils ont fait uniquement confiance à la force et à l'argent. Ils paient aujourd'hui leur mépris des idées, puisqu'ils ne sont plus en mesure de comprendre la société qu'ils sont censés gérer, ni de lui apporter le projet dont elle a besoin ».

Fiction encore que le lyrisme avec lequel sont salués, sur le marché financier de Wall Street, les performances inouïes de l'indice Dow Jones qui, d'août 1982 à janvier 1987, a grimpé de 776 à plus de 2 005. « Pourquoi le marché est-il si brillant alors que l'économie continue de rester si terne ? », demande Time (19). En bonne orthodoxie libérale, l'auteur de l'activité en Bourse devrait refléter l'état de santé de l'économie. Il n'en est rien. Le thermomètre serait-il cassé ? Ou bien de douteuses transactions peuvent-elles assurer à certains de gros profits, qui gonflent le marché financier, alors même que l'outil de production se détériore ?

En Europe ou aux Etats-Unis, là n'est pas, en effet, la préoccupation majeure des affairistes et des activistes du néolibéralisme... Quel projet ? Quel avenir, dans les sociétés industrialisées, pour les jeunes, pour les chômeurs, pour les faibles ? Quel avenir, dans les pays sous-développés, pour les paysans

Marasme industriel, lyrisme financier

LES effets magiques de la politique-spectacle, dans laquelle M. Reagan excellait, se brisent sur des réalités aussi dures que le roc. En septembre dernier, le président et M^{rs} Reagan apparaissent ensemble à la télévision pour lancer ce qu'ils appelaient une « croisade nationale » contre la drogue. Huit jours avant les élections de novembre, la Maison Blanche augmenta de deux mois passant et, dans son budget, elle les ampute de 913 millions de dollars. L'argent, expliquent les collaborateurs de M. Reagan, est, en un tel domaine, moins important que la « rectitude morale (13) ». Qui donc en disconvientrait ?

transformation aux Etats-Unis » et dans l'ensemble du monde développé (16). Si nul n'entend renoncer à cette « compétition globale », nul n'entrevoit non plus les moyens de la maîtriser. Pragmatiquement, une seule voie reste alors ouverte : que chaque pays tente d'alléger les « pressions économiques » qui pèsent sur lui en allourdissant celles qu'il peut exercer sur d'autres, plus faibles. Engagée depuis une quinzaine d'années, cette guerre commerciale s'intensifie de mois en mois. Elle devient aujourd'hui particulièrement sauvage.

Les signes avant-coureurs s'étaient accumulés au fil des ans. Mais l'annonce d'une étape décisive fut faite l'automne dernier par le secrétaire américain au Trésor lors de la conférence annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Utilisant une formule imagée, difficilement traduisible en français, il déclara que les Etats-Unis enverraient des signaux à leurs partenaires et que, si ces signaux n'étaient pas reçus, Washington passerait à l'action. De tels propos ne comportaient aucune arrogance, ne traduisaient aucune mauvaise volonté, n'exprimaient aucune ambition impériale. Ils étaient dictés par les implacables contraintes auxquelles les Etats-Unis sont soumis : pour ériger le pire, ils doivent à tout prix garder leurs parts de marché. Même si ce prix est payé par les autres. D'où la « guerre agricole » contre l'Amérique et la Communauté européenne (17). Et l'Europe s'incline...

Un ministre allemand gronnait alors que les Etats-Unis feraient mieux de mettre de l'ordre dans leur propre économie. Langage peu diplomatique, il parlait même de « nettoyer la por-

A défaut d'autres ressources, l'appel à l'Ordre moral reste ainsi de pleine actualité (14). Pas seulement en Amérique. Malgré l'impressionnante prospérité globale de l'Allemagne fédérale, le chancelier Kohl appelle, lui aussi, au « redressement moral » de son pays, beaucoup plus efficace que toutes les « chimères » de la gauche, pour, dit-il, répondre à la crise, résorber le chômage, garantir le paiement des retraites, maintenir la croissance (15). Sur les deux rives de l'Atlantique, il s'agit bien sûr d'une morale individuelle, plus spécialement de l'usage des couches dévotées, et non pas d'une éthique sociale ou politique, ouvertement bafouée par les puissants. Si désirable soit-elle, cette morale sociale est d'ailleurs conditionnée par les sombres réalités économiques, toujours prioritaires dans l'idéologie libérale.

La détérioration des conditions de vie est bien la conséquence d'un phénomène mondial par lequel « les pressions économiques de la compétition globale frappent les industries de

CURE THERMALE 1987

- Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de soins et de soleil. De FOCEAN à la MEDITERRANEE, choisissez les stations de détente de la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, leader du Thermalisme Français.
01 GRENOUX LES BAINS (Haute-Provence) RHUMATISMES, arthroses, arthrites, ostéoporose, troubles digestifs, réduction, VOIES RESPIRATOIRES, O.R.L. Pneumologie, Thèmes troglodytiques celtes, gallo-romains (entièrement reconstruits).
02 SAINT LAURENT LES BAINS (Haute-Côtes) RHUMATISMES, Thèmes neutres.
03 LAMALOU LES BAINS (Hérault) Côtières Méditerranéennes, 1^{er} Centre Français de rééducation fonctionnelle, RHUMATOLOGIE, TRAUMATOLOGIE, NEUROLOGIE.
04 LE BOULOU (P.-O.) Tout près de la Côte Vermeille, FOIE, VESICULE BILIAIRE, MALADIES DE LA NUTRITION (goutte, diabète) ARTERITE (en cours d'agrandissement), Thèmes neutres.
05 AMIELE LES BAINS (P.-O.) En Roussillon, (altitude de Rome), N° 1 en France pour traitement des VOIES RESPIRATOIRES et RHUMATISMES, O.R.L. Pneumologie, arthroses, arthrites, réduction, Thèmes neutres.
06 LA PRESISTE LES BAINS (P.-O.) Ht pays catalan, La station des VOIES URINAIRES, Rhinisme, prostate, colites, COLIBACILLOSE Thèmes neutres. Expédition directe eau thermale toute l'année.
07 MOLITTS LES BAINS (P.-O.) en Roussillon. PEAU, VOIES RESPIRATOIRES, O.R.L., rhumatismes, ostéite. Thèmes neutres.
08 BARBOTAN LES THERMES (Gers) en Armagnac, Station de la JAMBE MALADE, 1^{er} gisement en Europe de boues thermales naturelles végétominérales (domaine de 500 hectares). N° 1 en France pour traitement des RHUMATISMES et CIRCULATION VEINEUSE, phlébitis, varices, arthroses, arthrites, Thèmes neutres.
09 EUGENIE LES BAINS (Landes) 1^{er} « Village minéral » de France : animé par Michel GUERARD, OBESITE, RHUMATISMES, réduction, colibacillose, reins, voies digestives et urinaires. Thèmes neutres.
10 SAINT CHRISTAU (P.-A.) Ht Béarn. EAUX thermales uniques en Europe. BOUCHE, MUCQUEUSES, dermatologie. Thèmes neutres. Expédition directe de l'eau thermale toute l'année.
11 CAMBO LES BAINS (P.-A.) Pays basque, RHUMATISMES, arthroses, arthrites, réduction, VOIES RESPIRATOIRES, O.R.L. Thèmes neutres.
12 JONZAC en Haute-Saintonge, RHUMATISMES, traumatologie, « phlébotomie ». Thèmes neutres troglodytiques.
Corps médical et paramédical de spécialistes dans toutes les stations. Equipement thermal moderne et complet (de 10 à 30 salles différentes permettant un traitement complet personnalisé). Possibilité de soigner simultanément 2 affections (double handicap). Toutes formules d'hébergement.
Document, brochure N°945 (hébergement et cures) aux THERMES de chaque station concernée ou à la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, MAISON DU THERMALISME, 32, av. de l'Opéra 75002 PARIS. Tél. (01) 47 42 25 00. Horaires : 9h - 19h, B. 1060 BRUXELLES. Tél. (02) 2 51 17 64

Le Monde

SUR MICROFILMS

Le Monde n'est pas seulement un journal de référence dans de nombreux collèges et bibliothèques, mais est devenu aussi un véritable instrument de travail dans l'enseignement.

Le microfilm en facilite grandement l'utilisation. Actuellement, le Monde, le Monde diplomatique et le Monde de l'éducation sont disponibles sur microfilms.

Un simple abonnement permet la mise à jour.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez :

Research Publications P.O. Box 45, Reading RG1 8HF Angleterre Tel: 0734-583247 Telex: 8488336 NADL G

Quelques scandales récents, comme celui de M. Ivan Boesky, déjà condamné, ou celui de Phibro, filiale de la firme Salomon Brothers, sur lequel une enquête est ouverte (20), n'expliquent qu'une partie de l'affaire. D'après les premières informations, Phibro aurait violé les règles qui organisent le marché à terme. L'escroquerie serait énorme. Mais, avec des techniques variées, la frénésie de l'argent, sans aucun rapport avec la moralité de la production, a atteint des sommets inédits du fait de ceux que, dans le jargon, on appelle « insider traders », « corporate raiders », « greenmailers », « junk bond dealers », « stock-churning brokers », etc. A la faveur de transactions habilement spéculatives, des « dizaines de millions » de petits investisseurs privés ont été roulés par des géants (21). Le marché financier ne s'en porte pas plus mal. Il est même en plein essor. Mais déconnecté d'une économie déclinante.
M. John Kenneth Galbraith établit un parallèle entre cette effervescence financière et celle qui précéda le grand krach de 1929. Puis il ajoute : « La question qui se pose maintenant, en cet hiver 1987, est de savoir si l'histoire de la Bourse se répète (...). Bien que, pour la plupart des acteurs, ce choix soit improbable, la sagesse est de prévoir le pire (22). » Inconscient, le monde danse sur un volcan. Il n'a bien

CIALES ET



fait grève production au pays

7 janvier 1987

antsia

Les mouvements de... justice sociale... Le mouvement de... appelant la comparat...

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

La longue guerre occulte

ALORS que le Watergate, qui entraîna la chute du président Nixon, n'était après tout qu'une affaire de cambriolage commis au siège du Parti démocrate pour le compte de la Maison Blanche, le scandale dans lequel sont impliqués le président Ronald Reagan et ses plus proches collaborateurs concerne la politique étrangère de la première puissance mondiale. Comme dans le Watergate, l'autorité morale de la présidence est sapée dans la conscience même des Américains. Mais les répercussions en sont, cette fois-ci, beaucoup plus vastes puisqu'elles remettent en cause les conceptions qui ont inspiré une diplomatie dans deux régions vitales du monde : l'Amérique centrale et, surtout, le Proche-Orient (voir pages 10 et 11), où elle aggrave le chaos.

Par IGNACIO RAMONET

Une obsession politique. Tel apparaît l'attachement du président Reagan, depuis son arrivée à la Maison Blanche en 1981, à vouloir renverser le régime sandiniste du Nicaragua.

Les révélations sur le détournement au profit de la guérilla antisandiniste (la Contra) de fonds provenant de la vente d'armes américaines à l'Iran ne sont que les dernières d'une longue série d'actions ultra-sécrites conduites souvent en dépit des recommandations du Congrès américain, en mépris du droit international et au mépris des droits de l'homme. Il semble que M. Ronald Reagan et ses collaborateurs aient pratiqué, à l'égard du Nicaragua, une politique indigne d'une grande démocratie et qu'ils aient impliqué les États-Unis dans une véritable opération de « banditisme d'État ».

L'entrée en fonctions de M. Ronald Reagan, en 1981, les sandinistes n'étant au pouvoir, à Managua, que depuis dix-huit mois. Son prédécesseur, M. James Carter, avait accordé au régime révolutionnaire une aide d'environ 100 millions de dollars. M. Reagan s'écartera de cette voie. Il accéda à la Maison Blanche après une campagne électorale où il avait promis de prendre de sévères mesures contre Cuba et le Nicaragua. Sa position était fondée sur un rapport élaboré par la commission dite de Santa-Fé, qui présentait le problème de l'Amérique centrale en termes d'opposition Est-Ouest. Selon ce rapport, rédigé par la fine fleur de la nouvelle droite, la situation dans la région résultait d'« une agression extérieure » et non d'un conflit interne, ni d'injustices sociales.

Le gouvernement de M. Reagan fut tenté de prendre des mesures « franchement punitives » contre « les alliés d'une puissance brutale et extérieure au continent : l'Union soviétique ». Aussi, dès 1981, M. Reagan dressa-t-il des plans en vue de conduire une guerre occulte contre le Nicaragua.

Parallèlement, au Salvador, Washington mit immédiatement en œuvre sa nouvelle stratégie militaire dite des conflits de faible intensité (1). La progression de la guérilla fut enrayée.

Selon les théoriciens de cette stratégie, qui allait très tôt s'appliquer au Nicaragua, tous les moyens doivent être utilisés dans la lutte contre les communistes et les terroristes car il s'agit d'« une guerre totale d'un nouveau type ». Sam Sarkesian, l'un de ces théoriciens, l'explique ainsi : « Les conflits de faible intensité ne s'accordent pas aux notions démocratiques de stratégie et de tactique. La révolution et la contre-révolution développent leur propre moralité et leur propre éthique, qui justifient tous les moyens pour obtenir le succès. Survivre est la moralité fondamentale (2) ».

niste et les regroupèrent aux frontières. Ils construisirent, sur l'île du Tigre, dans le golfe de Fonseca, qui sépare le Nicaragua du Salvador, une station radar pour surveiller les éventuelles livraisons d'armes. « Notre but, insista M. Reagan devant le Congrès, doit être d'empêcher la livraison d'armes à la guérilla du Salvador (4) ». Cet objectif, apparemment défensif, persuada le Congrès d'accorder 24 millions de dollars à l'Agence centrale de renseignement (CIA) pour interrompre ces prétendues livraisons.

Les crédits vont servir, en fait, à structurer la guérilla antisandiniste et à accélérer la destruction d'infrastructures économiques à l'intérieur du Nicaragua. Les sabotages se multiplient, ainsi que le bombardement aérien d'installations économiques. Par exemple, l'embarcadere du principal entrepôt de pétrole du pays, à Corinto, obligea les autorités à évacuer vingt-cinq mille personnes.

Le 14 janvier 1984, un premier mercenaire américain, Jeffrey Schwab, trouve la mort dans ce conflit ; c'est un pilote d'hélicoptère abattu alors qu'il participait à une attaque dans le nord du Nicaragua.

L'escalade atteint son apogée en février 1984, lorsque des équipes spéciales de la CIA s'emploient à miner les principaux ports du Nicaragua. Cela provoque un tollé dans le monde entier ; M^{me} Margaret Thatcher elle-même condamne vigoureusement cet acte. Managua porte plainte devant la Cour internationale de justice de La Haye (voir page 9 l'article de Reed Brady). Les opérations de minage ont été personnellement approuvées par M. Reagan sur recommandation de M. Robert McFarlane, conseiller pour la sécurité nationale (5).

Un certain « terrorisme d'État »

DÈS cette époque, il apparaît clairement que la CIA ne se contente pas d'appuyer matériellement les « contras », mais assure la véritable direction politique et militaire de la contre-révolution nicaraguayenne (6). Celle-ci se compose de deux organisations principales : la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) implantée au nord, à la frontière du Honduras ; et l'Alliance révolutionnaire et démocratique (ARDE) de M. Eden Pastora, au sud, à la frontière du Costa-Rica. La CIA encourage chacune de ces organisations à « libérer » une parcelle de territoire nicaraguayen.

A cet effet, dès le début de 1984, des avions de la CIA parachutent clandestinement des équipements au-dessus des camps de la Contra. Le 24 mars, un de ces avions est abattu par les sandinistes alors qu'il approvisionnait des hommes de l'ARDE. Cette organisation attaque, début avril 1984, la petite ville côtière du sud-est du Nicaragua, San-Juan-del-Norte. La ville est prise, mais les hommes de M. Eden Pastora ne parviennent pas à la conserver et, deux jours plus tard, les sandinistes reprennent au-delà des frontières les « contras » de l'ARDE. Cet échec ruine le crédit militaire de M. Eden Pastora ; la CIA le somme de se fonder dans la FDN au nom de l'unité antisandiniste. M. Pastora refuse, parce que, ancien sandiniste, il ne veut pas y cohabiter avec d'anciens socialistes. La CIA va alors tenter de l'éliminer. En mai 1984, au cours d'une conférence de presse au Costa-Rica, il sera grièvement blessé dans un attentat.

tant tournant dans la guerre occulte contre le Nicaragua. M. Ronald Reagan et ses conseillers partisans d'une ligne dure se trouvent engagés trop avant dans leur stratégie d'affrontement contre le régime sandiniste. Ils ne peuvent accepter l'injonction du Congrès et vont entreprendre de la contourner.

Puisque aucune assistance officielle à la Contra n'est possible, l'aide privée va prendre le relais (12). En contradiction avec la décision du Congrès, elle sera coordonnée par des organismes d'État et des membres de l'administration.

Un véritable plan secret pour fournir des fonds aux « contras » est alors mis sur pied. Il a été conçu par trois hommes : M. William Casey, de la CIA ; M. Nestor Sanchez, du Pentagone ; et le lieutenant-colonel Oliver North, du Conseil national de sécurité, qui en est l'architecte principal. Autour d'eux, un premier cercle d'un très vaste réseau comprend des personnalités comme le général Richard Secord, ancien secrétaire adjoint à la défense, qui est chargé de la coordination générale de l'aide à la Contra ; le général John Singlaub, chef de la Ligue anticomuniste mondiale ; le général Harry Aderholt, chef de l'Association des commandos aériens ; M. Tom Posey, ancien « marine », chef de l'Association militaire civile, et Theodore Shackley, ancien agent de la CIA.

Ce premier cercle établit de multiples contacts avec des organisations anticomunistes aussi bien améri-



LE MERCENAIRE EUGENE HASENFUS AU COURS DE SON PROCÈS À MANAGUA. Des complicités jusqu'au cœur de l'appareil gouvernemental à Washington.

caines qu'étrangères. Il mobilise aussi certains milliardaires activistes, tels MM. Nelson Bunker Hunt, Ross Perot, John Hull... De hautes personnalités de l'administration sont également dépêchées à travers le monde à la recherche de fonds. M. William Casey mènera personnellement campagne auprès du roi d'Arabie saoudite. Porteur d'un message de M. Reagan, il aurait obtenu, en faveur de la Contra, un don d'une quarantaine de millions de dollars (13), promettant en échange d'intercéder en faveur de la vente d'avions-radars AWACS au royaume saoudien.

M. George Shultz, le secrétaire d'État, a approuvé une démarche de M. Elliot Abrams, sous-secrétaire d'État chargé des affaires interaméricaines, auprès du sultan de Brunei, Hussanal Bolkiah, afin de le convaincre de soutenir financièrement la Contra.

Dès le début de 1985, le général Richard Secord fonde avec un homme d'affaires irano-américain, M. Albert Hakim, une compagnie, la Lake Resources (de droit panaméen) chargée d'acheminer, à partir du Portugal — qui deviendra une importante plaque tournante — des armes de diverses origines (polonaises et roumaines, parfois) pour la guérilla antisandiniste.

C'est l'embryon de la connexion iranienne, car M. Albert Hakim va mettre le général Secord — et à travers lui MM. Oliver North et Robert McFarlane — en contact avec, d'une part, le marchand de canons saoudien Adnan Kashoggi, et, d'autre part, les hommes d'affaires israéliens Yaacov Nimrod, Al Schwimmer et Avraham Bar-Am, ainsi qu'avec le négociant iranien Manucher Ghorbanifar, qui a l'oreille du président du Parlement iranien, M. Hachemi Rafsanjani.

On sait aujourd'hui, globalement, comment toute la transaction a été conclue, comment le Pentagone céda à vil prix des armes à la CIA, qui, par l'intermédiaire d'Israël (et avec la participation, notamment, de M. David Kimche) et de quelques trafiquants d'armes, les vendait à l'Iran avec des bénéfices considérables dont profitait la Contra. Le président Reagan a fortement insisté sur le rôle des Israéliens : « Ils gonflaient les prix et plaçaient

apparemment l'argent sur des comptes en banque des dirigeants de la Contra (14) ». En fait, il s'agissait d'un compte bancaire ouvert en Suisse par la CIA pour le soutien (secret mais légal) à la résistance afghane...

Ce double système de captation de fonds (aide privée et profits de ventes d'armes) aurait permis de collecter quelque 400 millions de dollars en faveur de la guérilla antisandiniste (15) et de contourner ainsi l'interdiction du Congrès.

Parallèlement, et tant que dura cette interdiction (jusqu'en juin 1986), le président Reagan poursuivit une importante campagne idéologique sur le thème du « danger sandiniste ». Abandonnant l'argument de l'aide présumée du Nicaragua aux guérilleros du Salvador (les États-Unis n'ont jamais pu en fournir la moindre preuve), il tenta d'éveiller le réflexe anticommuniste : « Il existe, ira-t-il jusqu'à affirmer, un plan concerté du bloc soviétique et de Cuba pour prendre le pouvoir en Amérique centrale (16) ».

Aider les « contras » dans de telles circonstances relève de l'« autodéfense ». Aussi, le 1^{er} mai 1985, « pour répondre à la situation d'urgence créée par les actions agressives du Nicaragua en Amérique centrale », M. Reagan n'hésita pas à décréter l'embargo total contre le Nicaragua. Embargo condamné par la communauté internationale.

Les preuves de modération données par le régime sandiniste n'infirmissent

nelle l'obstination de M. Reagan. Ni le renvoi de centaines de conseillers cubains, ni l'organisation d'élections libres, ni l'autonomie accordée aux Indiens Miskitos, ni l'adhésion à l'acte de paix du groupe de Contadora, ni l'adoption d'une Constitution garantissant la pluralité politique, l'économie mixte et le non-alignement (17). Rien de cela n'a réduit l'obsession du président américain : « La seule solution, déclarait-il, est le gouvernement du Nicaragua, n'accepte pas de négocier avec la Contra, c'est que celle-ci prenne le pouvoir (18) ».

Gagné par une telle argumentation et incité à cela par le voyage du président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, à Moscou, le Congrès — ignorant tout du réçu d'aide privée — approuva, le 27 juin 1986, l'octroi de 100 millions de dollars (dont 70 millions d'aide militaire) à la Contra.

- (1) Cf. Michael T. Klare, « La nouvelle doctrine d'intervention américaine », *Le Monde diplomatique*, mars 1986.
- (2) Alai, Quito, n° 86, décembre 1986.
- (3) Cf. *Problèmes politiques et sociaux*, la Documentation française, Paris, 26 juillet 1986. Sur la stratégie globale des États-Unis en Amérique centrale, lire : Morris Blacoman, William Leogrande, Kenneth Sharpe, *Confronting Revolution*, Pantheon Books, New-York, 1986.
- (4) *Le Monde*, 24 avril 1983.
- (5) *The Washington Post*, 12 avril 1984.
- (6) *The New York Times*, 24 avril 1984.
- (7) *Le Monde*, 29 avril 1984.
- (8) L'hebdomadaire britannique *The Observer* a révéilé, le 25 mai 1985, que le chef de cette association, M. Tom Posey, aurait recruté au Royaume-Uni une quarantaine de mercenaires, début 1985, « pour combattre le communisme en Amérique centrale ».
- (9) *Le Monde*, 20 septembre 1984.
- (10) Stansfield Turner, *Secrecy and Democracy. The CIA in transition*, Harper and Row, New-York, 1986, p. 171.
- (11) *Le Monde*, 11 octobre 1984.
- (12) Cf. Pierre Abramovici, « Des millions de dollars pour les combattants de la liberté », *Le Monde diplomatique*, avril 1986.
- (13) *International Herald Tribune*, 12 janvier 1987.
- (14) *Time*, 1^{er} décembre 1986.
- (15) *Newswatch*, 1^{er} juillet 1986.
- (16) *Le Monde*, 26 janvier 1985.
- (17) La nouvelle Constitution est entrée en vigueur le 9 janvier 1987, mais l'état d'urgence qui suspend les libertés individuelles depuis 1982 n'a pas été levé.
- (18) *Le Monde*, 21 août 1986.

TEINTE PAR LE

Contre le N

Contre le N... (Text is mostly illegible due to image quality and angle)

Des citoyens

Des citoyens... (Text is mostly illegible)

Comme l'Iran et l'Albanie

Comme l'Iran et l'Albanie... (Text is mostly illegible)

POLITIQUE AFRICAINE

Revue trimestrielle d'analyse et d'informations politiques sur l'Afrique contemporaine

Année 1987

N° 25 (mars)	: L'État sud-africain en péril
N° 26 (juin)	: État, marchés, classes sociales
N° 27 (octobre)	: Le Togo
N° 28 (décembre)	: Politiques de santé

Vous pouvez, bien sûr, acheter *Politique Africaine* au numéro (70 F l'exemplaire)

Bon de commande à retourner à : Éditions Karthala - 22-24 bd Arago, 75013 PARIS

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

s'abonne pour 1987 à la revue *Politique Africaine*.
 par chèque payable en France à l'ordre de Karthala.
 par mandat postal international.

سازمان چاپ و نشر

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

Comment les apprentis sorciers ont

DES centaines de milliers de victimes en six ans, des économies en ruine, une répression accrue des opposants : tel est le prix payé par les populations iraniennes et irakiennes dans la guerre du Golfe.

Aujourd'hui, l'imam Khomeiny continue d'affirmer sa détermination de poursuivre les combats jusqu'à la chute du président irakien. Mais jamais la guerre n'aurait pu se prolonger si longtemps sans ce commerce des armements que vient de mettre en lumière l'affaire de l'« Irangate » à Washington.

Du coup, c'est toute la politique américaine au Proche-Orient qui se trouve discréditée auprès des États de la région.

Par FRANCIS BEAUJEU

Toute la lumière n'a certes pas encore été faite sur cette sombre histoire de ventes d'armes américaines à l'Irak, aux ramifications multiples. Mais, en attendant l'aboutissement des enquêtes engagées, les témoignages de certains de ses protagonistes, les indications et les faits répétés dans la presse ont de quoi stupéfier : M. Ronald Reagan, l'intraitable pourfendeur du terrorisme, aurait marchandé la liberté des otages américains au Liban, livrant des armes à la République islamique d'Irak, officiellement cataloguée à Washington comme « Etat terroriste » ; grâce au produit de ses ventes, ses représentants finançaient des entreprises guerrières à travers le monde, dirigées notamment contre l'Etat souverain du Nicaragua ; agissant au mépris des lois américaines et de ses propres engagements politiques, M. Reagan s'était bien gardé d'en informer le Congrès et ses ministres. Laisant à un appareil clandestin au sein de la Maison Blanche le soin de conduire des « guerres secrètes » en Amérique latine, en Afrique, en Asie.

Autre sujet de consternation : ce « gouvernement de l'ombre » ne s'embarrait pas de scrupules dans le choix des moyens auxquels il avait recouru pour atteindre ses fins. Il frayait avec des trafiquants d'armes, des contrebandiers et d'anciens agents de la SAVAK, la police secrète du chah ; traitait avec des financiers plus ou moins véreux ; disposait de comptes bancaires secrets en Suisse et de sociétés fictives à Panama, lui permettant d'échapper à toute imposition fiscale ; délivrait de vrais faux passeports à ses émissaires occultes ; finançaient des organisations d'extrême droite en Amérique et à l'étranger.

Le jugement de la presse américaine est sévère. Evoquant des crimes commis par « un attribué à la République islamique d'Irak ou à ses partisans, entre autres la détention à Téhéran de cinquante-deux diplomates américains pendant quatre cent quarante-quatre jours (en 1979-1981), l'attentat à Beyrouth qui a coûté la vie à plus de deux cent quarante « marines » (en octobre 1983), l'enlèvement ou l'assassinat de citoyens Américains au Liban, rappelant encore les déclarations vengeresses du président Reagan tout au long des dix-huit mois pendant lesquels il pactisait secrètement avec Téhéran, des journaux d'outre-Atlantique ont été amenés à poser la question de savoir si la Maison

Blanche avait agi avec « légèreté » ou avec « cynisme ».

De tels qualificatifs apparaissent comme autant d'euphémismes aux gouvernements et aux peuples directement concernés par le double comportement du président américain. On imagine sans mal les sentiments des Irakiens et des Iraniens depuis qu'ils ont appris comment les États-Unis pratiquaient leur « neutralité » dans la guerre du Golfe ; à l'Irak, Washington fournissait des renseignements militaires - parfois fabriqués - recueillis par les AWACS, et destinés notamment à orienter les chasseurs-bombardiers du régime basiste ; à l'Irak, la Maison Blanche livrait des radars propres à intercepter les avions iraniens, des missiles pour les abattre et, en prime, des pièces de rechange permettant à des F-4, des F-5 et des F-14 achetés par l'Irak de redevenir opérationnels dans les cieux irakiens.

L'Irak a reçu des États-Unis - selon des informations encore fragmentaires

Nombreuses complications

EN tout cas, les États arabes « modérés » - les pays du Golfe, l'Égypte, la Jordanie, en particulier - savent désormais à quel s'en tenir. Tandis qu'ils soutenaient l'Irak, ils fournissaient une aide multiforme pour contenir la vague islamiste, les États-Unis contribuaient à l'effort de guerre de la République islamique, en étroite collaboration avec Israël.

Les gouvernements arabes auraient cependant mauvaise grâce de prétendre qu'ils ont été totalement surpris par les récentes révélations. Par diverses fuites et indiscrétions égrenées au cours de ces dix dernières années, on savait que l'Etat d'Israël n'avait virtuellement pas cessé d'approvisionner en armement la République islamique. Le général Sharon, par exemple, l'avait admis, en septembre 1983 à Paris, devant un parterre de deux cent quarante PDG français, précisant en mai de l'année suivante, lors d'une tournée aux États-Unis, que « Washington était parfaitement au courant de ces transactions ».

L'ancien ministre de la défense du gouvernement Begin était bien placé pour le savoir : il avait personnellement obtenu le feu vert de M. Alexander Haig, alors secrétaire d'Etat américain, au cours d'un entretien à Jérusalem en

quelque deux mille missiles anti-chars TOW capables de détruire les tanks irakiens T-55 de fabrication soviétique. Pour faire bonne mesure encore, Washington expédiait ou faisait expédier des hélicoptères de combat à chacun des deux belligérants. Ceux-ci, égaux devant la mort que répandaient les armements américains, n'avaient pourtant pas droit au même traitement. Privé de facilités de paiement pour régler des matériels achetés aux prix courants ; l'Irak, lui, était tenu de payer au comptant des armements facturés à deux ou trois fois leur valeur. La marge bénéficiaire servait à verser intérêts, commissions et pots-de-vin aux intermédiaires, ainsi qu'à financer des opérations moins avouables...

Les Libyens n'éprouvent pas davantage le besoin de s'interroger sur l'aveuglement de M. Ronald Reagan. En avril dernier, il faisait bombarder Tripoli et Benghazi - causant quelque deux cents victimes civiles - en guise de représailles de l'attentat de Berlin-Ouest, dont on doutait déjà qu'il ait été perpétré par les commandos du colonel Kadhafi. A l'automne, une campagne de désinformation était orchestrée par la Maison Blanche pour justifier de nouvelles mesures contre Tripoli, alors que, à la même époque, elle se croisait les bras devant l'enlèvement au Liban de trois Américains par des islamistes pro-iraniens.

Les Syriens, enfin, n'étaient-ils pas fondés à soutenir que les sanctions diplomatiques, économiques et militaires que leur imposa Washington en octobre dernier, alors que les changements d'armes américaines venaient vers l'Irak, n'avaient rien à voir avec la volonté affichée par M. Reagan de pénaliser les « Etats terroristes » ? Les membres de la Communauté européenne n'ont-ils pas eu raison de ne pas partager à ce sujet l'ardeur punitive des États-Unis ?

1981, peu après l'élection de M. Ronald Reagan à la présidence (1). Mieux, selon des sources israéliennes, l'Amérique remplaçait les armements qu'Israël livrait à l'Irak (2). D'autres termes, Washington et Jérusalem ont, des années durant, contourné la législation des États-Unis qui interdit, sauf autorisation formelle, la cession de matériels américains par l'acquéreur à un pays tiers.

Israël n'était pas la seule courroie de transmission. D'autres pays ont convoyé armements et équipements aux forces terrestres, aériennes et

navales de l'imam Khomeiny « avec le clin d'œil approbateur des États-Unis », rapporte un membre des services de renseignement américains. Il cite, à titre d'exemple, la France, le Portugal, l'Allemagne fédérale, le Royaume-Uni, l'Autriche et la Suisse (3). La liste, selon d'autres sources, inclurait aussi l'Italie, la Belgique, la Turquie, le Pakistan, les Philippines, la Corée du Sud, tous pays amis ou alliés des États-Unis. Nombre de ces États « ont bénéficié de la complaisance des États-Unis », croit savoir le président de la Chambre, M. Jim Wright (4). On peut néanmoins s'étonner qu'un trafic d'armes international de cette ampleur, dont on connaissait l'existence, violant les lois et la politique de Washington, n'ait suscité au fil des ans aucune curiosité au Congrès et dans les médias américains, pourtant réputés vigilants.

Reste à savoir si la complaisance des États-Unis a renforcé d'« une manière significative » le potentiel militaire de la République islamique au point de modifier le rapport des forces dans la guerre du Golfe. M. Ronald Reagan a, bien entendu, répondu à cette question

Le prix d'une normalisation

UNE évidence saute aux yeux : les armements fournis à la République islamique ont été, certes, insuffisants pour assurer sa victoire, mais ils lui ont donné les moyens de résister à l'Irak, de refuser tous paix de compromis. « Equilibre » des forces dû à un concours de circonstances, ou volonté délibérée d'entretenir les flammes d'une guerre, profitable à plus d'un nombre d'États ? Un conflit comme, en tout cas, pour les grands fournisseurs des deux belligérants, en armements aujourd'hui, en équipements civils demain, une fois la paix revenue ; comme encore pour qui cette guerre a le mérite de neutraliser, en les épuisant, deux puissances régionales, dont les visées hégémoniques, l'une au nom du panarabisme, l'autre sous l'étiquette de l'islam, menacent la stabilité des principautés du Golfe ; comme, enfin, pour Israël qui constate avec satisfaction combien ce conflit divise et affaiblit le monde arabe tout en mettant hors jeu deux États qui se présentent l'un et l'autre comme des champions de la cause palestinienne.

Comme toute grande puissance, les États-Unis sont animés par des considérations géopolitiques qui, dès le premier jour, ont dicté leur « neutralité » dans la guerre. Celle-ci leur offrait une occasion exceptionnelle de rétablir leur

présence et leur influence dans deux États qui avaient rompu leurs relations diplomatiques avec Washington - l'Irak en 1967, l'Iran en 1979. Ayant réussi fin novembre 1984 à se réconcilier avec Bagdad en lui faisant miroiter une aide importante, il leur restait à appâter la République islamique, pilote maîtresse de la région.

L'Irak, en effet, occupe une position stratégique unique. Pays charnière entre le Proche-Orient arabe et l'Asie musulmane, limitrophe de l'URSS, de l'Afghanistan, de la Turquie et du Pakistan, ses côtes longent le Golfe arabo-persique. Peuplée de 45 millions d'habitants - une population trois fois supérieure à celle de l'Irak - la République islamique dispose de vastes réserves pétrolières et d'un marché potentiel de consommation à la hauteur de l'appétit des entreprises d'outre-Atlantique.

1) Newsweek, 8 décembre 1986.
2) Time, 24 novembre 1986.
3) US News and World Report, 1^{er} décembre 1986.
4) Time, 1^{er} décembre 1986.

Libération du 12 juillet 1983 a reproduit les documents officiels relatifs à cette transaction israëlo-irakienne, d'une valeur de 135 842 000 dollars.

Le régime irakien

Par ALAIN GRESH

TOUT en se préparant, à la fin du mois de décembre, à déclencher une nouvelle offensive, Téhéran accueillait une conférence de solidarité avec le peuple irakien où se retrouvaient diverses composantes de l'opposition à M. Saddam Hussein. La chute du président irakien était l'un des principaux objectifs de guerre de l'ayatollah Khomeiny, son gouvernement souhaitait participer à la définition d'une solution de rechange acceptable par les divers protagonistes, y compris les monarchies du Golfe.

Avec les récents succès des forces irakiennes, jamais cette perspective n'a semblé aussi vraisemblable, et l'équipe dirigeante à Bagdad doit affronter sa crise la plus grave depuis l'accession, en juillet 1968, du Parti Baas au pouvoir.

Au début des années 70, les nouveaux dirigeants transformèrent l'Irak en un vaste chantier. Seul pays arabe à disposer à la fois d'une population relativement importante - quinze millions d'habitants - et de ressources pétrolières immenses, l'Irak accumulait les réalisations : infrastructures et réseaux de communication, industries pétrochimiques et manufacturières, scolarisation de tous les enfants, lois sociales... Grâce à cette puissance économique et financière, le Baas, avocat farouche de l'unité arabe, espérait se bâtir une influence durable dans le Proche-Orient et le Golfe et concurrencer ses rivaux du Caire et de Damas.

En six années, la guerre va ruiner et ces efforts et le pays. L'armée absorbe désormais un tiers du produit intérieur brut (PIB), contre 20 % en Israël et 6,5 % aux États-Unis. Les bombardements ont détruit de nombreuses usines, en particulier autour de Bassorah, où étaient concentrés un quart de la main-d'œuvre du pays, de nom-

breuses raffineries et la pétrochimie. Portée à 650 000 soldats - auxquels il faut ajouter les 450 000 hommes de l'armée populaire -, l'armée a épuisé les forces vives du pays. Alors que, à la veille du conflit, les réserves de la banque centrale se montaient à 35 milliards de dollars, aujourd'hui, la dette irakienne est estimée à 50 milliards de dollars. Et le gouvernement a été contraint de réduire de près de moitié ses importations.

Assurant 95 % des rentrées de devises, le secteur pétrolier a été le premier touché. Avec la fermeture du port de Fao, puis à la suite de l'interdiction, en 1982, d'utiliser le débouché syrien, les exportations d'or noir ont chuté, entre 1979 et 1981, de 3,3 millions de barils par jour à 750 000 b./j. Certes,

grâce à l'accroissement des exportations via Dorytol (Turquie) et au rachat de pétrole saoudien par la Turquie, qui débouche à Yanbou, sur la mer Rouge, ce chiffre a pu remonter à 1,8 million de barils par jour en 1986. Mais ces quantités sont insuffisantes pour financer la guerre et rembourser la dette. Tout au long de l'année 1986, Bagdad a dû négocier avec ses nombreux créanciers le rééchelonnement des échéances. La chute du prix du baril, la baisse du dollar et les quotas fixés par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) - 1,45 million de b./j. pour l'Irak - réduisent les espoirs que les dirigeants baasistes avaient placés dans la mise en chantier de nouveaux oléoducs à travers la Turquie et l'Arabie saoudite.

Un lourd tribut humain

MALGRÉ une récolte de blé exceptionnelle en 1985 - 1,4 million de tonnes, contre 471 000 l'année précédente - et de fortes subventions aux produits de première nécessité, la situation alimentaire de la population, sans être encore dramatique, s'aggrave. Selon les statistiques officielles, entre 1980 et 1984 les prix ont doublé tandis que le PIB par habitant diminuait de près de 20 % (1).

Mais, surtout, la population supporte de plus en plus mal l'énorme tribut humain prélevé. Chaque famille compte plusieurs de ses membres sous les drapeaux, et, suivant les estimations les plus modérées, en septembre 1985, après cinq ans de guerre, 70 000 Irakiens avaient été tués, 150 000 blessés et 50 000 faits prisonniers (2). Depuis les offensives iraniennes de ces quinze derniers mois, ces chiffres se sont considérablement alourdis. D'où une faible combativité des troupes et un moral très bas à l'arrière, qui contras-

tent avec la résolution des Iraniens. Le nombre des récalcitrants grandit : des dizaines de milliers de déserteurs se cacheraient dans les marais du Sud, au Kurdistan, voire dans les villes.

Face à cette lassitude, et pour parer à toute éventualité, la police et le parti quadrillent le pays. Chacun se sait surveillé, écouté, menacé d'emprisonnement. Le Conseil de commandement de la révolution (CCR), instance suprême du pouvoir, a promulgué le 17 novembre 1986 un décret qui prévoit l'emprisonnement à perpétuité, voire la peine de mort, pour quiconque insulterait publiquement le président de la République ou le Parti Baas (3).

1) Annual Abstract of Statistics 1985, Central Statistical Organization, Bagdad.
2) Numéro spécial de Middle East Economic Digest sur l'Irak, octobre 1985.
3) Reproduit par les Nouvelles économiques et commerciales, novembre-décembre 1986, ambassade de France à Bagdad.

Un homme de confiance

CHARGÉ des questions politico-militaires à la présidence, en particulier des dossiers du terrorisme et de l'Amérique latine, le lieutenant-colonel Oliver North - Ollie, pour les familiers - est, dans la pratique, de tous les « coups » qui découlent de la « doctrine Reagan ». De son bureau au sous-sol de la Maison Blanche, il planifie, télécommande ou supervise l'invasion de la Grenade et le minage des ports du Nicaragua en 1983, le détournement de l'avion égyptien qui transportait les auteurs palestiniens du détournement du paquebot Achille-Lauro en 1985, le bombardement l'année suivante de la Libye.

Ce n'est là, cependant, que la partie visible de l'iceberg. Ollie dirige au sein même de la Maison Blanche un groupe d'officiers (surnommés les « cow-boys ») chargés de missions clandestines, jugées trop délicates même pour le service « action » de la CIA (Newsweek, 22 décembre 1986). Ces opérations, combinées avec celles de la CIA auraient été à tel point meurtrières que les attentats arabes paraîtraient, par comparaison, comme l'œuvre d'enfants de chœur », écrit The Nation (13 décembre 1986).

Il revient à ce croisé de la lutte antiterroriste de négocier avec les Iraniens, d'organiser le transport d'armements à Téhéran. « Je parle la langue des terroristes et des révolutionnaires ; je leur inspire confiance », dit-il, sans sourciller, à l'un de ses amis.

Il rêvait, disent ses proches, d'être placé à la tête du corps expéditionnaire américain qui, un jour, envahirait le Nicaragua pour y rétablir la démocratie. Il fulminait contre ceux, au sein de l'administration, qui ne partageaient pas son ardeur belliqueuse, les traitant de hitlériens communistes (« comme bestards »). Il se battait, avec la même énergie, contre l'« ennemi intérieur », patronnant la création d'associations d'extrême droite, se prévalant de l'aura présidentielle pour cautionner des collectes de fonds en faveur des « contras ». A-t-il versé 5 millions de dollars à l'une de ces associations et financé la campagne électorale de candidats républicains aux élections sénatoriales de novembre dernier, en puisant dans la « caisse noire » de la Maison Blanche ? Les accusations qui filèrent dans la presse américaine, de semaine en semaine, restent à étayer.

F. B.

TEINTE PAR LE

aggravé le

de la République islamique d'Irak, officiellement cataloguée à Washington comme « Etat terroriste » ; grâce au produit de ses ventes, ses représentants finançaient des entreprises guerrières à travers le monde, dirigées notamment contre l'Etat souverain du Nicaragua ; agissant au mépris des lois américaines et de ses propres engagements politiques, M. Reagan s'était bien gardé d'en informer le Congrès et ses ministres. Laisant à un appareil clandestin au sein de la Maison Blanche le soin de conduire des « guerres secrètes » en Amérique latine, en Afrique, en Asie.

Autre sujet de consternation : ce « gouvernement de l'ombre » ne s'embarrait pas de scrupules dans le choix des moyens auxquels il avait recouru pour atteindre ses fins. Il frayait avec des trafiquants d'armes, des contrebandiers et d'anciens agents de la SAVAK, la police secrète du chah ; traitait avec des financiers plus ou moins véreux ; disposait de comptes bancaires secrets en Suisse et de sociétés fictives à Panama, lui permettant d'échapper à toute imposition fiscale ; délivrait de vrais faux passeports à ses émissaires occultes ; finançaient des organisations d'extrême droite en Amérique et à l'étranger.

Le jugement de la presse américaine est sévère. Evoquant des crimes commis par « un attribué à la République islamique d'Irak ou à ses partisans, entre autres la détention à Téhéran de cinquante-deux diplomates américains pendant quatre cent quarante-quatre jours (en 1979-1981), l'attentat à Beyrouth qui a coûté la vie à plus de deux cent quarante « marines » (en octobre 1983), l'enlèvement ou l'assassinat de citoyens Américains au Liban, rappelant encore les déclarations vengeresses du président Reagan tout au long des dix-huit mois pendant lesquels il pactisait secrètement avec Téhéran, des journaux d'outre-Atlantique ont été amenés à poser la question de savoir si la Maison

Blanche avait agi avec « légèreté » ou avec « cynisme ». De tels qualificatifs apparaissent comme autant d'euphémismes aux gouvernements et aux peuples directement concernés par le double comportement du président américain. On imagine sans mal les sentiments des Irakiens et des Iraniens depuis qu'ils ont appris comment les États-Unis pratiquaient leur « neutralité » dans la guerre du Golfe ; à l'Irak, Washington fournissait des renseignements militaires - parfois fabriqués - recueillis par les AWACS, et destinés notamment à orienter les chasseurs-bombardiers du régime basiste ; à l'Irak, la Maison Blanche livrait des radars propres à intercepter les avions iraniens, des missiles pour les abattre et, en prime, des pièces de rechange permettant à des F-4, des F-5 et des F-14 achetés par l'Irak de redevenir opérationnels dans les cieux irakiens.

L'Irak a reçu des États-Unis - selon des informations encore fragmentaires

Nombreuses complications

EN tout cas, les États arabes « modérés » - les pays du Golfe, l'Égypte, la Jordanie, en particulier - savent désormais à quel s'en tenir. Tandis qu'ils soutenaient l'Irak, ils fournissaient une aide multiforme pour contenir la vague islamiste, les États-Unis contribuaient à l'effort de guerre de la République islamique, en étroite collaboration avec Israël.

Les gouvernements arabes auraient cependant mauvaise grâce de prétendre qu'ils ont été totalement surpris par les récentes révélations. Par diverses fuites et indiscrétions égrenées au cours de ces dix dernières années, on savait que l'Etat d'Israël n'avait virtuellement pas cessé d'approvisionner en armement la République islamique. Le général Sharon, par exemple, l'avait admis, en septembre 1983 à Paris, devant un parterre de deux cent quarante PDG français, précisant en mai de l'année suivante, lors d'une tournée aux États-Unis, que « Washington était parfaitement au courant de ces transactions ».

ATTEINTE PAR LES SCANDALES

aggravé le chaos au Proche-Orient

La normalisation était d'autant plus souhaitable que l'Iran post-révolutionnaire n'a pas rejoint, comme on l'avait craint, l'« empire du mal ».

Les ayatollahs ont réussi là où le chah avait échoué : la destruction en 1983 du Parti communiste Tudeh, dont plusieurs membres ont été arrêtés, exécutés.

Bref, la République islamique est presque en mesure de passer à un stade d'« amie » des États-Unis, qui s'emploient dès lors à ménager l'avenir.

Divers événements en 1984-1985 incitent le président Reagan à passer à la vitesse supérieure dans le processus de normalisation.

L'astucieux Hassan Rafsanjani, le président du Parlement iranien, choisit cette période d'incertitudes, l'autonomie de 1984 - pour soumettre une proposition alléchante.

A première vue, M. Rafsanjani inspire confiance à certains responsables américains, modérés et libéraux.



Et si l'offre de M. Rafsanjani n'est qu'un piège ? Et, à supposer qu'il soit sincère, ne serait-il pas lésé par l'aile maximaliste du régime, les partisans de la « révolution permanente ».

Une voie médiane, entre l'immodérisme et la conspiration (visant à la destruction du président irakien Saddam Hussein), emporte l'adhésion de M. Ronald Reagan.

L'ancien conseiller de sécurité du président Reagan, M. Robert McFarlane, a pour sa part les yeux fixés sur l'horizon.

Les services américains, mais le personnage leur paraît trouble. Qu'importe : l'opération consiste modestement, du moins dans un premier temps, à échanger des armes contre les otages américains détenus par des groupes pro-iraniens au Liban.

M. William Casey, le directeur de la CIA, insiste en priorité à rapatrier William Buckley, le chef de la « station » de la CIA au Liban, enlevé en 1984.

Double « récupération »

Le général Oliver North, qui, à la Maison Blanche, anime une équipe d'officiers d'active chargée d'opérations tout aussi « spéciales » qu'occultes.

L'ancien conseiller de sécurité du président Reagan, M. Robert McFarlane, a pour sa part les yeux fixés sur l'horizon.

D'où le nom de baptême, peut-être délibérément ambigu, choisi au plan : « Projet récupération ».

La livraison des armements commandés et payés par le chah avant la révolution, à plus de six milliards de dollars.

La rupture n'est pas pour autant consommée. Passant outre ses conseils de M. Robert McFarlane, revenu d'un voyage au Liban.

Les « rétrogrades » du pouvoir khomeiniste continuent, eux aussi, à jouer le jeu.

Le « scandale » qui éclate autour d'un coup - peut-être fatal - au régime n'est que la légitimité de la présidence de M. Ronald Reagan.

FRANCIS BEAUJEU.

(1) The Nation, 6 décembre 1984. (2) The Nation, 13 décembre 1984. (3) The Nation, 22 décembre 1984.

irakien

à l'épreuve de la guerre du Golfe

Dans son rapport 1986, Amnesty International (4) confirme que les arrestations arbitraires, les exécutions sommaires, la torture et les « disparitions » sont pratiquées couramment.

L'équipe au pouvoir est ainsi parvenue à prévenir les soulèvements internes. Et la poursuite de la guerre - qui mobilise les énergies sur le front et fait jouer le réflexe patriotique - maintient paradoxalement découragés ceux qui médisent sur un coup d'État ou un soulèvement contre le régime.

M. Saddam Hussein est en effet imposé contre tous ses rivaux, et il a profondément infléchi ses orientations politiques du pays. De ce point de vue, l'année 1986 marque un tournant.

Afin de rassurer leurs voisins, les dirigeants iraniens ont, au cours des derniers mois, affirmé que la chute de M. Saddam Hussein était la seule condition pour un retour à la paix et qu'ils s'accommoderaient même d'un simple

« État. A l'Occident et aux monarchies du Golfe, ils ont laissé entendre que le départ du dirigeant baassite ne signifierait pas l'instauration d'une république islamique à Bagdad.

La réponse à ces appréhensions dépend en partie de l'attitude des diffé-

Le facteur chiite

Cependant, l'avenir du pays sera avant tout déterminé par les chiites, qui représentent 33 % de la population et qui, depuis l'instauration de la République en 1958, ont été largement exclus du pouvoir.

rentes communautés irakiennes ainsi que les forces politiques et sociales qui tentent de les organiser.

L'appui fraternel que leur apporte Téhéran est le seul refuge, les groupes chiites ont été privés d'une légitimité internationale.

Cette inefficacité de l'opposition religieuse a conduit les dirigeants baassites à réorganiser, au début de l'année 1986, le Conseil suprême de la révolution islamique (CSRIL).

Pour une « solution de rechange » à M. Saddam Hussein plus acceptable, Téhéran a multiplié les contacts avec d'autres groupes d'opposition.

A tous ceux qui soulevaient des objections, le président du Majlis iranien, Hachemi Rafsanjani, a précisé : « Tous les groupes chiites doivent être autorisés à participer à la conférence (9). »

Divergence au sein de l'équipe dirigeante ? - Évidemment bien des appréhensions. Et une série d'initiatives, quelles qu'en soient les modalités, amplifieraient le rayonnement de Téhéran.

lab (Parti de Dieu) lui-même n'est pas suffisamment de problèmes au Liban.

L'Arabie saoudite, quant à elle, s'attendait avant tout à une extension des combats dans le Golfe.

Au-delà des calculs et des supputations de chacun, se joue le sort d'un des pays clés du Proche-Orient.

ALAIN GRESH.

(4) Rapport 1986, Paris, pp. 356-359. (5) See United in Iraq, cf. Robert Springborg, « United, Agrarian Transformation and Elite Consolidation in Contemporary Iraq », Middle East Journal, n° 1, 1986, Washington DC, et le débat dans Middle East Report, n° 142, septembre-octobre 1986, Washington DC. (6) Christiane..., « Les Kurdes, un enjeu oublié au Proche-Orient », le Monde diplomatique, octobre 1986. (7) Juan R.L. Cole, Nikki R. Keddie (eds), Shiism and Social Protest, The University Press, New-Haven et Londres, 1986. Sur l'Irak d'aujourd'hui, lire le livre collectif Saddam's Iraq: Revolution or Reaction?, I.B. Books, Londres, 1986, 254 pages. (8) Service of World Broadcast (SWB), BBC, Londres, 14 janvier 1986. Le CSRIL, dirigé par l'hojdolostan Mohamed Bakr Al Sadr, proche de l'ayatollah Khomeiny, a intégré les principales organisations islamistes (Daawa, Moudjahidines...). Mais, malgré les pressions iraniennes, ces derniers ont refusé de se dissoudre. (9) SWB, 19 décembre 1986. Si les principales forces d'opposition kurdes ont participé à la conférence, le PC - qui a dénoncé les offensives iraniennes sur le territoire irakien - et le Baas prosyrien s'en sont abstenus. (10) SWB, 23 décembre 1986.

LA TENTATIVE DE RÉCONCILIATION NATIONALE

Risques accrus d'interventions

INCAPABLES de s'unir contre lui, nombre d'opposants tchadiens au régime de M. Hissène Habré ont fini par se rallier. Fragile entente, qui laisse intacts les graves problèmes internes mis en lumière par vingt années d'affrontements. Plus graves en sont les risques de voir l'ancien conflit dégénérer en guerre étrangère ; tandis que la Libye redoute la présence d'un régime hostile à sa frontière sud, ceux qui en Occident cherchent à se débarrasser de lui peuvent trouver là une occasion de porter un nouveau coup à la Jamahiriya.

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE

L'affaire tchadienne est entrée au début de cet hiver dans une phase entièrement nouvelle, un même temps qu'elle pourrait comporter des risques nouveaux. C'est du moins ce qu'estiment la plupart des observateurs et, semble-t-il, le gouvernement français lui-même. Désormais, en effet, elle oppose l'ensemble des Tchadiens, tendances confondues, à la Libye - et il faudrait ne pas compter avec les partisans du nouveau Gouvernement d'unité nationale du Tchad (GUNT), présidé par M. Achelikh Ibn Omar. La Libye du Tchad ne serait alors plus, à aucun titre, une guerre civile, mais une guerre étrangère, opposant deux États en conflit sur le tracé ou le respect de leurs frontières communes.

Si cette manière de voir correspond à la réalité, il faudrait parler d'un « changement de nature » du conflit, tant il est vrai qu'en chacune de ses phases il se caractérise jusqu'alors par des affrontements internes qui ont, en quelque sorte, « appelé » des interventions de l'extérieur. Considérer aujourd'hui que la guerre survient entre la Libye et les partisans de l'ancien président tchadien Goukouni Oueddét conduit à un réexamen de toutes les composantes tchadiennes. C'est ainsi que, auparavant, on parlait d'entre elles d'opposant bel et bien au régime de N'Djaména. Or, l'affaire tchadienne continuait d'être, pour partie, une guerre civile.

Mais une autre phase pourrait s'ouvrir, si l'on laisse la Libye en jeu d'autres forces pour éviter que son triomphe son adversaire déterminé,

le président tchadien Hissène Habré. Le conflit prendrait alors une autre dimension, avec l'intervention, directe ou indirecte, d'autres puissances. Si l'on conjecture à tort qu'il y a un hasard, on peut au moins s'efforcer de comprendre et d'analyser l'évolution qui a conduit aux événements actuels.

A l'origine du regain d'intensité politique du président Hissène Habré, au dedans comme au dehors, il y a une « manœuvre » manquée pour les États d'opposition, après la conclusion de l'accord franco-libyen sur le retrait des troupes étrangères du Tchad à l'été de 1984. Le gouvernement de N'Djaména, en s'en souvenant, s'était vivement opposé à l'application de l'une de ses clauses prévoyant que des observations franco-libyennes au sud du 16° parallèle pendant que des observateurs libyens au nord. Le maintien d'unités libyennes, même en nombre réduit, dans certaines positions du nord du Tchad, permettait au président Habré d'invoquer la persistance d'une « menace » étrangère et d'obtenir ainsi des soutiens à l'extérieur, dont celui des États-Unis qui pouvait être, à lui seul, décisif ; mais, à l'intérieur, la situation de son gouvernement était alors critique.

La dissidence du Nord, dont la direction continuait d'être assurée par le GUNT et l'ancien président tchadien Goukouni Oueddét, s'ajoutait une crise aiguë dans les provinces du Sud à population noire. Le risque était grand pour l'armée gouvernementale de se voir écartelée entre ses missions défensives, aux abords du 16° parallèle, et la

Libye, au sein des principales villes et sur les grands axes routiers des provinces méridionales. Risque assez grand, en tout cas, pour que le président Hissène Habré renonce aux opérations offensives dans le Nord, qu'il n'ait cependant promis d'engager aussitôt que possible. Dans le Sud, en effet, la situation ne cessait de détériorer durant les derniers mois de 1984. L'insécurité y était telle que l'on observait de nombreux cas de défections dans les unités de l'armée gouvernementale et les unités originaires du Nord redoutaient l'hostilité de leurs camarades des provinces méridionales qui donnaient des signes de sympathie et de complicité envers les diverses organisations rebelles. Cette vague de défections, accompagnées souvent de représailles envers les localités suspectes d'abriter les déserteurs, atteignit son point culminant à la fin de l'année.

La dissidence des provinces du Sud se fit longtemps en ordre dispersé, traduisant ainsi son enracinement dans les diverses communautés ethniques locales. Mais apparurent successivement les « commandos espoir » qui contrôlaient la province du Logone occidental autour de Moundou, les « commandos verts » au Logone oriental dans la région de Doba, les « commandos rouges », les « commandos Longtan », etc. C'est seulement à la fin de l'année 1984 qu'ils se fédérèrent. Ils constitu-

rent alors un « comité permanent » qui, sans avoir d'autorité sur l'ensemble des unités rebelles, en contrôlait cependant la très grande majorité.

Dans une première phase, ce « comité permanent » eut pour président l'un des premiers chefs de commandos, M. Ngarnayal Mbalemdana. Un certain optimisme régnait alors dans les rangs de la rébellion nationale : on escomptait que l'armée gouvernementale serait accaparée par ses projets d'opérations au nord et qu'elle continuerait de se désengager au sud. On envisageait ainsi, dès cette date, un dialogue avec les principaux mouvements d'opposition du Nord représentés au sein du GUNT. Mais, dès ce moment, il devint évident que les négociations avec le Sud n'accepteraient pas l'autorité du GUNT tel qu'il était, mais qu'il apparut trop faible à l'influence de la Libye, soit par méfiance traditionnelle envers des dirigeants en majorité originaires du Nord. Quoi qu'il en soit, des contacts furent établis entre les commandos dissidents du Nord et du Sud, en particulier à l'initiative de M. Manali, responsable militaire du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR) qui est, comme on le sait, l'une des principales composantes du GUNT.

L'enjeu sudiste

SUR place, la situation n'a cessé de s'aggraver du fait des représailles exercées par l'armée gouvernementale sur les populations et c'est par dizaines de milliers que les réfugiés affluèrent de l'autre côté de la frontière centrafricaine. Le « comité permanent des « Codos » - c'est l'appellation simplifiée sous laquelle on désignait désormais les organisations dissidentes du Sud - accompagnait cette radicalisation de l'affrontement entre les provinces méridionales et le gouvernement de N'Djaména ; début 1985, ils tentèrent de se structurer davantage. Le commando Alphonse Kotiga, ancien ministre du président Félix Malloum et chef des « commandos rouges » qui contrôlaient une grande partie de la province du Moyen-Chari, en particulier de la région de Sahr, fut cette fois désigné

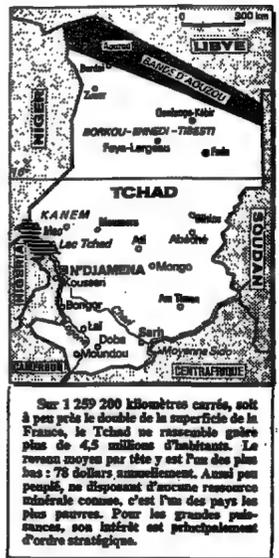
comme fédérateur, et c'est avec lui que les négociations retinrent avec les représentants du GUNT.

En pratique, c'est avec le général Walid Abdelkader Kamougué, vice-président du GUNT, que les contacts s'établirent et aboutirent. Bien que parfois soupçonné de s'être trop rapproché des dirigeants du Nord, ou du moins n'avait-il même, le colonel Kamougué demeurait la personnalité la plus notoire issue des provinces méridionales et opposée au président Hissène Habré. Son organisation, le Mouvement révolutionnaire du peuple tchadien (MRP) - même s'il en était éloigné physiquement depuis trop longtemps - était implanté dans le Sud avec, pour secrétaire général, M. Thomas Altouban. Et c'est avec le colonel Kamougué et le MRP que le

colonel Kotiga, au nom des « Codos », passait des premiers accords.

A partir de ce moment, la question centrale pour l'ensemble de l'opposition tchadienne était de savoir si le GUNT allait se transformer pour incorporer les unités des provinces méridionales, ou se fonder dans une structure nouvelle, représentative de toutes les tendances hostiles au régime du président Hissène Habré. C'est l'échec de nombreuses tentatives en vue d'y parvenir qui allait conduire à la défection de l'opposition et à la crise qui l'a opposée à la Libye.

Les raisons profondes de cet échec ne sont pas évidentes. Les dirigeants du GUNT, au-delà de la supériorité que leur confère l'aide libyenne, n'étaient pas prêts à accepter les majeures et encore moins à partager leur pouvoir avec une opposition méridionale, beaucoup plus nombreuse que celle du Nord, et qui s'exerçait en proportion de la taille de l'opposition tchadienne. Une série de



LUTTES D'INFLUENCE EN AFRIQUE

Les visées et les craintes du régime libyen

Par ALAIN GRESH

« FOU, Qaddafi ? C'est l'argument dominant des médias occidentaux (...) L'argument qui suffit à rassurer plus à lui-même qu'il permet de faire l'économie d'une analyse rigoureuse, émergea d'instinct, il est vrai », note René Ouyek dans les conclusions d'un stimulant ouvrage qu'il vient de publier à la politique étrangère de la Libye (1). Et d'ajouter : « On ne saurait donc se laisser inspirer par les profondes inquiétudes que le régime libyen a exprimées ces dernières années. Mais cette approche est mutilante ; qui évacue totalement les concepts de puissance et d'influence, instrument d'analyse classique des relations internationales s'appliquant à la Libye ; comme si n'importe quel État - surtout quand on étudie sa politique d'intervention au sud de ses frontières.

Le Tchad - ou pour tout le moins sa partie septentrionale - a servi

d'arrière-pensée à la Libye tout au long de l'histoire. D'intenses relations commerciales ont lié Tripoli et Benghazi au Kanem et au Tchad (2). Et surtout, aux XIX^e et XX^e siècles, l'ordre musulman de la Sanousiyya - d'où sera issue la dynastie régnante à l'indépendance - a largement essaimé au centre et au nord du Tchad, où il installe même sa capitale, de 1899 à 1902. Comme ailleurs en Afrique, les Français furent les

« Partenariat concurrentiel »

arabes l'inciteront à accorder une attention accrue à son voisin du sud. Non seulement ce pays constitue une « nouvelle frontière » pour les dirigeants libyens, mais, en y intervenant de plus en plus ouvertement, ils tentent de s'opposer à l'émergence d'un pouvoir hostile qui, après l'Égypte et le Soudan - jusqu'à la chute de M. Nemsiry en 1985 - servirait de base arrière à ses opposants. La volonté des dirigeants de déstabiliser le régime libyen n'est pas le pur produit des « fantasmes » d'un dirigeant mégalomane. En mai 1984, le commando qui attaque le caserne de Tripoli disposait de complicités au sein de l'armée et de l'appui de la CIA. Celle-ci, grâce à l'aide des pays limitrophes, mettait en place, à la fin 1985, un plan pour miner le pouvoir de M. Kadhafi (7), déjà isolé sur le plan international pour son soutien à divers groupes terroristes. Le raid américain dans la capitale et d'autres villes libyennes en avril 1986 ne fut que la plus spectaculaire de ces tentatives. M. Hissène Habré, à qui la CIA n'a accordé aucune aide quand, en 1981-1982, il s'opposait au pouvoir pourtant légal de N'Djaména, ne serait pas le seul à bénéficier de ces « aventures ». Son ministre de l'Information déclarait récemment : « L'armée libyenne a pris la responsabilité de renverser le régime de Tripoli au nom de la partie africaine (8). »

Tous ces risques ont pour effet de renforcer, aux yeux des dirigeants de Tripoli, l'importance du rôle méridional. Georges Pompidou avait dit, à son temps, reconnaissant l'ampleur de ces « intérêts » : M. Mitterrand le confirme en signant le 17 septembre 1976 avec le colonel Kadhafi un communiqué prévoyant le rattachement du Tchad, « total et simultané », des liens des deux pays. Un tel accord ne consacrerait-il pas, au demandeur René Ouyek, « cette relation de « partenariat concurrentiel » que la Libye cherchait depuis près de quinze ans de façon délicate avec la France ? »

Les interventions de la Jamahiriya ne sont certes pas guidées par un esprit de philanthropie. Ses alliés du GUNT l'ont, à maintes reprises, appris à leurs dépens. Mais le remplacement de M. Goukouni Oueddét à la tête du GUNT a-t-il transformé la guerre civile en un conflit tchado-libyen ? Ceux qui l'affirment aujourd'hui sont les mêmes qui déclaraient en 1983 : « Sans Kadhafi, Goukouni n'est rien (9) » ; ou qui appelaient, avec M. Mitterrand et André Glucksmann, le gouvernement de Paris à une intervention en Libye : « Le Tchad, aujourd'hui, on n'en est plus à choisir l'intervention ; on se contente de constater l'existence de la Libye et de la France... » (10).

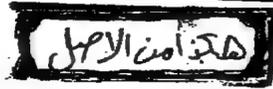
libyen dans les médias européens, doit être pris en considération. Malgré ses initiatives intempestives et ses retournements parfois spectaculaires, M. Kadhafi jouit d'une popularité certaine dans certains pays du tiers-monde, spécialement en Afrique. A la fin de l'année 1985, lors d'une tournée au Sénégal et en Afrique de l'Ouest, des dizaines de milliers de personnes se déplacèrent pour l'accueillir. Le quotidien de Dakar, le Soleil, pourtant modéré, parla alors de « communion spirituelle et charnelle » entre « ce guide qui pourrait devenir un mythe (...) » et le peuple sénégalais (...), « le peuple africain (...), le peuple arabe (...), le peuple libyen (...), le peuple tchadien (...), le peuple égyptien (...), le peuple soudanais (...), le peuple nigérian (...), le peuple guinéen (...), le peuple malien (...), le peuple mauritanien (...), le peuple mauritien (...), le peuple algérien (...), le peuple marocain (...), le peuple tunisien (...), le peuple libyen (...), le peuple tchadien (...) ».

Le Tchad, et depuis vingt ans, le conflit interne reflète de profondes divisions culturelles et politiques au sein des puissances extérieures, pour tenter d'imposer leurs objectifs. Le ralliement d'une partie de l'opposition à M. Habré ne met pas un point final au conflit. Un accord entre toutes les parties tchadiennes et toutes les puissances impliquées sera indispensable si le pays doit réellement s'engager dans la voie de la reconstruction. Un tel pacte avait été conclu en 1979 ; il fut saboté par M. Habré et les États-Unis.

Un dernier élément, qui a discrédité qui pèse sur le dirigeant

- Précédents articles
- L'Arabie saoudite et le Tchad, par Gérard Galtier, (NOVEMBRE 1984).
- Guerre et intoxication au Tchad, par Eric Rouleau (SEPTEMBRE 1983).
- L'impissance d'un État fictif, Thierry Michalon (SEPTEMBRE 1983).
- Tchad : une paix fragile pour un peuple trompé, par Guy Laberit (MARS 1980).
- L'impossible mission de l'armée française, par Agnès Thivert (MARS 1980).
- Le drame du Tchad et l'héritage de l'Afrique, par Thierry Michalon (AVRIL 1979).

- (1) La Politique africaine de la Libye, Karhala, Paris, 1987, 217 pages.
(2) Benjamin Heuberger, Impérialisme, retrait de Qaddafi's Libye and 1969-1981, Shiloah, Tel-Aviv, 1982.
(3) Alain Gresh, « L'Arabie saoudite et l'Afrique : une alliance islamique ou une rivalité ? », Politique africaine, n° 10, 1983.
(4) Cf. Jonathan Bearman, Qaddafi's Libya, Zed, Londres, 1986. L'un des meilleurs livres récents consacrés à la Libye contemporaine et qui évite les simplifications et amalgames courants dans les ouvrages français.
(5) René Ouyek, op. cit., p. 182.
(6) Colonel Kadhafi : Je suis un opposant à l'échelle mondiale, Favre, Paris, 1984, p. 61.
(7) International Herald Tribune, 11 novembre 1985.
(8) Le Matin, 14 janvier 1987.
(9) Déclaration du général Bigard, député UDF, Le Monde, 12 août 1983.
(10) Reproduit par Le Monde, 13 août 1983.
(11) Jeune Afrique, 18 décembre 1985.



AUTOUR DU PRÉSIDENT HISSÈNE HABRÉ

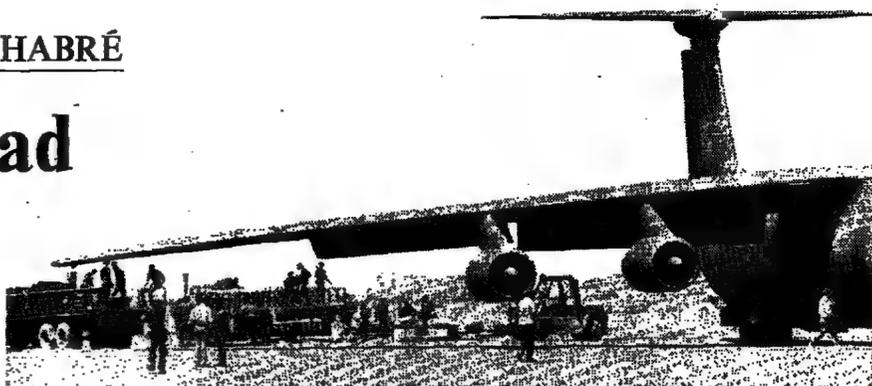
étrangères au Tchad

ruptures s'ensuivent. Le colonel... GUNT il devait tenter par la suite de favoriser un rapprochement entre plusieurs tendances de l'opposition et le gouvernement du président Hissène Habré, mais l'intransigence de celui-ci, quant au partage des responsabilités du pouvoir, y fit obstacle.

régime du président Hissène Habré qui, profitant de ses divisions, se renforcera. Le gouvernement libyen voulait en tirer les conséquences, soit en imposant au président Goukouni Oueddeff une ligne de conduite, soit en imposant au GUNT un autre président.

L'engagement en marche, il allait permettre l'extension des opérations dans tout le nord du Tchad. Les affrontements entre les Libyens et les anciens adversaires du président Hissène Habré créaient pour celui-ci une situation extrêmement nouvelle, plus favorable qu'il n'en avait jamais eue.

Ce fut la perspective d'un rapprochement des forces composantes tchadiennes.



UN AVION « GALAXY », LOUÉ AUX AMÉRICAINS, LIVRE DU MATÉRIEL MILITAIRE FRANÇAIS À N'DJAMENA. Coordination étroite, pour des objectifs distincts.

Vingt et un ans de guerre civile et d'ingérences extérieures

- 11 août 1960 : Proclamation de l'indépendance du Tchad. François Tombalbaye, un chrétien du Sud, devient président de la République. Des accords de coopération - dont un d'assistance militaire, sont signés avec la France.
Janvier 1962 : Démission de tous les partis politiques à l'exception de celui du président.
Juin 1966 : Création, au Soudan, du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) qui représente surtout les nordistes musulmans.

Inquiétudes à Paris, espoir à Washington

FAUT-IL considérer que le temps de la guerre civile au Tchad est révolu et qu'on n'a plus affaire qu'à un conflit classique entre deux Etats ? Ici interviennent les leçons du passé, qui incitent à la plus grande réserve quant à la représentativité des personnalités tchadiennes, même les plus notoires, et des mouvements qu'elles dirigent.

Libres ces analyses, elles sont évidentes chez les responsables français, et pas seulement sur la représentation du régime du président Hissène Habré. Pour les uns, l'occasion s'offre de réaliser le projet du Tchad et, en y contribuant, de renforcer l'autorité politique de la France sur le continent.

Mais c'est précisément ce qui est en jeu, chez d'autres, les plus grandes réserves. Pour eux, la Libye pourrait ne pas consentir facilement à l'établissement durable de l'autorité tchadienne à ses frontières, dès lors que le Tchad serait entièrement ou partiellement soumis à l'autorité du président Hissène Habré, dans un pays qu'il demeure leur ennemi redoutable.

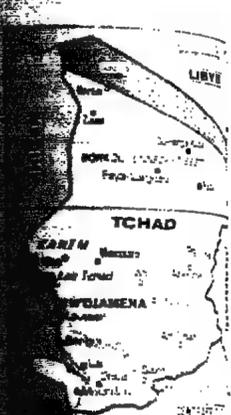
PAUL-MARIE DE LA GORCE.

Depuis l'indépendance de la Libye

- Février 1947 : L'Italie renonce à tous ses droits sur ses possessions territoriales en Afrique.
21 novembre 1949 : L'ONU adopte le principe de l'indépendance de la Libye.
24 décembre 1951 : Proclamation de l'indépendance. Idris Al Senoussi devient roi.
1955 : Début de l'exploitation du pétrole.
1er septembre 1969 : Les « officiers libres », dirigés par le colonel Kadhafi, s'emparent du pouvoir.

CONVENTIONS

Le régime du président Hissène Habré... rupture s'ensuivent. Le colonel...



Le régime du président Hissène Habré... rupture s'ensuivent. Le colonel...

Le régime du président Hissène Habré... rupture s'ensuivent. Le colonel...

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE diplomatique
COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT
NOM Prénom
Adresse
Code postal Localité
Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement
Le Monde diplomatique abonnements, BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Le Monde diplomatique public, chaque mois, des études de fond sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger.
Les responsables politiques, les dirigeants économiques, les personnalités culturelles, les universitaires français et francophones, de même que les journalistes internationaux trouvent dans Le Monde diplomatique l'information précise et détaillée qui les aide à mieux comprendre l'environnement international et à anticiper l'événement.

TARIF DES ABONNEMENTS
1 an (12 numéros) - 6 mois (6 numéros)
VOIE NORMALE
France, poste militaire, poste navale
Andorre, Monaco
162 F - 90 F
Etranger
225 F - 125 F
VOIE AÉRIENNE
Europe, Maghreb
250 F - 138 F
Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, République de Djibouti, 85000, Saint-Pierre-Miquelon, Arabie saoudite, Iran, Irak, Jordanie, Liban, Syrie, Libye, Égypte.
271 F - 148 F
Cameroun, Madagascar, Amérique, Canada
313 F - 169 F
Asie, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Kampuchéa, Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam
Océanie, autres pays
343 F - 184 F

DÉBAT

UN ENJEU CAPITAL

Puissance et rôle de

L'IDÉE est largement répandue qu'un consensus s'est établi en France sur les problèmes de la défense. De fait, toutes les formations politiques sont ralliées, parfois même un grand retard, à une conception de la dissuasion fondée sur la force de frappe nucléaire. Commandant en chef des forces armées, seul le président de la République a autorité pour décider de franchir le seuil nucléaire. Mais quels signaux seraient donnés à l'adversaire pour marquer la ferme détermination de frapper son sanctuaire, et avec quels systèmes d'armes ? C'est ici qu'existent de profonds désaccords, non seulement par majorité mais opposition, mais aussi entre les principales composantes de la majorité. Il s'agit là d'un débat de toute première importance dont, très souvent, les citoyens ne sont pas informés. Ces prochains mois, d'autres articles éclaireront divers aspects du dossier.

Par FRÉDÉRIC TIBERGHEN

La France a entrepris une profonde modernisation de son armement nucléaire « préstratégique » que, jusqu'en 1983, on qualifiait simplement de « tactique ». Ce changement de terminologie exprime clairement les intentions du gouvernement. Dans la stratégie de dissuasion du faible au fort, il signifie que l'armement nucléaire tactique n'était pas destiné pour ses propres capacités destructrices au champ de bataille, pour accroître le potentiel des armées défensives classées au vu de porter un coup d'arrêt à une invasion mal contenue. En le désignant comme préstratégique, la France manifeste sans ambiguïté que son emploi indiquerait la détermination du pouvoir politique à franchir un seuil irréversible : la nucléarisation du conflit. Il constituerait ainsi l'ultime avertissement avant le recours à l'arme stratégique. Contrairement à celle-ci, l'armement préstratégique n'est pas assigné des objectifs qui sont à la fois militaires et politiques en dehors du sanctuaire de l'adversaire. Sa utilisation fait surgir des questions doctrinales, stratégiques, diplomatiques, politiques et financières. De même, le retour à l'ancienne terminologie constitue aujourd'hui l'indice d'une fixation du concept d'emploi.

ment de la dissuasion en Europe. Cet armement est peu nombreux ; son emploi est indissociable de celui de la force stratégique. Si les choses sont très claires sur le plan conceptuel, il n'en va pas de même sur le plan pratique. Car, en vertu de l'appartenance à l'Alliance atlantique, tout conflit en Europe mettrait aux prises, non pas la France et un adversaire isolé, mais vraisemblablement l'OTAN et les forces du pacte de Varsovie. L'armement nucléaire préstratégique français ne serait donc probablement pas le premier à être utilisé, et son emploi devrait être coordonné avec celui des autres. Mais ces contraintes d'emploi ne doivent pas conduire à un dérivé ; plutôt qu'à proposer de réintégrer le Comité des plans de l'OTAN et d'élaborer avec les autres des plans de frappe européens, il convient de lever au maximum les contraintes d'emploi de l'armement préstratégique français en maintenant, dans l'Alliance, les principes de l'indépendance, de l'appréciation et de la décision ainsi que le « couplage » entre l'armement préstratégique et l'armement stratégique.

La singularité de la contribution française à la sécurité de l'Europe tient à la conjonction de trois éléments :

- L'incertitude la plus grande sur la définition des capacités et des intentions de la France protégerait par une riposte nucléaire stratégique ses intérêts indépendants ;
- Le strict couplage entre l'armement préstratégique et l'armement stratégique ;
- Le couplage étroit entre les forces classiques et l'armement préstratégique de manière à valoriser les forces classiques et à rendre inévitable la menace de nucléariser tout conflit classique en Europe.

Plusieurs responsables politiques de la majorité ont pourtant proposé d'abandonner l'un de ces trois éléments fondamentaux qui, depuis cinquante ans, caractérisent la posture stratégique de la France en Europe.

Découplage et dissuasion élargie

M. GISCARD D'ESTAING a, le premier, proposé que l'armement préstratégique soit désormais conçu comme un niveau autonome de dissuasion mis en œuvre sur le territoire des États européens voisins : « Contrairement au raisonnement que l'on avançait jusqu'ici, et qui consistait à associer étroitement l'utilisation de l'arme nucléaire tactique au déclenchement de l'arme stratégique, la logique de l'ultime avertissement nous devons nous préparer à mettre en œuvre deux niveaux distincts de dissuasion nucléaire : le niveau stratégique et le niveau tactique destiné à la destruction des forces de l'invasion. L'arme à rayonnement renforcé (la trinitite à neutrons) donnerait toute sa puissance à ce niveau de dissuasion. » Serait ainsi créée « une riposte autonome à l'invasion, n'appelant pas à la partie d'autre l'emploi des moyens nucléaires stratégiques (1) ».

Moins affirmatif, M. Jacques Chirac a également proposé (2) que l'emploi de l'armement nucléaire, qu'il persiste à appeler « tactique », « se fasse au sein d'un cadre de dissuasion dé-couplé de celui de l'armement stratégique ». Les propos qu'il a tenus le 13 septembre 1986 devant les auditeurs de l'Institut des hautes

études de l'Assemblée nationale (IHEDN) vont dans le même sens (3).

Si M. Giscard d'Estaing était, en 1976, favorable à une « sanctuarisation élargie », c'est-à-dire à l'extension de la garantie nucléaire stratégique française à tout ou partie de l'Europe occidentale, et si M. Chirac a évoqué, comme but à se fixer, la sanctuarisation de l'Europe (4), il ne nous a pas véritablement rebrousés chemin. En effet, l'opinion n'était pas prête à suivre dans cette voie, et le volume de la force stratégique française n'autorisait pas une telle conception. Ils proposent aujourd'hui aux pays voisins une forme très dégradée de dissuasion élargie : leur fait de faire jouer en leur faveur une garantie stratégique, la France accepterait de livrer sur leur sol une bataille nucléaire avec son armement préstratégique. Il est probable qu'une telle proposition serait accueillie par les Européens comme une nouvelle manifestation de l'égoïsme national, plus apte à renforcer leurs inquiétudes qu'à faire progresser la sécurité de l'Europe.

En outre, cette proposition paraît assez dérisoire. Car, comme le disait en 1981 M. François Fillon (RPR), « quelques charges nucléaires tactiques n'ajouteraient rien aux milliers que dispose l'Alliance ». Un tel projet de la

France apparaîtrait aux yeux de nos voisins comme n'ayant qu'une portée limitée, et la fois par rapport à ce qu'offrent les Américains et par rapport au refus d'élargir la garantie nucléaire stratégique française. C'est donc une grande logique que le président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale a rappelé son attachement au couplage entre l'armement préstratégique et l'armement stratégique (5).

Plusieurs fois après M. Michel Aurillac, actuellement ministre de la coopération, M. François Léotard a exprimé l'idée selon laquelle l'armement préstratégique français devrait être maintenu sur l'Elbe. L'actuelle majorité ayant toujours insisté sur l'indispensable couplage entre le « couplage » et l'armement préstratégique, ce déploiement de l'armement préstratégique sur l'Elbe entraînerait dans tout ou partie de la 1^{re} armée. Or celle-ci est actuellement de réserve à l'Alliance ; dans ce cas, elle s'est vu assigner des missions de déploiement situées en arrière des positions des alliés. La conception de MM. Aurillac et Léotard fait partie d'un projet plus vaste au vertu duquel la France occuperait un créneau dans le dispositif allié et participerait dès les premières heures à une bataille de l'avant, impliquant au moins l'emploi des armes nucléaires préstratégiques.

Un tel stationnement sur l'Elbe présenterait un avantage : dès l'éclatement d'une crise, la France manifesterait sa

solidarité militaire avec les alliés. Il signifierait aussi que l'armement préstratégique serait plutôt utilisé sur le territoire de l'Allemagne de l'Est, ce qui, pense-t-on, serait de nature à rassurer les Allemands de l'Ouest.

Mais ce stationnement sur l'Elbe aurait aussi de nombreux inconvénients. Sans avoir la possibilité de choisir, la France serait directement et automatiquement impliquée dans toute crise en Europe. Stationné à l'avant, l'armement préstratégique constituerait un objectif militaire de premier plan. Dans le dialogue dissuasif, la France perdrait le préoccément de la signification politique que constitue le franchissement du seuil nucléaire. Enfin et surtout, elle donnerait à Moscou un argument pour demander que la France prenne ses nucléaires françaises soit prise en compte dans les négociations armées entre l'URSS et les États-Unis. Car comment la France pourrait-elle soutenir que ses forces stratégiques seraient indépendantes de l'OTAN alors que ses forces préstratégiques seraient déployées sur l'Elbe avec celles de l'Alliance ?

Ainsi la cohérence entre politique de défense et politique extérieure exige que, comme par le passé, l'armement préstratégique demeure étroitement couplé au temps de paix au territoire français. Aucun pays voisin n'a d'ailleurs jamais demandé qu'il en soit autrement.

La force d'action rapide

Parmi les critiques majeures formulées contre la réorganisation de l'armée de terre intervenue en 1983, la création (effective à partir de 1992) d'une grande unité Hadès apparaît à prendre la relève des régiments Pluton, actuellement rattachés au corps d'armée à la 1^{re} armée. Ce rattachement s'explique historiquement par les limites de la force de frappe nucléaire préstratégique française à l'échelle des zones de déploiement de la 1^{re} armée. Il est difficile d'imaginer une situation plus contraignante pour le commandement militaire que celle-ci.

Deux mesures ont donné l'occasion de s'affranchir de ces contraintes : le lancement du programme Hadès, fin 1982, et la création, prévue par la loi de programmation militaire de juillet 1983, de la force d'action rapide (FAR).

Avec une portée triple de celle du Pluton - 300 kilomètres au lieu de 120 - et une précision notablement plus grande, le Hadès sera soumis à de moindres contraintes d'utilisation. En particulier, grâce à lui, le choix de lieu et du moment de la frappe préstratégique pourrait être dicté par le moment de déploiement de la 1^{re} armée, sans l'exclure naturellement. En termes notables, l'adversaire sera ainsi libéré

d'action du président de la République et l'incertitude de l'adversaire.

De manière complémentaire, la création de la FAR permet à la France de faire face à une éventuelle invasion. En l'état des circonstances, la FAR pourrait être réorganisée dans la zone où se trouverait la 1^{re} armée, dans une autre zone. En outre, comme l'a précisé le président de la République, la FAR pourrait aussi être engagée au-delà des lignes actuellement convenues entre alliés pour l'emploi de la 1^{re} armée. Dans la logique du couplage, la création de la grande unité Hadès permet donc d'être en même temps que celle de la FAR. Son engagement aux côtés des alliés, et dès les premières heures de la crise, n'a en effet le sens que parce que la France est la seule puissance européenne disposant d'une force nucléaire indépendante. L'adversaire qui s'attaquerait à la FAR en vue de la 1^{re} armée se heurterait à un risque de nucléarisation du conflit. Tel est bien le sens profond de la réorganisation intervenue en 1983 : elle vise à donner plus de souplesse de manœuvre à un déclenchement de tous ordres en Europe.

Enfin, la création de la FAR et de la grande unité Hadès apporte ainsi un début de réponse à une situation jusqu'ici sans réplique : que se passerait-il si, les Alliés étant bouculés, le territoire national était envahi par une force adverse qui entrerait les zones de déploiement de la 1^{re} armée ?

Remettre en question une double création conduirait à diminuer la

- (1) Valéry Giscard d'Estaing, préface à Redresser la défense de la France, Hachette, 1976.
- (2) Le Monde, 28 février 1986.
- (3) Le Point, 29 septembre 1986.
- (4) Le Point, 6 juin 1986.
- (5) Le Monde, 25 septembre 1986.

BIBLIOGRAPHIE

Par JEAN KLEIN
La Fondation pour les études de défense nationale (FEDN) publie depuis l'origine une revue trimestrielle (Stratégie) et une lettre de Sept (Sept) qui analyse les tendances et les politiques de sécurité, l'histoire militaire et les stratégies. Aujourd'hui, elle a édité une nouvelle collection dont le propos est de porter à la connaissance du grand public les débats sur les questions stratégiques et militaires. Trois volumes sont déjà parus, et le premier de la série est consacré à la problématique des défenses européennes (1).

Depuis que le président Reagan a lancé son initiative de défense stratégique (IDS) et invité les scientifiques américains à rechercher les moyens de se protéger contre des missiles offensifs, les controverses ont fait train sur la faisabilité d'un tel système. Les uns ont soutenu que l'entreprise est hors de portée et que la réalisation d'un système spatial est hors d'atteinte. D'autres ont considéré que le projet de défense stratégique se justifie par le souci de ne pas être pris au dépourvu le jour où les Soviétiques décideraient d'enclencher un déploiement d'armes défensives qu'ils appellent « D'armes ». D'autres, enfin, sont persuadés que la défense stratégique est une nécessité absolue.

La France et l'Europe face au projet de « guerre des étoiles »

Il ne saurait être question de résumer la substance d'une telle conférence, ni de discuter le bien-fondé de certains thèmes comme celui d'une défense contre les attaques tactiques (ATBM). Ce point a déjà fait l'objet de nombreuses abondantes et les opinions en la matière sont d'une grande diversité. En revanche, il convient de souligner la prudence avec laquelle les auteurs envisagent la coopération avec l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). Selon eux, les membres de la technologie seront limités et il y a tout lieu de penser que les firmes étrangères ne participent que dans le cadre de festin auquel le secrétaire à la défense des États-Unis, M. Weinberger, leur avait accordé d'une façon quelque peu cavalière au printemps 1986. Comme l'IDS est pour les Européens un défi technologique majeur, il est regrettable qu'ils ne soient pas parvenus à définir en matière une position commune et aient répondu en ordre dispersé aux appels d'offres américains.

Il n'en reste pas moins que la collaboration avec la SDIO se justifie à certains égards, et le groupe X-Défense indique quel rôle elle pourrait s'inscrire. Mais, à ses yeux, une telle démarche ne peut que retarder le développement de capacités autonomes notamment dans le domaine de l'observation spatiale et les satellites. Le but de la modernisation de l'armement est de permettre à la France de jouer un rôle de premier plan dans la recherche et le développement de technologies de pointe, bien que l'option européenne soit considérée comme une solution préférable. En tout cas ce livre a le mérite de dissiper bien des malentendus sur la signification politique et stratégique de l'IDS, et d'exposer clairement les données d'un problème dont la solution conditionne le maintien de la paix et de la sécurité entre les deux alliances qui se font face sur le continent européen.

Le but de la modernisation de l'armement est de permettre à la France de jouer un rôle de premier plan dans la recherche et le développement de technologies de pointe, bien que l'option européenne soit considérée comme une solution préférable. En tout cas ce livre a le mérite de dissiper bien des malentendus sur la signification politique et stratégique de l'IDS, et d'exposer clairement les données d'un problème dont la solution conditionne le maintien de la paix et de la sécurité entre les deux alliances qui se font face sur le continent européen.

(1) Groupe X-Défense, Les défenses antimissiles, la France et l'Europe, Fondation pour les études de défense nationale, Paris, 1986, 188 pages, 74 F.

LA SÉCURITÉ Armement

Le but de la modernisation de l'armement est de permettre à la France de jouer un rôle de premier plan dans la recherche et le développement de technologies de pointe, bien que l'option européenne soit considérée comme une solution préférable. En tout cas ce livre a le mérite de dissiper bien des malentendus sur la signification politique et stratégique de l'IDS, et d'exposer clairement les données d'un problème dont la solution conditionne le maintien de la paix et de la sécurité entre les deux alliances qui se font face sur le continent européen.

1976	1977	1978
14,7	15,1	15,3
1,2	1,3	1,4
15,9	16,4	16,7

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

LEU CAPITAL rôle de

POUR LA SÉCURITÉ DE L'EUROPE l'armement préstratégique français

Le rôle de l'armement préstratégique français... militaire avec les alliés... serait plutôt utilisé... de l'Allemagne de l'Est... serait de nature à...

liberté d'action de la France en cas de... et ferait régresser la sécurité du... Vieux Continent... ouvrir la voie à une possible dérive dans l'utili-

collatéraux réduits... Tel est bien le but recherché. Dans le cadre de la doctrine de l'ultime avers-

conditions, il ne serait pas absurde d'envisager de le réduire, notamment en réduisant les contraintes budgétaires. Cette réduction garantirait que l'armement préstratégique, rare et d'autant plus précieux, ne serait employé ni...

autonome de dissuasion... les axes de l'Europe. Le RPR a clairement marqué sa préférence. Dès 1984, M. Fillon avait affirmé que « la priorité aujourd'hui est une erreur (7) ».



DANS LA TRANCHEE, TABLEAU DE CAMILLE BELLANGER (1916) Maître des problèmes nouveaux posés par une rapide modernisation

Le président de la République... Haddès a permis à la France de faire face à une éventuelle défection des euro-stations...

Un argument souvent avancé en faveur de l'arme neutronique pose problème. Pour certains membres de la majorité, il s'agirait, grâce à elle, de compenser les infériorités numériques des forces...

De même convient-il de tenir compte des négociations en cours entre les États-Unis et l'Union soviétique. La France n'est toujours déclarée favorable à un équilibre des forces au plus haut niveau possible.

Parce que le programme Haddès a été lancé en 1982, son bien-fondé n'a pas toujours été contesté dans l'actualité majoritaire. M. Bourges et M. Fillon, notamment, ont estimé qu'il n'ajouterait rien à ce qu'apporterait le Mirage 2000-N équipé de missiles ASMP.

En résumé, si la France veut renforcer la sécurité en Europe, les axes d'effort, en ce qui concerne l'armement préstratégique, devraient être les suivants : inviter les deux États militaires à réduire leur armement tactique, actuellement surdimensionné, en Europe ; maintenir l'étroit couplage entre l'armement stratégique et l'armement préstratégique...

les étoiles... La France ne peut se permettre de faire passer la main à l'ennemi... de l'Europe, par Claude Julien (MAI 1985).

Le but de la modernisation... L'ARMEMENT préstratégique français est actuellement mis en œuvre par l'armée de terre (Phéon), par l'armée de l'air (Mirage III-E et Jaguar) et par la marine (Super Étendard).

L'ACCROISSEMENT CONSTANT DES CRÉDITS (En milliards de francs PIBM 1985.)

Table with 11 columns (years 1976-1986) and 3 rows (Forces nucléaires stratégiques, Arme nucléaire préstratégique, Total). Values range from 1.2 to 26.5.

- Précédents articles - Savants américains contre la « guerre des étoiles » : le plus grand danger, par Philip W. Anderson, prix Nobel de physique (DÉCEMBRE 1986).

Le dialogue... de l'Europe, par Claude Julien (MAI 1985).

Le dialogue... de l'Europe, par Claude Julien (MAI 1985).

Le dialogue... de l'Europe, par Claude Julien (MAI 1985).

Le dialogue... de l'Europe, par Claude Julien (MAI 1985).

Le dialogue... de l'Europe, par Claude Julien (MAI 1985).

LA MISE EN PLACE D'UN COMMANDEMENT

Washington renforce son dispositif

DE la côte africaine à l'Océan Indien, la région naguère qualifiée d'« arc de crises » a connu depuis la fin de la seconde guerre mondiale de profonds bouleversements. Conflits israélo-arabes, crises pétrolières, révolution islamique en Iran, interminable guerre irako-iranienne, ne sont que les manifestations les plus spectaculaires de cette instabilité. Pour assurer la défense des intérêts occidentaux, Washington ne cesse de renforcer son dispositif militaire : grâce au nouveau commandement militaire unifié américain, qui couvre dix-neuf pays de la région, six cent mille hommes devraient être, d'ici à 1989, en mesure d'intervenir militairement, en cas de nécessité.

Par LAWRENCE LIFSCHULTZ *

Peu de temps après le grave accident de l'avion américain U-2 abattu en 1960 au-dessus du territoire soviétique et la capture de son pilote Gary Powers, Nikita Khrouchtchev, au cours d'une réception à Moscou, aborda l'ambassadeur du Pakistan. Il lui dit qu'il avait étudié attentivement la carte, pris un stylo et entouré d'un cercle rouge Peshawar, la capitale de la province frontalière du Nord-Ouest. A la suite de cet incident, et en dépit d'un protocole d'accord secret entre les gouvernements américain et pakistanais, l'utilisation, pour une période de six ans, de facilités de surveillance à Badaber, les aéroports militaires pakistais ont été utilisés à des fins militaires.

Peu de temps après le grave accident de l'avion américain U-2 abattu en 1960 au-dessus du territoire soviétique et la capture de son pilote Gary Powers, Nikita Khrouchtchev, au cours d'une réception à Moscou, aborda l'ambassadeur du Pakistan. Il lui dit qu'il avait étudié attentivement la carte, pris un stylo et entouré d'un cercle rouge Peshawar, la capitale de la province frontalière du Nord-Ouest. A la suite de cet incident, et en dépit d'un protocole d'accord secret entre les gouvernements américain et pakistanais, l'utilisation, pour une période de six ans, de facilités de surveillance à Badaber, les aéroports militaires pakistais ont été utilisés à des fins militaires.

le Golfe et la Corne de l'Afrique, du Kenya et de la Somalie au Pakistan et à l'Afghanistan. Mais son aire de déploiement est étendue à l'Océan Indien lui-même et les quarante-quatre pays qui l'entourent sont concernés par son action. Par leur importance, les forces de combat assignées au CENTCOM viennent juste derrière les troupes américaines chargées de la défense de l'Europe et, d'ici à 1989, le Central Command sera capable de faire intervenir 600 000 hommes dans sa zone d'opération.

Le CENTCOM est l'héritier direct de la Force de déploiement rapide (FDR) créée en mars 1980 à la suite de la chute du régime Pahlavi en Iran et de l'affaiblissement de la position régionale américaine. La FDR n'était, suivant les dires de M. James Schlesinger, ancien secrétaire à la défense, « si rapide, si déployable, si mobile que si force ». Il faut donc la remodeler rapidement.

Selon les prévisions américaines, 14 milliards de dollars auront été dépensés avant 1988, pour l'aménagement des bases destinées au déploiement des forces américaines dans la région. Ce qui représente le plus grand projet d'investissement militaire conçu par les Etats-Unis depuis la fin de la guerre du Vietnam. Des points d'appui sont mis à présent dans un arc de cercle s'étendant du Kenya au Pakistan. En 1985, devant le Congrès, le secrétaire à la défense M. Caspar Weinberger, soulignait la nécessité d'obtenir l'accès à différents ports et aéroports « situés dans les théâtres d'opérations du CENTCOM.

4 800 kilomètres au sud de la ville irakienne d'Abadan sur le Chatt-el-Arab, elle constitue, selon l'Armed Forces Journal américain, un point d'appui idéal pour des navires prépositionnés, un point de rassemblement de navires amphibies et, de sa piste longue de plus de 2 kilomètres, peuvent décoller des B-52 conventionnels (7). Plus important encore, pour M. Anthony Cordesman, l'ambassadeur international de ce même journal, Diego-Garcia reste « la seule base de la région où les Etats-Unis peuvent se déployer et opérer sans susciter de complications politiques régionales (8) ».

Cependant, malgré l'importance de Diego-Garcia, les problèmes que pose l'approvisionnement des forces du CENTCOM, en cas de conflit prolongé, ne sont pas résolus. Or, sans artillerie et sans munitions lourdes, le corps expéditionnaire risque d'être réduit à l'impuissance, surtout si l'oppo-

ration est de longue durée ou si elle rencontre une farouche résistance. On sait que la guerre conventionnelle moderne est grosse dévoreuse de matériels.

Plusieurs livraisons stratégiques effectuées sous l'égide du département d'Etat durant la dernière décennie sont arrivées à la même conclusion, que résume le Marine Corps Gazette : « Le dénominateur commun était d'imaginer des moyens de compenser rapidement l'absence de mobilité stratégique et le long délai d'acheminement ».

Un gigantesque dépôt d'approvisionnement ou une série de bases proches du Golfe demeurent donc une exigence fondamentale. Diego-Garcia est perçue par les experts comme trop lointaine et, depuis la formation de la FDR, les localisations moins éloignées. Le Pakistan répondrait, semble-t-il, aux nécessités.

Etroite coopération avec le régime du général Zia

M. FRANCIS FUKUYAMA, qui a travaillé au sein du département de planification politique du département d'Etat durant le premier mandat du président Reagan, a décrit l'importance du Pakistan sur la stratégie militaire américaine dans le Golfe, dans une étude de la Rand Corporation, publiée en septembre 1984 et qui est considérée comme le premier document de travail ayant aidé à porter « à maturité » la politique de l'administration envers le Pakistan.

« Les Etats-Unis devraient renforcer leur force de déploiement rapide pour protéger l'accès occidental au pétrole... », écrit M. Fukuyama. Le Pakistan pourrait servir d'entrepôt de première importance pour la FDR (marquant le point de départ pour la FDR, c'est-à-dire de Diego-Garcia au Philippines... [D] Karachi, les avions et le temps d'attente seraient considérablement réduits. Et l'armée pakistanaise pourrait même servir d'unité de combat dans le (...) Golfe. Le rapport conclut que les généraux pakistais seraient « incités à coopérer à un plan américain de défense (...) du Golfe, à condition que les Etats-Unis assurent la responsabilité de protéger leur pays des conséquences d'une telle décision (9) ».

Les observations de M. Fukuyama furent reprises par celui d'aujourd'hui du Pentagone. Dans la revue militaire Strategic Review, l'amiral Thomas Moore, ancien président du comité conjoint des chefs d'état-major, a souligné l'édification d'une base navale américaine dans le port de Gwadar, dans la province pakistanaise de Balouchistan, à 150 kilomètres du principal aéroport iranien, Chah-Bahar (10). L'amiral Moore plaide aussi en faveur du Pakistan comme

moyens d'armes électroniques au Pakistan. Selon M. Atallah Mengal, ancien chef militaire du Balouchistan, de telles facilités ont déjà été utilisées à Gwadar et en d'autres points de la côte balouchiste.

Les officiels pakistanais ont catégoriquement démenti l'existence de « bases étrangères » au Balouchistan ou ailleurs dans le pays. Un journaliste

- (1) Middle East Times, 17 février 1986.
(2) India, The United States and The Indian Ocean : Report of the Indo-American Task Force on the Indian Ocean, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, DC, 1985, p. 52.
(3) Afghanistan, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Irak, Iran, Jordanie, Kenya, Koweït, Oman, Qatar, Qatar, Somalie, Yémen du Nord, Yémen du Sud.
(4) Caspar Weinberger, Pasture Statement in the House and Senate Armed Services Committees, 1984-1985, Ninety-eighth Congress Hearings, pp. 212-213.
(5) « The Middle East : US Contingent Targets », Israel and Palestine, Paris, mai-juin 1984.
(6) « Secret State Department Report : Sends to let US use bases in crisis », de Bernard Gwertzman, The Muslim, Islamabad, 20 septembre 1985.
(7) « US Rapid Deployment Force (U-2) », de Raphael Ungarich, Armed Forces Journal International, Washington, DC, 18 novembre 1984, p. 97.
(8) « US Strategic Interest and Rapid Deployment Forces », dans Hafez Malik (ed.), International Security in Southwest Asia, Praeger, New York, 1984, p. 10.
(9) Francis Fukuyama, The Security of Pakistan : A Trip Report, Rand Corporation, Santa Monica, septembre 1984, p. 33-34.
(10) Amiral Thomas H. Moore et Alvin J. Cottrell, « The Search For US Bases In The Indian Ocean », in « Last Lines », Strategic Review, Cambridge, Mass, printemps 1980.

De l'Egypte à l'Arabie saoudite

DANS les exemples cités par le responsable américain, figurait l'ancienne base soviétique de Ras-Hassan en Egypte, sur la mer Rouge, à laquelle ont été versés 91 millions de dollars afin de construire « des facilités qui seraient sans équivalent pour d'éventuelles opérations américaines (4) ».

A la suite d'un mémorandum américain-égyptien daté de novembre 1981, le gouvernement de Jérusalem a accepté d'entreposer des bases pour la FDR. La base principale d'Altan, dans le Néguev, a été choisie pour accueillir les forces américaines en cas de conflit. Suivant le journal Israel and Palestine, édité à Paris, « la mise de pied israélienne dans cette zone était appréciable et nécessaire pour assurer des opérations militaires. D'après les estimations du Pentagone, trois jours seulement suffiraient pour transporter les troupes américaines en Arabie saoudite ou à Koweït en un jour et demi, et l'un en deux jours (5) ».

Plus près du Golfe, la nouvelle base de Masrah à Oman, qui a

coûté 170 millions de dollars, peut servir de point de départ pour le contrôle de la partie méridionale de la zone. Le sultan a garanti l'accès, non seulement à Masrah, mais aussi, à d'autres aéroports militaires : Al Khasab, Thumrait, Salalah et Seeb. De 1980 à 1983, 230 millions de dollars furent dépensés pour adapter ports et aéroports d'Oman aux besoins du CENTCOM.

Dans le cas de l'Arabie saoudite, une étude secrète présentée par le département d'Etat et divulguée par le New York Times, précisait : « Bien que les Saoudiens aient fermement refusé des accords formels, ils ont confirmé par dans le cadre d'une agression soviétique ou d'une agression régionale qu'ils ne pourraient maîtriser, les forces américaines disposeront de facilités sur leur territoire (6) ».

Mais la base pour Oman et l'Arabie saoudite et le point central pour un déploiement assez considérable des forces américaines dans le Golfe, demeure Diego-Garcia, au centre de l'Océan Indien, où sont entreposées de vastes quantités de matériels militaires. « A un peu plus de

TERRORISME : COMMENT L'OCCIDENT PEUT VAINCRE

Une sainte alliance contre l'insaisissable ennemi ?

« EN une seule occasion, un coup décisif et offensif a été porté au système même du terrorisme international. Ce fut en 1982, quand Israël pénétra au Liban et expulsa l'OLP par la force (...). Nous devons étudier cet exemple et débattre dans quelles circonstances et par quels moyens l'Occident dans son ensemble est prêt à agir contre les Etats terroristes dans le futur. On doit aussi comprendre les problèmes, les chefs tuteurs de Téhéran et de Tripoli qui n'ont pas de lieu sûr pour eux... Débattons entre nous quand et comment nous sommes prêts à écarter les obstacles de la souveraineté et des frontières nationales qui servent d'abri aux Etats terroristes. L'auteur de ces propos - tenus lors d'un colloque organisé par l'institut de Washington du 24 au 27 juin 1984 - n'est autre que M. Paul Johnson, un des penseurs de la nouvelle droite britannique, laborieux rédacteur d'un volumineux ouvrage en deux volumes sur l'histoire mondiale (1) surtout fascinant par ce qu'il est l'inculture de l'écrivain.

Un tel protagoniste suffirait sans doute à discréditer n'importe quel colloque ayant vocation au sérieux. De tels propos aussi : car, outre ans plus tard, l'opération « Paix pour la Galilée », en supposant qu'elle ait jamais eu pour but de lutter contre le terrorisme, apparaît comme un gigantesque fiasco. La situation au Liban, le problème des otages ou les divers attentats à Rome, Vienne, Ankara ou Paris, suffiraient à le rappeler. Et le ministre israélien de la défense lui-même, M. Rabin, vient de reconnaître que son pays a perdu « l'illusion que l'on peut éradiquer le terrorisme au Liban (2) ».

Pourtant, on ne peut écarter d'un revers de main la réunion organisée par l'institut

Jonathan, du nom du colonel qui commande l'expédition d'Erzabbe en 1976. Non seulement parce que ses travaux ont été reproduits dans un livre qui a été publié aux Editions (3) mais aussi par la qualité de nombreux intervenants, qui se recrutent dans les hautes sphères du pouvoir (le secrétaire d'Etat Shultz, les sénateurs Morynihan, Cranston et Laxalt, M. Kirkpatrick, M. Edwin Meese III, le ministre israélien de la défense...), parmi d'éminents islamistes comme M. M. Elie Kadoune, P.-J. Vastakis, Bernard Lewis ou des journalistes comme M. Jean-François Revel, M. Arnaud de Borchgraves et M. Claire Sterling, connus pour leurs relations étroites avec la CIA, figuraient aussi parmi les participants.

L'organisateur de cet événement était M. Benjamin Netanyahu, représentant d'Israël aux Nations unies et qui a servi pendant cinq ans dans les forces spéciales israéliennes. Pour enseigner comment l'Occident peut gagner la guerre contre le terrorisme, M. Netanyahu invite à dénoncer les bonnes âmes qui ont la naïveté de penser que ce « fléau naît et se de la misère sociale et de la frustration ». Une pierre dans le jardin de M. Reagan, qui déclarait : « Nous devons reconnaître que le terrorisme est un problème plus vaste (...). Nous devons nous efforcer d'écarter les causes de frustration et de désespoir qui sont les lieux d'épanouissement et les aliments du terrorisme ».

Le terrorisme serait donc avant tout l'expression des « ambitions et des desirs politiques d'Etats expansionnistes (pour l'essentiel, l'URSS) et des groupes qui les servent ». Mais comment définir ce mal qui menace notre civilisation ? « L'utilisation délibérée et systématique du meurtre ou de la menace contre des innocents pour inspirer la peur à des fins politiques. » M. Netanyahu insiste beaucoup sur le terme « délibéré », qui, il non sans, différencie les victimes du terrorisme de celles des accidents « de la guerre.

Ainsi, un groupe de l'OLP qui pose une bombe à retardement à Jérusalem est terroriste parce que ces hommes veulent tuer des civils. Mais quand l'armée israélienne abat deux étudiants désarmés à l'université de Bir-Zeit, en Cisjordanie, on ne peut parler de terrorisme, car les soldats ne voulaient pas tuer.

Ce distinguo, subtil soit-il, est pourtant l'élément de base de divers intervenants sur les actions terroristes de l'UNTA angolaise, ou leur glorification des activités de la « Euzeria nicaraguayenne, dont les exactions s'étendent aujourd'hui aux civils du Honduras (4).

Un autre postulat de ce colloque est que « le musulman n'est pas accidentelle ». Le terrorisme moderne aurait ainsi ses racines dans « le totalitarisme communiste et le radicalisme islamique (ou arabe) ». Outre l'étrange signe d'égalité mis entre le radicalisme arabe et islamique, cette affirmation passe sous silence les grands affrontements qui ont marqué les rapports entre l'islam et le communisme. Faut-il vraiment rappeler la lutte sans merci menée par Moscou contre l'irédentisme musulman en URSS ? L'extermination du Parti Toudouh en Iran ? Contre qui lutte l'Armée rouge en Afghanistan ?

Les Etats accusés d'aider le terrorisme, la « République de la terreur » pour reprendre l'expression de M. Shultz, seraient avant tout la Libye, la Corée du Nord, la Syrie et l'Iran. Les attaques d'une rare violence verbale contre ces Etats contrastent malheureusement un peu trop avec le Realpolitik mené par l'Occident. N'est-ce pas l'administration de M. Reagan qui rendit, au printemps 1985, hommage à l'action du gouvernement de Téhéran ? Et le ministre israélien de l'Iran par M. Reagan à partir de 1985 - les libéraux, eux, n'ont pas cessé depuis 1980 de fournir à Téhéran les équipements nécessaires à la poursuite de la guerre contre l'Irak - rend dérisoires

les déclarations de responsables de ces deux pays appelant au boycottage des Etats terroristes.

Pourquoi tout ce bruit ? Pourquoi cette place centrale que prend dans la propagande occidentale l'idéologie antiterroriste (5) ? On trouvera des éléments de réponse dans les actes de ce colloque, et ce qui est nécessaire, affirme le sénateur américain Laxalt, proche de M. Reagan, est une action collective, non à travers un corps amorphe et compromis comme les Nations unies, mais par une organisation telle que l'OTAN (...). Contre l'OTAN, créée pour combattre le danger d'une agression soviétique en Europe, cette organisation comprenait les Etats-Unis et le Canada, les nations de l'Europe de l'Ouest, l'Australie, Israël et le Japon, serait mise sur pied pour combattre et défaire le terrorisme. « Plus réaliste, M. Netanyahu reconnaît que l'Occident ne peut s'unir du jour au lendemain, et ce qui serait possible toutefois est que les Etats-Unis commencent, avec deux ou trois autres pays, et peut-être plus, une telle alliance avec eux. Les autres se rejoindraient rapidement. » A défaut d'autre chose, et comme l'anticommunisme durant les années 50, l'antiterrorisme servirait donc de ciment à un Occident traversé de contradictions, et de moyen pour les Etats-Unis de réaffirmer une prééminence menacée.

A. G.

- (1) Histoire du monde moderne, deux tomes, Lafont, Paris, 1985. Lire l'article qui lui a consacré Pascal Ory : « Stricte ignorance et généralisations aventureuses », Le Monde diplomatique, janvier 1986.
(2) Le Monde, 9 janvier 1987.
(3) Benjamin Netanyahu (Ed.), Terrorism : How the West can Win, Farrar-Struss-Groux, New York, 1986, 254 pages.
(4) Libération, 13-14 décembre 1986.
(5) Lire Claude Julien, « Frapper les structures », Le Monde diplomatique, février 1986.

Handwritten signature or text at the bottom of the page.

UNIFIE RE...
ire da...

Le dilemme le plus grand...
table with numbers and text on the right side of the page.

MILITAIRE UNIFIÉ RÉGIONAL

militaire dans le Golfe et l'Océan Indien

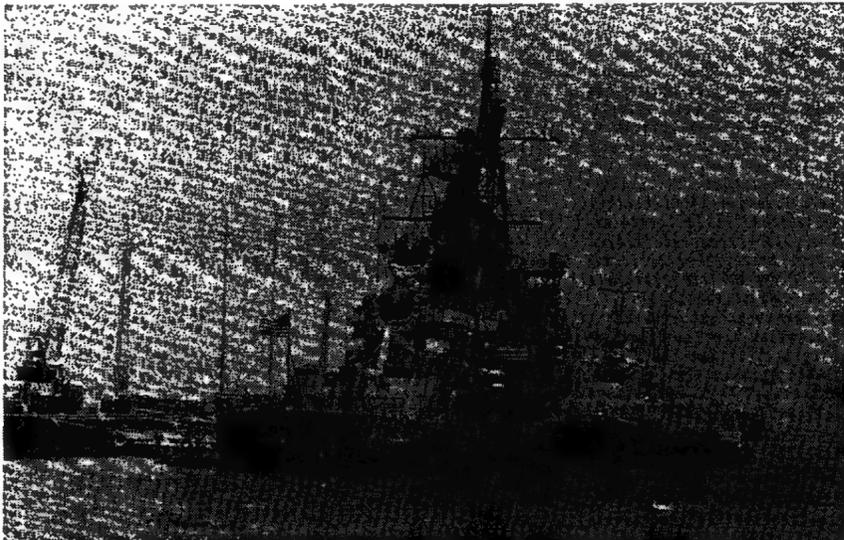
ble du département d'Etat nous a, pour sa part, déclaré que « les Etats-Unis n'ont pas demandé au gouvernement pakistanais de leur a été proposé, l'installation de bases ». Toutefois, l'opposition politique a rappelé que les bases utilisées par les U-2, ainsi que Badaber, sont toujours restées formellement, sans reconnaissance nationale, ainsi même que l'accord de 1959 y donnait aux Etats-Unis un accès exclusif. Suivant l'ancien commandant des forces militaires pakistanaises, le personnel local n'était même pas autorisé à pénétrer dans le périmètre de Badaber concédé aux Américains (11).

Les cinq dernières années, le Pakistan a reçu 3,2 milliards de dollars d'aide économique et militaire américaine. Durant les cinq prochaines années on prévoit un montant d'aide militaire à milliards. Il s'agit d'un montant de 70, que de 1,5 milliard de dollars dans aucun autre pays, la progression n'a été aussi rapide. Ces flux financiers ont joué un rôle crucial après le coup d'Etat de 1977 dans la consolidation de la position du général Zia parmi les forces militaires et dans le renforcement de la domination de la junte sur la société.

Toutefois, la place précise du Pakistan dans le programme régional d'extension de mise à niveau et d'extension des bases demeure à préciser. Bien que le pays figure, après Israël et l'Egypte, en troisième position sur la liste des bénéficiaires de l'aide militaire américaine (voir tableau ci-dessous), les documents publics du CENTCOM ne font pas état des dépenses qui lui sont allouées. Selon diverses sources, ce silence serait le résultat d'un accord de confidentialité qui ne permet pas d'attirer l'attention sur les premiers développements de la coopération militaire avec Washington de peur des réactions négatives que pourraient susciter à l'intérieur des pays amis sur l'ampleur de ces relations spéciales avec l'allié américain (12).

En début de mois de juin dernier, le président de l'Assemblée nationale pakistanaise, M. Fakhr Imam, demanda que soit joué leur rôle dans le contrôle du montant et de la répartition des dépenses en matière de défense. A la tribune, il s'inquiéta que le budget ne fasse mention d'importantes acquisitions, grâce à un « accord spécial d'aide, de matériel américain ». Enfin, il interpella ses pairs, leur demandant si, oui ou non, l'examen du budget militaire était « en dehors des prérogatives de cette Chambre » (13).

Le principal effort de mise à niveau et d'extension des bases au Pakistan semble se concentrer au Balouchistan, province à majorité peuplée, frontalière de l'Iran et de l'Afghanistan. Le



NAVIRE AMÉRICAIN EN RADE DE BAHREIN
Une présence qui suscite bien des oppositions

(Ph. Clopes-Sipa)

Rahimuddin Khan, président du comité des chefs d'état-major et ancien gouverneur militaire de la province, aurait déclaré, selon la presse pakistanaise, que trente-deux terrains d'aviation y sont en construction.

Pour M. Ataullah Mengal, aujourd'hui en exil, le projet le plus important est la construction d'une énorme base dans la région de Chagal, au pied du mont Kohrahan, à l'est de l'Afghanistan. C'est des personnalités de cette province qui ont vu ces bases, soit sol-général de garde, la piste aurait plus de 3 kilomètres de long, l'équivalent de celle de l'aéroport international de Karachi, et pourrait accueillir les avions militaires les plus modernes.

Des bases militaires américaines confirmées que des constructions sans précédent de ports et d'aéroports au Balouchistan sont directes. Les bases du CENTCOM pour créer un réseau de bases adaptées aux besoins américains en un déploiement d'une force d'intervention. Dans un entretien donné à Londres, M. Mengal a explicité ses objections à ces développements : « Nous nous opposons totalement à l'édification de bases au Balouchistan, que je ne souhaite pas voir transformé en champ de bataille entre les grandes puissances. »

contact avec aucun de ces pays pour leur demander l'installation de notre quartier général avancé (...). C'est très délicat (17) », précisait-il en réponse à une question. Son remplaçant à la tête du CENTCOM, le général George Crist, déclara en mars 1986, devant une commission du Sénat, que son commandement était le seul à ne pas disposer d'un QG avancé sur son théâtre d'opérations. Et les recherches continuent...

En dehors du Pakistan, d'autres difficultés politiques et sociales ont surgi dans divers pays de la région couverte par le CENTCOM, en particulier à l'autre extrémité de son axe, au Kenya. Le dragage du port de Mombasa ne s'est fait un havre sûr pour les porte-avions nucléaires *USS Constellation* et *USS Nimitz*. La ville elle-même s'est transformée en centre « de repos et de distraction » pour les vingt mille marins américains de la flotte de l'Océan Indien. « L'impact de l'arrivée de jeunes marins, dont le nombre peut atteindre cinq mille en un seul week-end, dans cette ville musulmane a été socialement dévastateur (18) », écrit un journaliste kenyan. Plusieurs marins ont été arrêtés pour meurtres de femmes, mais aucun n'a passé plus de six mois en détention. La police militaire américaine patrouille désormais dans la zone dangereuse du port et l'opinion publique s'est émue de ce qui apparaît comme un abandon de souveraineté : les Américains disposent maintenant de l'autorité nécessaire pour arrêter et interroger des Kenyans suspects de commerce illicite avec les forces américaines.

La présence militaire américaine au Kenya résulte d'une « accord sur les facilités d'accès » signé par le gouvernement de M. Daniel Arap Moi, en juin 1982. L'existence de ce texte avait été tenue secrète, car il fut paraphé à un moment de grande effervescence

politique et sociale au Kenya, alors que la déstabilisation des conditions économiques incitait de vastes secteurs de la population à s'opposer au régime de M. Moi. Des informations sur le pacte se commencent à circuler qu'à la suite d'indiscrétions faites par inadvertance devant des commissions du Congrès.

En avril 1982, à la veille d'une visite d'une délégation du Congrès, l'ancien vice-président du Kenya, M. Oginga Odinga, publia une lettre ouverte reprochant à M. Moi d'avoir permis à Washington d'établir « des bases navales et militaires dans notre pays sans un large débat et sans l'acceptation du peuple par la voie de ses représentants à la Chambre (19) ». Peu de temps après, le vice-président était arrêté et emprisonné sans jugement.

Quatre mois plus tard, le 1^{er} août 1982, une tentative de coup d'Etat dirigée par des éléments des forces armées était déjouée. Les revendications des mutins comprenaient l'organisation de nouvelles élections, des réformes économiques, une politique non alignée ; mais ils protestèrent aussi contre l'octroi de facilités à la FDR sur les bases aériennes d'Embakasi, de Nanyuki et de Wajir. Le coup d'Etat vint en riposte à une opération de liquidation des éléments nationalistes parmi les militaires menée par les services de renseignements. Depuis 1982, l'armée de l'air kenyane, qui compte deux mille cinq hommes, est complètement démantelée et un millier restent sous les verrous. Certains ont été emprisonnés à vingt-cinq ans de prison et, le 9 juillet 1985, douze officiers, accusés d'avoir dirigé le complot, furent pendus. Il est que le gouvernement reconstruisait les forces aériennes de fond en comble, leurs principales bases étaient intégrées dans la zone d'opérations du CENTCOM.

Le mythe du détroit d'Ormuz

Il y a quelques chose de paradoxal dans cette entreprise de militarisation dans le Golfe et l'Océan Indien. On justifie communément ces gigantesques préparatifs pour aménager un réseau de bases logistiques qui permettraient aux Etats-Unis de déployer un demi-million d'hommes aptes à combattre, par la nécessité de maintenir « ouvert » l'accès des occidentaux au pétrole produit dans le Golfe et transporté par bateaux via le détroit stratégique d'Ormuz. Pourtant, selon les sources officielles américaines elles-mêmes, à peine 1 % à 5 % du pétrole importé par les Etats-Unis proviennent du Golfe (20).

La description du détroit d'Ormuz comme un « goulet d'étranglement » vital pour les sociétés industrielles occidentales n'est rien d'autre qu'une de ces exagérations simplistes qui, avec succès, justifient des prises militaires. Si demain un désastre naturel affectait le détroit, le commerce mondial du pétrole n'en serait que peu affecté, à l'exception d'une panique irrationnelle qui pourrait frapper les marchés. D'ailleurs, durant ces dix dernières années, un vaste réseau d'oléoducs a été édifié à travers l'Arabie saoudite vers la mer Rouge. De même, le pétrole d'Irak et du Koweït coule maintenant vers l'ouest ou vers le

En fait, la vraie question n'a jamais été celle des approvisionnements mais plutôt du contrôle de ceux-ci et de la commercialisation à partir des zones de production. Une grande puissance s'est toujours définie par sa volonté de marquer les frontières de sa zone d'influence, dont les rivaux sont exclus, et à l'intérieur de laquelle des partenaires mineurs acceptent les règles qu'elle fixe. Tout au long de l'histoire, de tels empires commerciaux ont existé et ont déployé de vastes armées pour défendre leurs communications. Aujourd'hui, dans la zone d'opérations du Central Command, nous assistons à une version moderne de cet ancien phénomène.

Voilà plus de cinquante ans, un éminent historien économique américain, Vernon Clark, comment les Etats-Unis, à travers leur histoire, avaient évité les guerres et les rivalités dans lesquelles étaient entraînés les Etats européens : « Alors que l'Europe exploitait et développait les colonies étrangères, nous [en Amérique] colonisions le nôtre ». L'autosuffisance épargna les hautes implacables des empires européens. Nous n'avions aucune envie d'envier d'autres pays les matières premières et les richesses qu'ils conquerraient sur de nouvelles terres ; nous n'en pas besoin.

Toutefois, à la fin des années 20, il notait un changement qu'il considérait comme dangereux. « Nous sommes en lutte avec les autres pour le pétrole au sein de nos frontières et cette compétition peut s'étendre à d'autres produits... [Le risque est grand de voir] les étrangers commencer à décliner et à commencent à se vider ou pleine. Nous aussi nous pourrions devenir les victimes de la main d'autres pays industriels. De la même manière que le mouvement politique fait de la paix une trêve armée, le mouvement économique transforme la compétition entre Etats en une guerre sans trêve (22) ».

LAWRENCE LIFSCHULTZ

- (11) Mohammed Asghar Khan, *General in Politics*, Pakistan 1958-1982, Crossed Helm, London, 1983, p. 204.
- (12) « Pakhar for MNAs' effective role in decision-making », Alan Shafiq, *The Muslim*, Islamabad, 4 juin 1986.
- (13) *Asia*, Karachi, 11 août 1982.
- (14) « Independent Baluchistan », Ataullah Mengal's Declaration of Independence », Lawrence Lifschultz, *Economic and Political Weekly*, Bombay, mai 1983, p. 749.
- (15) A. Cordesman, op. cit., p. 163.
- (16) « The Marines are here but the money is not », *Newsweek*, Lahore, 20 mars 1986.
- (17) « AFJ Interview with Lt. General Robert Kingston », Benjamin Schenker, *Armed Forces Journal-International*, Washington, DC, juillet 1984, p. 72.
- (18) « Kenya in US Geo-politics », « Kenya : The Politics of Repression », *Asia and Class*, Vol. XXIV, London, hiver 1983, p. 309.
- (19) « Letter to the Delegation Head, US Armed Services Committee », 20 avril 1982, A. Oginga Odinga, Kenya : *The Politics of Repression*, Race and Class, Vol. XXIV, Ibid., pp. 317-320.
- (20) « US Rapid Deployment Force », *Armed Forces Journal-International*, op. cit., p. 102.
- (21) *Armed Forces Journal-International*, 99th Congress, Part II, *Unified Command*, document S. 2199, March 11-12 March, 1986, (GPO, Washington, DC), p. 615. *Chait Persian Gulf Oil Imports*.
- (22) *Armed Forces Journal-International*, op. cit.
- (23) Victor S. Clark, *History of Monopolies in the United States*, vol. II, Carnegie Foundation, Washington, DC, 1929, pp. 2-4.

Le dilemme le plus grave

POUR M. Anthony Cordesman, de l'*Armed Forces Journal*, le dilemme le plus grave auquel est confronté le CENTCOM est d'ordre politique. « Bien qu'il soit parvenu à la mode de parler de la faiblesse des Etats-Unis, les perspectives de voir l'URSS nous affronter militairement dans cette région, d'ici au milieu des années 90, sont faibles. Quels que soient les qualités de nos forces au CENTCOM, la difficulté dans une telle zone ne réside pas tant dans la force militaire que dans les conditions politiques de son emploi (15) ».

Les modalités de cette utilisation valent la contradiction entre la conception militaire d'une « zone d'opérations », domaine imaginaire aux frontières sans nationalités, et l'existence bien réelle de populations locales avec leurs propres intérêts et des sentiments nationalistes qui diffèrent des exigences des planificateurs militaires américains.

Au Pakistan, ce ne sont pas seulement les politiciens régionaux comme M. Ataullah Mengal qui sont opposés aux bases militaires américaines

mais les aïeules d'Allah ont trois dernières années, de nombreux opposés au projet par le barreau des intellectuels locaux qui craignent des bases à la FDR et compromettrait le statut proclamé de non-alignement du pays.

En mars 1986, des manifestations de partis d'opposition se sont déroulées dans plusieurs villes du Pakistan pour protester contre l'édification de Karachi comme port d'escale pour le navire *USS Enterprise*. Dans cette ville, les manifestations se heurtèrent à la police, qui opéra de nombreuses arrestations. Le débarquement soudain de plusieurs milliers de militaires américains suscita dans les préoccupations dans les milieux institutionnels, inquiéta du type de divertissements introduits par les soldats de la VII^e flotte (16).

Dans un témoignage devant le Congrès, l'ancien commandant en chef du CENTCOM, le général Robert Engle, déclara que les difficultés politiques persistantes rencontrées pour trouver un lieu où établir son quartier général. « A ce stade, nous n'avons pris

LA RÉPARTITION DE L'AIDE MILITAIRE AMÉRICAINNE
(En millions de dollars)

	1985	1986	1987
ISRAËL	1 400	1 800	1 800
ÉGYPTE	1 200	1 250	1 300
PAKISTAN	■	312	341
JORDANIE	■	83	117
SOUDAN	■	28	52
OMAN	■	19	40
SOMALIE	■	28	37
KENYA	■	21	22
DJIBOUTI	■	2	3

صكنا من الأصل

ايجز اوف اريجن والاعمال

DÉCOUVREZ « ACTUALITÉ ARABE »

- 7 années de parution.
- Un contenu scientifique, d'analyse et d'information sur l'économie des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.
- Un contenu intéressant pour les étudiants, les journalistes et tous ceux qui s'intéressent à l'économie des pays arabes.
- Cinq langues en un seul : Français - Espagnol - Anglais - Allemand - Russe, plus des extraits de journaux et de magazines.
- Existe aussi en édition anglaise, ARAB NEWS AND REPORTS ET ARABIAN WA TAKARRU ANAQA.

« ACTUALITÉ ARABE »
est édité par le
CENTRE ARABE DE DOCUMENTATION
ET D'INFORMATION (C.A.D.I.)
Bureau général : Georges El Hachem
34, avenue des Nations Unies, 75008 Paris
TÉL. 48-28-41-00 - FAX 48-28-42-41
Disponible par abonnement
Écrivez-nous sur demande.

Le Pakistan peut-il faire retour à la démocratie ?

Les fausses séductions du parti de M^{me} Bhutto

PIECE maîtresse du dispositif stratégique américain dans la région du « Central Command » (voir pages 16 et 17), le Pakistan a un pressant besoin de stabilité interne. A sa manière, le général Zia Ul Haq a donc engagé son régime, issu de la plus longue loi martiale qu'ait connue le pays, dans un timide processus de démocratisation. Il est parvenu à en garder le contrôle, malgré l'épreuve politique que représente, au printemps dernier, le retour de M^{me} Benazir Bhutto.

Avant que ne soit levée la loi martiale en décembre 1985, l'adoption du huitième amendement avait assuré d'une protection constitutionnelle les auteurs du coup d'Etat de juillet 1977. La formation, sous l'égide de la Ligue musulmane, d'un parti gouvernemental ainsi que l'adoption, en juillet 1986, du neuvième amendement accordant aux tribunaux de la charia le droit d'abroger les lois jugées non conformes à l'islam, sont aussi venues renforcer son régime.

Le pouvoir du président Zia Ul Haq doit cependant faire face à une situation régionale délicate où se cumulent dangereusement les répercussions du conflit afghan et un regain de tension avec l'Inde. Les informations contradictoires relatives à des « nucléaires » qui auraient eu lieu dans le pays en septembre dernier gênent le président Reagan, qui doit obtenir l'aval du Congrès pour la poursuite de l'aide économique et militaire à Islamabad, de l'ordre de 600 millions de dollars par an.

L'opposition saura-t-elle tirer la leçon de ses échecs et présenter une solution de rechange crédible au gouvernement que dirige M. K.M. Junejo ?

Par ALEXANDRE DASTARAC et M. LEVENT

10 avril, 5 juillet, 14 août 1986 : ces trois dates (1) marquèrent l'an dernier les étapes d'une campagne destinée à faire élire le général Zia Ul Haq au moins sur un point : l'organisation d'élections en automne avec la libre participation de tous les partis politiques. La foi en leur succès de M^{me} Benazir Bhutto, fille d'Ali Bhutto, ancien premier ministre exécuté, et de son partisan était insurmontable. Les foules étaient enthousiastes, l'exemple philippin tout proche.

Pourtant, à Lahore, la journée du 14 août ressemble à l'impression d'un responsable du Parti du peuple pakistanais (PPP), à un pétard mouillé. En ayant décidé de porter ses efforts sur le cœur politique du Pendjab, la direction du parti avait voulu tout risque d'isolement, comme cela s'était produit en automne 1985 pour le Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD) dans la province du Sind (2).

Malgré le soulèvement massif accompli n'est pas lieu, et cela malgré les répercussions d'armées et les affrontements sporadiques, parfois violents, dans le Sind et au Pendjab. Le général-président Zia Ul Haq est sorti indemne de l'épreuve en laissant aux politiciens la responsabilité des échecs survenus lors de son pèlerinage à la Mecque. L'arrestation préventive de la plupart des dirigeants politiques et le rôle provocateur joué par certains éléments de la Ligue musulmane (3) ont permis que passagèrement la crédibilité démocratique du premier ministre, M. Junejo, et de son parti ne soit déstabilisée d'avoir su déjouer les plans de l'opposition, en évitant le choc frontal qui aurait pu contraindre le régime à révoquer la loi martiale.

M^{me} Bhutto avait admis à son retour au Pakistan que le gouvernement de M. Junejo « pouvait jouer un rôle historique dans le processus de démocratisation ». La fraction qui a quitté le PPP en septembre, derrière MM. G.M. Jatoi et M. Khar (4), se présente comme l'antagoniste anticipé, semble la mieux placée pour rallier les attentions au sein de l'Assemblée nationale et pourrait être amenée à présenter un « programme d'expérience démocratique » mise en place par le général Zia Ul Haq en décembre 1985. Belle carte politique en perspective pour un retour au pouvoir du Sind.

Dans le bras de fer avec le président, la force et la faiblesse du PPP se rassemblent en la personne de M. Junejo, d'une des seules traditions politiques qui aient durablement marqué les Pakistanais. L'aura quasi mythique de M^{me} Benazir Bhutto, aussi une personnalité incontournable à laquelle se font face les politiciens, de la gauche - en partie réunifiée - l'Awami National Party (ANP) de M. Wali Khan (5) - aux partis fondamentalistes - passant par la nouvelle Ligue musulmane de M. Junejo et la sage opposition du Groupe parlementaire indépendant (GPI) (6). Le Pakistan n'a plus seulement à faire face au fantôme d'Ali Bhutto, il lui faut désormais répondre aux prétentions de sa fille. C'est là, dans l'absence d'accident, la passe obligée des prochaines années.

Au mois d'avril 1986, personne ne contestait le caractère exceptionnel de l'accueil qui fut réservé à M^{me} Benazir Bhutto. Encore fallait-il apprécier les motivations d'une foule venue souvent de très loin pour attendre, dizaines

de milliers, qui apparaissent sur les portraits en conquérant musulman casqué, sabre au clair, en tribun fougueux ou sous les traits de l'imam Hussein. Les rendez-vous au général Zia Ul Haq, ils témoignent surtout de la joie d'un peuple qui se reconstruit.

Les manifestations du « jour noir », le 11 juillet, également après le début du ramadan, furent un mouvement. Erreurs de perception et fautes tactiques, l'intolérance souvent marquée dans certains rassemblements par le PPP à l'égard de ses partisans du MRD, contribuaient à faire échouer la campagne et conduisaient à l'isolement actuel.

Pendant les années de loi martiale, le PPP était divisé entre ses groupes en fait une base peu politisée et activiste, subissant de plein fouet la répression, et une couche de notables attendant que l'orage passe, ou même acceptant les offres du régime. Il n'a pas pu fonder un congrès d'origines très diverses en un véritable parti politique. Très peu d'échanges ont lieu entre une base militante et des dirigeants sans imagination, qui souvent représentent des fiefs territoriaux ou politiques et refusent toute discipline dans le fonctionnement du parti et tout contrôle démocratique, n'acceptant que de prêter une allégeance personnelle à M^{me} Benazir Bhutto. La direction a d'ailleurs hésité elle-même cette attitude en montrant que, pour elle, la loyauté l'emportait souvent sur l'intégrité politique comme critère décisif.

Dans une immense mêlée (7) s'entrechoquaient illusions, espoirs et espoirs de plusieurs générations. Pendant ce bref moment de liberté, chacun put choisir son image de « Pakistan »

durante le passage du camion pavoisé sur le toit duquel elle se tenait. Certains politiques affaiblis et épuisés, militants enthousiastes, au-delà, foule indistincte de millions de milliers de sympathisants, tous voulaient, en montrant leur force, effacer de leur mémoire la sombre période où ils avaient laissé Ali Bhutto monter à la potence dans un pays presque entièrement musulman qui défiait « seule » un pouvoir conservateur islamique, c'était aussi tout un défi pour leur culpabilité et oublier le traumatisme infligé par la plus longue des lois martiales qu'ait connues le Pakistan.

Dans cette immense mêlée (7) s'entrechoquaient illusions, espoirs et espoirs de plusieurs générations. Pendant ce bref moment de liberté, chacun put choisir son image de « Pakistan »

Les ambiguïtés d'un programme populiste

EXÉCUTER ALI BHUTTO en 1979, c'était le coup de faire naître un martyr. Mais quelle coïncidence donner à un parti dans le parcours débute par une admiration pour le socialisme scandinave, qui se réfère à la Commune de Paris, puis à un populisme inspiré du maïsisme, pour choisir enfin un panislamisme qui apprécie le Ryad, ce n'est son nationalisme déchaîné ?

Enoncés avec ferveur par M^{me} Bhutto, les quatre grands principes du « bhuttoïsme » : « l'islam est notre foi, la charia est notre politique, le socialisme notre économie, et le pouvoir au peuple », sont des figures de rhétorique abondamment utilisées par diverses tendances politiques. Y ajouter emphatiquement « Nous préférons mourir pour nos principes plutôt que de les marchander » apporte guère d'éclairage à ceux qui cherchent une solution d'avenir pour le Pakistan. Pour des intellectuels proches d'Ali Bhutto au début des années 70, « le Pakistan était un style de gouvernement, il est vain de vouloir en faire une quelconque théorie ».

L'absence de programme politique (9) renforce ces incertitudes. L'« Awami budget » (10), sorti avec

empressement, n'a pas rempli l'attente de propagande attendu, en raison de son caractère ambigu. Ce projet prévoyait :

- l'instauration d'une nouvelle taxe sur les revenus agricoles, tout en maintenant clairement que ne seraient pas poursuivies les distributions de terres aux agriculteurs ;
- des prêts à taux réduits accordés aux petits et moyens paysans à l'encouragement de la création de coopératives afin de développer la productivité agricole, dans les domaines aux grands domaines fonciers, sauvegardant ainsi les intérêts des « petits » du PPP, particulièrement au Sind ;
- un allègement des prestations fiscales pour les industriels et les hommes d'affaires afin de favoriser l'épargne ;
- la promesse d'élever le salaire minimum à 1 000 roupies (soit environ 200 francs), qui avait été dépassé par le gouvernement pendant l'été.

Aucune mention n'est faite de la sécurité de l'emploi, ce qui plus de 50 % de la main-d'œuvre du pays privé travaillait sans salaire. En ce qui concerne la santé publique et l'éducation, le PPP propose seulement d'inverser le mouvement de privatisation amorcé depuis 1977. Enfin, le budget est muet sur la question des dépenses

d'armement. Pas de chiffres essentiels, donc, avec les orientations du régime en place qui favoriseraient une mobilisation sociale. Le parti de M^{me} Benazir Bhutto, fort de son image de grande formation réformatrice, « voulu rassurer les « fidèles » et les industriels tout en offrant un espoir de promotion aux classes moyennes. Le plus clair résultat est d'avoir éteint l'ardeur de ses partisans les plus ardents pour autant avoir obtenu un véritable résultat de la part des cercles de l'establishment et de l'armée. Nombreux seront des proches du PPP à nous dire : « Il ne suffit pas de se promener partout avec l'ex-général Tikka Khan (11) pour obtenir le soutien de l'armée, pas plus qu'il ne suffit de se rendre à Washington pour convaincre les Américains de l'équilibre régional. Ce sera pas mensonge si on laisse le PPP accéder au pouvoir. Pendant huit ans, dans l'opposition, nous prédisions que Zia ne finirait pas l'année si Zia est toujours là... »

Quelle que soit la couleur des partis, la politique pakistanaise est restée depuis ses origines confinée aux élites, et son jeu est réglé par les alliances et les conflits qui les traversent. En meso-

politiciens sur leur propre terrain, et plus important encore, il a su progressivement mettre en place de nouvelles institutions, qui risquent de marquer durablement le Pakistan. Il en est ainsi des aspects les plus discutés du programme d'islamisation : la société, qui ne disparaîtra pas aisément, même si le général devait se retirer.

M^{me} Benazir Bhutto fut volontiers comparée à Mme Corazon Aquino, notamment au Pakistan, où l'on souhaitait s'inspirer de l'exemple philippin. Si l'entrée en politique des deux femmes fut marquée par un drame personnel, la première, à la différence de Mme Corazon Aquino, ne peut s'appuyer ni sur un clergé compréhensif ni, dans la situation actuelle, sur un réel dialogue avec Washington. Il est difficile aussi de concevoir l'apparition au sein des forces armées pakistanaises d'un général Ramos. Les façons humbles et la malice tactique du général Zia, comparées aux arrogances et aux corruptions d'un Marcos, en font un adversaire bien différent.

Le PPP a manifestement présumé de ses forces. Pour l'emporter demain, il lui faudrait faire preuve de réalisme politique et adopter en son sein les règles qui précèdent pour le pays. A commencer par un réel fonctionnement



L'HÉRITIÈRE D'ALI BHUTTO EN CAMPAGNE. Un enthousiasme populaire aujourd'hui retombé.

politique pour l'ensemble du pays. L'originalité et la force d'Ali Bhutto tenaient au lien qu'il avait réussi à établir entre ces deux pôles. C'est cet héritage qui aujourd'hui un atout majeur pour sa fille. Mais il se vérifiera vite insuffisant si le PPP n'offre pas de formule de rechange aux nouvelles institutions mises en place par le général Zia Ul Haq. En l'absence d'une prise de conscience critique, le parti est condamné, selon la remarque d'un de ses leaders responsables, à rester à l'écart du mouvement qui l'a déclenché pendant l'été 1985. Les premiers bénéficiaires en seraient ceux qui doutent l'armée et le régime du général Zia, qui pouvaient redouter les conséquences d'une épreuve de force avec leur opposant irréductible.

Quelle que soit la force numérique, le PPP devra se ménager la neutralité des partis religieux de droite du MRD pour contrer la Jamat-Islami (12), susceptible d'influencer une fraction notable des classes moyennes. Il devra aussi compter avec l'Awami National Party qui veut éviter que ne se développent les thèses déstabilisatrices du Front syndical pakistanais, où d'anciennes personnalités du PPP, MM. Munir Bhutto et Hafiz Pirzada, étaient de vieux routiers du « nationalisme ethnique ». M. Attallah Mengal, un des figures historiques de la gauche pakistanaise, tel M. Afzal Bengash.

Le général Zia Ul Haq est en réalité bien éloigné du « Pinochet asiatique » dépeint par certaines caricatures. Il a souvent montré qu'il pouvait battre les

democratique. Face à la douteuse légitimité de l'Assemblée nationale, il n'est certes pas parvenu à rassembler autour de lui les forces d'opposition. Il a cependant entrepris la révision systématique de sa stratégie, après l'échec de sa campagne de l'été 1986.

(1) 10 avril 1986 : retour de M^{me} Benazir Bhutto au Pakistan ; un accueil triomphal lui est réservé à Lahore. 5 juillet 1986 : anniversaire du coup d'Etat de 1977. 14 août 1986 : fête nationale, le PPP choisit M. Junejo, Pakistan, symbole de l'indépendance à Lahore, pour tenir son meeting.

(2) Voir Alexandre Dastarac et M. Levent, « Pakistan, la verrouillage », Le Monde diplomatique, août 1984.

(3) Il s'agit de la tendance du Pfr Pagaro, transformé en parti gouvernemental par M. K.M. Junejo en 1986.

(4) MM. G.M. Jatoi et M. Khar, vétérans du PPP, implantés respectivement au Sind et au Pendjab, ont formé le National People's Party qui s'est défini comme centriste.

(5) Parti du peuple, il ne pas confondre avec l'ancien National Awami Party.

(6) Le GPI s'est rassemblé autour de l'ancien porte-parole de l'Assemblée nationale, M. Fakhr Ishaq.

(7) Grande fête religieuse traditionnelle.

(8) Martyr.

(9) M^{me} Benazir Bhutto a plusieurs fois déclaré aux journalistes que le programme du PPP établi il y a seize ans était toujours valable.

(10) Ou « Budget du peuple », préparé l'automne dernier en prévision du départ du général Zia Ul Haq.

(11) Surnommé « boucher du Bengale », pour « boucher du Bangladesh ». Cf. L. Lifschitz, *Bangladesh, the Unfinished Revolution*, Londres.

(12) Jamat-Islami, parti intégriste fondé en 1941 à Lahore par Maulana Maududi, qui a été l'un des principaux soutiens du régime depuis 1977.

La consolidation du régime

Renforcement du programme d'islamisation, mise en place d'un pouvoir présidentiel avec droit de regard de l'armée sur la politique : tels sont les deux principaux aspects du réaménagement constitutionnel entrepris depuis deux ans par le général Zia pour consolider son régime issu du coup d'Etat de 1977. Un processus en plusieurs étapes :

- 18 décembre 1984 : référendum sur le programme d'islamisation (82 % de participation, 97,7 % de « oui »). Fort de ce résultat, qu'il interprète comme un vote de confiance, le général Zia fait prolonger de cinq ans son mandat présidentiel.
- 25 et 28 février 1985 : élections aux assemblées nationale et provinciales, sans la participation des partis politiques qui sont alors interdits.
- Mars 1985 : restauration de l'ordre constitutionnel (Constitution de 1973).
- 16-17 octobre 1985 : vote du huitième amendement à la Constitution, appelé « loi d'immunité ». Ce texte assure notamment aux auteurs du coup d'Etat de 1977 une couverture constitutionnelle et légalise les arrêts rendus par les tribunaux militaires durant les huit ans de la loi martiale (en vigueur depuis 1977).
- 30 décembre 1985 : levée de la loi martiale.
- Juillet 1986 : vote du neuvième amendement à la Constitution, qui donne aux tribunaux de la charia (loi islamique) le pouvoir d'abroger toute loi considérée comme non conforme à l'islam.

صكنا من الأصل

FAUT-IL REFROIDIR LA « MACHINE A MODERNISER » ?

Les remous de la politique d'ouverture en Chine

Le limogeage, le 16 janvier, de M. Hu Yaobang, secrétaire général du Parti communiste chinois, remplacé, à titre intérimaire, par le premier ministre, M. Zhao Ziyang, est la conséquence politique la plus visible des manifestations des étudiants qui, à Pékin et à Shanghai, ont récemment réclamé « la liberté et la démocratie » et crié « bas la dictature ».

Une pause est devenue nécessaire. Car les réformes économiques, et ce qu'elles supposent d'ouverture vers le monde extérieur, ont accentué les tensions entre ceux qui, autour de M. Deng Xiaoping, tentent de remettre à jour un marxisme qu'ils jugent inadéquat et les conservateurs inquiets des débordements possibles et des critiques mettant en cause le parti.

Par XAVIER LUCCIONI

« Nécessaire, nous devons traiter sévèrement ceux qui désobéissent aux ordres. Nous pouvons nous permettre de faire couler un peu de sang. Mais il faut nous efforcer, autant que possible, de ne tuer personne... » Répondit Wei Jingsheng : nous l'avons mis derrière les barreaux, mais il n'y a pas eu trop de protestations internationales. Ces dernières années, nous avons eu trop de victimes face au libéralisme bourgeois.

Ces propos appartiennent à M. Deng Xiaoping. Ils sont extraits d'un document transmis aux membres du Parti communiste chinois (PCC), dans les tout premiers jours de janvier 1987 (1), après un mois de manifestations étudiantes qui ont surpris les observateurs et décontenané les dirigeants de Pékin. Les conservateurs s'en sont irrités : le gage à leur accord fut le sacrifice de M. Hu Yaobang, secrétaire général du PCC, depuis de ses fonctions le 16 janvier 1987. Il est, provisoirement, remplacé par M. Zhao Ziyang (2). Reste à attendre septembre 1987 et la réunion du treizième congrès du Parti, pour savoir si son successeur sera M. Hu Yaobang, représentant de cette « troisième génération » de dirigeants (3), sur laquelle M. Deng Xiaoping fonde le projet d'une relève, conforme aux visées réformatrices. « Ne tuer personne » peut alors signifier que les principaux leviers de commande doivent demeurer acquis aux partisans d'une économie officiellement d'inspiration marxiste mais actualisée selon une interprétation libérale.

Libérale mais socialiste. Ces deux termes contiennent beaucoup d'ambiguïté, à l'étranger comme en Chine. A l'étranger, où la presse s'est goulémment nourrie de chinoïseries réconfortantes depuis l'« ouverture » des années 80 ; en diffusant les anecdotes glanées dans les nouvelles vitrines urbaines, elle s'est prise au rêve d'une « occidentalisation » de la Chine, sans trop considérer le trouble que suscite cette évolution brutale des mœurs chez un peuple aux traditions soudainement heurtées par les audaces de sa jeunesse. Mais ces audaces ne sont-elles pas dues aux réformes impulsées

par M. Deng Xiaoping, notamment par la volonté d'ancrage sur le monde extérieur ?

L'intelligentsia chinoise considère le vieux leader communiste comme étant le plus « libéral » des dirigeants. Elle ferme les yeux, opportunément, sur les épisodes répressifs de sa carrière (4), sur l'autoritarisme qui marque sa volonté de modernisation. Elle entretient l'aura de ce réformateur réputé pragmatique, pour lequel tout moyen serait approprié dès lors qu'il conduirait à bonne fin.

Pourtant, M. Deng reste un libéral convaincu. S'il entend propulser la Chine dans le vingt et unième siècle, il en exigeait d'elle « unité et stabilité », en restant attaché, jusqu'à un certain point, aux « quatre principes » (5), et dans le respect inconditionnel de la souveraineté du parti. Pour avoir contesté cet ordre des choses, M. Wei Jingsheng est emprisonné pour une durée indéterminée, sous l'infamant grief de comportement « contre-révolutionnaire ». Son crime ? Avoir réclamé, tout de suite, la démocratie comme « cinquième modernisation » (6). Dans le « manifeste » de janvier 1987, la revendication la plus pressante des dissidents chinois possède la valeur d'un avertissement solennel : la démocratie appartient aux prérogatives du parti, et celui-ci réprimera tous ceux qui se réclameront d'elle sans lui, ou malgré lui.

C'est pourquoi furent criés « Vive la démocratie ! », « Vive la liberté ! », par des étudiants qui, certes, constituent une élite mais qui ressentent cet itinéraire obligé comme trop sinueux et aléatoire. Ces thèmes ont donné le ton des plus importantes manifestations spontanées qu'ait connues la Chine depuis le 5 avril 1976 (7). A cette époque, la protestation, qui prenait pour cible la « bande des quatre » et implicitement Mao Zedong, s'était achevée sur l'arrestation de nombreux contestataires, dénoncés comme « contre-révolutionnaires » puis absous quelques mois plus tard. Entre-temps, Mao était mort, et le « livre blanc » de l'histoire avait été révisé : l'attitude de ces « rebelles » est désormais décrite comme héroïque.

Une nouvelle « caste de lettrés »

OR la mystique du héros appartient à la tradition chinoise. Elle réclame un engagement absolu, dès lors qu'un individu estime détenir la « vérité » et agir dans le sens de la justice. En cela, M. Wei Jingsheng est bien l'incarnation du héros chinois ; son exemple fascine la jeunesse. Tout comme subjugue la détermination du professeur Fang Lizhi, éminent scientifique, qui vient d'être chassé du Parti communiste et muté à Pékin, alors qu'il exerçait les fonctions de vice-recteur de l'université des sciences et technologies de Hefei, province de l'Anhui, où ont pris naissance les manifestations de décembre (8). Sa devise : « Une longue période ». Il a « préféré des propos erronés sur le libéralisme bourgeois (...) diffusés en direction et les dirigeants du parti, au secret du parti, insulté le système socialiste, lancé la discorde entre la parti et les travailleurs (...) ». C'est « une erreur » (9).

Qu'en est-il donc commis le professeur, Fang Lizhi ? « Dans la libre pensée des travailleurs scientifiques : « Ils doivent pouvoir exprimer leur pensée devant une injustice on en devient complice », affirme-t-il en citant Einstein, et en soulignant que les réunions internationales de physiciens se sont cantonnées jamais sans seuls exposés » (10). On parle aussi de problèmes sociaux et surtout des injustices - c'est d'ailleurs une tradition chez les physiciens, depuis Albert Einstein et Nicolas Copernic (10). La référence à Galilée ne peut être fortuite : elle entend souligner la primauté de la pensée scientifique sur l'idéologie. M. Fang Lizhi devra-t-il, à son tour, se parjurer, afin d'échapper à ses inquisiteurs ? Son autocritique pourrait produire les

mêmes effets au sein de la communauté scientifique chinoise et parmi les intellectuels.

La « caste des lettrés » constitue le pivot du système impérial chinois durant des millénaires. Aujourd'hui, les intellectuels, encore peu nombreux, sont soupçonnés d'avoir la tentation d'imposer leurs propres vues au pouvoir politique. Cette préoccupation hante Mao Zedong ; les vieux démons ne sont pas totalement assoupis (11).

Néanmoins, la Chine reste condamnée à se transformer afin d'effacer le retard accumulé depuis la décadence impériale, vers le dix-huitième siècle. En ce sens, M. Deng Xiaoping se situe dans la lignée du mandarin Li Hongchang (12), qui prônait l'ouverture du pays sur le monde extérieur, afin d'utiliser les étrangers et les décourager ainsi de se servir de la Chine. Cette conception radicale du service de la nation et de l'État conduit à refuser tout débordement social qui ne soit programmé. Les étudiants, compris, les étudiants chinois, mais les étudiants qui, soit, ont affaibli le camp des réformistes en le heurtant maladroitement de front, par des exigences trop incisives et trop hâtives. A l'égard de l'avenir de la démocratie, MM. Deng Xiaoping et Wei Jingsheng sont deux héros antagoniques dans l'instant, mais complémentaires dans la longue durée de l'histoire. Leur divergence réside dans la nature des procédés destinés à forger une nouvelle voie ; elle tient aussi à la revendication du droit de manifester la différence. Mais cette opportunité reste tellement exceptionnelle qu'elle conduit inéluctablement à l'outrance ; le paradoxe veut alors qu'un parti omnipotent par sa parole ait à révéler sa faiblesse en recourant, chaque fois, à la force pour faire taire des Wei Jingsheng.

Soudainement confronté à la contestation de fait, M. Deng Xiaoping ne possède désormais plus d'autre recours que de la réprimer. Tout est alors affaire de dosage dans la contrainte. Mais la convulsion reste hors de question, sauf à paraître amoindri à l'égard de forces conservatrices d'une particulière ampleur. Quelles sont-elles ?

Avant tout, la masse énorme des ruraux - plus de 700 millions d'hommes - beaucoup plus sensible à la stabilité politique qu'aux réformes qui la concernent qu'à l'affrontement entre idées d'hier et de demain. Ensuite, les forces de police et de sécurité (13), irritées par les perturbations à la mutation urbaine ; et l'armée, inquiète des mesures de modernisation qui réclament la démobilitisation du quart de ses fantassins et l'érosion de ses oligarchies provinciales. Il y a également l'opinion silencieuse des villes, déçue par des réformes qui clairement leurs avantages mais affichent les perversions : corruption, népotisme, cynisme de parvenus économiques, effritement des valeurs traditionnelles. Et enfin un grand nombre de cadres politiques secrètement nostalgiques d'une époque où le parti dirigeait « en tout » (14) et déconstruit par certains projets d'actualisation de la doctrine. Ils y voient un « révisionnisme rampant », inspiré par les intellectuels : le professeur Fang ne réclame-t-il pas une redéfinition de leur statut, au lieu et place du prolétariat orthodoxe ? N'ose-t-il pas écrire : « Marx classe les gens suivant leur place dans la production - théorie de



A L'UNIVERSITÉ DE SHANGHAI, LES « DAZZAOIS » RÉCLAMENT PLUS DE DÉMOCRATIE. Le mouvement étudiant a affaibli le camp des réformistes.

classe sur laquelle il se base pour énoncer les lois économiques et politiques. D'après moi, ces règles étaient applicables au siècle dernier et au début de celui-ci. Mais, dans la société moderne, le développement de la science et de la technique, de l'informatique, des hautes technologies et des « soft sciences »... contribue énormément au progrès. Cela modifie profondément le domaine de l'économie politique. Les intellectuels dominent l'informatique et possèdent les connaissances sont l'élément le plus actif pour le développement, ce qui modifie leur place dans la société moderne.

Une capitaliste, soleil socialiste

VOILA l'« intolérable ». Les intellectuels s'engouffrent dans la brèche de l'ouverture et ils utilisent leur appartenance au prolétariat - désormais officiellement consacré, afin de corriger le dogmatisme de Mao Zedong à leur égard - jusqu'à prétendre à l'absorber, puis à altérer la théorie au nom des connaissances. La démocratie est forte parmi les membres du parti qui n'ont pas fréquenté les universités. Ils possèdent leurs représentants au sein du bureau politique, où ceux-ci « cohabitent » avec les réformistes, selon l'obligation institutionnelle qu'impose un parti unique et souverain, dont la règle est de soumettre l'avis de la « minorité » à celui de la « majorité ». Un rapport de forces qui dépend largement des représentants placés aux postes de commandement. Jusqu'ici les responsabilités capitales étaient acquises aux partisans de M. Deng : l'opposition préférait « voir et attendre », en misant sur la disparition, plus ou moins prochaine, d'un leader au « ton incontestable, mais fragilisé par son âge avancé. Or, à quatre-vingts ans passés, celui-ci choisit la multiplication des initiatives, jusqu'à contraindre ses adversaires à sortir de leurs tranchées.

La contre-offensive est engagée depuis plus d'un an (15). D'abord de manière aléatoire. Puis explicitement, avec le discours de M. Peng Zhen, le 25 novembre 1986 : « Maintenant, déclare alors le président du Conseil d'Etat, la quête de la démocratie bourgeoise apparaît comme si la lumière lunaire de la société capitaliste devait être aussi brillante que notre soleil socialiste ». A cette occasion, l'ancien maire de Pékin s'est efforcé de souligner la supériorité de la démocratie socialiste, qui a besoin de renforcer son système légal pour se prémunir contre les variations d'interprétation des dirigeants successifs.

Certains observateurs ont perçu ce commentaire comme un rempart dressé face à l'ardeur de M. Deng Xiaoping et de ses partisans, qui conçoivent une « réforme politique » dont l'esquisse sera examinée au prochain congrès. Objectif : élargir la représentation des non-communistes dans tous les organes de direction, à commencer par les assemblées provinciales populaires. L'enjeu est important puisqu'il peut sensiblement accroître la puissance d'expression de groupes socio-professionnels jusqu'ici soumis aux seuls vœux du parti, et réactiver les quelques reliquats d'organisations patriotiques « léguées par le front uni » de 1949. Ce projet voudrait donner corps à une « démocratie socialiste » autre que formelle, et il constitue aussi une étape importante pour la réalisation du principe « Un Etat, deux systèmes », sur lequel les autorités de Pékin fondent leur politique de réunification nationale, en direction du Kouo-

minant installé à Taïpeï. Une telle disposition, introduite dans la Constitution, a servi de référence pour l'établissement de l'accord sino-britannique destiné à Hongkong (16) ; il s'agit aussi de convaincre les Chinois d'outre-mer et les investisseurs étrangers qu'une page - celle de l'hégémonie du PCC - pourrait être tournée.

Mais bon nombre de communistes orthodoxes considèrent ces dispositions comme un renouveau et ne sauraient les tolérer sans avoir la certitude que le parti maintiendra sa domination, quels qu'aient été les compromis de façade à opérer s'il faut récupérer Taïwan.

Taiwan ? Etrange similitude : en décembre 1986, le commissaire étudiant semble avoir franchi le détroit de Formose. Le 1^{er} décembre, plusieurs milliers de personnes se sont massées sur la « Démocratie », afin d'accueillir M. Hsu Hsinliang à l'aéroport de Taïpeï ; opposant du Kouomin-tang, il rentrait d'un exil volontaire aux Etats-Unis.

La police ne le laissera pas débarquer mais elle se contentera de contenir les manifestants (17) ; cinq jours plus tard, le Parti démocratique progressiste (DPP) parvient à drainer 20 % des suffrages. Même si ce parti n'est que « toléré », son apparition constitue un précédent pour la dictature du Kouomin-tang. Il est le fils du président Chiang Chingkuo, fils et successeur du général Chiang Kaichek, qui entend demeurer dans l'histoire comme le père du « boom économique de Taïwan » - dix fois le PNB de la Chine continentale - et l'artisan d'une démocratisation. Or si ses élites ont contribué à la prospérité sans jamais participer au

devenir le tribunal de la société, laissent, Paris.

(1) Voir notamment, les articles de Patrick de Ben, dans le Monde des 1^{er}, 2 et 6 janvier 1987.

(2) Le Monde, 15 janvier 1987.

(3) Beijing Information, n° 30/86 : traduction de déclarations parues dans le Guangming Ribao du 22 septembre 1986.

(4) La Chine ne compte que 11,4 étudiants par mille habitants, contre 196 en URSS et 154 au Japon.

(5) L'un des personnages les plus prestigieux de la Chine du dix-neuvième siècle, Partisan de l'ouverture à la technologie occidentale, à l'instar du Japon méiji.

(6) Le parti doit diriger en tout - toujours l'un des thèmes constants de la Chine populaire.

(7) L'article de Patrick de Ben dans le Monde diplomatique de juillet 1986.

(8) Xavier Luccioni, « La Chine et l'Union soviétique », le Monde diplomatique, janvier 1983.

(9) Philippe Pons, « Le Kouomin-tang », le Monde, 9 décembre 1986.

(10) Reportage de Ronald Franklin dans Libération du 5 janvier 1986.

سكنا من الأصل

ENTRE L'ENVIE D'OUBLIER ET LE DÉNI DE JUSTICE

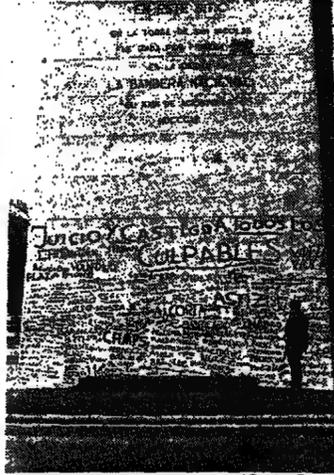
Prescrire les crimes d'Etat en Argentine ?

N Par DIDIER MOTCHANE

Il tout à fait l'Europe ni vraiment le tiers-monde, vers qui cette fin de siècle pourrait faire l'Argentine latino-américaine par l'histoire, européenne par la culture, et de plus en plus dépendante par l'économie. Le pays émerge de la dictature avec des institutions d'autant plus fragiles que la junte militaire a succombé, en 1983, à son propre incapacité plutôt qu'à la pression des forces sociales qui lui étaient hostiles.

tel l'amiral Massera, et l'acquiescement mutuel, tel le lieutenant de vaisseau Astiz. Le gouvernement du président Alfonsín, en proposant un projet de loi comportant une prescription prochaine des poursuites susceptibles d'être engagées contre les membres des forces armées et de la police, invoque la nécessité de créer, trois ans après la fin de la dictature, les conditions d'une réconciliation nationale, dont celle d'une réconciliation militaire avec la société civile. Comment se fait-il donc qu'une telle intention, loin de réunir la grande majorité des Argentins, parvienne à diviser, alors même que tout le monde reconnaît que la réhabilitation d'opinion suscitée par les organisations des droits de l'homme minoritaire et que la loi, sinon l'envie d'oublier, attente une large part de l'esprit public ?

lesquelles elles interviennent et qu'on vient de rappeler, comme un déni de justice (1). Le gouvernement attend cependant une consolidation des institutions. Il fait remarquer que les projets de prescription n'arrivent pas les inculpations déjà ouvertes. Mais c'est le très petit nombre de celles-ci qui constitue précisément un objet de scandale pour beaucoup d'Argentins. En fait, le projet de loi dit du punto final parle d'appareils comme un aveu de faiblesse de la part du pouvoir civil, la révélation d'un rapport plus dangereux, sinon désastreux pour celui-ci. Les avocats du gouvernement font, de bonne foi, de cette constatation un argument. Il moins de prendre la position d'Antigone, pourrait-on dire, rien ne serait plus ironique que de mettre en préface une morale, une démocratie aussi fragile. Mais ce que le gouvernement présente comme une démonstration de force civique et politique pourra être perçue comme un aveu. Un aveu de faiblesse, mais toujours un aveu politique, et d'autant plus, dans ce cas, que le Parti radical pourrait trouver un plus grand soutien, pour une politique plus équilibrée, jusque dans son opposition.



L'OBÉLISQUE DE LA PLACE DE MAL, COUVERT DES NOMS DES MILITAIRES ACCUSÉS. « Justice et châtiment pour tous les coupables »

1. Secrétaire national du Parti socialiste français.

Dans les revues...

DÉFENSE NATIONALE publie le discours prononcé par M. André Girard, ministre de la Défense, le 11 janvier dernier devant l'Assemblée nationale. Le numéro contient la deuxième partie d'une étude de Michel Makinsky sur le terrorisme international et la stratégie globale de l'URSS, ainsi qu'un article de Pascal Chaigneau et Richard Sola sur la France face à la subversion nord-africaine en Afrique. (Janvier, mensuel, 38 F. - 1, place Joffre, 75700 Paris.)

Un an après l'effondrement de l'Espagne et du Portugal à la CEE, NOTES ET ÉTUDES DOCUMENTAIRES étudie les conséquences des effets de cette double indignation aussi bien pour les pays ibériques que pour le reste de la CEE et les États méditerranéens tiers. (N° 4819, décembre, bi-mensuel, 48 F. - La Documentation française, Paris.)

le thème « nationalisme arabe et nationalismes communistes », à propos d'une évolution idéologique qui tend à se répandre d'un bout à l'autre du monde arabe. (N° 16, décembre, mensuel, 16 F. - Éditions de Minuit, Paris.)

Le thème « nationalisme arabe et nationalismes communistes », à propos d'une évolution idéologique qui tend à se répandre d'un bout à l'autre du monde arabe. (N° 16, décembre, mensuel, 16 F. - Éditions de Minuit, Paris.)

Tentati... A large vertical advertisement or article on the right side of the page, partially cut off. It features a photograph of a group of people and some text.

Handwritten text at the bottom of the page, possibly a signature or note.

1987

SOUS L'ŒIL VIGILANT DE L'ÉTRANGER

Tentative de déstabilisation au Suriname

REFOULÉS aujourd'hui par l'armée régulière du Suriname sur les rives du fleuve Maroni, qui marque la frontière avec la Guyane française, les guérilleros de M. Ronny Brunswijk ont menacé, un instant, le régime militaire de M. Desi Bouterse.

Celui-ci, au pouvoir depuis 1980, affronte par ailleurs une sévère crise économique due, en particulier, à la suspension de l'aide annuelle que lui octroyaient les Pays-Bas - ancienne puissance coloniale - et à la chute brutale du prix de la bauxite, principale ressource. La crise a accentué les tensions entre les nombreuses communautés du pays et favorisé la rébellion du M. Ronny Brunswijk, qui a pu compter sur un certain soutien de son ethnie, celle des « bushnegros » (« nègres de la forêt », descendants d'esclaves africains révoltés).

Cette rébellion, que certains Etats considèrent avec des sentiments mélangés, intervient au moment où le régime se dit sur la voie d'une « démocratisation ».

Par FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

Les Pays-Bas et les Pays-Bas, ainsi que d'autres puissances occidentales, ont d'importants intérêts à défendre au Suriname. Le régime militaire néerlandais devenu indépendante en 1975 (1). Tout d'abord, c'est la position stratégique de l'entrée de la mer des Caraïbes. Ainsi avaient-ils réagi avec inquiétude, en février 1980, au coup d'Etat qui porta au pouvoir le général Desi Bouterse, aujourd'hui « commandant », l'un des premiers décisions, à la suite du Conseil national militaire, fut d'établir les relations diplomatiques avec l'URSS, Cuba et la Corée du Nord (2).

Difficile, pourtant, de définir clairement l'orientation idéologique de cet « homme fort » qui a dirigé plusieurs soulèvements, tant militaires que politiques, et qui a été accusé d'être le chef d'un « complot » tramé contre lui par l'élite riche. Il fit en 1981 un jugement, dans la nuit du 7 au 8 décembre 1982, quinze de ses opposants (chiffre officiel). Le gouvernement de La Haye suspendit l'aide d'environ 100 millions de dollars par an qu'il s'était engagé à verser sur une

déclaration de la monnaie nationale, le guilder, accordés avec la SURALCO, filiale de la compagnie américaine Aluminium Company of America (ALCOA) et la Billiton, filiale de la Royal Dutch Shell néerlandaise, en vue de relancer la production de bauxite, produit dont la névrose a affecté gravement les revenus de l'Etat (3). Ces compagnies, qui ont le monopole de l'extraction et du traitement de la bauxite et de la commercialisation du métal, se sont engagées à investir 150 à 170 millions de dollars dans les cinq prochaines années. En échange, le gouvernement a accepté de réduire les impôts de 4 300 travailleurs à 2 700 - ce qui éliminerait pratiquement les impôts sur le métal.

Par ailleurs, sur le terrain politique, des élections sont prévues pour 1988. Un régime au système parlementaire est envisagé, dirigé par M. Desi Bouterse... Les discussions ont été interrompues par les deux principaux partis, le Vooruit strevende Partij Hervormings (VHP, constitué surtout par les membres de la communauté indienne, et de l'Hindoustan au siège dernier) et le National Partij Suri-

trict et des « bushnegros », ont proposé de donner leur avis à une Assemblée nationale chargée d'élaborer une nouvelle Constitution. Il s'agit de remettre en ordre l'appareil d'Etat, de modifier les structures administratives ; lancer des activités économiques à l'intérieur du pays, en utilisant notamment son potentiel hydro-électrique ; ajouter une forte plus-value aux matières premières agricoles ; promouvoir les initiatives locales des entrepreneurs surinamiens ; avantager le commerce extérieur et l'industrie de la bauxite, sans recourir aux nationalisations (7).

Toutes ces mesures ont été accueillies avec enthousiasme. La suppression de l'aide extérieure, ajoutée à la baisse des cours de la bauxite, désorganisaient un pays considéré jusqu'alors comme « riche ». Les importations ne cessent de décroître, entraînant une pénurie à l'ombre de laquelle prospèrent le trafic noir et la contrebande. Tout cela aggrave un mécontentement social : grèves dures en 1984 et 1985 dans les banques, l'électricité, les usines de traitement de la bauxite, secteur industriel touché par les licenciements.

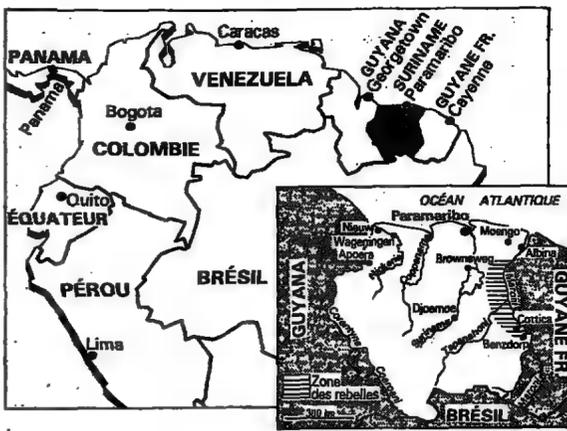
Les autorités militaires employées par M. Bouterse se sont conjuguées avec des éléments désorganisés, voire contradictoires. Un exemple pris dans la politique extérieure : les rapports avec Cuba. Excellents tout d'abord (8), ils se refroidirent au lendemain de l'intervention américaine à la Grenade (octobre 1983), et furent les conseillers cubains furent renvoyés chez eux. Aujourd'hui, l'essentiel des pays qui offrent des crédits au Suriname, ou ont passé des accords commerciaux avec lui, est extrêmement large. Citons dans le détail le Brésil, la Colombie, le Venezuela, la CEE, la Libye, l'Iran, la Chine, Taïwan, la République Corée, le Japon, la Tchecoslovaquie, l'URSS, l'Angola. Il faut croire qu'il n'est pas si isolé que cela, au plan international et extérieur, un « tyran » que ses opposants politiques accusent à Amsterdam d'être le responsable (9).

Regroupés au sein d'un « Conseil national de libération », malgré leurs évidentes divisions, ils cherchent maintenant à lever le meilleur parti de la rébellion des « bushnegros » qui, née d'un fait anecdotique, place le Suriname à la une des journaux depuis quelques semaines.

La guérilla installée, depuis juillet 1986, dans l'est du pays (voir la carte), au milieu des jungles qui longent le fleuve Maroni, a pour chef M. Ronny Brunswijk, ancien garde du corps de M. Desi Bouterse, que ce dernier a déchu de ses fonctions (10). S'appuyant sur les ressentiments de son ethnie - celle des bushnegros, mécontents de leurs misérables conditions de vie, - à l'égard du régime, il s'est engagé dans des actions armées, telles que l'attaque et le pillage de trains transportant des marchandises en provenance de la Guyane française. Le mouvement a changé de nom quand le « rebelle », après un voyage aux Pays-Bas, s'est retrouvé l'ami d'une « dictature » et renverser la « dictature » et rétablir la démocratie. Trop grande était l'attente pour M. Ronny Brunswijk qui vient de quitter le commandement des forces insurgées à M. Michel Van Rey, ancien officier de l'armée du Suriname, ancien secrétaire à la Défense du premier ministre Henk Arron, renversé en 1986.

Les affrontements ont été sérieux, surtout à la ville de Moengo, située à 87 kilomètres de la capitale, et d'Albina, ville frontière, théâtre de nombreuses violences parmi la population civile. Pour les autorités du Suriname, qui ont expulsé le 10 janvier dernier l'ancien chef néerlandais - en raison de son ingérence intolérable dans les affaires intérieures surinamiennes -, les premiers responsables de ces événements sont les Pays-Bas, puisque c'est de leur territoire qu'arrive le soutien aux « terroristes », appuyés par des militaires.

Et la France, impliquée dans le conflit à cause de l'arrivée de quelque



Points de repère

- LA RÉPUBLIQUE DU SURINAME est située sur la côte nord-ouest de l'Amérique du Sud et bordée par la Guyane à l'ouest, la Guyane française à l'est (deux pays auxquels l'opposent des litiges territoriaux) et le Brésil au sud.
- SUPERFICIE : 163 270 km². Le territoire est presque aussi étendu que l'Uruguay et cinq fois plus grand que les Pays-Bas, l'ancienne métropole.
- CAPITALE : Paramaribo.
- POPULATION : 300 000 habitants, dont 7/8 sur la bande côtière. Plus de 200 000 Surinamiens se sont installés aux Pays-Bas depuis 1975. Les Américains antiochéens représentent à peine 3 % du total. Les Indiens sont les plus nombreux (31 %), par les Créoles (31 %), les Bushnegros (15 %), les Bushnegros (10 %), les Chinois (2 %), et, enfin, les Européens (1 %). Plusieurs communautés religieuses : catholique, protestante, musulmane, cultes africains.
- LANGUES : le néerlandais est la langue officielle, le sranan tongo - dialecte local - la langue de communication.
- RESSOURCES ÉCONOMIQUES : la bauxite (5^e producteur mondial), transformée sur place en aluminium. Extraction annuelle d'environ 1,2 million de tonnes. 80 % des revenus d'exportation, 60 % des rentrées fiscales. 6 % des emplois (chiffres de 1983). Riz (il occupe 50 % des terres agricoles et 83 % des terres cultivées). Bois. Huile de palme. Bananes. Produits de la pêche. Immense potentiel d'énergie hydraulique. Arrière-pays pratiquement vierge.
- ANNUELLE DU PNB (1973-1983) : 1 500 dollars (1985).
- PRODUIT NATIONAL BRUT PAR HABITANT : 1 500 dollars (1985).
- IMPORTATIONS : 305,6 millions de dollars (1985).
- EXPORTATIONS : 294,3 millions de dollars (1985).
- MONNAIE : florin du Suriname ou guilder. 1 guilder = 1,75 florin du cours officiel.
- ÉVOLUTION POLITIQUE
- 25 novembre 1975 : indépendance du Suriname, ancienne colonie néerlandaise.
- 25 février 1980 : « révolution des sergents », conduite par M. Desi Bouterse. Des gouvernements civils, installés par les militaires, vont dès lors se succéder.
- 8-9 décembre 1982 : exécution de nombreux adversaires politiques ; bâtiments incendiés ; soldats passés par les armes ; couvre-feu. Arrêt de l'aide apportée par les Pays-Bas et suspension par les États-Unis de tous leurs secours économiques et financiers.
- 24 mars 1986 : arrestation, à Miami, du « destitue homme » du régime, le capitaine Erienne Boermeester, accusé de trafic de cocaïne.
- 28 juillet 1986 : arrestation à Nouvelle-Orléans de quatorze mercenaires américains soupçonnés d'une conspiration en vue de renverser le gouvernement de Paramaribo.
- Juillet 1986 : rébellion d'une minorité locale - les « bushnegros » descendants d'esclaves africains révoltés, - déclenchée par M. Ronny Brunswijk. Les rebelles, grâce à l'appui des opposants exilés aux Pays-Bas et au renfort de mercenaires venus surtout de pays occidentaux, d'organiser en « armée de libération nationale », sous la direction de M. Michel Van Rey, ancien lieutenant de l'armée surinamaïse. Des milliers de réfugiés sont accueillis en Guyane française.
- 12 décembre 1986 : le président Desi Bouterse organise d'un référendum pour l'adoption d'une nouvelle Constitution et la tenue, en mars 1988, d'élections générales.



ARMÉE D'UN FUSIL, UN REBELLE PARLEMENTAIRE AVEC LA POPULATION. Des conditions de vie misérables, aggravées par le conflit.

période de dix ans pour financer le développement de son ancienne colonie. L'aide américaine fut également annulée. « Nous devons intensifier notre lutte contre l'impérialisme et les séquelles du colonialisme, suivant les principes du non-alignement. Notre économie est tellement tributaire de l'étranger que certains pays se servent de cette dépendance pour contrebalancer nos projets politiques », déclarait alors M. Desi Bouterse (4). « Il suffirait que je promette de rétablir le système parlementaire pour que les Pays-Bas reprennent l'aide qu'ils ont unilatéralement supprimée. Mais nous ne voulons pas marcher à la baguette, il faut que cela soit bien entendu ».

Quatre ans après ces fibres déclarations, où en est-on ? Triomphant d'une longue résistance, les fonctionnaires du Fonds monétaire international (avec lesquels s'était réuni, en octobre 1985, l'actuel ministre des finances, M. Subhas Chandri Mungra) ont récemment imposé au pays un « paquet » de mesures d'assainissement : réduction du déficit budgétaire,

name (11), dont les membres sont surtout des descendants des anciens esclaves noirs, les créoles). Un cabinet a été formé, où figurent des représentants du patronat, des syndicats, des partis et de l'armée (6). Le « Mouvement 25 février » du président Bouterse n'est pas parvenu à se consolider comme une organisation de masse, capable notamment d'unir tous les groupes raciaux.

En 1980, le souci prioritaire du nouveau régime, qui entendait ainsi s'attaquer à la corruption et à la bureaucratie, était de cimenter l'unité nationale. Car le Suriname est divisé en communautés - indienne, créole, javanaise, chinoise, amérindienne et bushnegro - séparées par de profondes différences ethniques, raciales, linguistiques et culturelles. Pour tenter de souder le pays, les militaires ont favorisé l'usage de la langue créole locale, le sranan tongo, et empêché la reconstitution des anciens partis, construits sur des bases essentiellement ethniques. Plus de cent « comités populaires » surgissent alors, qui, par le biais des « conseils de dis-

vingt mille réfugiés (essentiellement des « bushnegros ») dans les communes guyanaïses de Saint-Laurent-du-Maroni, d'Apaitou et de Mana, quel jour-jour s'élève exactement ? Si Paris est « reconnaît que le gouvernement légal de Paramaribo » (déclaration de M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer, citée dans le Monde du 23 décembre 1986), il semble, d'après de nombreux témoignages (11), que les gendarmes français se montrent complaisants à l'égard des rebelles. Complaisance envers l'ancien président Henk Chin A-Sen (destitué en 1982) auquel, selon certains récits repris en Espagne dans El País (12 décembre 1986) et dans le Monde (22 décembre 1986), le premier ministre français, M. Jacques

Chirac, aurait promis une aide. On peut toutefois dire, si l'on se base sur 200 kilomètres du centre spatial de Kourou, la France préfère avoir un voisin stable. Les États-Unis, également préoccupés, ont le maximum de pressions afin de rendre plus difficile l'inquiet président Bouterse, trop lié, selon Washington, au colonel Kadhafi (12). Un référendum pour l'adoption d'une nouvelle Constitution se voit tenu en 1987, et des élections générales sont prévues pour mars 1988. Cela ne suffira pas à désamorcer un conflit qui, du fait de ses aspects ethniques et de ses ramifications internationales, peut certes se prolonger, mais n'est, en aucun cas, « porteur d'avenir ».

(1) Voir Bernard Cassen, « Suriname : une indépendance qui finit mal », le Monde diplomatique, décembre 1975.
(2) Voir Jean-Claude Buhner, « Reprise en main au Suriname », le Monde diplomatique, décembre 1980.
(3) En mars 1982, le sergent Hawker et le lieutenant Rambocus tentèrent de fomenter un soulèvement dans le but de « restaurer le Suriname du communisme et d'y restaurer la démocratie ».
(4) Jean-Claude Buhner, « Entretien avec le lieutenant-colonel », le Monde, 7 janvier 1983 ; voir aussi, « Le Suriname sous le terreur », le Monde, 12 janvier 1983, et « Deux ans après la révolution des sergents », le Monde, 13 mars 1982.
(5) La vente de la bauxite a rapporté 150 millions de guilders en 1980, mais seulement 64 millions en 1984 et 54 millions en 1985.
(6) Cf. James Canry, « Rebels try to destabilize Suriname », Financial Times, 12 septembre 1986.
(7) Entretien avec M. Winston Chirac, directeur de la planification, « Quel avenir pour un nouveau Suriname ? », le Courrier, n° 70, novembre-décembre 1981.
(8) Raul Cordova, « Entretien avec le commandant Bouterse », Gramma, La Havane, 1^{er} avril 1983.
(9) René Ter Steege, « Suriname : la rébellion contre le gouvernement, histoire d'une décolonisation ratée », 20 novembre 1986.
(10) Voir Spencer Reiss, Murrill Collet, End, « The Bush Negro Rebellion », Newsweek, 17 novembre 1986, et « Desi and Ronnie », The Economist, 11 novembre 1986.
(11) Christian Chirac, « L'histoire d'une rébellion au Suriname », la Croix, 3 novembre 1986.
(12) Selon le Times du 16 décembre 1986, le Suriname aurait conclu un accord de coopération militaire avec la Libye.

line ?

STIGATA TOGGES... PULPABLES... ALCOVA ASIZ

... LE SYNDICAT DE LA PLACE DE MA... ... LES MILITAIRES ACCU... ... pour tous les comptes...

... Libéralisme... ... le Syndicat de la Place de Ma... ... les militaires accusés... ... pour tous les comptes...

... Informations... ... Les études sur le B.D. dans... ... 120 francs bulgares... ... 1830 Bruxelles.

... BIOGRAPHIE... ... Les études sur le B.D. dans... ... 120 francs bulgares... ... 1830 Bruxelles.

MONTÉE DES VERTS ET DE LA DROITE NÉOLIBÉRALE

En Autriche : l'héritage de M. Kreisky en question

Le gouvernement formé à Vienne par M. Franz Vranitzky à la suite des élections législatives du 23 novembre dernier, est une « grande coalition » des battus. Pour le constituer, les socialistes ont dû faire aux populistes la concession majeure du ministère des affaires étrangères, au risque de renier la tradition diplomatique d'ouverture aux pays et mouvements qui n'ont pas la faveur des États-Unis. Le gardien incontesté de l'âme du Parti socialiste, l'ancien chancelier Bruno Kreisky, ne s'y est pas trompé, et il a abandonné la présidence d'honneur d'une formation à laquelle il avait donné la dimension de son propre prestige international.

Par MICHEL CULLIN

L'espace d'une campagne électorale présidentielle, qui a vu la victoire de M. Kurt Waldheim, candidat du Parti populiste, le 6 juin dernier, l'image de l'Autriche a été brouillée : l'« île des bienheureux » dans laquelle le pays autrichien n'est-elle pas la rançon de celle qui l'on voudrait trop aimable ? Les propagateurs du mythe d'un pays sans problèmes ont leur part de responsabilité dans le trouble de ceux qui ne voient plus dans la différence entre la réalité d'un système politique et social et la légitimité démocratique ne saurait être mise en doute et l'idéologie conservatrice, ambiguë, qu'il a incarnée.

À force de vanter les mérites du « modèle » autrichien, on a oublié son quel passé fut celui de ce « partenaire social », la coopération entre socialistes et conservateurs, « rouges » et « noirs » qui n'est, en définitive, comme l'a dit un jour l'ancien chancelier Bruno Kreisky, qu'« une réhabilitation de la classe ». En mettant aux oubliettes le passé de la République, c'est-à-dire l'histoire de l'entre-deux-guerres, la petite nation des seldes et des vales viennoises s'est forgé une identité qui a complètement occulté Vienne la Rouge, et dont les occurrences sont le « monde d'hier », dit à Stefan Zweig, sans qu'elle en ait pour autant vraiment accepté le système de valeurs, impliquant tolérance, internationalité et prise en charge pleine et entière de l'héritage culturel judéo-autrichien. Dans la recherche d'une nouvelle identité autrichienne - qui s'occupe activement, à Vienne, le club républicain Nouvelle Autriche et le Mouvement des électeurs critiques rassemblant des personnalités de l'extrême gauche - et les répressions qui suivirent dans les années 30, le parti communiste a été discrédité, les sociaux-démocrates qui avaient finalement bien accepté le stalinisme.

Le silence après 1945

Le Parti socialiste a, lui aussi, souffert du silence volontairement entrepris, après 1945, sur la République. En se cantonnant dans l'histoire de l'héritage politico-culturel de Vienne la Rouge, le SPÖ (Sozialistische Partei Österreichs) s'épargne ainsi une réflexion qui aurait pu l'amener à réexaminer son idéologie et ses pratiques petites-bourgeoises, alliées à un discours ouvriériste, qui se rendit difficile, voire empêché, après la guerre, l'intégration dans le système social-démocratique. Il faudra attendre les années 70, avec M. Bruno Kreisky, pour que ces liens soient rompus et que le socialisme rejoigne le camp de la gauche.

Quant aux responsabilités d'après l'Anschluss (15 mars 1938), il faut rappeler que les socialistes avaient largement contribué, dans les années 30, à l'idéologie grand-allemande dans la République. On vit même l'un des dirigeants du parti, Karl Renner, premier chancelier de la République, et, en 1945, premier président de la II^e République, saluer l'annexion de l'Autriche par le III^e Reich... et Staline au plus tard, dans la résistance, les socialistes continuèrent à croire longtemps en une révolution grand-allemande qui balayerait le fascisme. Des militants comme M. Bruno Kreisky, réfugié à l'époque en Suède, ou comme Otto Leichter, qui avait gagné les États-Unis, s'opposèrent à ces idées. Mais il faut bien reconnaître que seuls les communistes du KPOe (Kommunistische Partei Österreichs) firent du combat antifasciste un combat pour la nation autrichienne. Après 1945, ils pouvaient le justifier de leur rôle comme le seul parti qui avait lutté pour l'identité autrichienne, ce qui n'exclut nullement une acceptation de l'idéologie grand-allemande au mouvement communiste international ; purges stalinienne et pacte germano-soviétique. Par la suite, les socialistes d'installation du « socialisme réel » existant dans les pays d'Europe

* Ancien directeur de l'Institut français de Vienne.

tendances - le rôle et la place de la vieille Autriche sont décisifs pour les socialistes. « Un pays ne se forge pas une identité sur des ouïdis », dit-il. « L'Autriche contemporaine, la professeur Anton Pelikan, qui était notamment allusion à cette image presque sortie d'un conte de fées et que le mercatique touristique et culturelle a cherché à imposer pendant des décennies.

En refoulant l'histoire d'une démocratie liquidée en 1934 par un régime parafasciste, l'« État corporatif », les victimes ultérieurement de la politique d'agression hitlérienne, le Parti populiste (Österreichische Volkspartei) a fait l'effacement d'une réflexion sur sa propre identité. En effet, le patriotisme autrichien des années 30, incarné par Engelbert Dollfuß, assassiné en 1934, et Kurt von Schuschnigg, à la tête d'une mesure de prudence face à l'indépendance autrichienne. On a trop facilement oublié que Schuschnigg refusa, en mars 1938, la mobilisation populaire nazie que lui proposaient les organisations nazies de l'époque, en « invitant » la levée de la résistance, et que les socialistes furent frappés par Dollfuß. On devrait aussi se souvenir de la fameuse formule de Schuschnigg : « une nation ne peut être divisée en deux États ». Ce sont les discours d'adieu au peuple autrichien, le 11 mars 1938, après qu'il eut démissionné sur un ultimatum de Hitler, et dans lequel il refusait que le sang allemand soit versé », illustration parfaite d'un rejet de toute idée de résistance armée à Hitler.

central et les répressions qui suivirent dans les années 30, le parti communiste a été discrédité, les sociaux-démocrates qui avaient finalement bien accepté le stalinisme.

On comprend ainsi dans quel contexte est née la « grande coalition » populiste-socialiste qui dura jusqu'en 1966, mais aussi le prix payé pour l'union nationale. Rien d'étonnant à ce que cette idée ait ressurgi dans la campagne électorale précédant les élections du 23 novembre 1986, dans le contexte où l'élection de M. Kurt Waldheim à la présidence, et ses conséquences ont bien sur l'image de l'Autriche à l'étranger que sur la vie politique du pays. On peut considérer que cette décision de 1945, il fut bien d'admettre que l'échec de la « petite coalition », constituée en 1945 entre les socialistes et le troisième parti, le FPÖ (Freiheitliche Partei Österreichs), que l'on qualifie trop facilement de « libéral », ainsi que certains indicateurs économiques peu encourageants militaient en faveur d'une nouvelle version de la « grande coalition ». Le FPÖ est et reste un parti de droite, de tradition pangermaniste, dont les dirigeants ont toujours eu à cœur de rassembler d'anciens nazis ou d'anciens nostalgiques de la deuxième République mondiale, mais aussi, depuis peu, des électeurs, notamment des jeunes, les membres du parti d'un populisme à l'autrichienne tel qu'il s'incarne dans la personne du président M. Jörg Haider. On chercherait vainement à la loupe ce qu'il peut bien avoir de libéral dans ce cocktail de mécontents de tous bords.

Il était dans l'intérêt des populistes - traumatisés par leur recul de 1,9 % des suffrages, le 23 novembre - de retrouver une identité nationale ou démocrate-chrétienne au contact des socialistes, plutôt que de se laisser entraîner dans une droite où la surenchère du FPÖ ne pourrait que diminuer d'autant les chances d'un conservatisme modéré. Les industriels autrichiens, qui par ailleurs font connaître à la direction de l'OeVP leurs craintes de voir la situation politique se durcir au cas où une « petite coalition »

populiste-libéraux verrait le jour. C'en serait fini de la fameuse « paix sociale » du modèle autrichien.

L'avenir de la droite autrichienne se jouera à moyen terme entre deux partis d'égale importance, du moins séparés par un faible écart de voix et de sièges. Le Parti populiste a perdu son importance au profit de la droite dure du FPÖ, très sensible aux thèmes du néolibéralisme sur le désengagement de l'État. Cette érosion (les libéraux ont gagné 4,7 % de voix) se poursuivra aussi longtemps que les dirigeants actuels, MM. Alois Mock et Michael Graf, orienteront l'OeVP vers un type de formation à l'image des Tories britanniques ou d'autres partis conservateurs européens. L'un des dirigeants populistes, M. Erhard Busch, vice-président du parti et maire-adjoint de Vienne, ainsi que le chef du gouvernement du Land de Styrie, M. Josef Kral, ne cessent de rappeler la nécessité d'un « choc » identitaire et l'orientation du mouvement dans la prochaine législature.

L'OeVP et le FPÖ se joignent retrouvés dans la dénonciation d'une gestion économique socialiste jugée catastrophique. Qu'en est-il exactement ? On fait trop facilement retomber sur les treize années de pouvoir de M. Kreisky (1971-1983) la responsabilité d'une politique qui constituait pourtant le meilleur traitement social de la crise dans les années 70. Cette ère Kreisky, caractérisée par une prospérité incontestable à un taux de chômage parmi les plus bas d'Europe (à peine 2 %) est, en fait, bien différente. Mais si le nombre de chômeurs représente aujourd'hui un peu plus de 5 % de la population active, l'inflation, elle, reste peu élevée (2 % environ), et a tendance à diminuer. Au cours de ces dernières années, un nombre important de petites et moyennes entreprises ont certes connu des difficultés ou traversé des crises graves, mais la situation sociale est loin d'être explosive. Deux points méritent cependant d'être soulignés : l'économie autrichienne pendant des décennies - que les néolibéraux réclament - n'a pas souffert de la crise. Le chancelier socialiste, M. Franz Vranitzky, qui, après l'élection de M. Waldheim, a été remplacé par M. Fred Sinowatz, démissionnaire au motif de l'échec du candidat socialiste M. Kurt Steyerer, avait annoncé la suppression de 10 000 emplois, évalués sur deux ans, pour sortir de grandes entreprises, tel le groupe sidérurgique Voest, de déficits qui se comptent désormais en milliards de schillings (1). La puissante confédération syndicale, l'OeGB, réagit mollement, mais les élections de novembre 1986 ont montré que la pédagogie de la droite n'a guère porté ses fruits dans les villes et les agglomérations de plein foyers par cette crise et qui ont fourni de nombreux contingents d'électeurs au FPÖ.

À vrai dire, M. Vranitzky, qui a eu le mérite de limiter les pertes de son parti, incarne une génération de dirigeants de gauche, beaucoup plus une réflexion qu'un ensemble de valeurs humanistes qui se identifiait avec les couches sociales inférieures et exploitées, et qui ont perdu comme la repré-

sentant de l'aile droite du parti, le chancelier, par ailleurs fort soucieux d'efficacité technocratique, a un faible pour les intellectuels de gauche dont il sait qu'ils constituent, notamment à travers le Mouvement des électeurs critiques, une sorte de conscience morale de la nation. Chez cet homme, comme chez M. Helmut Schmidt en RFA, le pragmatisme a ses limites dès qu'il touche à des pans essentiels de la morale politique.

M. Bruno Kreisky s'inscrit dans la tradition de Victor Adler et d'Otto Bauer. On se situe M. Franz Vran-

Un nouveau pôle de gauche ?

Il y a eu, pour le Parti socialiste, la politique de modernisation ne saurait tenir lieu de réflexion théorique ou de programme, sous peine de s'engager, grâce à la « grande coalition », qu'un meilleur Parti populiste. Les nominations de deux dirigeants importants de son aile gauche, M. Heinrich Keller, comme secrétaire général, et M. Josef Cap, ancien directeur des Jeunes socialistes, comme responsable du laboratoire d'études de parti pour l'avenir, sont, en fait, les prémices que la direction veut faire, bien avant les élections, pour tenter de regagner l'électorat des jeunes et des militants de gauche. Mais à l'instar de cette stratégie n'a guère été payante à court terme. Le sera-t-elle vraiment à moyen et long terme ?

La mise à l'écart d'un homme comme M. Erwin Lanc, ancien ministre des affaires étrangères, très lié à M. Bruno Kreisky et partiellement apprécié des intellectuels, ne laisse guère augurer une évolution plus radicale du SPÖ. Placé en quatrième position sur les listes socialistes à Vienne, et donc facilement élu, M. Lanc n'est vu depuis signifier par la direction du parti qu'il devrait « rendre » son siège. Chacun des candidats socialistes avait, en effet, signé par avance une lettre de démission remise au parti. L'utilisation de telle procédure bureaucratique, qui la justice n'est pas démontrée, a provoqué un véritable tollé chez les militants et des réactions très critiques des Verts contre ce mode de désignation. M. Lanc est, en effet, une personnalité populaire, au-delà même des rangs socialistes, et au Parlement il constituerait sans aucun doute un obstacle à un fonctionnement sans heurts de la grande coalition où les populistes exigent et obtiennent le poste de vice-chancelier et ministères des affaires étrangères, attribué à M. Alois Mock. L'ancien chancelier Bruno Kreisky a pourtant mis en garde ses amis contre ce qu'il considère comme une « remise en cause de son héritage » et il a symboliquement manifesté son hostilité à la reprise en main de la diplomatie autrichienne par le responsable de la campagne présidentielle de M. Waldheim en démissionnant de la présidence d'honneur du Parti socialiste.

Les Verts, dont ils disposent au Parlement (où ils ont huit sièges) sont le plus notable de ces derniers mois, sont-ils en mesure de constituer un pôle de gauche ?

Histoire d'un engagement politique

La première partie des Mémoires de Bruno Kreisky, qui vient de paraître sous le titre *Zwischen den Zeiten* (Entre les temps) (1), nous parle d'une tout autre Autriche que celle à laquelle les élections de 1986 ont donné un singulier visage. Il s'agit de la monarchie austro-hongroise, de Vienne la Rouge et de la résistance à Hitler. La symbiose, exceptionnelle, du libéral et du socialiste qui toujours ont été la réflexion et l'actualité politique de l'ancien chancelier s'expliquent par l'enfance, la jeunesse et l'adulte pour une certaine idée de l'Autriche. « Je suis un produit de l'atmosphère culturelle du *viell Empire* », confie M. Kreisky. « Cette atmosphère internationale et d'humanisme dont l'espace géographique et multi-ethnique du bassin danubien a permis l'éclat, en dépit de l'intolérance et de la xénophobie des éléments pangermanistes. L'ancien chancelier souligne l'importance de la contribution décisive des citoyens juifs à la naissance et au développement de cette culture libérale que l'Autriche aime à exporter aujourd'hui. Il rappelle sa propre identité, ses origines et son éducation, en s'élevant contre ceux qui, ouvertement ou à mi-mot, n'ont fait que reprocher à l'Autriche d'être débarrassée de sa judéité ».

Mais c'est à Vienne la Rouge, où puissamment s'incarnaient des années 20, qui a été décisif pour l'engagement politique de M. Kreisky. L'« autromarxisme » a laissé des traces profondes et indélébiles chez M. Bruno Kreisky. Quand il parle du socialisme, de sa théorie et de sa pratique, on sait qu'il a été à l'école d'Otto Bauer et de Max Adler. Ce jeune intellectuel issu de la grande bourgeoisie, qui, au début des années 30, préfère s'engager dans la jeunesse socialiste ouvrière plutôt que chez les étudiants socialistes, va participer à tous les débats théoriques et stratégiques de la gauche de son époque : avec le capitalisme et l'unité d'action avec les communistes. L'autrosocialisme, après l'effacement de la part des communistes, la répression, la prison, le procès de 1935 ou le bénéficiaire avec ses camarades d'une très grande solidarité internationale, notamment de la part des Français, l'annexion nazie, puis l'exil en Suède, enfin le retour après 1945, se l'élaboration du traité d'Etat constituant les chapitres d'un ouvrage qui fournira de nombreuses originalités, et dans lequel les historiens puiseront nombre de détails inconnus. Il faut souhaiter qu'un public français ait bientôt accès à cette grande chronique d'une Autriche dont on voudrait qu'elle ne soit pas oubliée.

(1) *Zwischen den Zeiten*, Siedler-Verlag, Berlin, 1986, 494 pages.

nitzky ? Le maintien de deux fonctions séparées, chef du gouvernement et chef de parti, peut constituer un handicap pour l'action du chancelier. Le leader du parti reste l'ancien chancelier, M. Fred Sinowatz, qui, en définitive, a été la victime d'une guerre menée par les médias contre « bonhomie, jugé coupable, et contre sa simplicité, considérée comme une faiblesse ». À lire les articles, on se serait cru vingt ans plus tôt, lorsque la presse de droite lançait ses diatribes du mode de vie simple d'un vif militant ouvrier devenu le président de la République Franz Jonas.



Quand vient

CONV

Question

Le maintien de deux fonctions... chef du gouvernement et...

Quelle?

Sous l'impulsion d'une intelligence... M. Freda Meisner...

Les phénomènes de... l'intérieur des...

Les élections du 23 avril... la nouvelle donne...

Le problème du président... son aptitude à...

Le président ou, en 1987... Richard von Weizsäcker...

Le président ou, en 1987... Richard von Weizsäcker...

Le président ou, en 1987... Richard von Weizsäcker...

JAPON La rançon du succès

Le Japon est actuellement dans la ligne mire des grands pays industrialisés...

Au-delà d'un changement de politique économique, c'est une mutation des mentalités...

Quand vient l'heure de payer le prix de la puissance industrielle

Par CHRISTIAN SAUTTER

S'INTERROGER sur l'existence d'une stratégie japonaise est une démarche qui...

La réalité est plus complexe, heureusement. L'époque est définitivement révolue de la haute...

Le décrochage de 1971

Depuis le début des années 70, les « chocs » se sont succédés. Le premier, en 1971...

Sur le terrain diplomatique, les Japonais peuvent espérer être mieux traités par l'exécutif américain...

Sur le terrain commercial, les frictions ne peuvent qu'empirer à proportion du gonflement apparentement incoercible de l'excédent nippon...

Notre force sur le marché est sans rival car les actions pour lesquelles nous avons contribué à coter sont devenues les plus demandées...

Mais, disciples de Protée, les responsables américains continuent de...

La situation de 1971 n'est plus celle de 1971. Les déséquilibres entre des Etats-Unis déficitaires et un Japon et une Allemagne excédentaires...

Le choc Nixon a en août 1971. Ce choc mérite attention car il pourrait venir résonner dans un proche futur...

La première est que la stratégie américaine est devenue partiellement dépendante d'une pratique qui...

En fait, ce n'est pas l'exploitation, les firmes géantes japonaises, précieuses alliées de l'exportation au long cours...

En fait, ce n'est pas l'exploitation, les firmes géantes japonaises, précieuses alliées de l'exportation au long cours...

non au bloc yen, les achats faits dans ces pays ne sont pas pénalisés et les importations de biens de consommation continuent à progresser...

En fait, ce n'est pas l'exploitation, les firmes géantes japonaises, précieuses alliées de l'exportation au long cours...

En fait, ce n'est pas l'exploitation, les firmes géantes japonaises, précieuses alliées de l'exportation au long cours...

La même rapport assez étonnant sur le sujet tabou des importations japonaises...

La même rapport assez étonnant sur le sujet tabou des importations japonaises...

La même rapport assez étonnant sur le sujet tabou des importations japonaises...

Le lièvre et la tortue

En 1987, une course nippo-américaine en forme de lièvre et de tortue. Le lièvre sera le Congrès, à majorité démocrate...

La tortue, ce sera la volonté des entreprises exportatrices nippones qui cherchent à gagner du temps et à préserver leur part du marché américain...

La même rapport assez étonnant sur le sujet tabou des importations japonaises...

La même rapport assez étonnant sur le sujet tabou des importations japonaises...

CONVERSATIONS CELEBRÉS CHEZ DAIWA. L'expertise de DAIWA va vous faciliter l'accès aux marchés des capitaux japonais, Bonaparte! "Où êtes-vous quand c'était le marché russe que je voulais?" Appellez DAIWA. Daiwa Securities Co. Ltd.



A LA BOURSE DE TOKYO (Patrick Zachmann-Magnum)

Comment relancer l'économie. Le mode de croissance de l'économie japonaise n'a plus tout à fait la bonne santé des années 60...

Le même rapport assez étonnant sur le sujet tabou des importations japonaises...

Le même rapport assez étonnant sur le sujet tabou des importations japonaises...

Le même rapport assez étonnant sur le sujet tabou des importations japonaises...

Le même rapport assez étonnant sur le sujet tabou des importations japonaises...

Le même rapport assez étonnant sur le sujet tabou des importations japonaises...

Head Office: 6-4, Otomachi 2-chome, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan Tel: (03) 243-2111 Telex: 22411 DAIWASEC Paris Office: 26, Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris Tel: (1) 42 25 72 02 Telex: 643305 Other Overseas Offices: Amsterdam, Bahrain, Beijing, Brussels, Chicago, Frankfurt, Geneva, Hong Kong, London, Los Angeles, Lyons, Melbourne, Milan, New York, Sao Paulo, Seoul, Shanghai, Singapore, Sydney, Toronto, Zurich

ÉCONOMIE

Quand vient l'heure de payer le prix de la puissance industrielle

(Suite de la page 23.)

Mais pour pénétrer... les produits étrangers, c'est... une pyramide de sous-traitance...

Face à de telles contradictions, on comprend que le gouvernement japonais cherche à gagner du temps...

En 1982, le Japon a commencé à décoller... la coopération économique gouvernementale...

Le paiement des réparations... de l'Asie du Sud-Est fit l'objet d'accords bilatéraux...

En 1982, le Japon a commencé à décoller... la coopération économique gouvernementale...

En 1982, le Japon a commencé à décoller... la coopération économique gouvernementale...

Comprendre un concurrent-partenaire

Pour permettre aux milieux d'affaires de suivre l'évolution industrielle et technique du Japon...

Le Bureau de liaison européen d'Eurogestion, Eurasia, co-édite, avec le Centre de prospective et d'évaluation (CPE)...

En 1982, le Japon a commencé à décoller... la coopération économique gouvernementale...

L'aide extérieure, facteur de stabilité régionale

Par ANNE ANDROUAI

Le paiement des réparations... de l'Asie du Sud-Est fit l'objet d'accords bilatéraux...

En 1982, le Japon a commencé à décoller... la coopération économique gouvernementale...

En 1982, le Japon a commencé à décoller... la coopération économique gouvernementale...

En 1982, le Japon a commencé à décoller... la coopération économique gouvernementale...

(180 millions) et le Bangladesh (123 millions) (1).

La relation de dépendance qui s'est établie entre le Japon et les pays de la région...

La privatisation de la coopération

Pour Tokyo, les structures administratives et les procédures de coopération doivent être...

En 1982, le Japon a commencé à décoller... la coopération économique gouvernementale...

tendance à la privatisation de la coopération économique japonaise, notamment pour les implantations d'usines de grande taille...

En décembre, le 21 décembre dernier, d'ouvrir au Forum monétaire international une ligne de crédit de 3 milliards de dollars...

(1) Voir Anne Androuai, « Les mécanismes de la coopération économique japonaise », *Mondes en développement*, n° 53 ; Paris-Bruxelles, 1986.

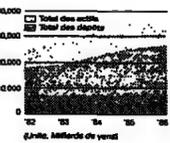
(2) L'Association des États du Sud-Est asiatique (ASEAN) comprend Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande.

(3) Haruo Yamazaki, « Le concept et la mise en œuvre de la coopération économique : le cas du Japon », *Mondes en développement*, op. cit.

(4) 1 DTS = 1,2 dollar.
(5) Voir le même, 27 décembre 1986.



Des services financiers internationaux? Nous parlons votre langue.



Nous parlons marché Euro-yen. Et nous parlons affaires au Japon. En fait, nous sommes polyglottes, capables de pratiquer la plupart des langues que vous parlez...

DKB Nous prenons vos intérêts à cœur. DAI-ICHI KANGYO BANK

Siège: 1-5 Uchisaiwaiji 1-chome, Chiyoda-ku, Tokyo 100 Japon. Tél. (03) 562.1111

TROIS SIÈCLES D'HISTOIRE...

et plus de cent ans d'expérience internationale au service des activités commerciales, industrielles et financières



MITSUMI



Les magasins MITSUMI dans l'ÉDO (actuelle TOKYO), sur une peinture Hiroshige.

POUR DIFFUSER VOS PRODUITS ET VOS TECHNIQUES SUR LE MARCHÉ MONDIAL LE RÉSEAU MITSUMI CONSTITUÉ DE PLUS DE 200 BUREAUX RÉPARTIS DANS 40 PAYS EST À VOTRE DISPOSITION



MITSUMI & CO. LTD.

Siège social: 2-1, Ohtemachi 1-chome, Chiyoda-ku, Tokyo, JAPON. Téléphone: (03) 285-1111. Téléc: J22253



MITSUMI & CO. EUROPE S.A.

(établi en France depuis 1878) 37, avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie, 75008 PARIS, France. Téléphone: (1) 47-23-78-71. - Téléc: 280930 et 290683

L'Unive

Vertical text column on the right side of the page, partially cut off.

Handwritten Arabic text at the bottom center of the page.

L'Université, une garantie pour l'emploi

Par MURIEL JOLIVET *

ON aurait tort de croire que l'avenir des jeunes Japonais se joue au moment de leur entrée à l'université. Comme le souligne Thomas Rohlen (1), c'est l'accès à un lycée d'excellente réputation qui est, en fait, déterminant.

Non seulement tous les lycées ne mènent pas aux mêmes universités, mais nombreux sont ceux qui n'y conduisent pas du tout (notamment la majorité de ceux qui assurent des cours du soir pour les travailleurs). C'est la raison pour laquelle il n'est pas possible d'affirmer qu'il y a 90 % de bacheliers au Japon à l'heure actuelle. Certes, 90 % des jeunes accèdent au lycée après trois ans de collège, mais, si l'admission est sanctionnée par un examen, il existe divers types d'examen adaptés au niveau intellectuel des candidats... Au point que les professeurs de certaines classes du soir reconnaissent que leurs élèves ont parfois bien du mal à lire et/ou à suivre les cours qui leur sont dispensés. Ces carences sont cependant sans conséquences puisque tout redoublement est exclu, les enseignants des cours du soir étant encadrés par des professeurs des cours du jour qui leur fournissent l'effort supplémentaire nécessaire.

diplôme, cérémonieusement remis le jour de la *sotogyo shiki*. La garantie d'être diplômé au bout de quatre ans est tellement connue que l'embauche s'organise quelque six mois avant la fin des études. Au mois d'octobre, tous les étudiants sont pratiquement sûrs d'obtenir un emploi quelque part, en fonction, bien entendu, de la cote de leur université.

Bien que les promesses d'emplois (faits) ne puissent se faire avant le 1^{er} avril (aux termes du pacte qui lie les employeurs au ministère du travail), plus la réputation de l'université est élevée, et plus les étudiants sont sûrs, au moyen d'une lettre de recommandation (résumé), l'embauche ne pouvant devenir officielle que le 1^{er} avril de l'année suivante, la mesure de la mesure où l'année universitaire se termine le 31 mars. Les employeurs ont une si piètre idée de la formation des « littéraires », appelés à exercer des emplois de généralistes dans les bureaux, que certains vont jusqu'à organiser des stages avant la fin de l'année universitaire.

comptant d'ailleurs sur la bienveillance des enseignants, qui n'ont, en général, le mauvais goût d'exiger la présence des étudiants pendant l'intégralité de la quatrième année. Pour ceux-ci, trop occupés pour suivre la mesure de suivre les cours, l'absence d'avancer ou de reculer un examen dont la date se révèle incompatible avec celle de leur emploi, d'organiser pour eux une formation spéciale.

« Peu importe ce qu'ils ont fait à l'université », dit un employeur, « nous-mêmes la main-d'œuvre dont nous avons besoin ». Si la formation sur le tas empêche la fuite des étudiants vers les entreprises concurrentes, cette situation encourage les étudiants à ne rien faire. Leur effort est essentiellement en fonction de leurs compétences potentielles, ainsi que de la compatibilité de leur personnalité avec le profil de la maison, les futurs diplômés ont sans doute raison de penser qu'il est plus rentable, en termes d'avancé professionnel, de faire partie d'un club de football (preuve de leur esprit d'équipe) que de s'épuiser à suivre les cours...

(1) Thomas Rohlen, *Japan's High Schools*, University of California Press, Berkeley, 1983.

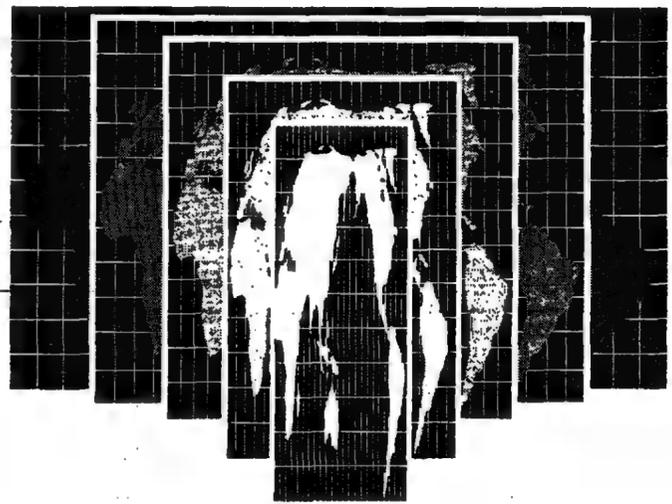
L'embauche avant le diplôme

Les Japonais étant très hiérarchisés selon la difficulté de leur concours d'entrée et la variété de leurs débouchés, c'est l'entrée dans tel ou tel lycée qui compte avant tout. Le lycée de garçons Nada de Kobe - pour ne citer qu'un des plus élitaires - affiche par exemple un taux de réussite de 50 % à l'examen d'entrée de l'université de Tokyo (la plus prestigieuse de toutes), alors que les chances sont de 1 pour 440 à l'échelle nationale.

Place pour tous

Les universités étant très hiérarchisées selon la difficulté de leur concours d'entrée et la variété de leurs débouchés, c'est l'entrée dans tel ou tel lycée qui compte avant tout. Le lycée de garçons Nada de Kobe - pour ne citer qu'un des plus élitaires - affiche par exemple un taux de réussite de 50 % à l'examen d'entrée de l'université de Tokyo (la plus prestigieuse de toutes), alors que les chances sont de 1 pour 440 à l'échelle nationale.

Pour la Finance de demain



Nikko Securities est en train de redéfinir le monde de la finance de demain. A travers son réseau, couvrant le monde entier et lié aux principaux centres financiers ainsi qu'aux marchés naissants, les spécialistes de Nikko garantissent des services rapides et sûrs. Ils offrent de multiples possibilités innovatrices pour les financements et les investissements du futur et assurent une exécution sérieuse pour en tirer le meilleur parti. Tout cela est indispensable au succès financier sur les marchés d'aujourd'hui, en perpétuelle évolution. Nikko Securities - Une banque de placement modelant le monde financier de demain.

NIKKO

The Nikko Securities Co., Ltd.

PARIS REPRESENTATIVE OFFICE
10, rue de la Paix, 75002 Paris, France Tél.: (1) 42-61-57-44 Telex: 520000

TOKYO LONDON ZURICH GENEVA FRANKFURT LUXEMBOURG COPENHAGEN BAHRAIN NEW YORK SAN FRANCISCO
LOS ANGELES CHICAGO TORONTO HONG KONG SINGAPORE SYDNEY SEOUL BEIJING QINGDAO

Regards croisés

Par ISABELLE VEYRAT-MASSON *

LES Japonais sont fascinés par l'opinion que les étrangers se font d'eux. Cette inquiétude est-elle due à leur entrée récente dans le monde moderne, à leur comportement lors de la guerre mondiale ou, tout simplement, à l'image d'un pays sur la scène internationale ? Un enjeu essentiel de sa réussite économique ? Quoi qu'il en soit, les chercheurs japonais n'ont eu aucune difficulté pour mobiliser des concours extérieurs en vue d'une recherche internationale sur l'image du Japon à l'extérieur, en particulier en France (1).

Un sondage effectué auprès d'étudiants révélait tout d'abord que les Japonais et les Français s'informent de façon assez différente : les étudiants japonais lisent beaucoup plus régulièrement la presse (83 %) que les français (11 %). Ils lisent plus de livres (3,3 par mois contre 1,9), mais ils vont peu au cinéma (5,6 fois par an contre 17 fois) et écoutent très peu la radio. Cependant les Japonais, comme les Français, font confiance en premier lieu à la télévision pour les informer sur les pays étrangers : 62 % des Japonais et 72 % des Français. Cela est quelque peu inquiétant étant donné la faible quantité et le caractère très simpliste des émissions, et surtout de la publicité, évoquant la France à la télévision japonaise : signe ou cause de l'intérêt très relatif, presque nul, porté à la France par les Japonais.

Les Français, eux, sont plus sensibilisés par le Japon, et, là encore, leur télévision en témoigne : plusieurs documentaires intéressants, bien que parfois sottement ironiques, et de nombreux reportages ont été diffusés pendant la période

examinée. L'étude des Français et les Japonais ont très peu de contacts directs (rencontres personnelles ou voyages). Est-ce pour ces raisons que les deux peuples ont une vision aussi stéréotypée l'un de l'autre ? En effet, pour les Japonais, comme depuis des siècles pour les Français, les Français sont toujours « beaux, élégants, raffinés, sympathiques, individualistes et sociables », et la France demeure synonyme de tourisme, d'art de vivre et, enfin (mais surtout chez les plus âgés), de culture.

Les Français admirent chez les Japonais un mariage réussi entre leurs traditions et la modernité. Ils admirent leurs qualités de grands travailleurs, leur esprit de groupe, leur intelligence et leur culture, mais ils se demandent ce que cela peut bien cacher... Des stéréotypes donc, mais que chacun utilise pour se décrire lui-même. Cela signifie sans doute que le cliché est une forme de communication inévitable et peut-être nécessaire. Le stéréotype ne porte pas en soi de jugement, il serait plutôt un carcan, commode parfois - l'industrie française de la mode sait en profiter - mais, parce que réducteur, forcément dévalorisant.

Malgré le caractère simpliste de leurs regards croisés, les Japonais et les Français s'aiment bien : pas d'un passionné comme à l'égard des Etats-Unis, mais une véritable sympathie mêlée de curiosité, de la part de la France, et de nostalgie, de la part des Japonais.

(1) Etude en cours menée par Michel Souchon (IFP), Isabelle Veyrat-Masson (CNRS), Glélie Bertrand (Institut national de la communication audiovisuelle), pour la France; et par Meiko Sugiyama (NHK) et Kazuo Kawatake (université de Tokyo), pour le Japon.

* Chargée de recherche au CNRS.

gionale

à la privatisation de la...
économique japonaise...
pour les implantations...
de grande taille, comme...
le cas en Chine : le gouverne...
élabora des projets de déve...
loppement qui sont ensuite cou...
verts par les entreprises japon...
aises dans le cadre de ce que...
l'on appelle le *Yamaoka*, profes...
sionnelle internationale à l'un...
iversité internationale de Tokyo...
la « sécurité globale » de...
c'est-à-dire la garantie de...
capacité économique et poli...
car « on ne peut quantifier le...
coût du même le coût de la...
mondiale. Mais c'est le Japon...
qui fait le plus de la stabilité...
financière (3) ».

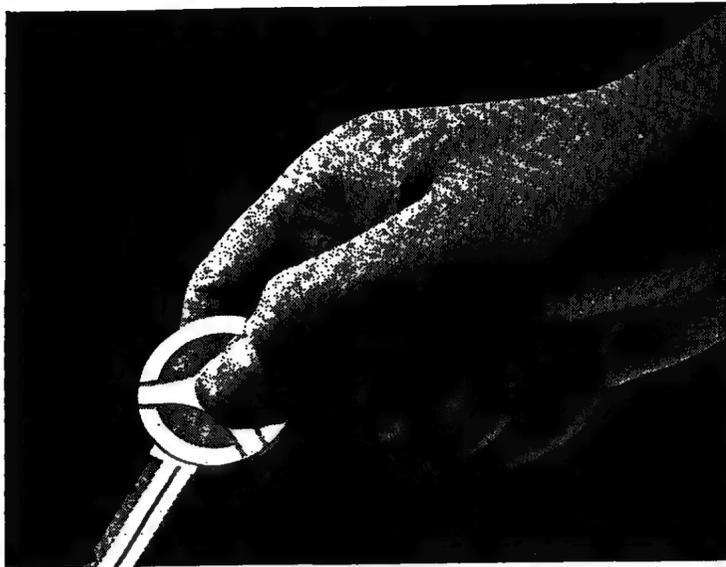
Le 24 décembre...
d'ouvrir au Fonds moné...
taires internationaux une ligne de...
3 milliards de dollars de...
spéciaux (DTS) (4) de...
renouvelable pour deux ans...
à hauteur de 2,15 mil...
iards de dollars. Les...
Association internationale de...
développement (AID), filiale de...
Banque mondiale, de...
50 millions de dollars...
le gouvernement japonais...
coup double : il manifeste...
son soutien aux...
chargées de veiller à la...
économique du monde et...
temps, il recycle une...
gigantesques excédents...
qui lui valent l'hon...
ses par...

Le 27 décembre...
Le...
de la coopération économi...
Paris-Bruxelles, 1986...
L'Association des nations...
ASEAN) en...
Indonésie, Malaisie, Singapour et la Thaï...

Le 27 décembre...
Le...
de la coopération économi...
Paris-Bruxelles, 1986...
L'Association des nations...
ASEAN) en...
Indonésie, Malaisie, Singapour et la Thaï...



UNIQUE...
BUREAUX...
POSITION



FUJI, LA CLEF DE VOS NOUVEAUX MARCHÉS

Votre réussite internationale dépend aussi de votre partenaire bancaire. Ce qu'il vous faut ce sont : une large capacité de financements, des services diversifiés, un personnel expérimenté, un réseau mondial. C'est ce que vous offre la FUJI BANK, un partenaire qui connaît bien les pays qui vous intéressent. Grâce à notre réseau qui couvre 38 villes dans 23 pays, et ne cesse de s'étendre, nous pouvons vous aider n'importe où et à tout moment. Avec un bilan d'environ 177 milliards de dollars et grâce à un personnel rompu à l'international, nous pouvons fournir la plus large gamme de services bancaires. Prenez le bon départ dans votre développement international. Lancez-vous avec la FUJI BANK ! Une des plus grandes banques japonaises, désormais à Paris, 26 Champs Elysées - 75008 Paris - Tél: 43 59 13 31. Nous allons vous ouvrir des opportunités considérables.

FUJI BANK
Tokyo, Japon

Réseau International
Paris, Londres, Manchester, Düsseldorf, Francfort, Munich, Zurich, Luxembourg, Milan, Madrid, Bahrain, Téhéran, New York, Los Angeles, Chicago, San Francisco, Atlanta, Miami, Toronto, Hanoï, Séoul, Singapour, Hong Kong, Djakarta, Hanoï, Bangkok, Kuala Lumpur, Pékin, Shanghai, Doha, Canton, Amman, Sydney, Melbourne, Heller Financial, Inc., Heller Overseas Corporation

SOCIÉTÉ

Supplément Japon

Les incertitudes

Par HIROKO YAMANE

VOILA bientôt vingt ans que le Japon donne l'image d'une puissance économique accumulant les succès. Une réussite qui permet d'apprécier le chemin parcouru depuis le désastre de 1945.

En 1985, la part du produit national brut japonais dans le PNB mondial ne représentait encore que 3,5 %, alors que, en 1970, ce pourcentage s'était singulièrement accru : 10 % du PNB mondial.

Pendant l'année 1985, le pays a été le premier créancier du monde, grâce à l'excédent de son compte d'opérations courantes qui s'élevait à 35 milliards de dollars. De tels moyens financiers inspirent au gouvernement le souci de jouer désormais un rôle sur la scène internationale : le premier ministre Yasuhiro Nakasone ne cesse depuis lors de parler d'"internationaliser" le Japon.

Parmi les premiers

C'est dans le même contexte que M. Shintaro Abe, alors ministre des affaires étrangères, annonce aux Nations unies un projet d'aide économique gouvernementale de 40 milliards de dollars pour les années 1985-1988. Parmi les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Japon est le deuxième contributeur d'aide aux pays en voie de développement, après les Etats-Unis. Depuis 1974, cette aide a augmenté de 300 %. Traditionnellement distribuée aux pays du Sud-Est asiatique, son aide se répartit aujourd'hui dans toutes les régions du monde : 65,7 % pour l'Asie et l'Océanie ; 9,9 % pour l'Afrique ; 9,4 % pour l'Amérique latine ; 9,1 % pour le Proche-Orient (1). L'année passée qu'il était jusqu'ici dans les conflits internationaux, le gouvernement japonais présente le projet de jouer un rôle plus actif dans les rapports Nord-Sud.

Depuis vingt ans, les Japonais manifestent à leur manière - leur satisfaction devant les conditions générales de vie chez eux. En 1985, ce pourcentage a atteint un record historique de 70 % (2). La majorité considère le Japon devenu un pays au premier rang (3).

Paradoxalement, cependant, un peu de citoyens sentent que leur pays n'est amélioré (4). Depuis dix ans, plus de la moitié d'entre eux éprouvent une inquiétude devant l'avenir, et, à la fin de 1985, cette proportion atteignait près de 65 %. Cette inquiétude est surtout celle des hommes de trente-quatre ans : 19 % d'entre eux sont préoccupés par l'absence de garanties sociales ; vient ensuite l'incertitude devant le travail, le chômage et la stagnation économique. Les satisfaits, les personnes âgées de plus de cinquante ans, les agriculteurs et les pêcheurs (5). Mais qui sont plutôt mécontents : les jeunes (à l'exception des étudiants en difficulté (charbon, acier, navales, etc.) (6).

Plus inquiétante est l'expression d'un vif mécontentement de la part de ceux qui considèrent le taux de chômage comme un indicateur de désespoir. Sur 100 000 personnes, 21 ont mis fin à leurs jours en 1985, 20,4 en 1984 et 19,4 en 1983, soit autant proportionnellement que pendant la dépression économique des années 30. La dépression des pays scandinaves, un peu plus que les autres, ce sont, ici, les jeunes et les femmes de quarante-cinq ans et moins d'abord concernés.

Plusieurs facteurs inhérents à l'évolution sociale peuvent expliquer de telles réussites qui contrastent avec le brillant du pays à l'étranger. Le premier est purement conjoncturel. La

hausse du yen de 40 % par rapport au dollar, depuis septembre 1985, a profondément affecté l'économie, dont 13,8 % du PNB sont consacrés à l'exportation. En 1986, le PNB par tête d'habitant a dépassé celui des Etats-Unis (7). Ce record apparemment flatteur n'est en fait que le résultat du changement de la parité yen-dollar : en réalité, le revenu par tête d'habitant a baissé d'environ 10 %. Avec la diminution des exportations, il faut s'attendre à 2 millions de chômeurs pour le premier trimestre 1987, soit 3 % de la population active (4,5 millions de Japonais sur les 43 millions qui sont employés dépendent en effet de l'exportation).

Un succès nuancé

Autre source d'insécurité, les succès économiques qui figurent dans les statistiques ne représentant pas la richesse accumulée par l'individu. Certes, les Japonais ont cessé d'être pauvres et appartiennent pour la plupart aux classes moyennes. Mais la richesse est accumulée dans les entreprises pour leur propre réinvestissement. Par ailleurs, l'accroissement des disponibilités financières de ces entreprises provoque une spéculation foncière.

- (1) Ministère des affaires étrangères, statistiques de 1984.
- (2) Services du premier ministre.
- (3) Sondage NIKK.
- (4) Sondage Asahi Shimbun.
- (5) En 1984, 8,9 % de la population active sont engagés dans le secteur primaire.
- (6) 34,8 % de la population active se trouvent employés dans le secteur secondaire.
- (7) En 1985, le PNB par tête d'habitant était au Japon de 11 137 dollars par an (calculé sur la base de 1 dollar = 235 yens), ce qui a placé le pays au septième rang des pays membres de l'OCDE. Au cours de la période de juillet-septembre 1986, où le taux de change était de 155,7 yens pour un dollar, le revenu par tête monte à 17 500 dollars par an et dépasse celui des autres pays de l'OCDE.

Signe des temps.



De la recherche à l'application en passant par les transactions, les systèmes électroniques de transfert d'informations de Yamaichi peuvent agir pour votre compte dans le monde entier.

Ouvrant la voie vers un financement plus efficace sur les marchés mondiaux des capitaux.

D'emblée, Yamaichi vous donne d'excellentes raisons pour opérer outre-mer. Parmi celles-ci, il y a la croissance des marchés étrangers, la dérégulation des nouvelles techniques financières puissantes.

Dans l'environnement actuel de taux de change instables et de besoin de formes alternatives de financement, la meilleure stratégie consiste le plus souvent à collecter des fonds sur plusieurs marchés.

En tant qu'institution financière entièrement intégrée, gérant plus de 116 milliards de dollars de valeurs clients, Yamaichi est à la pointe de la révolution du marché des capitaux. Nous sommes particulièrement bien placés pour les obligations "Shogun" de devises au Japon. Nos activités sur l'Euromarché - en particulier les obligations Euroyen ainsi que les émissions liées aux équités et les émissions provenant de "swap" - sont de tout premier ordre.

Yamaichi peut agir pour votre compte sur les principales places financières du monde - y compris le Japon. En tant que maison japonaise de premier plan pour les investissements en capitaux à risque et M&A, Yamaichi peut également vous aider à acquérir une technique de pointe et à bénéficier d'une implantation toute le marché japonais.

Contactez Yamaichi aujourd'hui pour de nouveaux horizons dans la collecte de fonds.



YAMAICHI
YAMAICHI SECURITIES CO., LTD.

Siège social: Tokyo, Japon Tél: 03-276-3181 Yamaichi France S.A.: des Champs-Élysées, 75008 Paris Tél: 01-4289-1185 Télex: 648873
London, Amsterdam, Frankfurt/Main, Zurich, Geneva, Bahrain, New York, Los Angeles, Chicago, Montréal, Hong Kong, Singapore, Sydney, Melbourne, Seoul, Beijing

Soyez à l'air sur le marché japonais

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.

ertitudes

Le yen de 40 % par rapport au dollar, depuis septembre 1985...

Un succès nuancé

Autre source d'insécurité, le chômage économique qui figure dans les statistiques ne représente pas la richesse accumulée par l'individu.

- (1) Ministère des affaires étrangères, statistiques de 1984. (2) Services du premier ministre. (3) Sondage NHK. (4) Sondages Asahi Shimbun. (5) En 1984, 8,9 % de la population japonaise sont engagés dans le secteur privé. (6) 34,8 % de la population japonaise travaillent dans le secteur privé. (7) En 1985, le PNB par tête japonais était de 13 332 dollars par an (contre 10 332 dollars par an en France). (8) Le PIB au septième rang de la liste des pays de l'OCDE. Au cours du premier trimestre 1987, le PIB japonais a augmenté de 1,5 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. (9) Le revenu par tête japonais est de 15 500 dollars par an et dépasse celui des autres pays de l'OCDE.

d'un peuple confronté à l'enrichissement trop rapide

Le PNB par mètre carré arabe est dix-sept fois plus élevé qu'en France et il en a découlé une hausse spectaculaire du prix des terrains qui rend l'acquisition d'un logement encore plus difficile.

Malgré l'accent mis sur la valeur des diplômes de certaines universités prestigieuses pour obtenir des postes importants, les sondages montrent curieusement que la grande majorité des gens croient que l'effort de l'individu assure davantage de succès dans la vie que le diplôme tenu, en fin de compte, pour accessoire.

Les prix astronomiques du logement, entre autres, poussent les Japonais à économiser. Le revenu des revenus, ce qui accroît d'autant la capacité d'emprunt des entreprises. L'individu lui-même n'est guère en mesure d'accumuler des capitaux.

Une autre raison qui incite les Japonais à épargner est le système de sécurité sociale, qui repose essentiellement sur le secteur privé. En 1984, l'ensemble des versements effectués par les divers organismes assurant des fonctions sociales ne représentait que 12,7 % du PNB, dont moins d'un quart seulement pris en charge par l'Etat.

La valorisation de l'effort individuel

Tout indique donc que la société japonaise repose sur l'effort de l'individu, sa propension à la compétition et ses mérites. D'où l'énergie fanatique concentrée sur l'éducation des enfants, souci majeur de la famille. Le taux d'entrée à l'uni-

Recul syndical

Enfin, l'on ne peut ignorer une atomisation progressive de la société, qui se traduit par la naissance comme le disent certains critiques, d'une « nouvelle race » de Japonais. La « tertiarisation » de la population active qui touche désormais 60 % des travailleurs a provoqué une attitude de détachement des employés à l'égard de leur entreprise et de leurs collègues, ce qui a encore exacerbé la compétition. En un siècle, le Japon avait réussi à « familiariser » un peu de sorte le capitalisme, en transformant une société féodale en une société égalitaire et méritocratique, et même les entreprises et même les syndicats étaient des pseudo-familles où les hommes cherchaient à réaliser des idéaux collectifs. Aujourd'hui, le phénomène de désaffection des individus à l'égard des organismes intermédiaires progresse, au Japon comme en Occident.

A L'HEURE DE LA PAUSE, DANS UNE USINE D'AUTOMOBILES 60 % de citoyens satisfaits des conditions de vie



La désyndicalisation a des conséquences politiques et psychologiques plus grandes encore, puisque les syndicats offraient un lieu où pouvaient s'actualiser les idéaux collectifs et même communautaires. L'un des idéaux de démocratie et de paix de l'après-guerre se sont enracinés, sans que se développe une éthique de liberté individuelle. En 1949, 85,8 % des travailleurs étaient syndiqués; en 1978, 32,6 %; et en 1984, 28,1 % (10). Cette désaffection résulte-t-elle d'une prise de conscience par les travailleurs que la politique gouvernementale ainsi que la réussite économique générale du pays étaient plus efficaces que l'action syndicale pour satisfaire leurs revendications salariales? En tout cas, le sort des idéaux démocratiques de l'après-guerre, que les travailleurs syndiqués avaient épousés, est aujourd'hui remis en question du fait de la désintégration de la gauche organisée. L'un des syndicats les plus importants, celui des enseignants, qui regroupait dans les années 60 presque 100 % de la profession, n'en compte aujourd'hui que 60 %, sans doute à cause de la politique gouvernementale consistant à accorder depuis 1974 de meilleurs salaires.

Différents des autres ?

Les grands débats d'antan sur la démocratie ne se déroulent plus à

l'école : tout débat idéologique commence, en effet, à y prendre une allure triviale.

Du fait que ces phénomènes sociaux, que les Occidentaux immilent souvent au « post-modernisme », la société japonaise commence-t-elle à ressembler enfin aux sociétés occidentales ? Il serait encore prématuré de donner une réponse. Toutefois, ces Japonais, « atomisés » certes, mais étrangers à une affirmation positive de la valeur de l'individu qu'apporte l'éthique japonaise, ont tendance à se raccrocher à l'idée que le Japon se conjugue l'héritage du passé et la conscience d'appartenir à une civilisation singulière, qu'ils différencient de toutes les autres. Au moment où le

gouvernement japonais veut « s'internationaliser », le peuple japonais en fait une fois de plus, il se replie sur lui-même. Conséquence d'un Japon sans responsabilité politique internationale ? Il importe de trouver des réponses à ces questions qui n'en ont pas encore une.

HIROKO YAMANE.

(8) Ce qui aggrave encore la situation des personnes âgées. En l'an 2000, 20 % de la population japonaise auront plus de soixante-cinq ans.

(9) Services du premier ministre.

(10) Ministère du travail.

Soyez à l'aise sur le marché japonais

Lorsque vous examinez les possibilités d'investissement à l'étranger, vous avez besoin d'un expert financier qui vous mette à l'aise.

Si le marché qui vous intéresse se trouve au Japon, le nom de cet expert est NOMURA, la plus grande société japonaise de courtage et d'investissement qui est présente à Paris depuis 1972.

En 1979, nous avons commencé à offrir une large gamme de produits et de services destinés à aider les gens tels que vous à profiter des nombreuses opportunités d'investissement offertes par le marché japonais.

Aujourd'hui, grâce au système de communication direct et personnalisé, nous pouvons vous aider à rester en tête sur ce marché, au fur et à mesure des changements. Grâce aussi à l'utilisation du centre de recherche Nomura, la plus grande organisation de recherche du Japon, nous sommes à même de vous offrir un aperçu exceptionnel du marché financier.

Si vous êtes à la recherche d'un expert financier qui puisse vous aider à vous sentir à l'aise sur le marché japonais, contactez-nous.

Nomura Securities. Chez soi, au Japon, en France et dans 18 autres pays dans le monde.

Le grand nom dans le monde de la finance.



19-21, rue Ponthieu, 75001 Paris, France. Tél.: (1) 45-62-11-70

THE NOMURA SECURITIES CO., LTD., Siège de Tokyo. Tél.: (03) 211-1811, 211-3811

Réseau européen: Londres, Amsterdam, Francfort, Zurich, Genève, Lugano, Bruxelles, Milan.

et plus

pour opérer sur les marchés financiers

à Paris et dans les principales villes de France

et à l'étranger

pour plus d'informations

Londres ↑

New York ↑

Tokyo →

CINÉMA ET LITTÉRATURE

Un mariage d'amour et de raison

Par MAX TESSIER

Le Centre Georges-Pompidou présente actuellement à Paris (1) une rétrospective de Cinéma et littérature au Japon...

vers 1935 : « Je dirais, en exagérant un peu, que l'adaptation cinématographique d'une œuvre littéraire est fondamentalement impossible... »

Dès les années 20...

Bien que, globalement, le cinéma japonais ait été très influencé par le cinéma occidental...

d'une recherche de l'« esthétisme pur » symptomatique des années 20

Pourtant, l'immense majorité des films japonais du Japon est composée d'œuvres littéraires adaptées au cinéma...

De Mishima au vieux fonds populaire

Ce fut dans les années 50 que le cinéma japonais devint avec le plus mépris appliqué le fond qui est le plus méprisé des bibliothèques...

d'exportation. Aujourd'hui, la littérature de ce type est en passe de devenir la seule qui alimente vraiment le cinéma japonais...



YUKOKU (1965), FILM PRÉMONTOIRE La fascination de Mishima pour l'écrit (D.R.)

Entre l'esthétisme nationaliste et l'occidentalisme

AUTEUR d'une monumentale histoire de la littérature japonaise, dont le troisième tome (1) consacré à l'époque moderne paraît aujourd'hui...

rienne (le koku-ai) résumée par Masumi Hara (1730-1801) dans le Koku-ai...

magmatisme, de la lecture de ses droits subjectifs de l'homme, qui, pour mieux faire...

H. Y.

Un dossier d'Europe

Dans sa dernière livraison, la revue littéraire mensuelle Europe publie un dossier intitulé « Regards sur le Japon »...

Quant à Yasuhiro Kawabata, qui a écrit le groupe de lettres de l'époque des lettres...

Année de Cinéma et Littérature au Japon, édité du Centre Georges-Pompidou, Paris, 1986, 120 pages, 150 F.

Advertisement for Nihon Keizai Shimibun, Inc. featuring a satellite dish image and text: 'Nous annonçons un pas en avant à l'échelle internationale du plus grand quotidien économique au Japon.'

Advertisement for BANK OF TOKYO: 'UNE LONGUEUR D'AVANCE Avec BANK OF TOKYO. Rester à la pointe des opérations financières dépend d'une gestion rigoureuse de l'information...'.

Advertisement for C. Itoh & Co. Ltd.: 'Connectez-vous sur les affaires les plus motivantes sur Terre... et au-delà! Depuis sa création en 1885, C. Itoh & Co., Ltd. a progressé pour devenir l'une des plus grandes sogo shosha...'.

Vertical text on the right margin, including 'recherche in...', 'PIERRE DOMERGUES', and 'Les centres coopératifs...'.

Handwritten signature or mark at the bottom center.

CLEF DE LA SURVIE ÉCONOMIQUE ?

La recherche industrielle, tremplin de la compétitivité américaine

Par PIERRE DOMMIEGUES
DANS un ouvrage sur « l'entreprise technique » (1), qui vient de paraître aux États-Unis, Herbert Fusfeld estime que la recherche industrielle, composante essentielle de la stratégie des firmes américaines...

per la recherche civile. « L'ennemi » n'est plus seulement l'Union soviétique, comme il la fin des années 50, quand l'Amérique du président Kennedy découvrait le Spoutnik; c'est aussi le concurrent japonais (et, dans certains domaines, européen)...

cole toujours difficile à évaluer, un équilibre est établi en 1950, par le gouvernement local. En 1950, c'est la création d'un parc scientifique dans le triangle constitué par les villes de Chapel-Hill, Raleigh et Durham (RTP, Research Triangle Park)...

dans les domaines des sciences de la vie. C'est pour introduire une diversification qu'est établi, en 1980, le Centre de microélectronique de la Carré du Nord (MCNC, Microelectronics Center of North Carolina)...

Herbert Fusfeld dresse la liste des principaux secteurs techniques jumelés entre les « concurrents » américains et japonais dans les industries de pointe : 2 en 1979 ; 3 en 1980 ; 15 en 1981 ; 27 en 1982 ; 38 en 1983 ; plus de 40 en 1984 (8)...

L'initiative privée

DANS ces programmes, l'initiative est prise par l'Etat fédéral ou local, qui se retire une fois l'opération sur les rails, mais, dans certains cas, elle vient de partenaires industriels lui-même. L'exemple le plus célèbre est la création, en 1979, du Conseil pour la recherche en chimie (CCR, Council for Chemical Research), par M. Frucht, directeur scientifique de Dow Chemical. Avec comme objectif de financer un commun des recherches fondamentales...

comme la sidérurgie (US X et Nippon Kokan) que dans les secteurs nouveaux comme la robotique (association GM-Fanuc). Elles permettent, dans les cas de plus en plus fréquents où les sociétés américaines s'implantent sur le sol américain, de conquérir, de stabiliser, des marchés plus difficiles à pénétrer de l'extérieur compte tenu du protectionnisme des technologies traditionnelles telles que l'automobile (7). Dans un rapport récent pour le Centre d'études sur les politiques technologiques et scientifiques, qu'il dirige,

Des liaisons comparables s'établissent entre firmes américaines et européennes, européennes et japonaises, mais elles sont moins nombreuses. A la différence des coopérations nationales, qui sont, le plus souvent, créées à l'initiative des pouvoirs publics, ces nouvelles coopérations internationales sont axées sur le développement généralisé sur l'initiative privée. Elles sont motivées par une soif technologique qui ne tient pas compte prioritairement des intérêts économiques des pays respectifs...



Herbert Fusfeld

Les centres coopératifs

POUR mesurer l'ampleur de changement, il suffit de comparer la politique fédérale en matière de recherche et développement (R & D) à la fin des années 60 et aujourd'hui. Entre 1961 et 1981, le gouvernement crée, par l'intermédiaire de l'ARPA (Advanced Research Program Agency) qui dépend du Pentagone, des centres de recherche sur les matériaux. Une quinzaine d'entre eux sont implantés dans des universités telles que le MIT, Chicago, Illinois, Maryland et Cornell. Avec un financement assuré en totalité par le gouvernement, la recherche a un objectif strictement militaire, et aucun partenaire industriel n'y est associé...

universitaires - les efforts des industriels, des chercheurs et des pouvoirs publics, dans un cadre commun des programmes de recherche définis conjointement. En 1984, vingt centres coopératifs fonctionnent aux États-Unis. La NSF a investi 11 millions de dollars, les cinquante entreprises impliquées 10 millions de dollars et les gouvernements locaux une somme comparable. En 1986, trente centres sont opérationnels dans cinq États, comme prévu, de recevoir des fonds de l'Etat. Le premier centre, créé en 1981, le Polymer Processing Center du MIT, fonctionne aujourd'hui exclusivement grâce aux cotisations des neuf entreprises contractantes.

Les pôles FIRTECH

La dernière initiative fédérale date d'avril 1985, lorsque la NSF crée les centres de recherche en ingénierie (ERC, Engineering Research Centers). L'objectif est toujours de renforcer la coopération Université-industrie, en impliquant l'industrie et scientifiquement les industriels. Mais le terrain choisi est nouveau : il ne s'agit pas de développer les sciences fondamentales (fonction traditionnelle de l'Université), ni de développer l'innovation technologique (mission des centres coopératifs de recherche), mais de se concentrer sur les recherches techniques de base et de s'efforcer de résoudre les problèmes d'ingénierie qui se posent à l'industrie. Les objectifs économiques et appliqués assignés à ces centres sont une référence pour la NSF.

Les entreprises françaises stimulées par les programmes de la CEE

En matière de recherche et développement, les entreprises françaises sont loin d'avoir établi entre elles les rapports de coopération qui caractérisent leurs homologues américains ou japonais. Pourtant, on peut relever les mêmes formes d'association que les programmes de la CEE ont permis de renforcer. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, et sous l'impulsion des pouvoirs publics, diverses professions avaient regroupé leurs moyens dans des centres techniques industriels, destinés à une recherche collective, ces centres consacrant cependant une part importante de leur potentiel à des fonctions d'assistance technique, de formation, d'information et de normalisation. Depuis quelques années, les bouleversements technologiques ont conduit à des rapprochements plus directs et mieux focalisés, qui prennent la forme de groupements d'intérêt économique (GIE) ou d'associations de recherche comportant un nombre réduit de participants. Ce mouvement est particulièrement visible dans le secteur agro-alimentaire.

Les pôles FIRTECH

La compétition économique est en grande partie une bataille technologique dont les principaux acteurs sont les ingénieurs. De leur capacité à transférer dans le tissu industriel les innovations nées dans les centres de recherche dépend la compétitivité industrielle. Or si la France produit chaque année environ quinze mille ingénieurs diplômés, seuls 5 000 d'entre eux ont complété leur formation par la préparation d'une thèse. Un chiffre encore très inférieur à celui des États-Unis, du Japon ou du Royaume-Uni. Pour atteindre le niveau de ces pays, il faudrait doubler (10 %) voire tripler (15 %) le nombre des ingénieurs français formés par la recherche. C'est précisément l'ambition d'un programme lancé, en 1984-1985, par les ministères chargés de la recherche et de l'éducation nationale : les pôles FIRTECH (pôles de formation des ingénieurs par la recherche dans les technologies diffusantes). Leur objectif commun est de regrouper des écoles d'ingénieurs, des laboratoires de recherche publics et privés et des entreprises autour d'un domaine technologique prioritaire : matériaux, biotechnologies, génie chimique, informatique, robotique, télématique, etc. Dix pôles FIRTECH ont actuellement été repérés. Il se trouve, il y a quatre ans, à la création de centres coopératifs Université-industrie aux États-Unis. CLAUDE GUYERON.

Dé 1972, la NSF (National Science Foundation) qui coordonne une partie importante du budget civil de la recherche, lance, à titre expérimental, les centres coopératifs de recherche Université-Industrie (IURCC, Industry-University Research Cooperative Centers) (4). En 1985, sur son terrain, le concept de « recherche préventive », inspiré du modèle japonais, se fera recette qu'à la fin des années 70. L'objectif est de réunir dans un lieu déterminé - un général...

Ces variations sont, en fait, mineures au regard de la volonté nouvelle de coopération qui rassemble des entreprises américaines. Même si la recherche commune est, selon l'expression consacrée, « précompétitive » ou « générique », il y a là une évolution, voire une révolution, dans la pratique des entreprises, qui entraînent, par ailleurs, une révision des lois antitrust. C'est en 1984 qu'est votée une loi (National Cooperative Research Act) qui permet aux industriels d'échapper aux réglementations anti-trust lorsqu'il s'agit d'activités en commun des programmes de recherche industrielle. Est-ce à dire que si les entreprises américaines réussissent à se coordonner sur le plan national, c'est seulement pour mieux affronter la concurrence internationale ?

Il ne s'agit pas aussi, en fait, de l'émulation de la nation japonaise et de l'effort japonais ou autre, de l'émergence d'une nouvelle stratégie internationale où l'enjeu est un seullement économique mais aussi technologique et technique ? Où le développement de groupes multinationaux dépend de leur capacité à s'approprier au plus vite la technologie la plus performante et où se dessinent les contours d'un nouvel ordre technologique mondial ?

Plus récemment encore, à la suite du lancement des grands programmes européens, ESPRIT et BRITTE (1), les entreprises de l'hexagone ont vu leur preuve de beaucoup de dynamisme pour ces alliances : la France est présente dans les trois quarts des projets ESPRIT, dans plus de la moitié des projets BRITTE. Cette volonté des industriels français de collaborer avec des partenaires américains est reflétée par les résultats d'une enquête réalisée par l'Association nationale des industries techniques (ANIT) auprès de vingt-huit entreprises de moyenne taille (2). Pour amplifier ce mouvement, l'ANIT a créé, d'une part, la Lettre européenne du progrès technique, qui informe sur les programmes communautaires de recherche et sur Euréka, d'autre part, elle a mis en place un dispositif de suivi de la recherche de partenaires et de l'élaboration de projets de collaboration pour la CEE.

Les coûts cependant des freins à cette démarche. Le traité de Rome (article 85, alinéa 1) interdit tout accord qui aurait pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du Marché commun. Cette disposition, valable à une époque où la Communauté pouvait être considérée comme un marché relativement fermé, semble peu adaptée à ses phases de libéralisation. Elle empêche, en effet, les entreprises européennes de forte taille et, par conséquent, les groupes géants, capables de faire jeu égal avec les grandes firmes japonaises ou américaines, qui, ce fait, viennent les concurrencer sur leurs marchés en Europe et dans le monde. Par un récent règlement d'exception, la Commission de Bruxelles a autorisé les coopérations en matière de recherche, tout en fixant des limitations au niveau de l'exploitation. Mais il quel servent des accords de recherche si ce n'est pour aboutir à des produits innovateurs ?

Dix pôles FIRTECH ont actuellement été repérés. Il se trouve, il y a quatre ans, à la création de centres coopératifs Université-industrie aux États-Unis. CLAUDE GUYERON.

Ces joint-ventures donnent la possibilité aux Américains d'accéder à des technologies mieux développées aux États-Unis qu'au Japon, aussi bien dans des domaines traditionnels,

l'influence des règles nationales ou communautaires de concurrence et le engagement personnel des dirigeants industriels dans des politiques d'alliances sont probablement à l'origine du plus faible développement en France qu'aux États-Unis des actions communes de R. et D. : plus faibles en volume unitaire, car il y a peu d'actions à grande ampleur ; moins diversifiées car il n'y a pas de cofinancement de centres de développement externes, dans des universités ou autres organismes, comme il le fréquemment le cas aux États-Unis ; moins nombreuses malgré la récente impulsion donnée par les programmes de la CEE, qui sont encore trop modestes.

Les coûts cependant des freins à cette démarche. Le traité de Rome (article 85, alinéa 1) interdit tout accord qui aurait pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du Marché commun. Cette disposition, valable à une époque où la Communauté pouvait être considérée comme un marché relativement fermé, semble peu adaptée à ses phases de libéralisation. Elle empêche, en effet, les entreprises européennes de forte taille et, par conséquent, les groupes géants, capables de faire jeu égal avec les grandes firmes japonaises ou américaines, qui, ce fait, viennent les concurrencer sur leurs marchés en Europe et dans le monde. Par un récent règlement d'exception, la Commission de Bruxelles a autorisé les coopérations en matière de recherche, tout en fixant des limitations au niveau de l'exploitation. Mais il quel servent des accords de recherche si ce n'est pour aboutir à des produits innovateurs ?

PHILIPPE DE MONTGOLFIER, délégué général de l'Association nationale de la recherche technique (ANRT).

(1) Voir le dossier « Les ambitions d'Euréka », Le Monde diplomatique, août 1985. (2) Le Progrès technique, numéro 3-4, 1985, Association nationale de la recherche technique, 101, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Tél. : (1) 47-04-47-57.

Advertisement for C. Itoh & Co., Ltd. featuring a satellite image and text: 'plus sur Terre', 'C. Itoh & Co., Ltd.', 'des des plus', 'un volume', '90 milliards', 'bureaux est', 'à travers le', 'secteurs du', 'internationale', 'logique et', 'l'export sur terre', 'par satellite', 'C. Itoh', 'l'expérience po'.

Comment enrayer la disparition

BRESIL
des forêts tr

FAMINES et séismes donnent lieu à des images spectaculaires. La déforestation, par son caractère rampant, frappe moins les imaginations. Pourtant, la destruction accélérée de la forêt menace, à courte échéance, la survie de nombreuses populations, voire des régions entières, sans compter le désastre écologique, culturel et génétique que cela représente pour toute la planète. L'Europe elle-même, où les terres boisées représentent un tiers de la superficie du continent, n'est pas à l'abri : incendies, pollutions atmosphériques, surexploitation, menacent cette richesse inestimable. Dans le tiers-monde, le problème prend des allures de désastre. Des 2 milliards d'hectares de forêts tropicales couvrant le globe en 1985, plus de 20 % auront disparu d'ici à la fin du siècle.

Par DANIEL DORY *

Parmi les catastrophes qui affectent aujourd'hui l'Afrique, la déforestation est sans doute l'une des plus difficiles à maîtriser. Selon les données fournies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (1), 0,6 % des formations forestières du continent disparaissent chaque année, soit plus de 13 000 kilomètres carrés pour les seules forêts tropicales. Et pourtant, si l'étude du « fonctionnement » de la forêt est connue de très près, les progrès, moins de 1 % des espèces animales et végétales des forêts tropicales humides ont fait l'objet de recherches. Dès lors, si l'on comprend le mécanisme d'ensemble de la déforestation, on est encore loin d'évaluer son exacte portée pour le patrimoine génétique (2). La maîtrise de ce processus suppose donc une protection et une gestion spécifique à chacun.

Mais les forêts ne sont pas qu'une somme d'organismes végétaux et animaux. Elles constituent également le cadre de vie permanent de populations humaines qui les exploitent. Des recherches anthropologiques, géographiques et historiques ont permis de constater que les forêts tropicales de longue date, aussi bien pour les savanes arborées et les forêts sèches, où les civilisations brillantes se sont épanouies, que pour la forêt

humide tropicale depuis des siècles, voire des millénaires, par des collectifs parfois très avancés (3). Ces sociétés sont adaptées à la forêt grâce à une agriculture itinérante à jachère longue, à la chasse, à la pêche et à la cueillette. Or ces modes de vie sont aujourd'hui en train de disparaître, et ce rythme de la déforestation.

Trois causes essentielles président à la destruction des forêts africaines : la nécessité de faire place à des terres agricoles - souvent pour de brèves durées ; le besoin de combustibles ; l'exploitation de diverses variétés d'arbres commercialisés sur le marché international.

Pendant longtemps, la jachère agricole a été pratiquée suivant le principe de la « jachère arborée » : après avoir brûlé une partie de la forêt, le paysan procède à deux ou trois ans de polycultures avant de laisser reposer la terre pendant une quinzaine d'années. Mais, avec un accroissement démographique annuel de 2,7 % par an entre 1971 et 1979, la population de l'Afrique a doublé tous les vingt-six ans et progressivement elle occupe les terres inhabitées et exploite les terres vacantes. Or ce processus touche pour l'essentiel les communautés incapables - pour des raisons économiques ou socio-culturelles - d'adapter leur agriculture

entièrement qu'en raccourcissant les jachères et donc en dégradant les sols. La nécessité de production qui en résulte oblige le cultivateur à réduire encore les délais de jachère, jusqu'à protéger ou marginaux, plus fragiles. Il s'ensuit une stérilisation durable de vastes zones que la forêt ne peut plus recouvrer.

A ces facteurs traditionnels s'ajoute, depuis l'époque coloniale, l'impact de la progression des cultures irriguées bien qu'irriguées des cultures commerciales. L'on peut ainsi mesurer les graves conséquences écologiques de l'introduction des cultures d'arachides au Sénégal ou des plantations de cacao au Ghana. Pourtant, ces produits, comme les cultures vivrières, sont nécessaires, tant par les revenus qu'elles procurent aux paysans que par les revenus qu'elles drainent dans la caisse des Etats. Ainsi, plus s'accroît la pauvreté des cultivateurs ou des Etats, plus l'agriculture commerciale se développe. Ce cercle vicieux est d'autant plus dangereux que, selon la FAO, la conversion agricole est cause de 10 % de la déforestation africaine.

Obtenir du bois de chauffage ou de cuisine, voilà la deuxième origine de la déforestation. Avec une consommation moyenne de 1 à 1,5 mètre cube de bois par habitant - contre 0,5 mètre cube pour l'ensemble du tiers-monde - qui couvre les trois quarts de ses besoins énergétiques, l'Afrique noire se trouve dans une dépendance critique à l'égard de sa forêt. Dans les forêts sèches, les symptômes de cette crise sont présents depuis longtemps : augmentation vertigineuse des prix du bois, destruction des couronnes déboisées autour des villes sahéliennes... Dans la forêt dense, l'approvisionnement se fait au prix de la destruction irréversible de portions importantes de terroirs villageois (4).

Les faibles ressources des populations locales, les prix du pétrole et des autres matières premières interdisent, au moins à moyen terme, toute perspective de substitution. Tout au plus peut-on miser sur les économies en bois que permettraient l'adoption de foyers domestiques (voir l'encadré page 31), le remplacement de la technique traditionnelle de cuisson sur trois pierres disposées en triangle, et plus de 90 % de l'énergie est gaspillée.

Si la part de l'Afrique dans le commerce des bois tropicaux paraît faible, dans un marché dominé à plus de 70 % par la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines (voir ci-dessous), l'incidence écologique et sociale de ce commerce ne doit pas être sous-estimée, notamment pour la forêt dense d'Afrique de l'Ouest et, dans une moindre mesure, d'Afrique centrale (Cameroun, Gabon...). Un nombre minime d'espèces (okoumé, acajou, samba...) présentent un intérêt commercial ; mais la dispersion des recherches effectuées sur ces investissements considérables et l'absence des gâchis. L'ouverture de nombreuses routes fragilise le sol, et des portions entières de surfaces boisées sont ainsi détruites en dehors de la zone des activités locales. Plus encore, le percement de sentiers facilite, pour les populations environnantes, un accès à la forêt et le défrichement sauvage de larges territoires.

Plusieurs variétés

La forêt tropicale est généralement plus pauvre et plus fragile que les forêts tempérées. Sa biodiversité est plus élevée, et sa sensibilité à la destruction est plus grande. La déforestation entraîne la destruction des sols, l'apparition de canaux érosifs, etc.

Les forêts sèches et les savanes arborées sont des formations végétales dont on rencontre une grande variété dans les régions à pluviométrie comprise entre 500 et 1 000 millimètres par an. Leur origine peut être climatique ou liée à l'action humaine (leur entretien requiert alors le passage périodique de feux de brousse). Leur dégradation conduit au remplacement du couvert arboré par de hautes herbes improductives et à une forte érosion due au vent et à l'eau.

La forêt dense est celle où arbres et arbustes recouvrent un fort pourcentage de la surface au sol, tandis que la forêt claire est une zone au boisement moins dense, où la strate herbacée est continue mais où les arbres couvrent au moins 10 % du sol.

Même si elles obéissent à des logiques partiellement différentes, les trois causes majeures de la déforestation doivent être analysées dans leurs interactions. A la base du phénomène, la pauvreté agit comme facteur d'emballement. Ainsi, pour faire face à la pénurie du bois, il est avantageux de disposer d'une famille nombreuse qui multiplie la force de travail mobilisable pour sa collecte. Pour nourrir cette famille, des défrichements supplémentaires sont nécessaires, ainsi que le raccourcissement des jachères. La diminution du revenu qui s'ensuit interdit définitivement toute modernisation des techniques agricoles et précipite l'exode rural. Au niveau des Etats mêmes, les quelques bénéfices immédiats recueillis par l'exportation de bois sont loin de compenser les pertes écologiques à long terme, tandis que la pauvreté les empêche de remédier aux destructions massives.

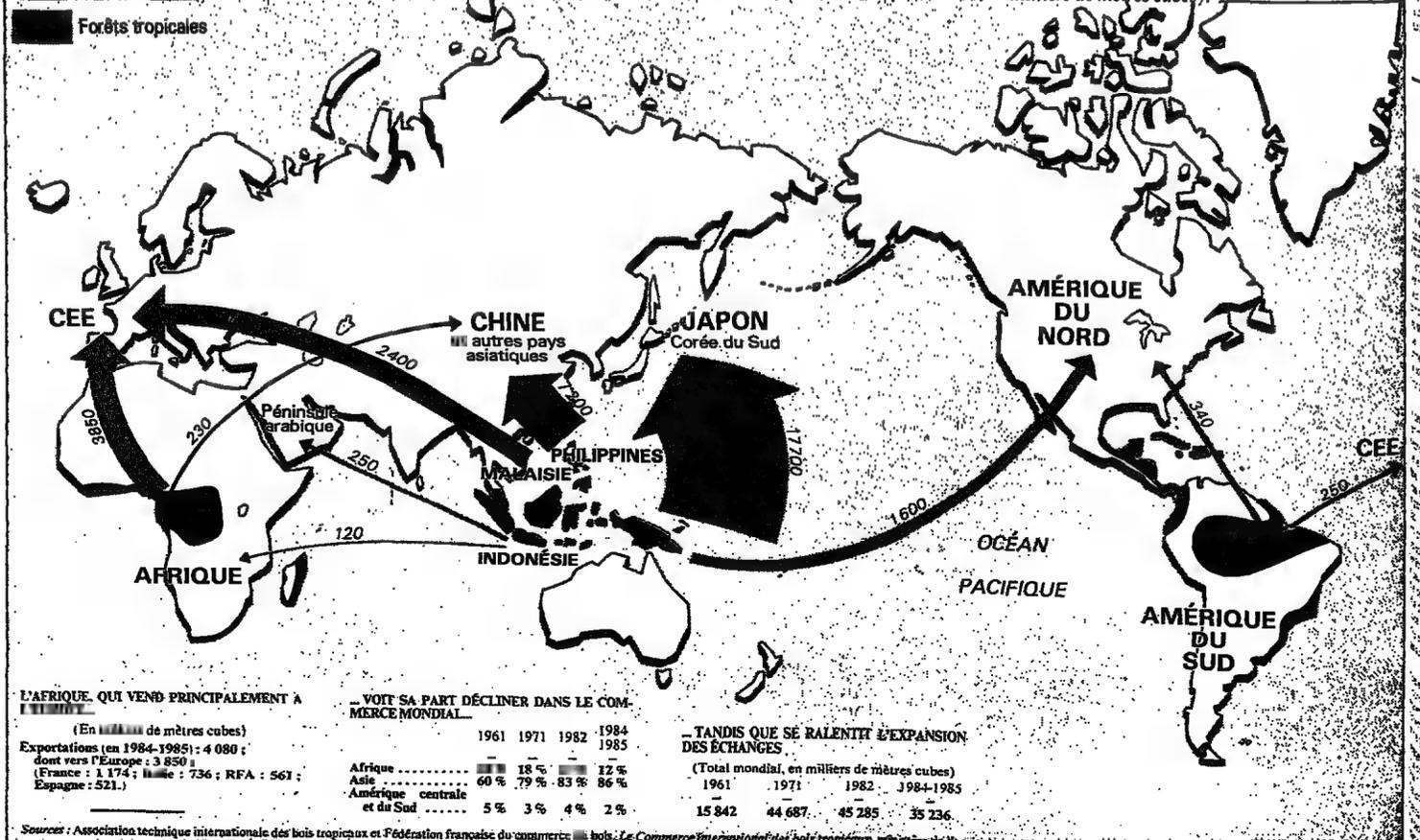
On ajoute, à l'état d'hypothèse, les menaces que la déforestation fait peser sur le climat, on mesure l'urgence de la définition d'une stratégie efficace pour lutter contre ce désastre.

Certes, les dangers de la déforestation n'ont été sous-estimés ni par les populations, ni par les Etats africains, ni par la communauté internationale. Cependant, rien encore ne permet de dire que le processus ait été inversé. Les résultats obtenus sur quelques zones expérimentales limitées sont difficilement généralisables, et il reste encore beaucoup à faire.

- (1) On consultera utilement les données de la FAO parus à l'occasion de l'Année internationale de la forêt (1986) ainsi que les textes de la première conférence internationale de l'arbre et de la forêt tenue à Paris en février 1986. Documents d'actualité internationale, n° 7, 1^{er} avril 1986, la Documentation française, Paris.
- (2) J. Demangeot, Les forêts tropicales, Masson, Paris, 1976.
- (3) Voir l'article de Jean Vassina, « L'homme, les forêts et le passé de l'Afrique », dans Les forêts tropicales et la civilisation, n° 6, 1985, Armand Colin, Paris.
- (4) Pour une analyse à l'échelle mondiale de la pénurie de bois de feu, voir K. Balda, « Firewood Shortage : Ecological Disaster in the Third World », International Journal of Environmental Studies, n° 1, 1984, Longman, Londres.

* Anthropologue-écologiste et géographe, Centre de géographie (université Paris-CNRS).

LES FLUX MONDIAUX DE BOIS TROPICAUX (1984-1985, en milliers de mètres cubes)



Sources : Association technique internationale des bois tropicaux et Fédération française du commerce des bois. Le Commerce International des Bois Tropicaux, Ministère de l'Agriculture (Direction des forêts), Paris, juin 1985.

Mainmise

Le bois tropical est devenu une ressource précieuse pour les pays industrialisés. La déforestation massive en Afrique et en Asie menace l'équilibre écologique et la survie de nombreuses populations. Les experts appellent à une gestion durable et à la protection des forêts tropicales.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

DE L'AFRIQUE

Disparition

elles obéissent à des logiques... les baillleurs de fonds internationaux...

AU BRÉSIL

des forêts tropicales

Les baillleurs de fonds internationaux, de même que les autorités locales, sont encore trop enclins à différer...

déforestation pour en tirer un démarrage cohérent et efficace, on peut tenter de dégager les axes majeurs d'intervention.

inventaire extrêmement détaillé de la déforestation depuis l'échelle du village jusqu'à celle du continent tout entier.

désastreux n'est plus à démontrer, qui s'inscrivent dans des systèmes complexes de pratiques techniques et sociales...

la pression des aires dégradées condamne à terme, permet une concentration maximale des efforts sur des secteurs à partir desquels une politique de reconquête a de réelles chances de succès.

Une véritable médecine de catastrophe

JUSQU'À présent, la stratégie dominante a consisté à intervenir prioritairement dans les zones les plus dégradées. Si, à première vue, une telle option peut paraître raisonnable...

ans - sans détruire totalement le reste de la végétation. De plus, l'effet d'entraînement sera favorisé par une situation de départ moins dramatique...

Des fourneaux faits de terre et de sable

On a souvent prétendu que les fourneaux permettent de réduire de moitié le combustible nécessaire à la cuisson, mais il serait plus réaliste de tabler sur une réduction de 30 % de consommation d'énergie...



Le nom de Lorena a été composé à partir des mots espagnols lodo (boue) et arena (sable). Un four construit entièrement avec de la boue et du sable...

(Extrait de : « Le bois, source d'énergie », FAO, Rome, 43 pages).

EN COTE-D'IVOIRE

Laboratoire grandeur nature

DANS une large mesure, le territoire ivoirien a été fondé sur la destruction de la forêt. Inévitablement exploitée depuis la fin des années 50, la forêt ivoirienne a toujours été parmi les principales sources d'exportation du pays...

Certes, les conditions climatiques et la dégradation des ressources végétales de remplacement entraînent souvent un maintien de la prédominance des arbres dans le paysage, mais au prix d'un très grave appauvrissement de la flore et de la faune.

L'ampleur de la déforestation affectant la Côte-d'Ivoire a enfin transformé, sans doute, ce pays en une sorte de laboratoire géant de phénomènes de grande ampleur peuvent être analysés.

Mainmise sur l'Amazonie

DANS les années 60, particulièrement à partir de l'arrivée au pouvoir des militaires (1964), l'intérêt brésilien pour l'Amazonie se réveille. Il fallait coloniser la région, canaliser vers elle les énergies, les capitaux, les flux migratoires...

— la syticulture industrielle, appliquée soit aux essences amazoniennes, soit à des essences importées. Mais le Brésil ne s'est pas vraiment lancé dans l'exploitation des bois tropicaux, réservant sans doute cette possibilité pour l'avenir.

Au milieu des années 70, le quasi-échec de la politique précédente devient manifeste, le premier choc pétrolier secoue durement une économie très dépendante des approvisionnements extérieurs, et le général Geisel inaugure une stratégie beaucoup plus agressive. Il s'agit désormais d'exploiter la grande échelle des ressources énergétiques, minières, végétales de la région.

CES modalités « modernes » organisées d'occupation de l'Amazonie s'ajoutent à d'autres, plus traditionnelles. La cueillette de la noix de l'acajou, les garimpos (ou exploitations minières artisanales, d'or notamment, un droit traditionnel dans la région), l'installation de petits paysans ou familles sans droits authentiques de propriété, font aussi partie du paysage amazonien.

— les routes et voies ferrées, larges tranchées dans la forêt et axes de colonisation. Les principales sont Belém-Brasilia, Cubatã-Santarém, Cubatã-Porto-Valho. On peut estimer à environ 5 millions d'hectares la superficie ainsi déboisée, alors que la colonisation n'a guère réussi que dans le Rondônia.

On peut estimer qu'à ce jour 15 à 20 millions d'hectares (soit entre 4 et 7 % de la surface totale) de forêt primaire ont été détruits. Or celle-ci, dans la meilleure hypothèse, ne se reconstruit que partiellement et lentement (un siècle au moins).

LES PYGMÉES AKA ET LA FORÊT CENTRALE-PRIMAIRE

LES PYGMÉES AKA ET LA FORÊT CENTRALE-PRIMAIRE. — Serge Baluchet. — BELAF, Paris, 1986, 640 pages, 285 F. Les Pygmées sont à la mode. Depuis quelques mois, on voit leur apparition au cinéma et à la télévision sans pour autant être présentés avec plus d'authenticité qu'apparaissent ici et là, il s'agit plutôt d'un « ethnoscène ».

la circulation de ces ressources à l'intérieur de cette société de chasseurs-collecteurs ainsi que les liens qui les unissent aux Grands Noirs, les villageois agriculteurs. Ainsi, il tente de corréler au plus près leur situation présente face à la civilisation technique occidentale qui se manifeste de plus en plus, ne serait-ce qu'en raison de l'exploitation systématique de la forêt.

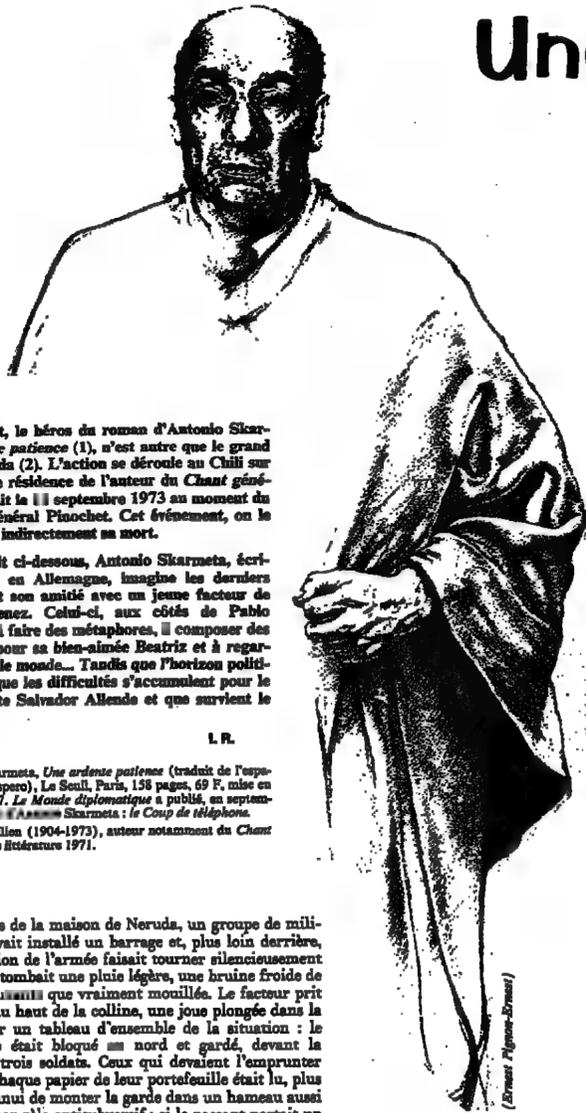
— les grands projets miniers, industriels ou agro-pastoraux impliquent le déboisement de surfaces considérables. Particulièrement désastreux a été le mode de l'élevage bovin, car les surfaces nécessaires sont énormes et le pacage fragilise les sols.

— l'exploitation des bois tropicaux à grande échelle n'a pas encore commencé en Amazonie. Mais au fur et à mesure que les autres sources (Asie du Sud-Est, Afrique) tarissent, la question se posera dans un Brésil en quête de devises.

En Afrique équatoriale, de l'Atlantique aux Grands Lacs, la plupart des Pygmées vivent encore du bon usage de la forêt sans pratiquer l'élevage et l'agriculture. Avec minutie, Serge Baluchet décrit leurs techniques et les connaissances qu'ils possèdent d'une écologie singulière qui, malgré les apparences, demeure plus bénéfique qu'hostile. Il explique

Quant à l'avenir des Aka, l'auteur est précepteur : « Ils disparaîtront à leur tour, irréversiblement. » Pourtant, selon nos propres observations, les Pygmées de la rive gauche de la Lobaye (RCA) et ceux de la région de la Sangha (République populaire du Congo) savent s'adapter à leurs nouvelles conditions de vie. Au Gabon, du Congo et du Rwanda... on se fait depuis des décennies. Il est souhaitable qu'il en soit de même pour les Aka : la prospective des phénomènes humains exige une certaine prudence, ne serait-ce que pour se garder de tout déterminisme.

MORT D'UN POÈTE DANS LE CHILI DU GÉNÉRAL PINOCHET



Une ardente patience

Par ANTONIO SKARMETA

Curieusement, le héros du roman d'Antonio Skarmeta, *Une ardente patience* (1), n'est autre que le grand poète Pablo Neruda (2). L'action se déroule au Chili sur l'île Noire, lieu de résidence de l'auteur du *Chant général*, où il se trouvait le 11 septembre 1973 au moment du coup d'Etat du général Pinochet. Cet événement, on le sait, devait causer indirectement sa mort.

Dans l'extrait ci-dessous, Antonio Skarmeta, écrivain chilien exilé en Allemagne, imagine les derniers temps du poète et son amitié avec un jeune facteur de l'île, Mario Jimenez. Celui-ci, aux côtés de Pablo Neruda, a appris à faire des métaphores, à composer des poèmes d'amour pour sa bien-aimée Beatriz et à regarder différemment le monde. Tandis que l'horizon politique s'assombrit, que les difficultés s'accumulent pour le président socialiste Salvador Allende et que survient le coup d'Etat...

L.R.

(1) Antonio Skarmeta, *Une ardente patience* (traduit de l'espagnol par François Maspero), Le Seuil, Paris, 158 pages, 69 F, mise en vente le 4 février 1987. *Le Monde diplomatique* a publié, en septembre 1984, une nouvelle de Skarmeta : *Le Coup de téléphone*. (2) Écrivain chilien (1904-1973), auteur notamment du *Chant général*, prix Nobel de Littérature 1971.

AUX abords de la maison de Neruda, un groupe de militaires avait installé un barrage et, plus loin derrière, un camion de l'armée faisait tourner silencieusement son gyrophare. Il tombait une pluie légère, une brume froide de la côte, plus étonnante que vraiment mouillée. Le facteur prit un raccourci et, du haut de la colline, une fois plongée dans la boue, il put avoir un tableau d'ensemble de la situation : le chemin du poète était bloqué au nord et gardé, devant la boulangerie, par trois soldats. Ceux qui devaient emprunter la route étaient fouillés. Chaque papier de leur portefeuille était lu, plus pour tromper l'ennui de monter la garde dans un bameau aussi insignifiant que par zèle antisubversif ; si le passant portait un sac, on lui intimait, sans violence, l'ordre d'en montrer le contenu en détail : le détergent, le paquet de vermicelle, la boîte de thé, les pommes, le kilo de pommes de terre... Après quoi, d'un geste ennuyé, on lui permettait de repartir. Bien que tout cela fût neuf, Mario trouva que la conduite des militaires avait un air de routine. Ce n'est que lorsque réapparait, à intervalles réguliers, un lieutenant moustachu et vociférant qu'ils redevenaient sévères et accélèrent le mouvement.

Il resta jusqu'à minuit à observer leurs manœuvres. Puis il descendit prudemment et, sans reprendre son scooter, fit un immense détour pour passer derrière des habitations anonymes, gagna la plage à la hauteur du môle et marcha long des rochers, pieds nus sur le sable, jusqu'à la hauteur de la maison de Neruda. Il mit la sacoche en sûreté derrière un rocher aux arêtes dangereuses dans une excavation à proximité des dunes, en tira le rouleau qui contenait les télégrammes avec toute la prudence que lui imposait le passage incessant des hélicoptères en rassemblement sur la plage et, une heure durant, il les lut. Après quoi seulement, il aplaça le papier entre ses paumes et le glissa sous une pierre. La distance qui le séparait du carillon n'était pas grande, même si la montée était escarpée. Mais il fut arrêté, une fois encore, par le ballet des avions et des hélicoptères qui avaient déjà contraint les mouettes et les pélicans à l'exil. La mécanique disproportionnée de leurs rotors et la souplesse laquelle ils stoppaient net, suspendus au-dessus de la maison du poète, le firent penser à des fauves aux aguets flairant quelque chose, l'œil vorace, et il référa son envie de gravir la pente à risque de dégringoler ou d'être repéré du chemin par la sentinelle. Il chercha une ombre propice à sa progression. L'obscurité n'était pas encore venue mais les rochers escarpés semblaient offrir une certaine protection, à l'abri du soleil qui perçait par instants les nuages lourds et qui dénonçait les moindres tessons de bouteille et les moindres galets luisants sur la plage.

ARRIVÉ au carillon, il trouva un filet d'eau où il lava le mélange de sueur et de crasse incrusté dans les égratignures de ses joues et, surtout, de ses mains. En parvenant sur la terrasse, il vit dona Matilde*, les bras croisés sur la poitrine, le regard perdu dans le murmure de la mer. Le facteur lui fit un signe, et elle tourna les yeux vers lui : il porta un doigt sur ses lèvres pour implorer son silence. Matilde vérifia que l'espace qui le séparait de la chambre du poète ne tombait pas dans le champ de vision du garde posté sur le chemin et, d'un battement de cils en direction de la porte, elle lui indiqua que la voie était libre. Il dut tenir un moment la porte entrouverte afin de distinguer Neruda dans cette pénombre aux odeurs de médicaments, d'onguents et de bois humide. Il marcha sur le tapis jusqu'au lit avec la précaution d'un visiteur dans un temple, impressionné par la respiration laborieuse du poète, comme si l'air lui sortait de la gorge avant de s'en échapper. - Don Pablo, murmura-t-il très bas comme pour ajuster le volume de sa voix à la lumière ténue de la lampe voilée d'une nappe brune.

Il lui sembla que c'était son ombre qui avait parlé. La silhouette de Neruda se dressa péniblement sur le lit, et ses yeux éteints fouillèrent l'ombre.

- Mario ?
- Oui, don Pablo.
Le poète tendit un bras sans forces, mais le facteur ne fit pas attention à son appel, dans ce jeu de contours sans volumes.

- Approche-toi, mon garçon.
Quand il fut tout contre le lit, le poète lui saisit le poignet d'une pression dont Mario sentit la fièvre se transmettre près de l'oreiller.

- Ce matin, j'ai essayé d'entrer chez vous, mais je n'ai pas pu. La maison est entourée de soldats. Ils m'ont juste laissé passer le docteur.

Les lèvres du poète s'entr'ouvrirent pour un faible sourire.

- N'ai plus besoin de docteur, fils. On ferait mieux de m'envoyer directement le fossoyeur.

- Ne parles pas comme ça, poète.

- Fossoyeur, c'est une bonne profession, fils. Tu souviens quand Hamlet est plongé dans ses méditations et que le fossoyeur lui conseille : « Cherche-toi une fille robuste et laisse là ces bêtises » ?

Le jeune homme put alors distinguer une tasse sur la table de chevet et, d'un geste de Neruda, il l'apporta à ses lèvres.

- Comment vous sentez-vous, don Pablo ?

- Moribond. A part ça, rien de grave.
- Vous savez ce qui se passe ?
- Matilde a essayé de tout me cacher, mais j'ai une petite radio japonaise sous ma couverture.
- Il avala une lampée d'air et l'expulsa en tremblant.
- Mon garçon, avec cette fièvre, je me sens comme un poisson dans la poêle.
- Elle sera bientôt finie, poète.
- Non, fiston. Ce n'est pas la fièvre qui va finir. C'est moi.
- Avec un coin du drap, le facteur lui essuya la sueur qui coulait du front dans les yeux.
- C'est grave, ce que vous avez, don Pablo ?
- Puisque nous sommes dans Shakespeare, je te répondrai comme Mercutio quand il est transpercé par l'épée de Tybalt : « La mort n'a pas la profondeur d'un puits, elle n'a pas la largeur d'un porche d'église, mais elle est suffisante : demandez à me voir demain, et, quand vous me retrouverez, j'aurai la gravité que donne le cercueil. »
- S'il vous plaît, recouchez-vous.
- Aide-moi à marcher jusqu'à la fenêtre.
- Je ne peux pas. Dona Matilde ne m'a laissé entrer que parce que...
- Je suis ton entremetteur, ton compère et le parrain de ton enfant. Avec tous ces titres gagnés à la sueur de ma plume, j'exige que tu me conduises jusqu'à la fenêtre.
- Mario tenta de contenir l'excitation du poète en lui prenant les poignets. La veine de son cou palpitait comme un animal.
- La brise est froide, don Pablo.
- Le froid de la brise est relatif. Si tu voyais le vent glacé qui souffle dans mes os. Il est sauvage et acéré le poignard final, mon garçon. Conduis-moi à la fenêtre.
- Ne bougez pas, poète.
- Que veux-tu me cacher ? Est-ce que, quand tu ouvriras la fenêtre, la mer ne sera plus là, juste au-dessous de moi ? Ils me l'ont peut-être mise en cage ?
- Mario sentit sa voix s'enrouler et ses yeux se mouiller. Il se caressa lentement la joue puis il mit, comme un enfant, les doigts dans sa bouche.
- La mer est là, don Pablo.
- Alors, qu'est-ce que tu as ? gémit Neruda, les yeux suppliants. Conduis-moi à la fenêtre.

Mario passa les doigts sous les bras du poète et réussit à le mettre debout à côté de lui. Il craignait qu'il ne s'évanouisse, et il l'étreignit si fortement qu'il put sentir le frisson qui secoua le poète se frayer un chemin sous sa propre peau. Comme un seul homme, ils titubèrent et gagnèrent la fenêtre. Le garçon tira l'épais rideau bleu, mais il ne voulut pas regarder ce qu'il pouvait déjà voir dans les yeux du poète. La lumière rouge du gyrophare vint fouetter sa pommette par intermittence.

- Une ambulance, rit le poète, la bouche remplie de larmes. Pourquoi pas un corbillard ?

- On va vous conduire dans un hôpital, à Santiago. Dona Matilde est en train de préparer vos affaires.

- À Santiago, il n'y a pas la mer. Il n'y a que des médecins et des chirurgiens.

Le poète laissa retomber sa tête contre la vitre et celle-ci se brouilla sous son souffle.

- Vous êtes brûlant, don Pablo.

SOUDDAIN, le poète porta son regard vers le toit et parut observer quelque chose qui disparaissait entre les poutres, parmi les noms de ses amis morts. Un nouveau bruit alerta le facteur de la montée de la température. Il voulut crier pour prévenir Matilde mais il fut dissuadé par la présence d'un soldat qui venait remettre un papier au chauffeur de l'ambulance. Neruda s'obstina à vouloir marcher jusqu'à l'autre porte-fenêtre, comme s'il avait une crise d'asthme. En lui prêtant son appui, Mario sut que désormais les dernières forces de ce corps s'étaient réfugiées dans la tête. Faibles furent la voix et la sourire du poète quand celui-ci parla sans le regarder.

- Dis-moi une bonne métaphore, mon petit, pour que je meure tranquille.

- Il ne me vient aucune métaphore, poète, mais écoutez ce que j'ai à vous dire.

- Je t'écoute, fils.

- Bien. Il est arrivé aujourd'hui plus de vingt télégrammes pour vous. Je voulais vous les apporter, mais la maison était gardée et je n'ai pas pu. Vous me pardonnerez ce que j'ai fait, il n'y avait pas d'autre moyen.

- Qu'est-ce que tu as fait ?

- J'ai lu tous les télégrammes et je les ai appris par cœur pour pouvoir vous les dire.

- D'où viennent-ils ?

- De partout. Voulez-vous que je commence par la Suède ?

- Vas-y.

Il fit une pause pour avaler sa salive. Neruda se dégagea un instant et prit appui sur la poignée de la porte-fenêtre. Une rafale soufflait sur les vitres maculées de saleté et les faisait vibrer. Mario accrocha son regard à une fleur qui se défilait au flanc d'un pot d'argile, et il restituait le premier texte en prenant garde de ne pas confondre les différents câbles.

- « D'autorité indignation assassinat président Allende. Gouvernement peuple suédois offrent asile poète Neruda. »

- Un autre, dit le poète qui sentait que des ombres s'avisaient de ses yeux et que des cavaliers ou des cavalades fantômes cherchaient à briser les vitres pour aller rejoindre des corps aux formes confuses que l'on voyait se lever sur le sable de la plage.

- « Mexico met avion disposition poète Neruda et famille pour transfert immédiat », récita Mario, déjà certain de ne plus être écouté.

La main de Neruda tremblait sur la poignée de la fenêtre, peut-être pour l'ouvrir, mais aussi comme s'il cherchait à éprouver ses doigts crispés l'épaisseur d'une machine semblable à celle qui lui sentait tourner dans ses veines et remplir sa bouche de salive. Sur la houle métallique déchaînée par le reflet des rotors des hélicoptères d'où giclaient une poussière scintillante de poisons d'argent, il crut voir se dresser une maison de pluie aux murs d'eau, impalpable charpente humide, humide et intime comme sa propre peau.

Dans la balèmette trépidant de son sang, cette eau noire qui était germination, obscur travail des racines, invisible verdure des nuits portées de fruits, un secret bruissant se réveillait maintenant à lui, et c'était la conviction définitive de l'existence d'un magma à qui tout appartenait, celui-là même que les mots cherchaient, gagnaient, trouvaient le nommer, ou nommaient en se taisant (la seule certitude est que nous respirons et que nous cessons de respirer, avait dit jadis un jeune poète venu du Sud, et sa main, dans un geste d'adieu, avait désigné un panier de pommes sous le drap mortuaire) : en maison face à la mer et la maison d'eau dérivait maintenant à travers les vitres elles-mêmes faites d'eau, ses yeux, maison des choses, ses lèvres, maison des mots, mouillée par cette même eau qui avait un jour crevé le cercueil de son père après avoir traversé les tombes à balustrades des autres morts pour enflammer la vie du poète d'un secret dont la révélation lui venait enfin et qui, par ce hasard qui commande à la beauté et au néant, sous une pluie de morts aux yeux bandés et aux poignets sanglants, lui posait sur la bouche un poème qu'il ne dit mais que Mario, lui, entendit bien quand le poète ouvrit la fenêtre et que le vent fit se dissiper les ombres :

Je retourne à la mer qu'enveloppe le ciel
Le silence entre une vague et l'autre
Instaure une attente dangereuse ;
Que meure la vie, que se calme le sang
Et que déferle le mouvement nouveau
Pour que résonne la voix de l'infini.

Derrière lui, Mario le prit dans ses bras et, levant les mains pour couvrir ses pupilles hallucinées, lui dit :

- Ne mourez pas, poète.

L'AMBULANCE emporta Pablo Neruda vers Santiago. Sur la route, il fallut éviter les barrages de la police et les contrôles militaires.

Il mourut le 23 septembre 1973 à la clinique Santa-Maria. Tandis qu'il agonisait, sa maison de la capitale, sur une pente de la colline San-Cristobal, fut mise à sac, les vitres furent brisées, l'eau des robinets ouvrit une inondation.

On le veilla au milieu des décombres.
* Matilde Urrutia, l'épouse de Pablo Neruda (NDLR).

La ch...

Par SELENOS

Le poète...
C'est...
L'ambulance...
Points de repère...
L'ambulance emporta Pablo Neruda vers Santiago. Sur la route, il fallut éviter les barrages de la police et les contrôles militaires. Il mourut le 23 septembre 1973 à la clinique Santa-Maria. Tandis qu'il agonisait, sa maison de la capitale, sur une pente de la colline San-Cristobal, fut mise à sac, les vitres furent brisées, l'eau des robinets ouvrit une inondation. On le veilla au milieu des décombres. * Matilde Urrutia, l'épouse de Pablo Neruda (NDLR).

A LA VEILLE D'IMPORTANTES ÉCHÉANCES

La crise de l'UNESCO en suspens

Par BELENOS *

L'ANNONCE faite par le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar M'bow, le 8 octobre dernier, qu'il ne briguerait pas un troisième mandat, en novembre 1987, a apparemment calmé ceux qui assuraient urbi et orbi que M. M'bow n'avait d'autre objectif que sa réflexion.

La crise de l'UNESCO serait-elle endiguée? Si le ton s'est apaisé dans les propos officiels, de nombreux problèmes demeurent irrésolus. Et il régnait chez la plupart des fonctionnaires de l'institution un sentiment très perceptible de découragement. La déstabilisation entamée depuis plusieurs années a fini par agir visiblement sur le moral des troupes.

Plus grave encore, les attaques extérieures semblent s'être commuées en intentions de mettre en place un système concurrent qui pourrait, à brève échéance, se révéler hautement préjudiciable au devenir de l'Organisation.

La décapitation n'est donc peut-être qu'apparente. A la veille des prochains rendez-vous - le principal étant la conférence générale de l'automne 1987, - rien ne permet d'assurer que le retour à l'universalité soit en bonne voie. Tout se passe aujourd'hui comme si, loin d'être dissipée, la crise était plutôt en suspens. Encore faut-il distinguer ses causes internes et ses causes externes. Au-delà, c'est sur la nécessité même de poursuivre l'œuvre engagée il y a quarante ans qu'il convient de s'interroger. A tous égards, comme l'a dit un délégué, « le temps des alibis est définitivement révolu ».

On peut admirer le courage de M. M'bow qui a fait connaître sa volonté d'apporter une contribution positive à la consolidation des rapports concrets qui doivent exister entre toutes les composantes de la communauté internationale et souscrire à son jugement selon lequel il convenait de tenir ferme la barre d'une institution qui, « bon gré, mal gré, est devenue le symbole de la défense d'un système multilatéral de coopération internationale ». Raison pour laquelle, en dépit des attaques dont il a été l'objet, M. M'bow n'a pas démissionné.

En fait, dès en 1974 puis réélu en 1980 à l'unanimité, c'est bien M. M'bow qui a fait franchir à l'Organisation l'obstacle le plus redoutable de son histoire : la menace de cassure entre le tiers-monde et l'Occident au moment des attaques contre Israël, menace désamorcée en 1976 par l'intégration de ce pays dans le groupe occidental (1). C'est M. M'bow qui a contenu les tentatives soviétiques de rendre plus offensifs les programmes concernant la communication, le désarmement et les droits des peuples.

Dans ces conditions, cet homme du consensus aurait-il pu, raisonnablement, envisager une seconde réflexion en s'appuyant sur une majorité incertaine coalisée contre les Occidentaux? Ou, du moins, sondée par une opposition à l'idéologie réaganienne, dont la croisade anti-impérialiste l'a précisément choisi pour cible et symbole?

Le sacrifice du sortant pourrait lui permettre de passer sur sa propre succession. Le tiers-monde jouera, c'est sûr, un rôle décisif dans le choix du futur directeur général, qui, contrairement à ce qui a été écrit ici ou là, a peu de chances d'être ressortissant d'un pays francophone, après un quart de siècle de direction française et sénégalaise.

simple agence d'aide technique. On ceux qui voient la mise en œuvre de changements décidés - comme la décentralisation - s'opérer trop lentement. De sorte que l'image de l'organisation ne s'en trouve pas améliorée.

S'agissant du personnel, la suppression de huit cents postes, due à la réduction du budget et à la concentration du programme, a entraîné des mesures d'incitation aux départs volontaires et des redéploiements internes. Le nombre des licenciements a été faible et sans commune mesure avec les chiffres annoncés par les Cassandre. Mais les redéploiements n'ont pas réglé toutes les difficultés. Certains secteurs sont actuellement vidés de leurs cadres,

plusieurs fondations privées alimentées par des contributions volontaires.

M. Alan Keys, le sous-secrétaire d'Etat américain, dit « l'ogre des Nations unies », ne cache pas sa sympathie pour cette solution. Un avantage pour les promoteurs d'une telle idée serait que le contrôle de cet organisme, dénommé Focus for Culture, Science and Education (FOCUSED), reviendrait aux principaux bailleurs de fonds, qui seraient naturellement américains. Ceux qui « peinent la note » auraient enfilés les votes, pour reprendre la formule célèbre de l'ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, M. Jeane Kirkpatrick.

On touche ici au fond de la ques-

tion des Unions scientifiques; M. Candido Mendes, président du Conseil international des sciences sociales; M. Wole Soyinka, écrivain nigérian, prix Nobel de littérature 1986, et M. Jean d'Ormesson pour qui « si l'UNESCO n'existait pas, il faudrait l'inventer ».

Pour ces intellectuels, il est clair que l'avenir de l'UNESCO passe par une osmose accrue entre l'Organisation et les communautés de savants et de chercheurs, d'éducateurs et d'artistes et par une meilleure interdisciplinarité.

On voit dès lors que la tâche du prochain directeur général sera rude. Aussi conviendra-t-il absolument que le

Des programmes trop polémiques

LES Anglo-Saxons font remonter la dérive idéologique de l'UNESCO à l'entrée des pays de l'Est dans l'Organisation en 1954 et son aggravation à l'arrivée des pays du tiers-monde après 1960, autant dire à la consécration de l'universalité de l'Organisation. Mais le mal, selon eux, et selon la plupart des autres Occidentaux, n'est produit lors de l'introduction dans les programmes de certains thèmes comme celui du « Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » (NOMIC) à partir du milieu des années 70 (2). Le second plan à moyen terme (1983-1989) a, selon les mêmes « juges », fait naître l'idée que l'UNESCO aurait vocation à résoudre tous les problèmes de la planète. Aussi, depuis la mise en place de ce plan, se sont-ils employés à restreindre ses ambitions. Les faits montrent que la réduction des capacités budgétaires due aux retranchements américains et britanniques - la perte totale a été de 29,9 % - a permis d'aller en ce sens, avec une rapidité surprenante.

Bien que de très loin les moins dépensiers - à peine 5 % de l'ensemble - les points les plus « névralgiques » (NOMIC, désarmement, droits des peuples) ont été les plus sacrifiés. La conférence de Sofia, en 1985, avait ouvert la voie, pour tenter de retenter les Britanniques. Les résultats de la récente consultation des Etats membres sur les activités futures de l'Organisation sont allés encore plus loin. L'isolement de l'Est est à cette occa-

sion apparu flagrant et devient presque inquiétant: comment l'URSS, principal contributeur de l'UNESCO depuis le départ des Etats-Unis, pourra-t-elle longtemps s'en accommoder?

Cela n'exclut pas une autre critique, d'ordre plutôt quantitatif: la dispersion des efforts dans une atomisation des activités qui touche environ 30 % de la masse totale. Des progrès vers plus de concentration ont toutefois été enregistrés.

Autre « victoire » occidentale, et non des moindres: la croissance budgétaire pour les années 1987 et 1988 demeurera égale à zéro. Au risque d'étrangler à terme l'Organisation, qui ne pourra voir indéfiniment ses moyens décroître sans dommages.

Enfin, le plan à moyen terme pour 1990-1995, dont le lent processus d'élaboration vient d'être engagé, devrait ultérieurement permettre de revoir les perspectives elles-mêmes et de recenser les activités de l'UNESCO autour d'un ensemble de projets mieux définis et en nombre plus restreint. Mais cela fait encore partie des conquêtes à venir, donc incertaines.

Des réformes, décidées à la suite des travaux du conseil exécutif en 1984-1985, visent à améliorer le fonctionnement et à clarifier la gestion de l'Organisation, vivement critiqués par les Anglo-Saxons et nombre d'autres pays.

Mais ces réformes, modestes, créent à leur tour de nombreux mécontentements; ceux, par exemple, qui envisagent une remise en cause totale des principes et des modes d'action de l'UNESCO afin de la réduire à une



(Soljak)

et l'exécution de certains programmes devient fort difficile.

On ne peut totalement imputer au directeur général la responsabilité de cet état de fait, la conférence générale de Sofia, en 1985, ayant enfermé dans des contraintes à peu près inextricables: ni licenciements ni recrutements, avec respect de la répartition géographique et réduction des coûts.

Sur le plan externe, les causes d'inquiétude sont encore plus graves. La phase des critiques américaines fondées sur le rapport du General Accounting Office, pour des comptes américains, en 1984, semble maintenant dépassée. Contre l'Organisation dont il ne sont plus membres, les Etats-Unis ont entamé une réflexion très active, s'inspirant des thèses de la très conservatrice Heritage Foundation, visant à l'établissement d'un système parallèle pour doubler l'UNESCO par une

tion: peut-on espérer restaurer l'universalité d'une coopération reposant sur le principe « un Etat, une voix » inscrit dans la charte de l'ONU, quand les Etats-Unis eux-mêmes manifestent leur préférence pour une politique fondamentalement sélective, telle qu'elle existe au Fonds monétaire international (FMI) ou à la Banque mondiale?

Au-delà de l'UNESCO, c'est, sur ce point, tout le système des Nations unies qui est en cause (3). Or, si l'on préfère, c'est un certain réaganisme qui le remet en question. Toutefois, en octobre 1986, au moment de la réélection de M. Javier Perez de Cuellar au secrétariat général de l'ONU, le département d'Etat américain a fait la promesse de mettre en sourdine ses critiques contre le système, voire de rétablir certaines contributions financières. On pourrait espérer que cela bénéficie également à l'UNESCO. Il est cependant encore trop tôt pour en juger.

De Wole Soyinka à Jean d'Ormesson

SI le réaganisme et le thatchérisme convergent totalement, la différence de situation entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni n'en est pas moins assez sensible. Elle résulte d'un engagement de plus en plus net des milieux intellectuels et même des partis politiques britanniques en faveur du retour de Londres à l'UNESCO. Le Royaume-Uni, pays initiateur, avec la France, de l'Organisation, conserve des liens privilégiés avec le Commonwealth. Ces éléments interviennent certainement dans le jugement des travailleurs et des conservateurs proches de l'ancien leader Edward Heath, avocat de ce retour. Quant aux intellectuels britanniques, ils viennent de fonder une association pour la réintégration du Royaume-Uni dans l'UNESCO en choisissant la date symbolique du 4 novembre dernier, jour anniversaire de l'entrée en vigueur de l'acte constitutif de l'Organisation, pour en faire l'annonce.

Pour le moment, d'autres gouvernements envisagent plutôt d'élargir la brèche: les Pays-Bas qui, à New-York, en octobre 1986, ont laissé planer une menace de retrait, et même le Danemark, le Japon et la Suisse, voire l'Allemagne de l'Ouest, mais seulement dans des conversations officieuses. Il reste à savoir si les signes d'évolution de l'attitude américaine vont se confirmer. Et si cela pourra exercer une influence sur d'autres Occidentaux.

Dans ce contexte ambigu, fant-il tenir au maintien de l'UNESCO qui vient d'atteindre l'âge honorable de quarante ans (4)? L'Organisation a

successeur de M. M'bow soit bien l'homme de la situation et qu'il dispose pendant un temps assez long d'un véritable état de grâce.

(1) Les groupes géographiques de l'UNESCO sont les suivants: a) Europe de l'Ouest et Amérique du Nord; b) Pays socialistes (Europe de l'Est); c) Amérique latine et Caraïbes; d) Asie et Pacifique; e) Afrique et Moyen-Orient; f) Afrique du sud du Sahara; g) Etats arabes. Israël est désormais incluse dans le groupe a.

(2) Voir Henri Delahaye, « Le veto américain à l'UNESCO », le Monde diplomatique, février 1984.

(3) Voir Claire Brisset et Betty Werther, « La loi de la minorité », le Monde diplomatique, janvier 1985, ainsi que Georges-Albert Astruc, « Au-delà du cœur de Washington et l'UNESCO », le Monde diplomatique, octobre 1985.

(4) Cf. Pierre Auger, « Les quarante ans de l'UNESCO », le Monde, 9 novembre 1986.

(5) Voir Jean-Pierre Mounier et Georges Fossat, « L'UNESCO en question », Problèmes politiques et sociaux, n° 514, La Documentation française, Paris, juin 1985.

(6) Paul Howell, « Rapport fait au nom de la commission de la jeunesse, de la culture, de l'éducation et de l'information et des sports sur l'avenir de l'UNESCO », Document du Parlement européen, PE DOC. A.2 172/85, décembre 1985.

Prochains colloques

● L'Alliance israélienne universelle organise à Paris, du 7 au 9 février, un symposium intitulé « ISRAEL FACE AUX NATIONS ». (Renseignements et inscriptions: Ecole normale israélite orientale, 6 bis, rue Michel-Ange, 75016 Paris. Tél.: (1) 42-80-35-00, poste 146.)

● L'association Journalistes en Europe organise un séminaire de huit jours à l'intention des journalistes de vingt-cinq à trente-cinq ans ayant au moins quatre années d'expérience et souhaitant compléter leurs connaissances sur l'Europe. Des bourses peuvent être sollicitées. (Renseignements: Journalistes en Europe, 33, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél.: (1) 45-08-86-71.)

● LES JOURNÉES EUROPEENNES DE LA TRADUCTION PROFESSIONNELLE - seront tenues les 25 et 26 mars à l'UNESCO, à Paris. Elles permettront, en présence au Salon Espolangeux, de présenter les nouveaux outils (banques de données, réseaux terminologiques, systèmes de traduction assistés par ordinateur) mis à la disposition des traducteurs ainsi que leurs incidences culturelles. (Renseignements: Inter-Echanges, 9 bis, rue de Valenciennes, 75005 Paris. Tél.: (1) 45-37-56-99 ou 43-37-43-69.)

● Le Centre français du commerce extérieur (CFCE) organise deux journées d'information, la première le 10 février sur la Corée du Sud, la deuxième le 18 février sur la Tchécoslovaquie. (Renseignements: CFCE, 10, avenue d'Éna, 75783 Paris Cedex 16. Tél.: (1) 45-05-57-40.)

صكزامن الأصل

UNE CHRONIQUE ITALIENNE

Le plaisir de l'énigme

1912 + 1, de Leonardo Sciascia, Adelphi Editioni, Milan, 97 pages, 12.000 lire.

« N'avez-vous pas que faire de vous répliquer un mystère ou d'écrire un roman », écrivait Edgar Poe, cité par Leonardo Sciascia en exergue à l'un de ses précédents ouvrages, A chacun son dieu. Son dernier texte - qui n'est pas un roman, - au titre énigmatique, 1912 + 1 (1), apparaît probablement comme son meilleur livre, car le plus achevé et le plus littéraire. Au moment où l'on parle beaucoup d'un renouveau de la littérature transalpine, qui, enfin, se « déprovincialiserait », l'écrivain sicilien nous propose une chronique on ne peut plus italienne. Et à la fois universelle; les dialogues invariables entre Borges et Pirandello, Poe et Huxley, d'Annunzio et Proust en sont davantage la preuve que bien des tentatives prétendument modernistes.

De quoi s'agit-il? D'un fait divers en apparence banal; et cependant, pas totalement, car d'habitude, en Italie, ce sont les hommes (père, frère, mari) qui viennent leur honneur. Ici, c'est une femme. Le 8 novembre 1913, à San-Romè, la très belle comtesse Maria Tiepolo, femme du capitaine Carlo Feruccio Oggioni, tue le domestique militaire de son mari, Quintilio Pollimanti, jeune recrue, menuisier dans le civil. Honneur baffoué? Jalouse? Fin d'une liaison dangereuse? « Le plaisir ne réside pas dans la réponse mais dans l'énigme », a écrit Borges.

Le récit commence sur fond de pastis politico-littéraire: Léon Blum s'enthousiasme pour d'Annunzio, le suffrage universel est voté par le Parlement italien, la guerre de Libye touche à sa fin, le rago arrive de Paris, où la Joconde a été volée. Il se termine à la veille du grand massacre de la Grande Guerre, par un autre meurtre, celui de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo. Entre-temps, la halle tirée par la comtesse nous fait rentrer dans le vif du sujet. Bien que Sciascia l'ait voulu « plus théâtrale, plus écrite, plus mystérieuse », cette histoire apparaît comme « exemplairement ambiguë », en somme « pirandellienne ». Et, en effet, c'est la réalité qui est littéraire. Jorge-Luis Borges, référence pertinente pour Sciascia, ne dit-il pas: « Je n'écris pas de la fiction, j'invente des faits »?

Pour Sciascia, le passé, ce sont des souvenirs métamorphosés en faits divers. Et d'ailleurs, peut-être qu'à Racalmuto, son village natal en Sicile, le jeune Sciascia, après avoir lu Le Rouge et le Noir, a-t-il rêvé, avec la volupté de l'effraction, d'une situation similaire où il séduirait une comtesse, de surcroît vénitienne. Ce passé - cette « désagréable promenade dans le temps », - Leonardo Sciascia nous le restitue avec une concision parfaite, une langue totalement maîtrisée. En contrepoint, les nombreuses digressions - réflexions et souvenirs personnels, références culturelles érudites - qui émaillent le texte introduisent une distraction - à tous les sens du mot - qui renforce la magie de la lecture.

De même que, dans les procès, l'expertise crée le doute, dans l'écriture, c'est la concision qui le crée. Et il ne sera pas levé, sauf pour le titre de l'ouvrage (dont la traduction en français, en cours chez Fayard, sera facilitée). En effet, il s'agit d'une référence à Gabriele d'Annunzio, qui écrivit superstitieusement sur une de ses dédicaces « 1912 + 1 » au lieu de 1913, car le nombre 13 était censé porter malheur en Italie du Nord, et donc bonheur en Italie du Sud.

FRANÇOIS VITRANI.

(1) 1912 + 1 est en vente à Paris à la librairie italienne La Tour de Babel, 10, rue du Roi-de-Sicile, 75004 Paris.

AFRIQUE

TCHAD: VINGT ANS DE CRISE. - Guy Jérôme Nganou. L'Harmattan, Paris, 1986, 231 pages, 130 F.

Ce regard d'un journaliste camerounais sur la crise tchadienne ne manque pas d'intérêt. Le livre rapporte les interminables rebondissement du drame tchadien. A mi-chemin entre le reportage et la chronique, c'est une mine d'informations peu connues bien articulées sur une crise fort complexe.

Selon G.-J. Nganou, la crise commence avec les incidents qui éclatent entre la population touba et le gouvernement central en novembre 1965 dans le Ouaddaï, lors de la session de pouvoir entre les fonctionnaires français et le gouvernement tchadien. La nouvelle administration autochtone, qui voulait intégrer cette province, utilisait des méthodes autoritaires. Elle multiplia les exactions (châtiments corporels, atteintes à la propriété foncière, travaux forcés) et perturbait le climat. L'affrontement devint inévitable. Le Tchad allait être « précipité dans l'effroyable nuit de la guerre civile ».

L'auteur retrace ensuite les méandres de ce déchirement: l'histoire des multiples factions, l'affaire de la bande d'Aouzo, le coup d'Etat d'avril 1975, l'affaire Claude, les revirements de MM. Hissène Habré et Goukouni Oueddeï, les tentatives de conciliation africaine, le rôle enfin de la Libye et de la France.

MICHEL LOBÉ EWANÉ

PROCHE-ORIENT

CLASS AND CLIENT IN BEIRUT, THE SUNNI MUSLIM COMMUNITY AND THE LIBANESSE STATE, 1840-1945 - Michael Johnson. Ithaca Press, Londres, 1986, 244 pages, 18 livres.

En vertu du Pacte national de 1943, les sunnites formaient, avec les maronites, l'ossature de l'État libanaise. Aujourd'hui, le système (il serait difficile d'écrire l'État) repose sur une tripartite des maronites, des chiites et des druzes. Le livre passionnant de Michael Johnson permet d'éclaircir cette évolution. Il présente les transformations économiques et sociales des sunnites de Beyrouth depuis l'ouverture au capitalisme occidental au milieu du dix-neuvième siècle; puis l'articulation des luttes entre notables de la communauté sur la vie politique libanaise après l'indépendance; enfin, la formation d'un complexe de la communauté, basé principalement sur la structure de classe et organisée en fonction de statuts (communautaire, familial) différenciés, et surtout sur un rapport de clientèle très vivace.

A partir de la guerre, l'ascension des « hommes de main » aux dépens des grands patrons traditionnels marque le déclin du rôle des sunnites.

ELIZABETH PICARD.

ANGOLA TO THE 1990s: THE POTENTIAL FOR RECOVERY. - Tony Hodges. The Economist, Londres, 1987, 146 pages, 95 livres.

Cette étude est sans aucun doute la plus complète qui ait été effectuée sur l'économie angolaise aujourd'hui. Des chapitres consacrés au pétrole, à l'industrie minière, à l'agriculture, à l'industrie manufacturière, aux transports et, enfin, au commerce extérieur et à la dette donnent une vue d'ensemble des difficultés rencontrées et des succès remportés, presque uniquement dans le domaine pétrolier. Grâce à l'augmentation constante de la production d'or noir, à une politique d'austérité et à la renouveau de sa dette extérieure, l'Angola réussit à résoudre ses problèmes de paiement. Mais une solution à long terme de la crise économique que connaît le pays passe par la fin de la guerre imposée par l'UNITA et l'Afrique du Sud. Ce travail est complété par une série de tableaux très à jour sur les différentes branches de l'activité économique.

ALAIN GRESH.

LE MALI DE MODIBO KEITA. - Cheikh Oumar Diarrh. L'Harmattan, Paris, 1986, 167 pages, 96 F.

Voici un éclairage original sur l'une des grandes pages de l'histoire du Mali postcolonial, l'épopée progressiste et nationaliste de Modibo Keita, figure de l'Afrique révolutionnaire des années 60. L'itinéraire de Modibo Keita, sa philosophie politique, son engagement passionné pour l'unité africaine, la construction du socialisme dans un pays pauvre, féodal et encore marqué par la colonisation; autant d'épisodes que Cheikh Oumar Diarrh évoque sur un ton souverain, engagé. Cela ne l'empêche point d'exposer sans complaisance les limites de l'action de Modibo Keita, et, surtout, les raisons de son échec.

M. L. E.

AFRIQUE, LES PETITS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT SONT-ILS EFFICACES? - Marie-Christine Gueneau. L'Harmattan, Paris, 1986, 230 pages, 110 F.

Pour dissiper une fois pour toutes les doutes et les méfiances qui entourent la rentabilité et l'opportunité des projets de petite taille, voici un ouvrage clair et novateur qui réaffirme que le développement se fera avec et par ceux qu'il concerne d'abord, ou ne se fera pas.

Renables parce que mieux adaptés aux situations auxquelles ils s'appliquent, les petits projets de terrain ont des coûts modestes et de grandes ambitions. Souvent efficaces parce qu'ils privilégient le paysan et l'habitant des bidonvilles comme partenaires et non comme assistés, ils tissent dans les régions pauvres du globe une toile sans équivalences.

CAROLE DANY.

POLITIQUE

HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE DE L'EST (1945-1985). - Włodzimierz Brus (traduit par Bernard Chevance et Sosie Karłowicz). La Découverte, Paris, 1986, 367 pages, 210 F.

L'auteur (1) est l'un des promoteurs de la réforme économique polonaise de 1956-1957, la première qui ait lieu dans les pays de l'Est au lendemain de la mort de Staline. Il retrace dans cet ouvrage l'évolution économique depuis 1945 des six pays de l'Europe orientale membres du Comecon (Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie et Tchécoslovaquie), ainsi que de la Yougoslavie et de l'Albanie.

Au-delà d'une abondante information économique et statistique assemblée dans un style gris comme le ciel de Sibirie, on retiendra deux idées importantes: le rôle joué par les révoltes populaires de 1956 en Pologne et en Hongrie dans la genèse des réformes des années 60; et l'échec de ces réformes, brièvement masqué, puis aggravé, par les échanges Est-Ouest.

La courte histoire économique des pays de l'Est est en fin de compte celle du conflit, toujours plus aigu, entre la frustration des populations et ce que W. Brus appelle « la perte de dynamisme de ces systèmes ».

MARCEL DRACH.

(1) Il vit et enseigne aujourd'hui à Oxford (Royume-Uni).

« Les pays d'Europe occidentale... Alfred Grosser (éd.) (la Documentation française, Paris, 1986, 275 pages, 48 F.). La septième édition de cet ouvrage permet de faire le point sur l'évolution politique dans dix-sept pays occidentaux... la France est exclue - ainsi que dans la CEE durant l'année 1985.

AMÉRIQUE

SACCO AND VANZETTI, THE CASE RESOLVED. - Francis Russell. Harper and Row, New-York, 1986, 245 pages, 18,99 dollars.

L'auteur de cet ouvrage sur l'affaire Sacco et Vanzetti cherche à prouver que l'un des deux condamnés, Sacco, était bien coupable de meurtre, malgré les nombreuses fautes et contradictions d'un procès qui avait duré sept ans et provoqué une campagne massive de protestation aux Etats-Unis et en Europe, ainsi que les critiques d'intellectuels et de juristes éminents.

L'auteur avait déjà soutenu le même thèse dans un livre très contesté publié en 1962, *Tragedy in Dedham*. Aujourd'hui, neuf ans après la réhabilitation officielle de Sacco et Vanzetti par le gouverneur du Massachusetts, il tente de renforcer son argumentation, en apportant comme preuve « irréfutable » une lettre reçue en novembre 1982 de la fille d'un des deux condamnés, Sacco, était bien coupable de meurtre, malgré les nombreuses fautes et contradictions d'un procès qui avait duré sept ans et provoqué une campagne massive de protestation aux Etats-Unis et en Europe, ainsi que les critiques d'intellectuels et de juristes éminents.

Le livre de Francis Russell s'inscrit, de toute évidence, dans la même ligne que l'ouvrage récent de Ronald Radosh, *The Rosenberg File: A Search for the Truth*, qui cherche à prouver la culpabilité de Julius Rosenberg.

Le but de deux auteurs semble être en réalité la réhabilitation de l'Etat américain, souvent accusé d'avoir commis dans ces deux affaires célèbres des assassinats légaux dans une ambiance de « chasse aux sorcières ».

SCHOFIELD CORYELL.

ASIE

THE SECOND INDOCHINA WAR, A SHORT POLITICAL AND MILITARY HISTORY 1964-1975. - William S. Turley. Westview Press, Boulder, Colorado, 1986, 238 pages.

Difficile d'être à la fois juge et partie. A l'heure où l'Amérique resserre les rangs derrière ses vétérans du Vietnam. Pour oublier. Pour regarder de l'avant. La production habituelle visée plus à justifier, à excuser, à expliquer. L'ambition de W.S. Turley est tout autre.

L'Amérique en guerre en Indochine a en à se battre sur un double front. Sur les champs de bataille et, très vite, sur ses propres campus. Où la contestation étudiante et bientôt le scepticisme national transposent sur le plan interne une gageure kolossale et compromise.

Cette mise en relation des divers discours de la guerre (débat intérieur, réponses communistes, dynamiques particulières des sociétés asiatiques, unité stratégique du front indochinois contrastant avec le vocabulaire vague et indéfini de *Vietcong*) incite W.S. Turley à situer exactement les spécificités, les pesanteurs et les blocages de chaque camp.

La prise en compte, lucide et réfléchie, de la documentation en vietnamien offre des documents de cette seconde guerre d'Indochine. L'auteur a su délicatement éviter les pièges du nominalisme national. A lire sereinement.

BUI XUAN QUANG.

STRATÉGIE

LA GUERRE EST MORTE. - Claude La Borgne. Grasset, Paris, 1987, 298 pages, 120 F.

Déclaration surprenante au moment que nous vivons. Elle doit s'entendre: morte pour nous, Occidentaux; et pour l'Europe de l'Est. Toute la thèse est dans ce titre éclairé par son corollaire: « La bombe l'a tuée ». Cela paraît dénué de la raison. Même si l'on tient pour certain que cette raison l'emporte chez les détenteurs actuels de la « bombe », qu'en serait-il demain?

Pourtant, optimistes, les développements du livre le sont un peu moins: jusque dans les subtilités et même les contradictions dont l'auteur est conscient, et qu'il cultive peut-être pour en jouer. Précisons qu'il est général. Un général intellectuel et peu conformiste, espèce autrefois plus rare, mais qui, aujourd'hui, se reproduit.

Y. F.

LA MILITARISATION INTÉGRALE. - Gislène Charzat. L'Harmattan, coll. « Stratégie et théorie », Paris, 1986, 190 pages, 120 F.

Pour n'être pas généraliste, l'auteur, député socialiste au Parlement européen, s'est spécialisée dans les questions de sécurité (extérieure). Son livre, bien entendu, contredit celui de Claude La Borgne. Si elle traite de la stratégie défensive, cependant qu'elle prépare un ouvrage sur la défense de l'Europe, c'est que Gislène Charzat est assez éloignée de croire que la bête est tout à fait morte. Et si elle présente l'IDS comme le fin de la fin de la militarisation intégrale, c'est-à-dire aussi à cette pensée scientifique, qui apparaît surtout comme une des inventions microbolantes du président Reagan? En tout cas, elle range parmi les « états de fait », qui sont surtout des esprits parasites, ceux qui, en France, le vieux paradigme étant troué, se rallient au super-filat américain. Et elle est résolument pour l'arme militaire française indépendante. Belle et pure représentante du socialisme gaullien.

Y. F.

CULTURE

PENSER LES MÉDIAS. - Armand et Michèle Mattelart. La Découverte, Paris, 1986, 284 pages, 110 F.

Un livre fort attendu. Et si nécessaire. Car en effet, l'avalanche des révélations quotidiennes sur l'avenir des réseaux et des chaînes, ou l'essor considérable des radios privées, des nouvelles télévisions et du marketing politique nous étonnent et nous embêtent de plus en plus. La logique d'ensemble qui bouleverse aujourd'hui la communication.

Surtout qu'en France les cinq années de gouvernement de la gauche (1981-1986) ont, dans ce domaine, été très riches en transformations. Souvent paradoxales, comme le signalent les auteurs: « Les années de gouvernement de la gauche ont fait ce que le capital et les forces du marché n'avaient pu réussir à faire: elles ont permis de conférer une pleine légitimité à la logique médiatique, l'écho médiatique devient du même fait le critère pour juger tant l'efficacité politique que la justesse d'une idée ou d'un argument. Une telle logique enclenchant d'ailleurs une sorte d'escalade: « A plus de technologie correspond plus de modernité. A plus de modernité plus de technologie ».

Il était donc nécessaire de faire le point. De mesurer du recul. De revenir à la théorie. Afin de saisir, dans le bouillonnement médiatique et les lois qui le déterminent. Ce que les auteurs font avec une remarquable intelligence, sans oublier de souligner l'importance des enjeux politiques: « La communication occupe désormais une place centrale dans la stratégie qui ont pour objet la reconstruction de nos sociétés. Par le biais des technologies électroniques, elle est devenue une des pièces maîtresses des reconstructions des grands pays industrialisés... Et, au-delà, un élément clé de l'internationalisation des économies et des cultures. Donc, un enjeu dans les rapports entre les peuples, entre les nations et entre les blocs ».

IGNACIO RAMONET.

PLAIES DE LA POLOGNE

Le lent pourrissement d'un pays sans avenir

FLEUVE SOUTERRAIN, OISEAUX DE NUIT, de Tadeusz Konwicki (traduit du polonais par Zofia Bobowicz), Robert Laffont, Paris, 1986, 215 pages, 80 F.

13 décembre 1981. Une date: la loi martiale est proclamée en Pologne, le syndicat Solidarité dissous. On tourne une page. Une de plus... Il paraît que tous les cinq ans, ou du moins périodiquement, la vie de la Pologne se reconstruit « en étapes, en défaites, en petits pas allant de la mort d'un tyran à la mort d'un autre tyran... ».

Pourtant, Septième - c'est le nom du héros tragiquement inconsistant, quoique lucide, du nouveau livre de Tadeusz Konwicki - fait revivre au ralenti les paradoxes de ce coup du 13 décembre. Septième n'en peut plus de porter les pyramides plaies de la Pologne, fléaux que l'histoire empile sur son dos. Il a déjà vu l'« insurrection de janvier », et aussi celle d'avant: les confédérés de Bar et les déportations successives par les Russes; ou même par-delà son existence personnelle par-delà le communisme: les « oprichniks », police politique du tsar Ivan le Terrible fondant sur le peuple comme ces hélicoptères qui survolaient à présent Varsovie sous la neige mortelle de décembre.

Septième n'en peut plus de fatigue de l'âme en voyant ainsi s'instaurer un régime de « terreur modérée ». Si, dans un roman précédent, *La Petite Apocalypse* (1), le personnage principal s'immolait par le feu pour protester contre la léthargie ambiante et l'emprise de l'énorme voisin, son acte, entouré d'ironie et de dérision, pouvait au moins revêtir une signification politique. Le désespoir de Septième est plus profond. C'est l'extrême lassitude. Elle l'amènera à se rayer de la carte, comme en politique, il a déjà « donné »: « J'ai aimé politiquement, je me suis humilié politiquement, j'ai fourragé les doigts dans le nez politiquement; à en débattre de la politique ».

Tadeusz Konwicki avait besoin de cet Atlas fatigué pour rendre plus dramatique encore, puisque désirable, sa vision de la Pologne. Pays « aux reins brisés », « touché à la moelle épinière », la « colonne vertébrale cassée », « mis à genoux » non seulement par la « grande puissance litébrola », mais par ses pires ennemis, les « Polonais eux-mêmes ».

Longue semble donc l'errance de Septième, somainbulé sous le choc des événements, mais fulgurantes ses perceptions de l'yard en osmose avec la folie d'un monde qui, mûr pour « cet étrange moment », bascule dans la décrépitude. Halluciné, il rejoint le fleuve souterrain des âmes mortes, tout ce peuple polonais dont se repressent les oiseaux de nuit cachés dans les cloaques de la villa: vampires, drogués, paumés, policiers déçus, transsexuels, ex-pendus, chats errants...

Ce grotesque débordant pourrait paraître surréaliste. Mais alimenté par la moquerie cinglante de l'auteur, il correspond bien à une réalité. En Pologne comme ailleurs, chacun sait que les grands édifices font surgir toutes sortes de « monstres » tels ceux que décrit Konwicki, tandis que sont précipités dans l'apathie « des millions de gens tapis dans leurs trous ».

Conscient de cette « colossale catastrophe d'anormalité », Septième est pourtant lui aussi « à côté ». Il souffre de confusionnisme, de pertes de la mémoire personnelle, croit qu'il a eu des enfants, ne sait plus quelles femmes il a aimées. Son mal-être est accru tout au long du livre par un gigantesque qui-proquo: dès la première minute, il s'enfuit de chez lui, croyant, à tort, qu'« ils » viennent le chercher.

Surréaliste encore, cette histoire? Non, car c'est lui, Septième, qui cette fois est « dedans », comme le sont les innocents aux mains pleines. Lui qui avoue qu'il ne comprend que des bribes de ce qui se passe, lui dont la conscience non seulement la « consciente malédiction » de sa propre existence de tuberculeux même Dieu s'est transformé en l'entrevue du lent pourrissement d'un pays sans avenir, dans un tissu social en pleine déliquescence avec ou sans communisme.

Sens demeurent concrets, matériels, « normaux », les soldats polonais en « chapeaux fourrés russes », ou encore ce « collabo » qui leur offre du café fumant. Seuls ne dérapent pas les tanks...

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) *La Petite Apocalypse*, paru en Pologne en 1979, et à Paris chez Robert Laffont en 1981.

TIERS-MONDE

LA GUERRE EN AFRIQUE DU NORD... L'absence de consensus...

LA GUERRE EN AFRIQUE DU NORD... L'absence de consensus...

LA GUERRE EN AFRIQUE DU NORD... L'absence de consensus...

LA GUERRE EN AFRIQUE DU NORD... L'absence de consensus...

LA GUERRE EN AFRIQUE DU NORD... L'absence de consensus...

LA GUERRE EN AFRIQUE DU NORD... L'absence de consensus...

LA GUERRE EN AFRIQUE DU NORD... L'absence de consensus...

LA GUERRE EN AFRIQUE DU NORD... L'absence de consensus...

LA GUERRE EN AFRIQUE DU NORD... L'absence de consensus...

LA GUERRE EN AFRIQUE DU NORD... L'absence de consensus...

LA GUERRE EN AFRIQUE DU NORD... L'absence de consensus...

du mois

LE TIERS-MONDE FACE AU « MODÈLE »

La seconde mort de l'industrie lourde

LA fin des années 50, le président Mao Zédong annonçait la critique du modèle de développement soviétique basé sur l'industrie lourde. Son article « Dix grands rapports » insistait sur la nécessité d'un développement équilibré entre l'agriculture, l'industrie légère et l'industrie lourde. Il est aujourd'hui porté aux nues par les planificateurs socialistes contre lesquels il était dirigé mais qui se sont depuis ralliés au libéralisme et aux industries villageoises.

Cette victoire posthume trouve une confirmation éclatante dans les réalités mêmes de l'industrialisation des pays en quête de développement, depuis cette époque, toutes tendances politiques confondues. En témoigne l'avant-dernière livraison de la Revue Tiers-Monde, entièrement consacrée à la « nouvelle industrialisation » (1). L'industrie lourde, jadis considérée comme la base d'une industrialisation indépendante, est unanimement décriée sur le plan théorique. Elle ne se voit réserver qu'une étude sectorielle, sur la pétrochimie et le raffinage, qui conclut évidemment au caractère « appauvrissant » de la croissance dans les pays riches qui ont joué cette carte pour valoriser leur pétrole.

L'agriculture, elle aussi, est abandonnée de ce monde, ce que ne suffit pas à justifier le choix du thème. Outre que les industries agro-alimentaires sont elles-mêmes oubliées, il eût été bon de souligner qu'il n'y a pas de « nouvelle » ni d'ancienne industrialisation réussie sans une maîtrise préalable de l'indépendance alimentaire, ce qui suppose généralement de payer ses propres paysans au-dessus du cours mondial. Mais oublions cette lacune pour saluer la somme qui nous est proposée.

Une première partie réunit quatre articles de réflexion générale. Moïse Ikonnikov, qui, après de Gérard de Bernis, furent jadis associés à la stratégie des « industries industrialisantes » en Algérie, se livre à une autocritique en règle des dogmes des années 60 : ce que Moïse Ikonnikov appelle le « saint-simonisme du tiers-monde », la volonté de reproduire, d'amont en aval et sur chaque territoire national, la trajectoire des deux premières révolutions industrielles nord-américaines. Mais, au-delà de la critique, les orientations divergent.

Moïse Ikonnikov, en conclusion d'une brillante synthèse sur les débats actuels,

du monde indien à l'Amérique latine, s'en tient au domaine de l'économie industrielle pour poser en conclusion la question qu'il juge aujourd'hui centrale dans la problématique de développement : les stratégies d'entrée aux nouvelles filières. Or il se trouve (et c'est le contenu essentiel de l'article d'Albert Bressand) que les filières d'aujourd'hui sont de plus en plus légères, voire immatérielles (télécoms). L'industrialisation lourde est une erreur parce qu'elle n'est plus d'actualité. La problématique du « rattrapage industriel » reste inchangée, mais la cible a bougé. Problématique qui formalise de manière séduisante Marc Humbert : le système industriel mondial dicte sa loi (et une étude sur l'électronique en montre la dureté), les sociétés locales doivent chercher à s'y insérer.

D'AMÉTRALEMENT opposés (ou seulement perpendiculaires ?) est la démarche de Pierre Judet et Claude Courlet, qui en appellent au retour à l'« histoire longue », à l'« incubation » locale des conditions du développement. Et il faut bien reconnaître que la seconde partie du numéro, sur les expériences nationales, leur donne plutôt raison. Rôle décisif de l'Etat dans les nouveaux pays industrialisés, réalité de la formation endogène d'une nouvelle classe d'entrepreneurs dans les pays les moins avancés, importance du développement du marché intérieur en Corée et, a contrario, profonde désindustrialisation implicite par les politiques d'ajustement à court terme dictées par le Fonds monétaire international en Amérique latine : la réalité politico-sociale et macro-économique de chaque territoire national reste la base des analyses comme des stratégies de développement. D'où l'échec, finement analysé par Christian Comella, des tentatives de prendre en charge « l'extérieur » le sauvetage de l'Afrique.

Reste que les normes de production des nouvelles filières s'imposent mondialement. Mais la seule voie pour le tiers-monde est-elle de suivre le modèle du Nord ? La question n'est pas posée dans ce numéro. Elle l'avait été dans le numéro 100...

ALAIN LIPIETZ.

(1) « La nouvelle industrialisation du tiers-monde », Revue Tiers-Monde, numéro 107, juillet-septembre 1986, PUF, Paris, abonnement annuel : 290 F.

TIERS-MONDE

FINANCEMENT ET DETTE EXTERIEURE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT. - Etude 1986 * OCDE, Paris, 1986, 243 pages, 95 F.

Intéressant travail pédagogique que celui réalisé par l'OCDE pour cette édition 1986 de ses données sur la dette du tiers-monde. Rompant avec des présentations plus lourdes et difficilement utilisables dans ses éditions précédentes, cette organisation fournit ici plusieurs tableaux très clairs sur la dette totale (avec répartition des données depuis 1982), le service de la dette et surtout les transferts financiers nets entre pays emprunteurs et pays prêteurs.

On retiendra une analyse des biais introduits dans le calcul par la récente chute du dollar qui gonfle les créances libellées en dollars monnaie ; par 88 milliards de dollars de hausse nominale en 1985, 33 milliards seulement reflètent une hausse réelle de la dette. De même, une estimation des créances non comptabilisées officiellement (essentiellement entre banques privées) permet de relever opportunément la dette mesurée à 109 milliards de dollars (contre 97 officiellement) ou celle des Philippines à 29 milliards (contre 23,8). Enfin, outre de précieuses discussions sur les indicateurs propres à mesurer la solvabilité d'un pays donné, c'est la notion de transfert financier net qui est étendue dans toute sa complexité, aboutissant à distinguer certains grands débiteurs pour lesquels ce transfert est dramatique (car les rendements des investissements n'équilibrent pas, à long terme, le taux d'intérêt) de ceux pour lesquels il correspond à des structures de développement plus saines.

PHILIPPE NOREL.

PAYSAIS A VENIR, LES SOCIÉTÉS RURALES DU TIERS-MONDE. - Jacques Chochol * La Découverte, Paris, 1986, 299 pages, 125 F.

Ancien ministre, au Chili, de l'Agriculture du gouvernement Allende et voyageur infatigable, Jacques Chochol invite à un véritable tour du monde des sociétés rurales dont il dresse le tableau. Une investigation ordonnée, intelligente, régionale du monde, modes d'exploitation, potentialités agricoles, conditions de vie et de production, rôle des femmes, urbanisation accélérée. De la Chine au Maghreb, du Mexique aux campagnes soudanaises, il souligne les questions-clés en plaçant le rural à la place qu'il devrait occuper : au centre des préoccupations de tous les « développeurs ».

Dirigée la péninsularité bien réelle des agriculteurs du sud, c'est l'effritement des valeurs paysannes et la dévalorisation du savoir-faire local qui sont en jeu.

C. D.

DE LA CRISE AU CODÉVELOPPEMENT. - Actes du colloque international organisé par le Conseil pour le développement intégré de l'université catholique de Louvain * UCL/CIADO, Louvain, 1986, 242 pages.

Crise des systèmes, des structures économiques ; crise des mentalités et des modes de vie... Ce sont tous les aspects des relations Nord-Sud que la « crise » se cesse d'affecter en profondeur et qu'il importe aujourd'hui d'analyser en détail.

L'état des lieux que constitue la publication des actes du colloque international sur le codéveloppement se révèle, page après page, un outil précieux d'interprétation des paradoxes et des malentendus qui entourent l'idée majeure de ces dernières années : le développement intégré. Les contributions variées sur un nécessaire codéveloppement du Nord et du Sud ont le mérite de préciser à la fois le contexte et les enjeux de l'interdépendance entre monde industrialisé et tiers-monde. Le développement autocentré, loin de n'être qu'un gadget idéologique de plus, apparaît alors comme une perspective crédible et le moyen d'un patient réajustement des équilibres.

C. D.

VOLONTAIRES POUR LE TIERS-MONDE. - Jean-Dominique Boucher * Karthala, Paris, 1986, 285 pages, 75 F.

« Devient-on un volontaire... » Ainsi s'ouvre cet ouvrage en forme de carnet de route, qui retrace une histoire silencieuse mais obstinée : celle de l'engagement humanitaire dans les pays du tiers-monde.

Il s'agit pourtant plusieurs milliers de femmes et d'hommes à suivre des années durant cet itinéraire aux facettes multiples : éducation rurale, projets de santé, formation scolaire et technique, coopératives agricoles.

Dans les villages, en brousse ou au cœur des bidonvilles des cités géantes du tiers-monde, ils ont en commun une exigence : être présents sur le terrain, loin du sensationnalisme et au plus près des populations. Une coopération à la base, qui a, elle aussi, ses limites et ses faiblesses, mais une coopération différente.

C. D.

LE RÉSEAU D'INFORMATION TIERS-MONDE (RITIMO), qui regroupe quarante centres de documentation pour le développement dans toute la France, offre une très riche documentation ouverte à tous. (Renseignements : RITIMO, 20, rue Rochecouart, 75009 Paris. Tél. : (1) 45-31-18-02.)

Les « résistances » de Bernard Langlois

Par YVES FLORENNE

C'EST toute une histoire. Un cas particulier, sans doute, mais assez exemplaire pour exhiber dans toute leur nudité - ou leur déshonneur - la liberté de la superpermissivité audiovisuelle, et l'indépendance de ceux qui en ont la charge.

Cette histoire-là est celle d'une émission de télévision, « Résistances », racontée par celui qui la créa. Dans son livre, Bernard Langlois évoque le principe (1). Alors présentateur d'un des journaux télévisés, il en fut écarté pour avoir mangé aux convalescences : dans son honneur à la princesse Grace de Monaco qui venait de mourir. C'est vrai qu'il y a un rituel embellissant et aseptisé pour la toilette des morts. Pourtant, Langlois, pratiquement déclaré au « devoir d'irrespect », n'avait montré en la circonstance que le respect le plus convenable, réchauffé par une sincère sympathie - mais dans son langage trop spontané et un peu roturier. C'est précisément le mot « roturière » appliqué à Grace Kelly qui avait provoqué sur les sommets un tollé démocratique. L'émotion accusée, saluant celle qu'il tenait pour une femme de qualité, avait clairement voulu faire entendre, sans d'ailleurs viser personne d'autre, qu'une qualité native vaut mieux qu'une « naissance » héréditaire où rien ne resterait de noble que le nom. L'algèbre et le silence temporaire auquel fut condamné le coupable eurent cet heureux résultat : la création pour lui de l'émission qu'il intitula « Résistances ».

Il y consacra, dit-il non sans que perce une émotion, « quatre années de sa vie ». Sur quoi il fut de nouveau « mis à pied » pour avoir parlé, avec moins de grâce qu'il proposait d'une princesse, des « trognons viriles » de la place Beauvau. Pourtant le qualificatif est flatteur ; et le substantif, d'une rareté. Le journaliste a préféré la désolation. Il reprochait dans le livre le texte de sa lettre au patron de la chaîne, le même qui naguère avait été de l'émission qu'elle en était « l'honneur ».

Le pouvoir politique, ou des intérêts moins visibles, viennent toujours rappeler à l'ordre qui est le leur ces moyens de communication trop récents. « Résistances » avait pourtant duré quatre ans. Tout juste comme celle qui a donné un mot sa majesté. Mais ici, le moment vient où l'on n'a que le choix entre la collaboration ou se déporter soi-même. En France, la liberté de la presse est totale (compte tenu, bien entendu, des sujétions économiques) et elle va même jusqu'à la liberté d'abuser. Conclura-t-on que la télévision n'est pas la presse ? La question a déjà été posée sous une autre forme : « Les journalistes de la télévision sont-ils des journalistes ? » La cas Langlois montrerait qu'il y a une certaine difficulté à l'être. Et qui risque de cousturer trivialement son non-être.

Langlois se montre notamment fier d'un « ton irrespectueux et sarcastique », qui est d'ailleurs plus souvent chaleureux. Ce n'est rien, si ce n'est une « espèce » de généralité fondeuse, une passion de justice et de franchise, une fraîcheur d'indignation, plus ou moins exprimées - ou la dit sans l'ombre d'ironie - d'une émouvante candeur. Et tout cela se retrouve dans son livre, dans cette histoire d'ailleurs largement illustrée par le texte enregistré des propos qui furent tenus.

« RÉSISTANCES » n'était pas seulement un discours mais un dialogue, et un décor parlant, un procès avec témoins et accusateurs pour la défense véhémente des droits de l'homme. Avec pour nécessaire conséquence cette revendication : « La souffrance et la misère extrême des peuples du tiers-monde, l'insupportable exploitation dont ils sont l'objet, leurs révoltes et les répressions féroces qu'elles

engendrent, voilà ce qui sera au cœur de quatre années d'émissions. » Et donc au cœur de ce livre. Un cœur qui est tout naturellement le « sous-continent » américain, lequel donne un sens nouveau à cette expression géographique : il appartient jalousement à un super-continent. Ainsi le dit M'Amore : « Toute l'Amérique aux Américains du Nord. » L'Amérique, sans parler du reste. Bernard Langlois ne conteste pas la réalité démocratique des États-Unis ; il constate qu'elle est seulement pour eux-mêmes. Ainsi s'en juge-t-il que plus condamnable une certaine pratique, qui leur est propre, de dictature sur les autres ; simplement plus circonspecte à l'égard du « monde libre ». La dictature du bien, bien entendu. L'espace de respect nous impose de ne pas citer ici le nom que donne Langlois à l'homme Liberté de Bartholdi, là où elle se tient avec sa lanterne pour accabliser le ciel.

L'auteur précise : « d'où il parle », d'où il vient, ce qu'il fut et ce qu'il est. On le sentirait, dans le chapitre qu'il consacre au ralliement populaire du clergé, évêques compris, en Amérique, et à la « religion de la libération ». Quand il évoque ce « petit curé indien » venu témoigner de la « terrible situation des paysans de l'Altiplano, coincés entre le Sentinel lumineux et les militaires », il y a là comme un symbole. L'espace est étroit, entre la place de Mai et le boat people, entre les Pinochet et les Pol Pot.

Les censeurs de « Résistances » ont toujours jugé qu'on parlait trop de tiers-monde, et pas assez du monde du froid. Le livre montre que la mesure n'est pas si facile ; le bilan de l'« empire de l'Est » n'est nullement estimé positif ; que la dénonciation est sans complaisance, qu'il s'agit de Moscou ou des satellites, par exemple la Pologne. Si le résistant incongru était toujours en place, il est à parier qu'il ne rationaliserait pas l'occasion d'un magazine sur la mode des lunettes noires à Rome ; à quand l'entrée du général Pinochet, par la porte du Peuple éruditionnel, et son passage parmi les lauriers sous l'arc de triomphe de Titus ?

Combattant courageux de toutes les résistances, Bernard Langlois n'a pas proféré pas moins un antimilitarisme de bon vieux aloi, et un pacifisme respectable. Sans qu'on sache trop si, chez lui aussi, se confondent pacifiste et pacifique. Il partage bien sûr l'obsession du mythe nucléaire, et la conviction que l'abolition de la bombe serait la sauvegarde de la paix. En négligeant que c'est grâce à cette terreur que la paix est sauvée depuis quarante ans. On oublie aussi - à supposer qu'on l'ait su - que le dernier bombardement « conventionnel » (not admirable) sur le Japon a fait plus de morts qu'Hiroshima. C'est au contraire par toutes les armes autres que nucléaires que devrait commencer le désarmement intégral. Il semblerait aussi que notre résistant impatient préfère ne pas évoquer le vieux choix entre la mort et la soumission. L'essai, c'est que la soumission conduit à faire la guerre de force, souvent contre les siens, pour le compte de ceux auxquels on n'est soumis.

Il est des circonstances où, autant qu'on y réfléchisse, il faut bien faire la guerre, sous une forme ou sous une autre. De toute façon, une actualité à répétition, et le propre témoignage de Bernard Langlois le montre assez : il est rare que les résistances ne soient pas contraintes de devenir violentes. De plus, toute résistance est toujours baptisée « terrorisme » par quelqu'un. Toute la question, et elle n'est pas simple, est d'identifier, authentifier les résistances, pour les distinguer fermement des défiles fanatiques qui font fureur, ou d'un simple nihilisme du goût de Mao.

(1) Bernard Langlois, Résistances, La Découverte, Paris, 1987, 372 pages, 95 F.

POLITIQUE

HISTOIRE SECRÈTE DES DOSSIERS NOIRS DE LA GAUCHE. - Jean-Michel Quatrepoint * Alain Moreau, Paris, 1986, 382 pages, 95 F.

La gauche arrivée au pouvoir en 1981 se voulait porteuse d'une politique industrielle. Jean-Michel Quatrepoint la passe au crible de quatre dossiers majeurs : celui de l'endoviél, celui de l'empire Beusset repris par les frères Willot, celui du logement et celui du téléphone. En conduisant une enquête en forme de roman policier après des capitaines d'industrie, des entourage ministériels et des omnipotents conseillers du président. Car la « politique industrielle » s'est trop souvent jouée en faisant la part belle aux proclamations moralisatrices (« Nous devons rendre gorge aux frères Willot... ») sans être au mesure de la traduction en actes : en négligeant les réalités du marché (ici Quilliot) ; en prenant de hasardeux paris sur l'avenir des télécommunications (fusion des activités télécoms de Thomson et d'Alcatel sous l'égide de la CGE) ; et en voulant, in extremis, avec l'octroi de la 5^e chaîne à M. Berlusconi, ballonner un paysage audiovisuel que la droite a facilement bouleversé.

Ces dossiers noirs industriels, que l'auteur met en contraste avec une certaine réussite de la politique économique après 1983, ne doivent pas faire oublier que la gauche a réussi le tour de force idéologique de réhabiliter l'entreprise, l'esprit d'entreprise et les contraintes industrielles auprès de son propre électeur, et de livrer à la droite un terrain où le « sale boulot » avait été fait.

BERNARD CASSEN.

Calendrier des fêtes nationales

- 1^{er}-28 février
- 4 SRILANKA Fête de l'indépendance.
- 6 N°ZÉLANDE Fête nationale.
- 11 IRAN Ann. v. du Islam.
- 18 GAMBIE Fête de l'indépendance.
- 23 GUYANA Fête nationale.
- 25 KOWEÏT Fête nationale.
- 27 REP. DOMINIKAINE Fête de l'indépendance.

ESSAIS SUR LA POLITIQUE, XIX^e-XX^e SIÈCLES. - Claude Lefort * Bouil, coll. « Esprit », Paris, 1986, 333 pages, 110 F.

Deux essais produits au cours de ces huit dernières années, dans lesquels l'auteur, directement ou à partir des œuvres de Tocqueville, Michelet, Edgar Quinet, Marx, Hannah Arendt... entend réhabiliter « en notre temps » une pensée de la « classe politique » qui, au-delà des condamnations du totalitarisme, n'évacue pas l'histoire.

Cette réflexion se cristallise autour de l'idée de démocratie, notion-clé pour Claude Lefort. Mais pour que cette société demeure démocratique, le souci du politique doit subsister.

RENÉ BAYSIÈRE.

SOCIÉTÉ

MESSAGES POUR LA PLANÈTE BLEUE. * Syros, Paris, 1986, 141 pages, 140 F.

Cet ouvrage, édité par l'Institut Hiroshima-Nagasaki, se veut à la fois un témoignage sur les deux explosions nucléaires et une réflexion de dizaines d'intellectuels français et étrangers, de Paul-Marie de La Gorce à Vercoors en passant par Abdellatif Laabi, sur les dangers de cette arme terrifiante.

Admirablement illustré, le livre est complété par de nombreux documents, dont le manifeste Russell-Einstein de 1954 : « Rappelez-vous que vous êtes de la race des hommes et oubliez le reste. Si vous y pervenez, un nouveau paradis est ouvert ; sinon, vous risquez l'autoanéantissement universel. »

A. G.

Le droit de la sécurité internationale

par Daniel COLARD et Jean-François GUILHAUDIS

Le droit de la sécurité internationale

Daniel Colard
Jean-François Guilhaudis

MASSON - 111, rue Saint-Jacques

Les questions de sécurité internationale sont extrêmement nombreuses. Les auteurs ont choisi de traiter ici la réglementation de la violence internationale, les alliances, les Nations Unies et le maintien de la paix. A partir de textes ou d'extraits de textes insérés dans des développements, ils apportent des remarques et des informations essentielles. Des indications bibliographiques et des références documentaires nombreuses facilitent un approfondissement.

Collection Droit-Sciences Économiques. 1987, 200 pages, 110 Frs

MASSON

Le cataclysme de Damoclès

Par GABRIEL GARCIA MARQUEZ

UNE minute après la dernière explosion, plus de la moitié des êtres humains seront morts, la poussière et la fumée des continents en flammes valent...

tion des conditions d'hygiène, la fourniture d'eau potable et de nourriture... Un rêve inaccessible, évalué à 100 milliards de dollars.



(Natascha Krenbol)

Les rares êtres humains ayant survécu à cette première frayeur et les privilégiés ayant pu disposer d'un refuge sûr à 3 heures de l'après-midi du samedi...

L'an dernier il y avait dans le monde, selon les chiffres de la FAO, quelque 575 millions de personnes souffrant de la faim.

des autres planètes. C'est peut-être moins que cela : un hameau sans mémoire, abandonné de la main des dieux dans le dernier faubourg de la grande patrie universelle.

peut-être être la femme la plus belle de la nouvelle création. De nous dépend, hommes et femmes de science, hommes et femmes des arts et des lettres, hommes et femmes d'intelligence et de paix...

La puissance d'enfantement de cette colossale menace suspendue sur nos têtes, telle un cataclysme de Damoclès, pourrait théoriquement détruire quatre planètes en plus de toutes celles qui tournent autour du Soleil...

On peut dire enfin que la suppression de la dette extérieure du tiers-monde, et le redressement économique de celui-ci...

Et pas seulement de l'intelligence humaine, sinon de l'intelligence même de la nature, dont la finalité échappe à la clairvoyance de la poésie.

En toute modestie, mais aussi avec toute la détermination de l'esprit, je propose que nous prenions, ici et maintenant, l'engagement de concevoir et de fabriquer une arche de la mémoire capable de survivre au déluge atomique.

La seule consolation que puissent nous apporter - à la rigueur - ces simplifications terrifiantes, c'est de nous permettre de vérifier que la préservation de la vie humaine sur terre coûterait bien moins que l'entretien de la « peste » nucléaire.

Malgré ces certitudes dramatiques, la course aux armements ne s'accorde pas un instant de trêve. En cet instant même, pendant que nous déjeunons, on a produit une nouvelle ogive nucléaire.

POUR tenter d'empêcher que cela n'arrive, nous nous sommes rassemblés ici, ajoutant nos voix à celles innombrables qui réclament un monde sans armes et une paix juste.

(1) Ce texte a été lu par l'auteur lors de la séance d'ouverture de la Conférence pour la paix et le désarmement, qui s'est tenue à Ixtapa (Mexique) les 6 et 7 août 1986 et à laquelle ont participé les présidents Raúl Alfonsín (Argentine) et Miguel de la Madrid (Mexique)...

Dans ce numéro :

- PAGE 2 : La construction européenne à la recherche d'un second souffle, par Bernard Cassen. Correspondance.
PAGES 3 à 7 : TENSIONS SOCIALES ET GUERRE ÉCONOMIQUE : Du côté de la nationalité au statut des étrangers : comment s'en débarrasser ? par Christian de Brie...

- L'Europe face au projet de « guerre des étoiles », par Jean Klein.
PAGES 16 et 17 : Washington renforce son dispositif militaire dans le Golfe et l'océan Indien, par Lawrence Lifschitz.
Terrorisme : une sainte alliance contre l'insaisissable ennemi ? (A.G.)
PAGE 18 : Le Pakistan peut-il faire retour à la démocratie ? par Alexandre Dastarac et M. Levent.
PAGE 19 : Les remous de la politique d'ouverture en Chine, par Xavier Laccioni.
PAGE 20 : Prescrire les crimes d'Etat en Argentine ? par Didier Motchane. Dans les revues...
PAGE 21 : Tentative de déstabilisation au Suriname, par François Barthélémy.
PAGE 22 : En Autriche : l'héritage de M. Kreisky en question, par Michel Cullin.

- PAGES 23 à 28 : Japon : la rançon du succès (supplément).
PAGE 29 : La recherche industrielle, tremplin de la compétitivité américaine, par Pierre Dommergues.
PAGES 30 et 31 : Comment enrayer la disparition des forêts tropicales, par Daniel Dory. - Mainmise sur l'Amazonie, par Patrick Postal.
PAGE 32 : UN ROMAN D'ANTONIO SKARMETA : « Use ardente patience » (extraits).
PAGE 33 : La crise de l'UNESCO en suspens, par Boissac.
PAGES 34 et 35 : LES LIVRES DU MOIS : Les « résistances » de Bernard Langlois, par Yves Florenne. - « 1912-14 », de Leonard Sciascia, par François Vitarant. - « Fleuve souterrain, oiseaux de nuit », de Tadeusz Konwicki, par Marie-Françoise Allain.

Le Monde diplomatique du mois de janvier 1987 a été tiré à 137 500 exemplaires.

Février 1987

Handwritten Arabic text at the bottom center of the page.

Advertisement for 'HASA' magazine, featuring the title 'LE M...', 'QUAND L'arg...', and 'PAR CLAUDE...'. It includes a small table with subscription rates and a list of contents.